

La guerre de basse intensité.

Frank Kitsen.

Traduit par Laurent Chaulveron.

lubuway@hotmail.com

www.astrologie-mondiale.com.

Remerciements

De nombreuses personnes m'ont aidé dans la préparation de ce livre et, bien que je ne puisse les citer toutes, je leur en suis néanmoins très reconnaissant. Dans certains cas, ma dette est telle que je me sens obligé de la consigner ici et, à cet égard, je voudrais commencer par exprimer mes remerciements les plus sincères au Master et aux Fellows du University College d'Oxford pour m'avoir permis de vivre parmi eux en tant que membre de leur Senior Common Room pendant l'année au cours de laquelle j'ai écrit ce livre. Cela a été un grand privilège pour moi, et j'espère seulement que cela n'a pas été une trop grande contrainte pour eux.

Je souhaite ensuite remercier le professeur N. H. Gibbs, titulaire de la chaire Chichele d'histoire de la guerre à l'université d'Oxford, qui a supervisé mon étude. Son tact en tant que conseiller ainsi que ses connaissances académiques et son intégrité sont responsables du fait que les résultats de mon travail sont publiables, et je suis très conscient de la chance que j'ai eue de l'avoir comme guide.

Enfin, je voudrais mentionner les nombreux officiers des armées britannique et américaine qui m'ont aidé lors de mes visites dans leurs différentes écoles, collèges, unités et établissements.

Sans exception, ils ont donné gratuitement de leur temps et de leur expérience et j'espère avoir rendu justice à leurs points de vue.

Collège universitaire.

Oxford

Viii

1er septembre 1970

Préface à l'édition de poche

Les opérations de basse intensité ont été écrites principalement pour préparer l'armée à jouer un rôle dans la lutte contre la subversion et l'insurrection et à participer à des opérations de maintien de la paix. Une grande partie de l'ouvrage consiste en une synthèse des points de vue d'un grand nombre de personnes, préparée à la lumière des expériences de l'auteur jusqu'au moment de la rédaction. En outre, le livre contient les idées de l'auteur sur la manière dont un commandant opérationnel peut obtenir le type d'informations dont il a besoin pour mettre ses hommes en contact avec l'ennemi.

Le livre a été publié pour la première fois au début de l'actuelle série de troubles en Irlande du Nord, ce qui lui a permis de s'attaquer au problème le plus urgent de l'armée. Il a rapidement été jugé utile d'un point de vue professionnel et a été plus ou moins utilisé dans l'éducation et la formation des officiers de l'armée depuis lors. Elle a également eu une certaine influence sur la doctrine officielle de l'armée dans les années 1970, même s'il serait exagéré de dire que cette doctrine était basée sur elle. Les opérations de basse intensité ont été largement étudiées à l'étranger, en particulier aux États-Unis, et ont été traduites dans plusieurs langues étrangères. Rien de tout cela n'est remarquable en soi et cela s'est déjà produit pour un certain nombre d'autres ouvrages au fil des ans.

Ce qui est surprenant, c'est l'effet que le livre a eu dans les cercles non militaires. Un certain nombre de commentateurs, dont beaucoup venaient de l'extrême gauche de l'échiquier politique, ont affirmé que le livre était un projet de suppression de la dissidence légitime en Grande-Bretagne et d'ingérence de l'armée dans la vie politique du pays. En fait, le livre est totalement impartial entre la gauche et la droite et ne contient aucune suggestion selon laquelle l'armée devrait agir d'une manière contraire aux instructions du gouvernement

légitime. En fait, la chaleur générée à l'époque serait incompréhensible dans le climat d'opinion d'aujourd'hui, mais elle est intéressante en tant qu'indication de la situation très différente qui existait au début des années 1970.

Pour en revenir à l'aspect professionnel de l'entreprise, il est intéressant de se pencher sur la manière dont les Britanniques considéraient la gestion de l'insurrection au moment de la publication du livre. Pendant de nombreuses années, les Britanniques, comme les Français et les Américains, ont essayé d'établir des principes pour mettre en place un cadre dans lequel les opérations militaires pourraient se dérouler de manière utile au cours d'une campagne de lutte contre l'insurrection. La plupart des gens ont compris qu'il fallait un mécanisme adéquat pour coordonner les divers aspects politiques, économiques et psychologiques du programme d'un gouvernement, avec les actions de l'armée et de la police, autant de sujets abordés dans le livre. A cette époque également, il était largement admis que le principal objectif du gouvernement dans la lutte contre l'insurrection était de regagner l'allégeance de la partie de la population qui soutenait les insurgés et que la neutralisation des terroristes actifs n'était qu'une partie du problème.

L'expérience acquise dans ce domaine l'a été principalement à l'étranger, le plus souvent dans des territoires coloniaux, ou en tout cas dans des pays à gouvernement non démocratique. Au moment de la publication du livre, l'armée britannique s'efforçait d'adapter les idées acquises dans les colonies aux circonstances prévalant dans une partie du Royaume-Uni, à savoir l'Irlande du Nord, et elle le faisait en partenariat avec un certain nombre d'hommes politiques et de fonctionnaires basés à Londres qui avaient très peu réfléchi aux problèmes de l'insurrection, et un certain nombre d'hommes politiques et de fonctionnaires d'Irlande du Nord dont tout le système politique avait été conçu avec ce même problème à l'esprit, mais dans un contexte qui était devenu obsolète d'un

point de vue politique. Les progrès n'ont été réalisés qu'après une longue période d'essais et d'erreurs.

L'autre partie du problème de l'armée en Irlande du Nord, à l'époque où le livre a été publié, était de développer les tactiques nécessaires pour remplir les rôles militaires qui lui étaient attribués. Ces rôles comprenaient un certain nombre de tâches défensives, telles que le contrôle des émeutes et l'empêchement des bombardiers et des tireurs d'élite de remporter des succès susceptibles de promouvoir leur cause. Ils comprenaient également la tâche offensive essentielle consistant à neutraliser les insurgés eux-mêmes.

Dans les campagnes précédentes, la neutralisation des insurgés était généralement possible si les forces de sécurité parvenaient à les trouver.

Le système décrit dans ce livre, qui consiste à compléter les informations fournies par l'organisation de renseignement par des informations recueillies par les troupes elles-mêmes, était basé sur l'hypothèse que, s'ils étaient trouvés, les insurgés pourraient être engagés dans la bataille légalement, ou capturés et condamnés par un tribunal, ou détenus en vertu d'une législation d'urgence. La situation à laquelle l'armée a été confrontée en Irlande du Nord était la suivante : la loi n'autorisait les soldats à ouvrir le feu que dans des circonstances très limitées et les condamnations judiciaires étaient, et sont toujours, difficiles à obtenir en raison de la difficulté d'obtenir des preuves adéquates.

Bien que l'internement se soit avéré utile pour combler les lacunes, il a engendré ses propres problèmes et n'a été utilisé que pendant quelques années au cours de la première moitié des années 1970. L'Irlande du Nord a donc engendré un nouveau problème, mais toutes les questions abordées dans ce livre n'en restent pas moins d'actualité et pertinentes.

Mais Les opérations de basse intensité ne traite pas d'une campagne particulière, et encore moins de celle menée en Irlande du Nord, qui venait à peine de commencer au

moment de la rédaction de l'ouvrage, en 1969/1970. Parmi les autres opérations de faible intensité auxquelles les Britanniques ont participé depuis cette époque, citons l'aide apportée au sultan d'Oman pour mettre fin à une insurrection dans son pays et la participation aux opérations de maintien de la paix des Nations unies à Chypre, en Namibie et dans le Sinaï, cette dernière s'étant transformée en une force multinationale lorsque le mandat des Nations unies a pris fin.

Deux autres opérations de faible intensité qui ont eu lieu depuis la rédaction de ce livre méritent d'être mentionnées.

La première est l'opération menée au début de 1980 pour garantir un cessez-le-feu dans ce qui était alors la Rhodésie du Sud, avant l'octroi officiel de l'indépendance. La seconde est la participation britannique à la force multinationale à Beyrouth au début des années 1980, qui tentait d'aider le gouvernement libanais à trouver une solution pacifique à ses problèmes. Bien que la première ait été couronnée de succès et que la seconde ne l'ait pas été, sans que l'excellent contingent britannique n'y soit pour rien, elles ont toutes deux démontré la nécessité pour les troupes britanniques d'être parfaitement préparées à des opérations de faible intensité.

En passant, il est intéressant de noter qu'à l'époque où ce livre a été écrit, on considérait généralement que les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ne contribueraient pas normalement aux forces de maintien de la paix de l'ONU. Chypre était considérée comme une exception en ce qui concerne les Britanniques, car la force de l'ONU était issue d'une force britannique de maintien de la paix et, en tout état de cause, elle souhaitait utiliser les bases britanniques sur l'île à des fins logistiques. La participation ultérieure des Britanniques à d'autres forces de maintien de la paix de l'ONU, par exemple dans le Sinaï et en Namibie, est donc intéressante, d'autant plus que l'utilisation des forces de maintien de la paix pourrait bien augmenter dans les années à venir.

Depuis la rédaction de ce livre, de nombreux exemples de subversion, d'insurrection et de maintien de la paix impliquant d'autres pays que les Britanniques ont vu le jour. Malgré les changements considérables survenus sur la scène internationale, très peu des explications données dans ce livre sur les raisons pour lesquelles les pays sont plus susceptibles d'être confrontés à des opérations au bas de l'échelle plutôt qu'à une guerre totale semblent être dépassées. Au contraire, l'atténuation des tensions entre l'Est et l'Ouest, conjuguée au fait que davantage de pays possèdent aujourd'hui des armes nucléaires qu'auparavant, semble confirmer les conclusions tirées au moment de la rédaction de l'ouvrage. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de guerre ouverte entre les nations à l'avenir, comme cela a été le cas au cours des vingt dernières années, mais simplement qu'il est plus probable que des opérations de faible intensité aient lieu que des opérations à l'extrémité supérieure du spectre opérationnel, comme celle qui est actuellement menée dans le Golfe persique.

Il est moins aisé de se prononcer sur la question de savoir si les événements des vingt dernières années confirment l'analyse faite ici de la nature de la subversion et de l'insurrection, ou de l'état d'esprit nécessaire à ceux qui sont chargés de les contrer. On pourrait faire valoir que les circonstances de la campagne en Irlande du Nord montrent que la lutte contre l'insurrection doit être menée d'une manière plus défensive que celle envisagée dans le livre, mais il faut se rappeler que l'expérience de l'Irlande du Nord n'est en aucun cas typique des nombreuses campagnes de lutte contre l'insurrection qui se sont déroulées dans le monde entier depuis la rédaction de ce livre.

Il n'est pas non plus certain que les méthodes utilisées en Irlande du Nord auront l'effet escompté, même si tout porte à croire qu'elles finiront par l'avoir. En tout état de cause, le livre ne prétend pas fournir des conseils détaillés sur la manière dont chaque campagne doit être menée. Tout ce que l'on peut dire,

c'est qu'en général, les événements des deux dernières décennies semblent avoir confirmé l'analyse et que de nombreuses personnes impliquées dans la lutte contre l'urgence continuent de trouver le livre utile.

La seule partie de l'ouvrage qui est indubitablement dépassée est celle qui traite du niveau d'éducation et de formation lié aux opérations de faible intensité menées par l'armée britannique. Heureusement, ce niveau s'est considérablement amélioré au cours des vingt dernières années. Espérons que notre armée, ainsi que les armées de nos amis du monde entier, ne négligeront plus jamais cet aspect essentiel de la défense. Espérons également que les aspects plus généraux de la lutte contre la subversion et l'insurrection seront étudiés par d'autres groupes de personnes, tels que les politiciens, les fonctionnaires et les policiers, dont la compréhension des problèmes est aussi importante que celle des soldats eux-mêmes.

Frank Kitson
Janvier 1991

Avant-propos

Général Sir Michael Carver, GCB, CBB, OSO, MC, ADC
Chef d'état-major général Personne n'est mieux qualifié que le brigadier Frank Kitson pour écrire sur ce sujet. Il a une grande expérience des opérations et du renseignement contre les terroristes et dans le domaine différent du maintien de la paix. En Malaisie, au Kenya et à Chypre, il a abordé les problèmes de ce type de guerre inhabituel, si l'on peut dire, avec une combinaison de détermination, d'objectivité sans préjugés, de dévouement à la tâche et de grand courage personnel. J'ai moi-même eu une connaissance directe de ses compétences exceptionnelles dans ce domaine, tant au Kenya qu'à Chypre.

Son approche ne pourrait être mieux définie que dans ses propres mots à la fin du chapitre 6, où il déclare : "Le processus est une sorte de jeu basé sur une activité mentale intense alliée à une détermination à découvrir des choses et à une capacité à considérer chaque chose selon ses mérites, sans tenir compte des coutumes, de la doctrine ou de l'exercice".

La nécessité d'une intégration intime du renseignement et des opérations est sa leçon la plus importante et la moins appréciée par le soldat conventionnel. La grande vertu de Frank Kitson est d'être avant tout un réaliste, bien qu'il soit à la fois un idéaliste et un enthousiaste. Le lecteur ne trouvera pas dans ces pages un exercice théorique purement académique.

Il y trouvera cependant des suggestions stimulantes et originales sur les tâches auxquelles l'armée est confrontée dans le domaine des "opérations de basse intensité" et sur les méthodes à utiliser pour les préparer et les exécuter.

Ce livre s'adresse au soldat d'aujourd'hui pour l'aider à se préparer aux opérations de demain. Il lui sera d'une aide précieuse et j'espère qu'il sera lu par tous ceux qui s'occupent de la formation de l'armée.

Introduction

Au cours des vingt-cinq années qui se sont écoulées entre 1945 et 1970, l'armée britannique a participé à un grand nombre d'opérations d'une nature ou d'une autre. Julian Paget en mentionne trente-quatre dans un livre¹ qu'il a écrit sur ce sujet, et il y en a maintenant une ou deux de plus à ajouter à sa liste qui ne va que jusqu'à 1966, Anguilla et l'Irlande du Nord étant des cas d'espèce. De toutes les opérations qu'il cite, quatre seulement peuvent être qualifiées de guerre limitée, à savoir la Corée, Suez, l'entrée au Koweït en 1961 et la confrontation avec l'Indonésie. Toutes les autres concernaient la lutte contre la subversion ou l'insurrection, ou des opérations de maintien de la paix.

La taille et l'organisation de l'armée durant cette période n'étaient évidemment pas exclusivement liées aux opérations dans lesquelles elle était impliquée. Au contraire, l'un des principaux facteurs régissant sa composition était la nécessité de maintenir en Europe une force qui apparaîtrait au monde entier comme une contribution convaincante à une dissuasion crédible. Mais les engagements potentiels de l'armée étaient, pendant la majeure partie de la période, beaucoup plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui, sa taille était en conséquence plus grande et, par conséquent, il y avait suffisamment de capacité de réserve à tout moment pour faire face aux situations d'urgence qui se présentaient en fait. En outre, la marge était suffisamment large pour qu'une certaine maladresse soit compensée par le simple poids du nombre, bien que, même dans cette période de force comparative, la Grande-Bretagne ait parfois été en deçà de sa contribution convenue à l'OTAN en raison des exigences des besoins opérationnels. Au cours des années 1960, la Grande-Bretagne a procédé à des coupes sombres dans ses engagements, tout en réduisant la taille de ses forces, un processus qui se poursuit encore aujourd'hui. Mais la réduction de la taille globale de

l'armée s'accompagne d'une diminution de la marge prévue pour faire face à l'imprévu. Bien que ce phénomène puisse être compensé dans une certaine mesure par l'inclusion d'unités supplémentaires dans l'ordre de bataille, il est peu probable que l'ampleur d'une telle allocation en ces temps de rigueur financière soit égale à la marge qui existait automatiquement lorsqu'une grande armée de conscription était en place, comme c'était le cas dans les années 50, avec le soutien des forces des colonies et des dépendances. Par conséquent, il sera encore plus important à l'avenir que l'armée s'acquitte de ses tâches de la manière la plus efficace possible. Il sera inutile de compter sur le seul poids du nombre pour réparer les erreurs commises faute d'une préparation adéquate.

L'objectif de ce livre est d'attirer l'attention sur les mesures à prendre dès maintenant pour que l'armée soit prête à faire face à la subversion, à l'insurrection et aux opérations de maintien de la paix au cours de la seconde moitié des années 1970. Le livre est axé sur la situation et les besoins de l'armée britannique dans sa forme extérieure, mais l'analyse des campagnes passées et la prévision de la nature probable des opérations futures, à partir desquelles les recommandations spécifiques sont formulées, sont pertinentes pour les armées de la plupart des pays, comme le sont d'ailleurs nombre des recommandations elles-mêmes, y compris toutes les plus importantes.

En écrivant sur ce sujet, l'un des problèmes les plus difficiles concerne la question de la terminologie. L'armée britannique donne des définitions distinctes des troubles civils, de l'insurrection, de la guérilla, de la subversion, du terrorisme, de la désobéissance civile, de la guerre révolutionnaire communiste et de l'insurrection, d'une part, et de la contre-insurrection, de la sécurité intérieure et des opérations contre-révolutionnaires, d'autre part. Ailleurs, les conflits sont décrits comme des guerres partisans, irrégulières ou non conventionnelles, et les personnes qui y prennent part se voient

attribuer un nombre encore plus important d'étiquettes. En outre, même si un auteur particulier utilisera l'un de ces termes pour couvrir un aspect de l'activité et un autre pour en couvrir un autre, un autre auteur utilisera les deux mêmes termes d'une manière totalement différente. Dans ces conditions, toute tentative de redéfinir tous les termes est plus susceptible d'apporter de la confusion que de la lumière, mais il n'en est pas moins important de tenter d'expliquer les termes les plus importants utilisés dans ce livre. La réponse la plus satisfaisante serait sans doute de se contenter d'une expression globale qui couvrirait toutes les formes de conflit menées par des personnes autres que celles incarnées par les forces armées légales d'un pays. L'expression la plus proche de ce terme serait peut-être "guerre révolutionnaire", mais pour beaucoup de gens, cette expression est trop axée sur les activités des groupes communistes ou de gauche : il semblerait en quelque sorte erroné de décrire les activités de Grivas ou de Mihailovic de cette manière.

Une autre solution possible serait de prendre un terme bien connu comme subversion ou insurrection et de le définir arbitrairement de manière à couvrir l'ensemble du sujet. Cela serait parfaitement raisonnable en ce qui concerne le sens donné aux mots dans le dictionnaire, mais dans chaque cas, ils se sont imposés comme s'appliquant à une partie particulière de l'activité : faire en sorte que l'un d'entre eux s'applique à l'ensemble conduirait à la confusion.

C'est pourquoi il semble préférable de définir la subversion et l'insurrection d'une manière conforme à la pratique moderne et de laisser le lecteur interpréter les autres termes à la lumière du texte. Par subversion, on entend donc toutes les mesures illégales, autres que le recours à la force armée, prises par une partie de la population d'un pays pour renverser ceux qui gouvernent le pays à ce moment-là ou pour les forcer à faire des choses qu'ils ne veulent pas faire. Elle peut impliquer le recours à des pressions politiques et économiques,

à des grèves, à des marches de protestation et à la propagande, et peut également inclure l'utilisation de la violence à petite échelle dans le but de contraindre les membres récalcitrants de la population à apporter leur soutien. L'insurrection sera considérée comme couvrant l'utilisation de la force armée par une partie de la population contre le gouvernement aux fins mentionnées ci-dessus. Naturellement, la subversion et l'insurrection peuvent avoir lieu dans le même pays au même moment, et l'une ou l'autre, ou les deux, peuvent être soutenues par un pays étranger, qui peut alors donner l'impulsion nécessaire. Ces deux termes couvrent pratiquement toutes les formes de troubles jusqu'à l'âge de la guerre conventionnelle. Il existe toutefois une lacune concernant les troubles qui ne visent pas à renverser le gouvernement ou même à le forcer à faire quelque chose qu'il ne veut pas faire. Il s'agit des activités qui pourraient avoir lieu en guise de protestation contre les actions d'un organisme non gouvernemental, ou éventuellement comme manifestation de solidarité avec un groupe ou une cause ailleurs dans le monde. Dans le jargon de l'armée britannique, la gestion de telles situations relève des opérations de sécurité intérieure, un terme qui couvre également la répression de diverses formes de subversion et d'insurrection. Dans la pratique, cette forme d'incident n'est pas suffisamment importante d'un point de vue militaire pour justifier une définition propre, et aucune autre distinction ne sera faite entre elle et la subversion ou l'insurrection dans le présent ouvrage.

Un autre terme qui mérite d'être défini est le maintien de la paix, qui sera utilisé dans cette étude pour empêcher, par des méthodes non guerrières, un groupe de personnes de combattre un autre groupe de personnes. Le maintien de la paix n'implique pas les activités d'une armée qui attaque officiellement l'une ou les deux parties à un conflit afin d'y mettre fin, car même si cela peut être fait en vue de rétablir la paix, l'activité elle-même serait une activité guerrière et serait

d'une nature totalement différente de celle d'une opération de maintien de la paix.

À ce stade, il est peut-être utile d'essayer de déterminer en quoi la subversion et l'insurrection diffèrent des autres formes de guerre.

L'une des principales différences découle directement des définitions données, qui indiquent clairement que les deux sont des formes de conflit civil parce qu'elles impliquent l'action d'une partie de la population d'un pays contre une autre partie. Cela est vrai même lorsque l'impulsion principale vient de l'extérieur. C'est également le cas lorsque l'autorité dirigeante est une puissance occupante, car il est pratiquement certain qu'elle bénéficie du soutien ou de l'assentiment d'une partie au moins de la population autochtone. Une différence plus importante réside dans la relation qui existe entre le recours à la force et l'utilisation d'autres formes de pression. La population d'un pays ne peut être amenée à se soulever contre les autorités qu'en étant persuadée de la nécessité de le faire ou en étant forcée à le faire. En général, ceux qui organisent la subversion envisagent de remplacer les autorités à terme et de gouverner à leur place, et lorsque ce stade est atteint, il est préférable d'avoir des personnes qui apportent leur soutien de leur plein gré. En d'autres termes, en théorie du moins, les insurgés sont susceptibles d'user de persuasion à l'égard des personnes dont ils veulent obtenir le soutien, et de ne recourir à la violence que si cela s'avère nécessaire : dans la pratique, les insurgés utilisent parfois la force au mauvais moment en raison d'erreurs de jugement, d'un mauvais caractère ou d'une incapacité à contrôler leurs partisans. Si les organisateurs de la campagne peuvent obtenir le soutien d'une proportion suffisamment importante de la population et le démontrer au gouvernement par des moyens tels que des grèves et des marches de protestation, ils peuvent être en mesure de persuader le gouvernement de céder sans avoir recours à la force. Mais si le gouvernement a une emprise appréciable sur

la population, ou s'il tient son autorité d'une puissance occupante déterminée à ne pas céder, alors la force sera nécessaire pour attaquer les forces du gouvernement, pour défendre les personnes impliquées dans la subversion et pour créer des difficultés économiques.

Par conséquent, la deuxième caractéristique principale de la subversion et de l'insurrection est que la force, si elle est utilisée, l'est pour renforcer d'autres formes de persuasion, alors que dans les formes de guerre plus orthodoxes, la persuasion sous diverses formes est utilisée pour soutenir la force.

Un auteur bien connu décrit la subversion et l'insurrection, qu'il regroupe sous le nom de guerre moderne, comme un système imbriqué d'actions politiques, économiques, psychologiques et militaires visant à renverser l'autorité établie dans un pays. Mao Tse Tung, qui est probablement l'autorité la plus respectée en la matière, envisage le renversement du gouvernement par une armée révolutionnaire régulière, qui se développe à partir de troupes de guérilla et opère avec elles après une longue campagne au cours de laquelle la population du pays concerné est méthodiquement endoctrinée et organisée pour soutenir la cause. Le général Grivas, quant à lui, a adopté une approche totalement différente lors de la campagne de Chypre. Il a compris dès le départ qu'il ne pourrait pas atteindre son objectif en transformant des guérilleros en troupes régulières. Dans son plan préliminaire pour l'action insurrectionnelle à Chypre, qu'il a élaboré en Grèce avant son départ, il déclare

« Il ne faut pas croire que, par ces moyens, nous puissions espérer imposer une défaite totale aux forces britanniques à Chypre. Notre but est de remporter une victoire morale par un processus d'usure, en harcelant, en déroutant et finalement en exaspérant les forces ennemies, avec pour effet de réaliser »

- 12 notre mrun a1m

Plus tôt dans le plan, Grivas avait précisé que la campagne devait consister en une action destinée à attirer l'attention de l'opinion internationale sur la question chypriote afin de mobiliser la diplomatie internationale. Le mélange de harcèlement du gouvernement et de mobilisation de l'opinion internationale est un thème qui revient constamment. En Algérie, on a tenté de mettre sur pied une véritable force régulière pour attaquer l'armée française sur le terrain, mais cette tentative a été rapidement abandonnée en raison des lourdes pertes subies. La victoire politique finale remportée par le Front de libération nationale a été le résultat de ce que Grivas a appelé le harcèlement et elle s'est produite à un moment où les insurgés étaient pratiquement battus sur le plan militaire.

Bien qu'il y ait une grande différence d'approche entre un représentant de l'insurrection et un autre, il existe néanmoins une sorte de ligne de démarcation entre l'insurrection et la guerre conventionnelle. Mais il ne s'agit là que d'une question d'importance. Si la subversion n'atteint pas son but, elle se fond imperceptiblement dans l'insurrection qui, à une extrémité de l'échelle, couvre les activités de petits groupes de sabotage ou de terroristes, mais qui s'étend à travers le spectre opérationnel pour inclure les activités de grands groupes d'hommes armés.

Si ces bandes deviennent suffisamment nombreuses et bien armées pour affronter les forces gouvernementales en combat ouvert dans des conditions relativement équitables, l'insurrection se transforme en guerre civile orthodoxe, car à ce stade, la force est redevenue le partenaire principal. Une telle situation pourrait se produire si, par exemple, un nombre important de troupes gouvernementales passait à l'ennemi ou si les insurgés étaient soutenus de l'extérieur du pays. Si le soutien extérieur comprend l'envoi de troupes étrangères, la guerre civile se transforme en une guerre internationale normale qui peut facilement être menée conjointement avec la guerre civile, l'insurrection et la subversion.

Il n'est pas facile de couvrir chaque ensemble de circonstances par des termes exactement définis, et il n'est pas non plus nécessaire de le faire en dernier ressort. L'objectif de cet ouvrage est d'examiner les mesures à prendre pour que l'armée soit prête à faire face à la subversion, à l'insurrection et au maintien de la paix, mais l'armée doit également être prête à s'acquitter de ses autres tâches. S'il y a un chevauchement entre la partie la plus active de l'insurrection et la guerre normale, cela n'a guère d'importance, à condition qu'il y ait des hommes qui sachent comment faire face à la situation.

Après avoir essayé de montrer dans les grandes lignes en quoi la subversion et l'insurrection diffèrent des formes de guerre généralement considérées comme plus conventionnelles, il est nécessaire de revenir à l'objectif déclaré du livre pour souligner que c'est la contribution de l'armée qui est étudiée, en vue d'identifier les mesures à prendre à l'avance pour la préparer à sa tâche. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une couverture complète de l'ensemble du domaine, il s'agit néanmoins d'un projet ambitieux.

On pourrait faire valoir que toute étude digne de ce nom devrait comprendre une étude de la théorie de ce type de guerre, ainsi qu'une analyse des campagnes passées et une étude de la manière dont toutes les parties de l'appareil gouvernemental se combinent pour atteindre l'objectif, et ces sujets devront certainement être discutés dans une certaine mesure. Mais s'ils devaient être traités en détail, le livre serait si long que seul un étudiant spécialisé dans l'insurrection pourrait le lire, et il s'agirait probablement d'un insurgé.

Il est peu probable qu'il soit lu par un grand nombre de ceux qui sont aujourd'hui en mesure de préparer l'armée aux opérations futures.

En outre, il serait difficile de concentrer l'attention sur les mesures de précaution si elles devaient être décrites dans un contexte aussi vaste. Ces questions ne sont donc abordées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour que l'ouvrage

atteigne son but, et la même considération a présidé au choix de la quantité de détails à inclure dans les opérations militaires elles-mêmes. Dans tous les cas, le facteur décisif a été la mesure dans laquelle la compréhension est pertinente pour la préparation.

Au fur et à mesure que le livre avance, il devient évident que la contribution de l'armée à la lutte contre la subversion et l'insurrection s'inscrit généralement dans l'une des deux catégories suivantes. En premier lieu, l'armée doit fournir des unités entraînées, organisées et équipées pour mener à bien le type d'opérations qui leur sont confiées et, en second lieu, elle est responsable de la formation de commandants et d'officiers d'état-major capables de conseiller le gouvernement et ses diverses agences à tous les niveaux sur la meilleure façon de mener la campagne. A cet égard, il convient de souligner que si l'ennemi est susceptible d'employer une combinaison de mesures politiques, économiques, psychologiques et militaires, le gouvernement devra faire de même pour le vaincre, et bien qu'un officier de l'armée puisse considérer que l'action non militaire requise est l'affaire des autorités civiles, celles-ci la considéreront comme la sienne, parce qu'elle est utilisée pour des raisons opérationnelles. A tous les niveaux, les autorités civiles attendent à juste titre du soldat qu'il sache comment utiliser les formes d'action non militaires dans le cadre du plan opérationnel, mais une fois qu'il a été décidé d'utiliser une mesure particulière, elles savent comment la mettre en œuvre. Ce point n'est pas du tout compris par les soldats dont les souvenirs de la lutte contre l'insurrection commencent généralement au moment où ils arrivent dans un district et constatent que l'administrateur et le policier locaux connaissent tout de l'affaire alors qu'ils n'en savent rien. Mais il s'agit simplement d'un accident de calendrier, qui reflète le fait que l'administrateur et le policier, stationnés en permanence dans le pays, ont appris par expérience pendant deux ou trois ans ce

que le soldat aurait dû apprendre avant d'arriver. Au début du problème, personne n'aurait su quoi faire, et s'il n'y a aucune raison pour que le policier ou l'administrateur l'ait su, il n'y a aucune excuse pour que le soldat l'ait ignoré.

Pour faciliter la lecture, ce livre est divisé en trois parties. La première partie commence par analyser la manière dont la force sera probablement utilisée à l'avenir, afin de montrer pourquoi il est nécessaire que l'armée soit préparée à lutter contre la subversion et l'insurrection et à participer à des opérations de maintien de la paix. La première partie explique également le contexte de ces activités de manière suffisamment détaillée pour que les chapitres suivants soient compréhensibles. Dans la partie II, la contribution de l'armée est examinée sous les deux rubriques déjà mentionnées, en relation avec les différentes phases des opérations. Par exemple, un chapitre traite de la contribution de l'armée pendant la période précédant le déclenchement effectif des troubles, un autre traite de la phase de subversion non violente et un troisième de l'insurrection. La troisième partie rassemble les exigences découlant des deux autres parties de l'ouvrage et les présente sous la forme d'une série de recommandations pour l'avenir.

Un dernier point qui mérite d'être mentionné dans cette introduction concerne les questions morales liées à la préparation de la répression de la subversion. Beaucoup considèrent que la subversion est principalement une forme de recours utilisée par les peuples opprimés du monde contre leurs oppresseurs, et estiment donc qu'il y a quelque chose d'immoral à se préparer à la réprimer. Il ne fait aucun doute que la subversion est parfois utilisée de cette manière et que, dans ce cas, ceux qui soutiennent le gouvernement se battent pour une mauvaise cause.

D'un autre côté, la subversion peut également être utilisée par des hommes malveillants pour promouvoir leurs propres intérêts, auquel cas ceux qui la combattent ont raison

de le faire. Le plus souvent, comme dans d'autres formes de conflit, il y a du bon et du mauvais dans les deux camps, et il y a des gens honnêtes et des gens vils parmi les partisans des deux parties.

Combattre la subversion peut donc être une bonne chose dans certains cas, tout comme l'encourager peut l'être dans d'autres, et l'armée d'un pays doit être capable de remplir l'une ou l'autre de ces fonctions si nécessaire, tout comme elle doit être capable d'opérer dans d'autres formes de guerre. Dans un pays démocratique, il est du devoir des soldats de savoir faire la guerre sous toutes ses formes, et il est du devoir du peuple d'élire des représentants qui ne feront la guerre que lorsqu'il est juste de la faire. Lorsque des conflits surviennent, les soldats, comme les autres personnes, doivent avoir confiance dans la rectitude morale de leur gouvernement dans une certaine mesure, car il n'est généralement pas possible de connaître suffisamment les faits pour porter un jugement absolu sur le bien ou le mal d'une affaire. Mais si un homme, soldat ou civil, est convaincu que son pays a tort, il doit cesser de le soutenir et en assumer les conséquences. Le fait que la subversion puisse être utilisée pour lutter contre l'oppression, ou même qu'elle puisse être le seul moyen disponible pour le faire, ne change rien au fait que les soldats doivent savoir comment la réprimer si nécessaire. Les questions morales ne peuvent être liées qu'aux circonstances d'un cas particulier, et elles doivent alors être affrontées par les soldats et les civils pour des raisons morales.

PREMIÈRE PARTIE

TENDANCES ET CONTEXTE

Chapitre 1

Tendances futures de l'utilisation de la force.

L'objectif de ce chapitre est de montrer pourquoi il est nécessaire que l'armée soit prête à réprimer la subversion et l'insurrection et à participer à des opérations de maintien de la paix au cours de la seconde moitié des années 1970. A première vue, une telle justification pourrait sembler superflue dans la mesure où la nécessité est évidente au regard de la situation mondiale, en particulier des événements survenus au cours des vingt dernières années environ : au moment où nous écrivons ces lignes, les armées britannique et américaine sont fortement engagées dans ces activités, respectivement en Irlande du Nord et au Viêt-nam. Mais on peut faire valoir que le passé récent a été exceptionnel, que l'Irlande du Nord et le Vietnam seront tous deux réglés d'ici cinq ans et qu'avec le retrait proposé de l'ensemble de l'armée britannique en Europe, à l'exception d'un petit reste, la nécessité de combattre les insurgés ou de participer à des opérations de maintien de la paix cessera d'exister. Étant donné que certaines personnes influentes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'armée, partagent ce point de vue, il est nécessaire de présenter des arguments en faveur d'une participation à ces opérations. Cet argumentaire est également pertinent pour ceux qui acceptent le principe de cette nécessité, mais qui ne sont pas certains de l'importance relative qu'il convient d'accorder aux préparatifs destinés à préparer l'armée à prendre part à ces activités, par opposition aux préparatifs destinés à la rendre prête à combattre dans une guerre conventionnelle.

Il existe deux approches pour justifier la préparation à une forme particulière de guerre, et elles s'appliquent aussi bien à la guerre conventionnelle qu'à la lutte contre la subversion ou à la participation à des opérations de maintien de la paix. La première approche consiste à prédire de manière précise les situations susceptibles de se produire en fonction

des menaces prévisibles. La seconde consiste à montrer que, bien qu'il soit impossible de prévoir des événements précis, la forme particulière de guerre en question est susceptible de se produire dans des circonstances qui rendent probable l'implication du pays dans la lutte contre cette guerre. Un bon dossier présenté selon la première approche a les meilleures chances d'emporter la conviction et, à certaines époques, il ne fait aucun doute que c'est la bonne façon d'aborder le problème. Par exemple, de 1937 jusqu'au déclenchement de la guerre, il était clair que l'Allemagne constituait une menace sérieuse et imminente pour la Grande-Bretagne, et il aurait été stupide de fonder le réarmement sur autre chose que la menace allemande. A d'autres moments, le danger n'est pas aussi évident et un choix peut être fait quant à l'approche à adopter. En ce qui concerne le sujet de ce livre, une telle option existe aujourd'hui. Il serait parfaitement possible de se concentrer sur la menace que représentent la subversion et l'insurrection d'inspiration russe, et il existe de bons documents qui pourraient être utilisés pour étayer une argumentation en ce sens. D'un autre côté, cette menace n'est pas aussi nette que celle que représentait Hitler en 1937 et le fait de trop insister sur ce point tend à provoquer la réaction selon laquelle des communistes se cachent sous chaque lit. Si les préparatifs coûteux menés depuis plusieurs années visaient à préparer le pays à faire face à cette menace particulière, il serait probablement sage de justifier la poursuite des précautions par cette menace, de la même manière que la capacité de guerre conventionnelle de la Grande-Bretagne est justifiée par la menace d'une invasion russe de l'Europe occidentale qui n'est plus imminente depuis au moins une décennie. Mais comme ni la menace d'une subversion inspirée par la Russie, ni la nécessité de s'y préparer n'ont été considérées comme très importantes au cours des dernières années, et compte tenu du fait que la plupart des campagnes anti-insurrectionnelles menées par les Britanniques depuis 1945 n'ont pas porté sur la

lutte contre les communistes, il semblerait préférable de fonder les préparatifs futurs sur une analyse des tendances mondiales montrant que la subversion et l'insurrection sont des formes actuelles de guerre que l'armée doit être prête à combattre, plutôt que de mettre l'accent sur une menace communiste qui pourrait ne pas se développer.

* * * * *

La subversion et l'insurrection n'ont rien de nouveau. Dans l'Encyclopaedia Britannica, Robert Asprey s'exprime ainsi sur la guérilla, utilisant le terme à peu près de la même manière que l'insurrection est définie dans ce livre.

La guérilla est traditionnellement une arme de protestation employée pour rectifier les torts réels ou imaginaires infligés à un peuple par un envahisseur étranger ou par le gouvernement en place. En tant que telle, elle peut être employée indépendamment ou en complément d'opérations militaires orthodoxes.

Dans un cas comme dans l'autre, l'importance de son rôle a considérablement varié au cours de l'histoire.

Il est important de noter que la guérilla est décrite comme une forme traditionnelle de conflit et qu'elle a été utilisée tout au long de l'histoire, soit indépendamment, soit en conjonction avec des opérations orthodoxes. En fait, des commentaires sur la conduite de telles opérations ont été inclus dans un livre écrit dès le quatrième siècle avant J.-C. par le général chinois Sun Tzu, ce qui a toujours du sens et que Mao Tse Tung est connu pour avoir étudié lorsqu'il a formulé ses propres idées sur le sujet.

Mais si la subversion et l'insurrection sont connues depuis si longtemps, et si l'on tient compte du fait que leur importance a beaucoup varié au cours des siècles, il semble qu'elles aient rarement été utilisées avec autant d'efficacité qu'au cours des vingt-cinq dernières années. D'un bout à l'autre

du monde, les campagnes de ce type se sont multipliées au point que certains commentateurs parlent désormais de "guerre moderne " et que l'on évoque même l'introduction d'une nouvelle dimension dans les conflits.

Que la situation justifie ou non cette terminologie est relativement peu important. Ce qui importe évidemment, c'est de savoir dans quelle mesure cette tendance à l'utilisation de la force se poursuivra, et pour évaluer la probabilité qu'elle le fasse, il est nécessaire d'examiner les raisons pour lesquelles elle s'est développée comme elle l'a fait au cours des dernières années.

Il est possible d'identifier trois facteurs distincts responsables de l'augmentation de l'incidence de la subversion et de l'insurrection.

Le premier concerne l'évolution de l'attitude de la population à l'égard de l'autorité. Le deuxième est lié au développement de techniques permettant aux hommes d'influencer les pensées et les actions d'autres hommes. Le troisième facteur est la limitation imposée aux formes supérieures de conflit par le développement des armes nucléaires.

Aucun de ces facteurs n'explique à lui seul l'augmentation du recours à la subversion ou à l'insurrection au cours des dernières années et, de la même manière, une certaine subversion ou insurrection aurait presque certainement eu lieu, comme elle l'a fait au cours des siècles, sans que les trois influences soient présentes en même temps. La situation actuelle pourrait peut-être être considérée comme un cas exceptionnel dans le contexte de l'histoire, car les chances que les trois facteurs soient réunis en même temps sont extrêmement faibles. Mais c'est ce qui s'est passé et, que la situation soit exceptionnelle ou non, la génération actuelle doit l'accepter. Pour savoir si ces conditions se maintiendront tout au long des années 70, il est nécessaire d'examiner plus en détail chacun des facteurs.

De ces trois facteurs, la question de l'attitude des gens est la plus difficile à analyser et à expliquer. Liddell Hart a reconnu son importance en ce qui concerne l'incidence de la subversion et de l'insurrection il y a au moins huit ans lorsqu'il a écrit :

« Les campagnes de ce type sont d'autant plus susceptibles de se poursuivre qu'il s'agit du seul type de guerre qui corresponde aux conditions de l'époque moderne, tout en étant bien adapté pour tirer parti du mécontentement social, du ferment racial et des ferveurs nationalistes. »

Pendant les quinze premières années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, la ferveur nationaliste, dans le contexte de la libération du colonialisme, a été la cause la plus fréquente des soulèvements, et douze des vingt exemples cités comme "insurrections mondiales" par Julian Paget² relèvent de cette catégorie. A l'avenir, il se pourrait bien que le mécontentement social et la fermentation raciale soient plus importants, et les troubles dus à l'insatisfaction sociale, souvent associés à des problèmes raciaux qui n'ont pas encore été maîtrisés, sont déjà monnaie courante. Il ne fait aucun doute que la Russie a exploité ces influences dans la mesure du possible et qu'elle a fait de son mieux pour les encourager afin d'affaiblir la volonté de certains pays de résister à l'expansion du communisme, mais son intervention directe ne représente probablement qu'une faible proportion des troubles. John Galtung, dans *Survie*, souligne que les conflits sont appelés à se multiplier en raison de la rupture de l'homogénéité du monde, de l'effondrement de l'ordre féodal et de la réaction des peuples face à l'avenir. Bien que l'énoncé de ces trois raisons puisse sembler quelque peu ésotérique, l'article lui-même couvre une grande variété de développements contemporains et n'est pas facile à critiquer. Il existe bien sûr des dizaines de théories pour expliquer l'état instable du monde, dont certaines sont infiniment plus convaincantes que d'autres.

On pourrait même affirmer que le monde est toujours instable et que la situation actuelle n'a rien d'exceptionnel.

Mais que le monde soit ou non plus instable que d'habitude, il est difficile de trouver de bonnes raisons pour que la situation s'améliore au cours des prochaines années, et il est très peu probable qu'elle s'améliore à temps pour réduire l'incidence de la subversion et de l'insurrection dans une mesure appréciable au cours de la décennie à venir.

Le deuxième facteur, qui concerne les techniques par lesquelles les hommes peuvent influencer les pensées et les actions d'autres hommes, est beaucoup plus facile à aborder. Qu'il y ait ou non plus de mécontentement dans le monde qu'auparavant, il ne fait aucun doute que les moyens de l'attiser et de l'exploiter sont infiniment plus importants qu'auparavant, en raison de l'augmentation de l'alphabétisation et de l'introduction en grand nombre de postes de radio et de télévision. D'un bout à l'autre du monde, les organisateurs de la subversion ont accès à la population par ces moyens et, bien que les mêmes canaux de communication soient à la disposition de ceux qui protègent l'ordre existant, ils les manipulent rarement avec autant d'habileté que leurs adversaires.

L'utilisation des moyens de communication pour répandre la subversion comporte deux aspects. En premier lieu, il y a l'aspect évident qui concerne directement le déroulement d'une campagne particulière et qui couvre la production de feuilles d'information par des imprimeries illégales et la réalisation d'émissions par des stations sans fil illégales. Ces activités constituent une partie très importante de toute campagne subversive, en particulier dans les premiers temps, lorsque la population est mobilisée pour soutenir la cause. Parfois, lorsque l'impulsion de la subversion vient d'une puissance étrangère ou lorsqu'une puissance étrangère sympathise avec la cause, les organisateurs sont autorisés à utiliser les installations de radiodiffusion du pays ami concerné. Par exemple, Radio Hanoi diffuse des émissions au profit du

Viêt-cong, Radio Athènes fait de la propagande au profit de l'EOKA pendant la crise chypriote, et Radio Caire, Taiz et San a diffusé des émissions au nom des insurgés d'Aden et du Protectorat occidental d'Aden.

Mais il y a un autre aspect de l'utilisation des moyens de communication de masse qui concerne le conditionnement général des gens dans le monde entier pour qu'ils acceptent les idées subversives et qu'ils les mettent en pratique le moment venu. La Russie apporte une très grande contribution dans ce sens en s'efforçant de répandre le communisme, en utilisant de grandes quantités de livres, de brochures et de magazines, en plus d'un vaste programme de radiodiffusion. La Chine, Cuba et l'Égypte sont d'autres pays impliqués dans des activités similaires. Les six premiers chapitres du livre de Ian Greig donnent une excellente vue d'ensemble de la situation et devraient certainement être lus par tous ceux qui sont sceptiques quant à la gravité de la menace.

Pour ce qui est de l'avenir, il ne fait aucun doute que, d'un point de vue mécanique, la capacité des hommes à s'influencer les uns les autres par le biais de la presse et de la radio augmentera à mesure que de plus en plus de gens apprendront à lire et que de petits appareils sans fil bon marché deviendront disponibles en plus grand nombre. Il n'y a bien sûr aucune raison technique pour que cela tourne à l'avantage des organisateurs de la subversion, puisque leur propagande pourrait être annulée par une propagande plus efficace de la part de l'autre camp. Mais cela impliquerait que l'on consacre plus de réflexion, d'efforts et d'argent à cet objectif que cela n'a généralement été le cas dans le passé. Alors qu'il serait parfaitement possible d'endiguer la vague de propagande subversive, il faudrait beaucoup d'optimisme pour prédire un grand changement en faveur de ceux qui ont pour mission de protéger l'ordre existant au cours des dix prochaines années.

Le troisième facteur est la limitation imposée aux formes supérieures de conflit par le développement des armes

nucléaires. Dans sa forme la plus simple, ce facteur résulte du fait que les deux principales puissances mondiales ne peuvent se permettre de risquer des opérations de guerre ouverte l'une contre l'autre, en raison de la capacité qu'elles ont de détruire l'autre. Cela a également affecté le comportement de nombreuses autres nations du monde, parce que l'Amérique ou la Russie ont été obligées d'user de leur influence pour étouffer tout conflit qui aurait pu s'envenimer au point d'entraîner une menace de guerre entre elles. Il serait faux de dire que l'équilibre nucléaire a rendu toutes les guerres orthodoxes impossibles. Plusieurs ont eu lieu ces dernières années, comme le conflit indo-pakistanaï de 1966 et la guerre israélo-arabe de 1967, mais il semble qu'il s'agisse de cas exceptionnels, le premier présentant peu de risques d'escalade et le second ayant été rapidement arrêté, en grande partie grâce à l'influence des grandes puissances. Il semble à beaucoup que l'équilibre nucléaire a contribué à limiter le nombre de guerres qui ont eu lieu depuis 1950 et tant que l'équilibre se maintiendra, il est probable qu'il continuera à le faire.

Malheureusement, les mêmes limites ne s'appliquent pas à la subversion et à l'insurrection, où le danger d'escalade est beaucoup moins réel. Les pays communistes l'ont bien compris. La Russie, la Chine et Cuba, en particulier, encouragent ouvertement ce qu'ils aiment appeler des guerres de libération nationale, c'est-à-dire toute forme de subversion ou d'insurrection menée de manière à promouvoir leurs intérêts. Dans la pratique, les communistes ne sont pas les seuls à encourager de telles activités et le bilan de l'Égypte au cours de la dernière décennie est sans égal. Le fait est que la plupart des pays qui, auparavant, auraient été prêts à entrer en guerre pour défendre un intérêt particulier, seraient désormais prêts à le faire en encourageant la subversion ou l'insurrection, pour autant qu'ils sachent comment le faire.

En outre, l'équilibre nucléaire non seulement oblige les pays à poursuivre leurs intérêts de cette manière dans de

nombreux cas, mais il les rend également plus sûrs dans la mesure où il empêche le pays subverti de riposter de manière orthodoxe. Elle permet donc à un pays faible d'affronter un pays plus fort dans une mesure qui n'aurait pas été possible auparavant. Pour ces deux raisons, l'équilibre nucléaire a eu tendance à accroître l'incidence de la subversion et de l'instabilité.

La question de savoir combien de temps ce facteur particulier continuera à exercer une influence dépend de la durée de l'équilibre. Si la Russie ou l'Amérique devaient réaliser une percée technologique qui permettrait à l'une d'elles de détruire l'autre sans risquer d'être détruite en retour, ou si une troisième puissance de force équivalente devait apparaître, la situation changerait. Il est possible que les nouvelles circonstances, comme celles que nous connaissons actuellement, continuent à limiter les possibilités de mener une guerre orthodoxe et que la subversion et l'insurrection prospèrent en conséquence. D'un autre côté, cela pourrait ne pas être le cas. Il n'est pas facile de savoir si la Russie ou l'Amérique sera en mesure de prendre une avance décisive sur l'autre au cours des années 70, mais les développements récents indiquent que les deux pays sont prêts à continuer à dépenser de l'argent pour la recherche afin de s'assurer que l'autre ne prenne pas d'avance. On peut donc dire qu'il est plus probable que l'équilibre se maintienne que qu'il soit rompu au cours de cette période. Le fait que l'Amérique et la Russie soient prêtes à continuer à dépenser de l'argent de cette façon peut avoir pour conséquence qu'elles s'appauvrissent elles-mêmes dans une certaine mesure, et cela signifiera certainement qu'il y aura moins d'argent disponible dans le monde entier pour soulager la misère et développer les régions arriérées, mais cela ne peut qu'augmenter les chances de succès de la subversion. La probabilité que l'équilibre nucléaire soit sérieusement perturbé par l'émergence d'une troisième puissance mondiale au cours des dix prochaines années dépend de la vitesse à

laquelle les pays qui possèdent actuellement des armes nucléaires peuvent les mettre à l'épreuve et de la mesure dans laquelle les pays qui en sont dépourvus peuvent les développer. Dans un avenir lointain, il est possible que la Chine devienne une puissance nucléaire importante, ou peut-être que l'Europe, en termes de défense ou d'une autre manière, atteigne une place aussi puissante, mais il semble peu probable que l'un ou l'autre de ces événements bouleverse l'équilibre nucléaire au cours de la prochaine décennie, bien que l'Amérique, ou la Russie, ou les deux, puissent être tellement obsédées par la menace posée par la Chine qu'elles commencent à négliger l'Europe de l'Est en conséquence. Une diminution de l'influence des grandes puissances en Europe pourrait rendre la situation moins stable et pourrait éventuellement entraîner l'apparition d'insurrections dans des régions qui semblent aujourd'hui tout à fait pacifiques.

Tout compte fait, l'examen de ces trois facteurs majeurs indique qu'il n'y a guère de raisons de s'attendre à un renversement de la tendance à la subversion et à l'insurrection qui a été si marquée au cours des vingt-cinq dernières années. Même si l'un ou l'autre des facteurs commençait à agir moins fortement et que la tendance s'inversait, cela ne signifierait pas nécessairement qu'un changement soudain s'ensuivrait. Il est plus probable que les cas de guerre orthodoxe deviennent plus fréquents et que les cas d'insurrection diminuent progressivement. Mais on pourrait tout aussi bien soutenir qu'il est plus probable que la tendance se poursuive dans la direction actuelle et atteigne un nouveau stade dans lequel l'objectif des insurgés est atteint avant que la subversion ne devienne une insurrection ou avant que l'insurrection ne se transforme en une guerre civile à grande échelle ou en une guerre limitée, comme cela s'est produit au Viet Nam en 1967. Cela pourrait résulter d'une détérioration de l'attitude des populations à l'égard de l'autorité, ou si ceux qui mènent les campagnes deviennent encore plus habiles à manier les moyens de

propagande et à les combiner avec d'autres formes de subversion telles que l'application d'une pression économique. De même, si les défenseurs de l'ordre existant deviennent eux-mêmes plus efficaces dans la lutte contre la subversion et l'insurrection, ils seront en mesure d'atteindre leur objectif avant que la campagne n'atteigne l'un des stades ultérieurs. Le R.U.S.I. Journal de décembre 1969 contient un article qui arrive à la conclusion que l'insurrection urbaine de bas niveau, combinée à la propagande et à la pression économique, sera probablement la forme d'opération la plus populaire à l'avenir, mais il est trop tôt pour savoir si cette prédiction se réalisera.

Jusqu'à présent, cette évaluation s'est concentrée sur l'examen des tendances générales dans le monde entier et il convient maintenant d'examiner dans quelle mesure les divers pays dont les intérêts sont susceptibles d'aller à l'encontre de ceux de la Grande-Bretagne comprennent la nature de la subversion et l'utilisation qui peut en être faite pour promouvoir leurs objectifs nationaux. Depuis les temps les plus reculés de l'histoire, l'incitation à la subversion dans un pays ennemi a été considérée par certains comme un complément ou une alternative à d'autres types d'opérations. Sun Tzu déclare expressément que la guerre conventionnelle ne doit être utilisée que si l'ennemi ne peut être renversé par les activités des espions et des agents qui sèment la dissension et nourrissent la subversion. Lawrence d'Arabie considérait l'encouragement de l'insurrection comme une méthode pour mener des opérations contre une armée ennemie, et Mao Tse Tung, dans son célèbre essai "Guerilla Guerre", a déclaré:

« Les opérations de guérilla ne doivent pas être considérées comme des opérations de guerre, mais comme un moyen de combattre l'ennemi ».

« Les opérations de guérilla ne doivent pas être considérées comme une forme indépendante de guerre. Elles ne sont qu'une étape dans la guerre totale... ».

De nombreux écrits montrent que les dirigeants chinois et cubains comprennent les possibilités de ce type de guerre et, bien que les Russes soient moins enclins à vanter les vertus de l'insurrection armée, il n'y a pas le moindre doute qu'ils en comprennent les possibilités et qu'ils sont prêts et capables de l'encourager ou de l'exploiter chaque fois qu'ils considèrent que leurs intérêts seraient ainsi servis.

En fait, la Russie et ses satellites européens ont déjà fait un certain chemin vers la subversion des pays d'Europe occidentale, et toute aventure militaire qu'ils pourraient envisager dans la région serait presque certainement conçue pour tirer parti du travail qu'ils ont accompli à cet égard. Les opérations seraient probablement précédées et accompagnées de perturbations d'une ampleur suffisante pour que les troupes nécessaires à la bataille conventionnelle doivent être détournées pour y faire face.

Ian Greig donne de nombreuses informations concrètes sur l'organisation actuelle de la subversion. Il explique par exemple que la promotion de la subversion est une fonction essentielle des services de renseignements soviétiques, qu'une section spéciale de l'armée nationale populaire d'Allemagne de l'Est, travaillant en étroite collaboration avec les services de renseignements russes, est organisée pour mener des actions de subversion en Allemagne de l'Ouest, qu'en 1961 déjà, l'Allemagne de l'Est disposait d'environ 16 000 agents en Allemagne de l'Ouest et qu'au début des années 60, les arrestations d'agents présumés du bloc communiste s'élevaient à plus de 2 000 par an. Si l'on examine ces faits à la lumière des évaluations de l'ampleur des perturbations que quelques terroristes bien entraînés pourraient causer dans des conditions adéquates, on peut se faire une idée de l'ampleur du problème. Un écrivain français de renom illustre bien ce point en parlant de deux régions en France.

Il va sans dire que l'organisation de la subversion ne se limite pas à l'Europe. La Russie, les satellites, la Chine, l'Egypte et Cuba, entre autres, ont consacré beaucoup d'efforts à la subversion des pays du monde entier et disposent à eux tous d'un potentiel considérable pour capitaliser leurs efforts s'ils le souhaitent, même s'il ne faut pas sous-estimer la difficulté de déclencher une insurrection au bon moment par rapport à un plan d'ensemble et d'en contrôler ensuite le développement. Tant en Europe qu'à l'extérieur, la question de savoir si un conflit se manifeste sous la forme d'une subversion, d'une insurrection, d'une guerre orthodoxe ou d'un mélange de deux ou trois de ces formes, est susceptible de dépendre uniquement des mérites de l'affaire par rapport à l'objectif particulier poursuivi à ce moment-là. Par exemple, il est parfaitement possible que les Russes aient lancé une campagne de subversion contre le gouvernement Dubcek en 1968 s'ils avaient pensé que l'armée tchécoslovaque aurait combattu leurs forces d'invasion, mais ayant décidé qu'il n'y avait aucune probabilité qu'une telle éventualité n'était pas probable, et réalisant qu'il n'y avait aucune chance d'escalade jusqu'à la guerre nucléaire, ils ont décidé d'utiliser une méthode plus rapide et qui avait moins de chance de devenir incontrôlable. Il est difficile de savoir à l'avance quelle forme prendra une guerre. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la tendance générale de l'utilisation de la force est de mener les conflits à l'extrémité subversion du spectre opérationnel plutôt qu'à l'autre extrémité, et que les trois facteurs qui régissent cette tendance s'appliquent aussi bien à la situation en Europe qu'à celle du reste du monde. A cet égard, la présence croissante de navires russes, en particulier en Méditerranée et autour des côtes africaines, n'est pas sans importance, car c'est de la mer que peut venir une aide précieuse aux mouvements subversifs dans les zones maritimes.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'essayer de prédire les situations exactes dans lesquelles la Grande-Bretagne pourrait

être impliquée dans la lutte contre la subversion et l'insurrection, il n'en est pas moins nécessaire d'examiner en termes généraux certains des contextes dans lesquels de telles éventualités pourraient se produire. A cet égard, la position qu'occupera la Grande-Bretagne par rapport au reste de l'Europe au cours de la seconde moitié des années 70 est naturellement pertinente. Dans une publication intitulée *Europe's Futures, Europe's Choices*, produite par l'Institute for Strategic Studies, les auteurs suggèrent six façons dont l'Europe pourrait évoluer, puis soulignent très judicieusement que le cours le plus probable des événements est un septième qu'ils sont incapables de prédire. Cependant, bien que l'avenir soit si incertain, il est possible d'identifier trois facteurs dont l'examen peut s'avérer utile. Le premier de ces facteurs est que, quelle que soit l'évolution de l'Europe, il faudra beaucoup de temps pour qu'elle se réalise et qu'en ce qui concerne les années 70, la Grande-Bretagne continuera à se préoccuper de la défense de ses propres intérêts nationaux. Même si ces intérêts se rapprochent de plus en plus de ceux d'autres pays européens et même si les liens de défense avec d'autres pays européens se renforcent, il est peu probable qu'apparaisse une forme de groupement européen distinct de l'OTAN capable d'identifier collectivement les intérêts de ses membres ou d'assumer la responsabilité de leur défense collective dans un laps de temps aussi court.

Le second facteur est que, quelle que soit l'issue finale en Europe, la Grande-Bretagne ne pourra jamais se retirer dans une position d'isolement complet en ce qui concerne la défense. Depuis des siècles, elle a été obligée d'entrer dans des combinaisons pour assurer sa sécurité et la situation reste la même aujourd'hui. Si la Grande-Bretagne s'intègre plus étroitement à l'Europe, elle sera peut-être moins directement concernée par l'Amérique, mais en même temps l'Europe dans son ensemble dépendra d'un accord avec l'Amérique sous une forme ou une autre. Si la Grande-Bretagne ne s'implique pas

plus étroitement dans l'Europe, elle sera automatiquement de plus en plus dominée par l'Amérique, car non seulement elle aura besoin d'une association étroite à des fins de défense, mais elle sera aussi plus intimement liée dans le domaine économique, ce qui est une autre façon de dire que ses intérêts seront plus pleinement identifiables à ceux des États-Unis.

Le troisième facteur est très évident mais souvent négligé ; il s'agit du fait que les pays sont obligés de se battre là où leurs intérêts l'exigent, et ce n'est pas nécessairement le long de leurs frontières géographiques. Ainsi, même si la Grande-Bretagne est totalement immergée dans une communauté européenne, cette communauté, et donc la Grande-Bretagne, doivent être prêtes à se battre là où leurs intérêts l'exigent, ce qui pourrait bien être en dehors de l'Europe. De même, si la Grande-Bretagne devient plus étroitement liée aux États-Unis, elle peut être obligée de se battre là où l'intérêt commun anglo-américain est menacé.

L'incertitude de la situation à un horizon aussi lointain que la seconde moitié des années 70 est tout aussi marquée en ce qui concerne les événements qui ne sont pas directement liés à la position de la Grande-Bretagne en Europe et la SEATO, le CENTO et l'OTAN pourraient tous changer radicalement de forme sur une période de dix ans. Mais un engagement demeurera inévitablement, à savoir l'obligation de maintenir l'ordre public à l'intérieur du Royaume-Uni. Les événements récents en Irlande du Nord nous rappellent opportunément que cela ne va pas de soi et, dans le contexte historique, il peut être intéressant de rappeler que lorsque l'armée régulière a été constituée pour la première fois au XVIIe siècle, la "suppression des Irlandais" était associée à la "défense de la religion protestante" comme l'une des deux principales raisons d'être de l'armée. En pratique, le fait que l'armée soit si fortement engagée en Irlande aujourd'hui rend peu probable qu'elle soit impliquée dans cette tâche entre 1975 et 1980, car il est raisonnable d'espérer que la situation d'urgence actuelle sera

résolue dans les cinq années à venir. Néanmoins, il existe d'autres points chauds potentiels au Royaume-Uni qui pourraient impliquer l'armée dans des opérations de ce type contre des extrémistes politiques qui sont prêts à recourir à un degré considérable de violence pour parvenir à leurs fins. Il est difficile pour les Britanniques, qui ont une tradition de stabilité, d'imaginer que des troubles surviennent au-delà des pouvoirs de la police, mais il y a déjà des indications qu'une telle situation pourrait se produire, et ce à une époque d'affluence apparemment inégalée. Il faut reconnaître que les méthodes permettant de ligoter un grand nombre de policiers et de soldats ont été mises au point pour être utilisées contre des gouvernements qui comptent sur le soutien populaire et qui ne peuvent donc pas se permettre d'utiliser le type de brutalité impitoyable qu'une dictature pourrait utiliser pour contrôler la situation d'une manière économique. Si un grief réel et sérieux surgissait, tel que celui qui pourrait résulter d'une baisse significative du niveau de vie, tous ceux qui aujourd'hui dispersent leurs protestations pour les causes les plus diverses pourraient concentrer leurs efforts et créer une situation que la police ne pourrait pas gérer. Dans ce cas, l'armée serait nécessaire pour rétablir rapidement la situation. Un faux pas à ce stade pourrait avoir de graves conséquences, allant jusqu'à ébranler la confiance dans l'ensemble du système gouvernemental.

Avant de quitter la question de la position de la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'utilisation de la force au cours de la seconde moitié des années 1970, il est nécessaire d'examiner un autre point. Alors que la subversion, l'insurrection et la guerre orthodoxe sont connues depuis des siècles, une forme d'opération militaire a récemment été mise au point qui innove véritablement : le maintien de la paix, au sens où il est défini dans l'introduction de ce livre. Il s'agit d'une activité totalement différente de ce que l'on appelait autrefois le maintien de la paix ou les missions d'assistance au pouvoir

civil, car ces deux tâches consistaient à agir au nom d'un gouvernement contre des personnes qui voulaient perturber son autorité. En d'autres termes, le maintien de la paix et les missions d'assistance au pouvoir civil étaient des termes polis utilisés pour décrire une forme modérée de lutte contre la subversion. Le maintien de la paix est différent car la force de maintien de la paix agit au nom et à l'invitation des deux parties à un conflit, et elle est censée prévenir la violence sans avoir recours à des actions de guerre contre l'une ou l'autre d'entre elles.

Un certain nombre d'opérations de maintien de la paix ont eu lieu au cours des quinze dernières années, allant de l'intervention de formations relativement importantes, telles que celles déployées par les Nations unies au Congo et à Chypre, à l'utilisation d'équipes d'observateurs au Cachemire, au Vietnam et le long de la frontière israélo-arabe. Bien que la plupart des opérations de maintien de la paix aient été menées sous l'égide des Nations unies, il convient de rappeler que la Grande-Bretagne a mis sur pied et maintenu une force travaillant exactement selon ces principes à Chypre entre Noël 1963 et la fin mars 1964 et qu'en janvier et février, il a été suggéré qu'elle serait remplacée par une force de maintien de la paix de l'OTAN ou par une force du Commonwealth. Le fait qu'elle ait finalement été relevée par une force des Nations unies ne doit pas être interprété comme signifiant qu'à l'avenir, toutes les opérations de maintien de la paix seront associées à cet organisme. La nature de la tâche est telle que tout pays ou groupe de pays peut être invité à former une force de maintien de la paix ou à y prendre part, et si ce pays a un intérêt, aussi lointain soit-il, à prévenir une reprise du conflit, il peut se sentir obligé d'accepter.

Malgré l'expérience chypriote, la probabilité que la Grande-Bretagne opère unilatéralement dans un rôle de maintien de la paix est assez faible, mais il s'agirait, par exemple, d'une communauté divisée ayant des liens amicaux

avec la Grande-Bretagne, qui lui demanderait particulièrement de l'aide dans ce domaine.

La probabilité que la Grande-Bretagne participe à une force de maintien de la paix de l'OTAN ou du Commonwealth est plus grande. Il y a des pays dans de nombreuses parties du monde, en particulier en Afrique, qui pourraient avoir besoin d'une assistance de cette nature et la Grande-Bretagne est bien placée pour la fournir en raison de son expérience à Chypre, de sa connaissance de nombreux pays concernés et parce que ses forces ont la mobilité stratégique qui leur permet d'être déployées et maintenues en place rapidement et efficacement. Si l'on considère la probabilité que la Grande-Bretagne soit invitée à contribuer à une force de maintien de la paix de l'ONU, un nouveau facteur entre en ligne de compte : il semble que l'on ait parfois considéré que les membres permanents du Conseil de sécurité ne devaient pas être invités à fournir des soldats. Dag Hammarskjöld était sans aucun doute de cet avis, mais cette politique n'a jamais été acceptée comme une règle absolue pour les opérations des Nations Unies, et il est possible de dire qu'elle est aujourd'hui dépassée. En ce qui concerne Chypre, les Britanniques y ont certainement dérogé en raison de la situation particulière qui y prévalait, et ils pourraient facilement y déroger à nouveau si les circonstances l'exigeaient. Relativement peu de nations ont la volonté ou la capacité de fournir des forces, en particulier celles qui sont nécessaires à des fins logistiques et de commandement, telles que les unités de transport, de réparation et de communication.

En outre, non seulement la mise en place d'une force de maintien de la paix doit être acceptée par les parties au différend, mais la nationalité des contingents doit également faire l'objet d'un accord, ce qui réduit encore le nombre de nations dont la force peut être composée. Pour toutes ces raisons, le fait que la Grande-Bretagne soit un membre permanent du Conseil de sécurité ne devrait pas l'empêcher de participer, même si la coutume devait à nouveau être

considérée comme un guide pour les opérations des Nations unies. Certains estiment qu'une future force de maintien de la paix au Moyen-Orient devrait comprendre des contingents britanniques et français pour être efficace et il est même possible que la Russie et les Etats-Unis opèrent un jour ensemble sous le drapeau des Nations Unies si les troubles qui ont donné lieu à la demande sont d'une ampleur suffisante et si les intérêts de ces deux pays sont suffisamment proches pour le justifier. Il est intéressant de rappeler que la Russie a suggéré que cela se produise à l'époque de la campagne de Suez.

Dans l'ensemble, les années 1970 pourraient s'avérer aussi orageuses que les années 1960, sinon plus, mais il est pratiquement impossible de prévoir la trajectoire des tempêtes. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est qu'en dépit de la réduction des engagements, la Grande-Bretagne, comme les Etats-Unis et de nombreux autres pays, ne sera probablement pas en mesure d'éviter toutes les tempêtes et, pour y faire face, l'une des choses les plus importantes à réaliser est que la plupart des pays considèrent désormais la subversion et l'insurrection comme faisant partie intégrante d'une guerre totale et non comme un sujet à part. Que ce soit en Europe ou outre-mer, la structure des conflits est telle qu'il est pratiquement impossible d'imaginer qu'une guerre orthodoxe puisse se dérouler sans une campagne de subversion et d'insurrection, même si l'inverse n'est pas du tout vrai. Il est bien sûr nécessaire de souligner que si, dans le monde entier, la subversion et l'insurrection sont susceptibles de représenter la majeure partie des opérations qui se dérouleront dans les années 70, il ne s'ensuit pas nécessairement que chaque pays doive organiser ses forces principalement pour mener ce type de guerre. Dans certaines régions, des conflits orthodoxes sont encore possibles dans le contexte des conditions particulières mentionnées plus haut, et peu de pays seraient encore prêts à se passer des moyens de se défendre contre une attaque conventionnelle au cas où les conditions qui ont produit la

situation actuelle changeraient brusquement, contrairement aux prévisions. Une autre considération importante est que l'équilibre nucléaire lui-même ne repose pas uniquement sur des armes de destruction massive, mais dépend dans une certaine mesure d'une combinaison d'armes nucléaires et de forces conventionnelles, dont certaines sont totalement inadaptées pour faire face à des insurgés.

Il n'en reste pas moins que toute nation qui se prépare à se défendre dans les années 70 doit être au moins aussi bien préparée à faire face à la subversion et à l'insurrection qu'à participer à des opérations orthodoxes, même si cette exigence ne peut que conduire à une concurrence accrue pour des ressources qui sont déjà loin d'être suffisantes pour répondre aux besoins d'une guerre orthodoxe.

Cette concurrence pour les ressources est une question difficile à résoudre et, dans une certaine mesure, la seule réponse satisfaisante est d'allouer plus de ressources que ce n'est le cas actuellement aux fins de la défense. Mais il y a beaucoup à faire avec le matériel déjà disponible et il est probablement juste de dire qu'à moins d'améliorer notre connaissance des mécanismes de la lutte contre la subversion et l'insurrection, toute ressource supplémentaire allouée sera largement gaspillée.

Le maintien de la paix est certes moins important, mais de nombreuses techniques ont beaucoup en commun avec la lutte contre la subversion, et il est donc utile de les examiner afin de s'assurer que ceux qui peuvent être impliqués dans cette tâche tirent le maximum de profit des ressources et du temps consacrés à la préparation de l'armée à la guerre antisubversive. Il faut espérer que ce chapitre aura au moins réussi à montrer que l'armée sera probablement confrontée dans les années 70 à la fois au maintien de la paix et à la lutte contre la subversion et l'insurrection, et que les préparatifs en vue de participer à ces opérations devraient bénéficier d'une priorité appropriée par

rapport à celle accordée aux préparatifs en vue de la guerre orthodoxe.

Chapitre 2

Objectifs et méthodes de l'ennemi.

On dit parfois que les insurgés commencent par une cause et se renforcent, tandis que les contre-insurgés commencent par tout sauf une cause et perdent progressivement de leur force jusqu'à devenir faibles. Bien que cette affirmation ne soit pas entièrement vraie à la lumière de toutes les campagnes passées, aucune campagne de subversion ne peut progresser si elle n'est pas basée sur une cause ayant un large attrait populaire. Ceci découle du fait, déjà mentionné à propos de la différence entre les guerres orthodoxes et les guerres basées sur la subversion, que les instigateurs de la campagne comptent sur le peuple pour renverser le gouvernement une fois qu'il a été correctement endoctriné et organisé. Comme le dit Roger Trinquier :

La condition sine qua non de la victoire dans les guerres modernes est le soutien inconditionnel de la population

Le choix d'une bonne cause pose souvent de graves problèmes aux organisateurs de la subversion, car les véritables raisons de la campagne peuvent ne pas être de nature à attirer la population. C'est notamment le cas lorsqu'un pays tente de semer le trouble dans un autre, simplement pour servir ses propres intérêts. Cependant, si aucune cause n'existe, il faudra l'inventer. Si une vraie cause existe mais qu'elle n'est pas capable d'attirer un soutien suffisant, elle doit être modifiée jusqu'à ce qu'elle le devienne. Si une bonne cause existe mais qu'elle a perdu son attrait pour une raison ou une autre, il faut la faire revivre. S'il est absolument impossible de produire une cause ayant un attrait populaire suffisant, l'entreprise devra être abandonnée parce qu'il sera jugé inutile d'essayer de promouvoir la subversion ou l'insurrection sans cette cause.

Guevara a perdu la vie et a causé un désastre à ses partisans en Bolivie en partie parce qu'il a insisté pour baser sa campagne sur une cause - la révolution dans toute l'Amérique

du Sud - qui ne bénéficiait pas d'un soutien populaire en Bolivie. En fait, les faiblesses des causes offrent souvent à ceux qui luttent contre la subversion d'excellentes opportunités de nuire à leurs adversaires, à condition que la situation soit correctement appréciée. Il vaut peut-être la peine d'examiner les causes pour lesquelles les insurgés se sont ostensiblement battus lors de certaines campagnes récentes afin de voir jusqu'où les organisateurs ont dû aller pour présenter leurs propres objectifs sous une forme populaire.

Les dirigeants du Front de libération nationale en Algérie n'ont rencontré aucun problème car la cause pour laquelle ils se battaient, à savoir l'indépendance et l'autonomie, pouvait être présentée au peuple telle qu'elle était. Bien que les communistes aient tenté de prendre le contrôle du mouvement à leurs propres fins, ils ont été efficacement contrecarrés et le résultat final a été exactement conforme aux objectifs de la campagne. À Chypre également, les objectifs de l'EOKA, à savoir l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne et le droit d'élire une union avec la Grèce, ont pu être présentés sans modification aux Chypriotes grecs qui formaient la grande majorité de la population de l'île.

En Indochine, le parti communiste n'a eu qu'un seul objectif depuis les années 1920 : il a toujours cherché à prendre le contrôle du pays afin d'y imposer sa propre doctrine politique.. Mais dès le début, les communistes ont compris que ce programme ne recevrait qu'un faible soutien populaire, de sorte qu'une série de causes plus populaires ont été présentées à la population afin de tirer parti des circonstances. Tout d'abord, le peuple a été exhorté à se retourner contre les Français, puis, pendant la guerre, contre les Japonais, et enfin, de nouveau contre les Français.

Les intérêts communistes ont toujours été défendus sous un écran de fumée de nationalisme patriotique parce que le communisme lui-même avait un attrait beaucoup trop étroit. Dans les phases ultérieures, le parti communiste a travaillé par

l'intermédiaire d'une organisation de front national qui a publié un programme différent et plus attrayant que celui mis en avant par le parti communiste lui-même. Aux Philippines, le parti communiste a mené deux campagnes visant à s'établir au pouvoir et, à chaque fois, la cause était conçue pour faire appel à une section plus large de la communauté que ses propres partisans parce qu'il était reconnu que le communisme avait peu d'attrait pour les gens dans les villages ou pour les combattants eux-mêmes. Dans la première campagne, les communistes ont travaillé par l'intermédiaire d'une organisation appelée l'Armée du peuple contre les Japonais, mais ils ont veillé à ce qu'une proportion appréciable de ses efforts soit consacrée à l'élimination des Philippins qu'ils considéraient comme une menace à long terme pour le communisme. Pour la deuxième campagne, le nom a changé pour devenir l'Armée du peuple contre les Japonais, mais il n'y a pas eu de changement de nom. Pour la deuxième campagne, le nom changea pour celui, plus ouvertement communiste, d'Armée populaire de libération, mais la "cause" n'était toujours pas présentée comme du communisme à l'état pur ; cette fois, elle était à peine déguisée sous la forme d'une réforme agraire.

L'un des exemples les plus remarquables de manipulation, voire d'invention, d'une cause en vue d'une large diffusion est celui du mouvement Mau Mau au Kenya. Dans ce cas, les nationalistes africains éduqués voulaient clairement prendre le contrôle du gouvernement afin de conduire le pays vers l'indépendance, mais ils se sont rendu compte qu'une telle idée était bien trop vague pour séduire les populations à l'esprit tribal de l'époque. Ils ont donc décidé de se concentrer sur un grief relativement mineur qui existait du fait que lorsque le pays avait été colonisé par les Européens dans la première décennie du siècle présent, une très petite zone de terre kikuyu avait été occupée parce que, à l'époque, il n'y avait pas de Kikuyu qui y vivait. Aucune des autres terres colonisées n'avait jamais

appartenu à cette tribu et les arrangements conclus avec les autres tribus concernées avaient été parfaitement satisfaisants. Le fait que les chefs de la rébellion aient choisi cette question pour défendre leur cause témoigne de la compréhension dont ils ont fait preuve, car elle a immédiatement suscité dans toute la zone tribale une réaction qui n'aurait jamais pu être égalée par un programme politique ou économique, aussi solidement ancré dans la réalité soit-il. Les gangs Mau Mau étaient connus collectivement sous le nom de Kenya Land Freedom Army et nombre de leurs chansons tournaient autour de cette question cruciale. En fin de compte, des milliers de personnes ont donné leur vie pour cette question, sans savoir ni se soucier du fait que la zone concernée ne s'étendait que sur quelques kilomètres carrés. Dans leur esprit, ils en étaient venus à considérer toute terre occupée par un Européen comme leur terre, et c'est dans l'esprit des hommes que les guerres de subversion doivent être menées et décidées.

La plupart de ceux qui étudient les travaux de Lénine, de Mao Tsé Toung et de Vo Nguyen Giap aiment interpréter leurs enseignements en termes de différentes étapes par lesquelles la subversion et l'insurrection doivent progresser, par exemple l'organisation, le terrorisme, la guérilla et la guerre mobile, et leurs écrits sont facilement accessibles à ceux qui trouvent ces méthodes de présentation utiles. Dans la pratique, la compréhension de ces théories n'est pas essentielle et peut même induire en erreur, car les campagnes subversives se développent selon des lignes très divergentes. Le point vraiment important est que les dirigeants d'un mouvement subversif ont deux tâches distinctes mais étroitement liées à accomplir : ils doivent gagner le soutien d'une partie de la population et imposer leur volonté au gouvernement, soit par une défaite militaire, soit par un harcèlement insoutenable. En termes de temps, il est évidemment souhaitable et généralement nécessaire d'obtenir le soutien de la population avant de se lancer dans des opérations, et dans la plupart des

campagnes récentes, les organisateurs ont consacré de nombreuses années à cette tâche avant d'entreprendre toute action hostile contre les autorités. D'autre part, il est arrivé que les deux aspects de l'entreprise aient commencé pratiquement au même moment et, dans tous les cas, l'obtention et le maintien du soutien de la population doivent se poursuivre tout au long des activités jusqu'à la fin de la campagne.

Les mouvements subversifs sont particulièrement vulnérables pendant la période où la population est organisée pour apporter son soutien ; il convient donc d'examiner combien de temps cette période peut durer. Aux Philippines, le parti communiste a publié sa directive stratégique en 1946, mais ce n'est qu'en 1950 que l'armée populaire de libération a commencé son offensive militaire, bien qu'avant cela, la coercition ait été utilisée sur des éléments non coopératifs de la population et qu'à l'occasion, la force ait été utilisée à titre défensif contre le gouvernement. Le temps consacré à la préparation du terrain en Algérie a été beaucoup plus court et, en fait, l'insurrection a été déclenchée soudainement et violemment huit mois seulement après la création de l'organe politique qui l'a parrainée, mais il est nécessaire de souligner que les organisations précédentes engagées dans une guerre d'indépendance existaient depuis au moins cinq ans. A Chypre, Grivas a commencé à préparer dès 1951 l'insurrection qui a éclaté en 1955, mais pendant les quatre premières années, ses activités ont consisté à planifier, à constituer des stocks et à traiter avec les dirigeants nationaux grecs et chypriotes.

Il réussit à faire le nécessaire pour organiser des groupes armés et un réseau de cellules de soutien pendant les cinq mois qui s'écoulèrent entre novembre 1954 et mars 1955, mais la situation à Chypre était inhabituelle dans la mesure où l'objectif du mouvement, à savoir l'union avec la Grèce, était très largement accepté par les Chypriotes grecs. Depuis leur plus jeune âge, ils avaient été éduqués par l'église et par les

écoles à prier et à travailler pour l'ENOSIS, de sorte qu'aucun endoctrinement n'était nécessaire ; seule l'organisation l'était.

En revanche, au Kenya, l'endoctrinement de la population était en cours depuis au moins quatre ans avant le déclenchement du soulèvement des Mau Mau en 1952, et en Malaisie, les communistes avaient commencé à préparer la rébellion qui a éclaté en 1948 dès que les Japonais avaient été chassés du pays en 1945, si ce n'est plus tôt.

A ce stade, il est nécessaire de mentionner les idées de Fidel Castro et de Che Guevara. Bien que Mao Tsé Toung ait modifié la doctrine révolutionnaire classique de Lénine dans la mesure où il a mis l'accent sur une action dans les zones rurales plutôt que dans les zones urbaines, il a néanmoins conservé et développé l'idée qu'il était nécessaire d'organiser la population en tant que prélude à la révolte armée. Castro et Guevara, cependant, affirmaient que leurs expériences à Cuba montraient qu'il n'était pas nécessaire d'attendre que toutes les conditions révolutionnaires soient réunies, mais que l'insurrection pouvait elle-même créer ces conditions. Ils ont développé ce qui est désormais connu sous le nom de théorie du foco, selon laquelle un petit groupe d'insurgés armés opérant à partir d'une région éloignée d'un pays peut servir de point de convergence pour les divers éléments contestataires de ce pays et ainsi canaliser toute l'énergie latente disponible dans l'action pour la défaite du gouvernement. En théorie, le foco, c'est-à-dire le petit groupe armé, ne vainc pas lui-même le gouvernement, mais le fait simplement vaincre par une combinaison de toutes les forces révolutionnaires concernées, y compris lui-même. Castro et Guevara ont également soutenu que, bien que dans la phase insurrectionnelle une direction ferme soit nécessaire, il est possible de se passer d'un autre membre de l'équipe, il est possible de se passer d'une autre exigence léniniste, celle d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière, qui peut être formé une fois la victoire remportée. Selon Castro, la campagne de Cuba a été menée avec l'aide

d'hommes de toutes idées, de toutes religions et de toutes classes sociales. Ce n'est qu'après la victoire qu'il y a eu un rapprochement entre Castro et le parti communiste qui a pratiquement uni les paysans et les classes ouvrières contre les autres. Mais si l'insurrection sans organisation a fonctionné à Cuba, elle a failli être vaincue et il suffit de lire le récit de Guevara sur la guerre pour se rendre compte à quel point l'entreprise a failli échouer à plusieurs reprises au cours des six premiers mois. La campagne suivante de Guevara en Bolivie, également basée sur la théorie du foco, a complètement échoué en moins d'un an parce que l'absence d'une organisation de partisans l'a empêché d'obtenir des recrues et a rendu presque impossible l'obtention de nourriture, de médicaments et de fournitures. Son journal bolivien relate au jour le jour la désintégration de sa force et constitue l'un des documents les plus instructifs dont nous disposons. En fait, à la suite de l'expérience bolivienne, il semble peu probable que de futures opérations de ce type soient lancées sans une certaine préparation de la population et, bien que la théorie du foco puisse peut-être être adaptée aux besoins de diverses formes de subversion urbaine, la forme d'insurrection Castro peut probablement être considérée comme exceptionnelle.

Si l'on revient à des cas plus typiques, il semble normal que la période de préparation se mesure en années plutôt qu'en mois, ce qui n'est pas surprenant si l'on examine les mécanismes réels du travail. En premier lieu, les organisateurs doivent créer un nouveau parti ou front pour promouvoir leur cause, à moins qu'un parti existant n'ait l'attrait populaire nécessaire, ce qui est peu probable. Une fois le parti formé, il doit s'étendre de manière à ce que des branches existent dans tout le pays, puis ceux qui sont chargés de diriger ces branches doivent créer des cellules dans les usines, dans les fermes et dans d'autres endroits appropriés de leur région. Ces cellules doivent à leur tour travailler sur leur entourage afin d'obtenir le degré de soutien nécessaire, qui peut aller de la neutralité

bienveillante à la fourniture de fonds, d'équipements ou de renseignements.

Les moyens utilisés par les branches pour recruter des personnes chargées de diriger les cellules et la manière dont ces personnes obtiennent à leur tour ce qu'elles veulent de la population dans son ensemble varient considérablement, mais ils incluent probablement la parole, l'écrit et la radio, ainsi que la coercition sous forme de chantage et même la violence physique si nécessaire, à condition que cela puisse être fait sans trop attirer l'attention des autorités. Toutes ces activités prennent du temps, surtout si les fonds sont limités.

Les gens écrivent rarement sur ce qu'ils ont fait pendant les phases préparatoires de la subversion, ce qui est regrettable car une compréhension claire de leurs problèmes à ce moment-là serait d'une grande valeur. Un excellent compte-rendu des événements de cette phase est cependant disponible dans un livre qui traite des activités du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert. Le parti lui-même a été créé en 1956 et a immédiatement commencé à gagner des soutiens dans tout le pays. En 1960, les Portugais ont obtenu suffisamment d'informations pour passer à l'action et le secrétaire général du parti a été obligé de traverser la frontière pour s'installer à Conakry où il a établi un quartier général et une école de formation. En 1962, le mouvement passe à l'offensive avec une série de sabotages.

L'histoire d'un certain Antonio Bana, qui s'est engagé dans le mouvement en 1957 ou 1958, illustre bien les problèmes auxquels sont confrontés les responsables de l'organisation de la population : à l'époque, il travaillait dans un garage de la capitale de la Guinée portugaise et était âgé d'une vingtaine d'années. Bana s'est engagé pour la première fois lorsqu'un ami lui a dit qu'un parti avait été créé pour lutter contre les Portugais afin que le peuple puisse jouir de la liberté et d'une nouvelle vie. Par la suite, il a rencontré son ami à plusieurs reprises et s'est rapidement porté volontaire pour le

rejoindre. Son premier travail a été d'aider à mobiliser le peuple dans la capitale. Pour ce faire, il a organisé de petites réunions dans des endroits qu'il connaissait, avec des personnes de confiance, afin de leur dire que le temps de l'action était arrivé. Plus tard, le président du parti l'a rencontré et lui a expliqué les choses plus en détail. Peu après, il a été sélectionné avec d'autres pour aller à la campagne et "mobiliser" les paysans. Cela s'est probablement produit en 1959. L'enseignement du parti concernant la méthode recommandée pour obtenir un soutien dans une région était que la première approche devait être faite auprès du principal ancien du village. Cet homme n'était pas le chef administratif nommé par le gouvernement et connu sous le nom de chef, qui venait généralement d'une autre région et souvent d'une autre tribu. Le secrétaire général du parti a donné à Bana et à ses amis des conseils détaillés sur la manière d'approcher les anciens du village en les faisant jouer à des jeux dans lesquels un homme jouait le rôle de l'employé du parti et les autres faisaient semblant d'être les anciens du village.

Bana décrit ensuite comment les choses se sont déroulées dans la pratique. Il commençait par se renseigner sur le doyen d'un village donné et, s'il obtenait des informations encourageantes, il se présentait à lui comme un voyageur et lui demandait l'hospitalité. Conformément à la pratique traditionnelle, l'ancien faisait alors préparer un repas à base de riz. Si le riz n'est pas accompagné de poulet ou de viande, ce qui est rarement le cas, Bana en demande la raison, s'attendant à la réponse habituelle que l'homme est trop pauvre pour en fournir. Il demandait ensuite pourquoi il en était ainsi pour une personne très respectée à la fin de sa vie professionnelle, et on lui répondait généralement que c'était à cause des taxes imposées par les Portugais. Cela lui donnait l'occasion de parler de la fête et de suggérer à l'ancien d'en parler à d'autres personnes du village qui pourraient être prêtes à aider la cause. Il terminait en invitant l'ancien à venir avec quelques amis à une

réunion qui se tiendrait à l'extérieur du village la prochaine fois que lui, Bana, viendrait dans la région. Entre-temps, le parti veillait à ce que des tracts soient distribués dans le village, ce qui avait pour effet de stimuler l'intérêt et de faire naître une impression de puissance du parti. Les émissions du parti diffusées depuis Conakry ont également contribué à renforcer son influence.

Lors de la réunion avec l'aîné et ses amis, Bana répondait aux questions sur le parti et son programme, puis leur proposait de transmettre la nouvelle à d'autres personnes du village en qui ils avaient confiance. Plus tard, il convoquait une nouvelle réunion de ce cercle élargi et, après discussion, découvrait lesquels d'entre eux étaient les plus aptes à devenir des militants du parti. Certains d'entre eux seraient désignés, avec l'accord des autres, pour assumer la responsabilité du parti dans le village. En 1961, Bana a suivi un cours à l'école du parti à Conakry où il a rencontré d'autres membres, dont certains revenaient d'une année de formation militaire à un endroit qui n'est pas mentionné. Ce stage lui a donné confiance, mais lorsqu'il est retourné dans sa région, il a constaté que les Portugais avaient entamé une action visant à découvrir et à éliminer les personnes impliquées dans le mouvement. Les Portugais ont manifestement réussi à décourager certaines personnes, mais d'autres sont devenues plus déterminées.

Bana décrit les problèmes posés par l'isolement et la neutralisation de l'influence de ceux qui s'opposaient au mouvement au motif qu'il attirait sur eux les foudres des Portugais. Il conclut cette partie du récit en disant que la mobilisation de la population est beaucoup plus difficile que la lutte armée elle-même.

L'année 1962 a mal commencé pour Bana et ses amis car la pression portugaise les a obligés à traverser la frontière sénégalaise où ils ont été enfermés à la suite d'une péripétie de la politique locale. Ils finissent par regagner leurs zones et, profitant des erreurs de la propagande portugaise et de la haine

engendrée par leurs méthodes opérationnelles, ils parviennent à se réimplanter dans les villages. Plus tard dans la même année, ils se lancent dans une campagne de sabotage, mais celle-ci provoque une telle concentration des efforts portugais que certains des dirigeants du parti doivent repasser la frontière. Cependant, Bana souligne que ceux qui, comme lui, avaient réussi à bien organiser leurs villages, ont pu se fondre dans la population et y rester. A partir de ce moment, la campagne est une campagne d'insurrection et le récit relate l'arrivée des armes et le début des combats proprement dits. La période de préparation de six ans est terminée.

Six ans, c'est sans doute un peu plus que le temps normal de préparation, et cela donne une idée des difficultés et des frustrations qu'il y a à amener un peuple primitif à s'organiser efficacement, ainsi qu'une réflexion sur le fait que le parti a dû partir de zéro en Guinée portugaise parce qu'il n'y avait pas eu de travail préalable à sa formation.

Dans de nombreux endroits, il ne fait aucun doute que le travail de fond a déjà été effectué, notamment en Europe, où les communistes infiltrèrent depuis des années leurs agents et sympathisants dans les usines, les coopératives, les établissements d'enseignement, les syndicats, les administrations, la police, les services et même l'église. Dans la plupart des endroits, des dispositions ont également été prises pour permettre au réseau de continuer à fonctionner même si le gouvernement devait faire une descente et arrêter tous les communistes connus. Dans ces pays, il ne faudrait pas longtemps pour constituer un front populaire et être prêt à lancer une insurrection.

Il est intéressant de se demander si la période d'organisation nécessite autant de temps si l'insurrection projetée est conçue pour se dérouler dans une zone urbaine que si elle est prévue pour se dérouler dans un environnement rural. Il est difficile de répondre à cette question car il n'y a rien de comparable à l'histoire d'Antonio Bana qui se rapporte à une

situation purement urbaine. Des activités insurrectionnelles ont eu lieu à Jérusalem, Nairobi, Alger, Nicosie et Saïgon, mais toujours en conjonction avec une campagne rurale, de sorte que même s'il fallait moins de temps pour mettre en place l'organisation nécessaire dans les villes que dans les campagnes environnantes, le fait ne serait pas apparent parce que la campagne ne pouvait pas commencer avant que l'organisation n'ait été mise en place dans une mesure suffisante dans l'ensemble du pays. A Aden, la campagne urbaine était pratiquement distincte de celle menée par les tribus dissidentes dans le Protectorat et elle donne donc une meilleure indication du temps nécessaire à la préparation. Dans ce cas, la décision de lancer la campagne a été prise en octobre 1963 et les premiers coups de feu ont été tirés en novembre 1964, ce qui signifie qu'au moins un an a été consacré à la phase d'organisation.

Une meilleure base pour estimer le temps nécessaire à la mise en place d'une organisation urbaine peut être obtenue en déterminant exactement ce qu'il faudrait faire pour la mettre en place. A cet égard, les idées de l'écrivain américain J. J. McCuen, qui devient rapidement l'un des plus grands experts dans ce domaine, sont pertinentes.

Dans un document militaire qu'il a écrit en 1968 mais qu'il n'a pas encore publié, il assimile les phases bien connues de la guerre révolutionnaire telles qu'elles ont été exposées par Mao Tse Tung aux trois phases de l'insurrection urbaine qu'il appelle l'organisation, le désordre civil et le terrorisme. Dans la phase d'organisation, il envisage la mise en place de trois hiérarchies interconnectées : une organisation politico-administrative, une structure de contrôle et un système fonctionnel d'associations, de clubs et d'autres groupements conçus pour accomplir des tâches spécifiques. Soutenant qu'une organisation pleinement développée est un prélude nécessaire au succès, il décrit comment un groupe de futurs insurgés peut s'établir dans des positions de pouvoir au sein

d'une organisation politique et la transformer ensuite en un instrument de violence, tout en construisant une structure de contrôle à tous les niveaux et en s'infiltrant dans divers clubs et associations. Cette description ne permet guère de supposer que la tâche puisse être accomplie à un rythme sensiblement plus rapide que la mise en place d'une organisation subversive dans une zone rurale. Naturellement, si la théorie du foco de Castro s'avérait réalisable en milieu urbain, le processus d'organisation s'en trouverait accéléré et, à première vue, il pourrait sembler que de petits groupes subversifs pourraient opérer efficacement sans soutien organisé à grande échelle parce qu'il est facile de se procurer des fournitures et parce qu'une grande zone bâtie offre une bonne couverture. En pratique, si le gouvernement tarde à mettre au point un système d'identification des insurgés, ceux-ci survivront probablement assez longtemps pour s'attirer le soutien d'une partie importante de la population, ce qui compliquera considérablement la tâche du gouvernement. Mais si le gouvernement met rapidement en place une organisation de renseignement réellement efficace, les insurgés opérant sans l'isolation fournie par un système étroitement lié de cellules secrètes seront éliminés avant de devenir dangereux, parce qu'ils devront établir leurs propres contacts avec la population non engagée de la ville.

Pendant les phases initiales de préparation dans les zones rurales ou urbaines, le parti n'a guère besoin de forces armées, car il se préoccupe de recueillir des soutiens au moyen des diverses méthodes de persuasion et de coercition non violente déjà décrites. Mais il arrive un moment où la persuasion doit être complétée par des méthodes plus brutales et où des groupes d'action musclée doivent être mis sur pied afin de mettre en oeuvre la politique des dirigeants et des comités du parti. Au début, ces groupes peuvent travailler à temps partiel et vivre parmi la population, mais dès qu'ils commencent à opérer sérieusement, le gouvernement est

obligé de lancer ses contre-mesures, s'il ne l'a pas déjà fait. À ce stade, si les conditions sont propices, certains au moins des groupes d'intervention musclée se rendront probablement dans les collines ou les forêts pour servir de noyau à des groupes de guérilla plus importants. De même, de petits groupes de terroristes et de saboteurs peuvent se former dans les zones urbaines si la campagne est conçue pour se développer dans cette direction. Un autre perfectionnement du système consiste, dans les dernières phases des insurrections les plus développées, à former des groupes d'élite en prenant les meilleurs combattants des bandes de guérilla et en les intégrant dans des unités régulières. Les guérilleros sont alors responsables des actions quotidiennes dans leurs propres zones, tandis que les unités régulières opèrent partout où elles sont nécessaires.

La taille des groupes armés dépend naturellement du plan de campagne qui, à son tour, dépend de facteurs tels que la couverture offerte par le terrain, la proximité ou non d'un pays ami, la disponibilité d'armes, de recrues, de nourriture et d'argent, et surtout de la situation politique. La guerre civile grecque offre un bon exemple d'opérations menées par de grandes bandes d'insurgés. En 1947, l'unité de base de l'armée démocratique était le bataillon de 200-250 hommes et, en 1948, plusieurs de ces bataillons ont été regroupés en brigades de 100 à 2 000 hommes, bien que cette décision, qui allait de pair avec l'adoption de tactiques orthodoxes plutôt que de tactiques de guérilla, se soit révélée être une grave erreur. En Algérie, l'unité de base était le bataillon d'environ 350 hommes, organisé en compagnies et en pelotons, et bien que dans certains cas l'ensemble de l'unité vivait et opérait ensemble, il était plus courant que les compagnies soient affectées à des zones qui leur étaient propres. Comme en Grèce, les Algériens ont essayé de former des régiments composés de deux ou trois bataillons mais, comme en Grèce, cette tentative a été un échec et a dû être abandonnée. En Malaisie, lorsque la situation

d'urgence était la plus grave, les insurgés vivaient et opéraient en compagnies de 100 hommes mais, au bout de deux ou trois ans, ils se sont scindés en pelotons de 20-30 hommes. A Chypre, les groupes les plus importants n'étaient que de 8 à 10 hommes et la plupart d'entre eux étaient composés de 5 à 6 hommes. Les tâches attribuées aux groupes armés dépendent également du plan de campagne et peuvent inclure la coercition violente d'éléments de la population opposés au parti, des attaques contre des forces gouvernementales faibles telles que les unités de la garde nationale ou de la milice dont le rôle est de protéger les sections loyales de la population, et des embuscades ou des attaques contre de petits groupes de forces gouvernementales dans la mesure où cela est nécessaire pour que la campagne reste dans l'esprit du public dans le cadre de la mobilisation de l'opinion mondiale ou dans le but de s'emparer d'armes et d'équipements du gouvernement. Les tâches peuvent également inclure des actes de sabotage et de terrorisme visant à garantir que le gouvernement déploie un nombre disproportionné de ses propres forces pour des tâches de protection et de recherche, ainsi que des actes soigneusement calculés de brutalité révoltante visant à exercer des représailles gouvernementales excessives sur la population, la retournant ainsi contre le gouvernement. Finalement, si les circonstances sont favorables, des groupes armés peuvent être amenés à défier les forces du gouvernement dans une guerre ouverte. Mais malgré l'enseignement de Mao Tse Tung et de ses disciples, ce type d'action se retourne souvent contre le gouvernement, comme ce fut le cas en Grèce et en Algérie. On pourrait même affirmer que dans la campagne de Mao contre Chiang Kai-Shek, ce n'est pas l'opération de ses forces régulières qui a conduit à la victoire finale, mais l'effet cumulatif de harcèlement de la guérilla combiné à la pourriture intrinsèque de la position politique de Chiang. Dans les zones urbaines, les insurgés armés peuvent avoir pour tâche supplémentaire de fomenter des manifestations et des émeutes. Celles-ci ont le

double objectif d'utiliser un grand nombre de forces gouvernementales et d'établir un lien supplémentaire entre les membres non engagés de la population et l'organisation insurgée. Pour ce faire, les insurgés peuvent être obligés d'exploiter des griefs locaux qui n'ont aucun lien avec les objectifs du mouvement et qui peuvent varier d'un endroit à l'autre. Cela ne pose aucun problème aux insurgés, mais tend à semer la confusion dans les forces gouvernementales qui, dans un premier temps, ne reconnaissent peut-être pas la main dirigeante de l'organisation subversive.

Les relations qui ont existé entre les partis et leurs groupes armés dans le passé ont varié considérablement d'une campagne à l'autre, bien que certaines caractéristiques essentielles soient communes à la plupart d'entre elles. D'une manière générale, il est presque toujours admis que la direction politique doit avoir la priorité sur la direction militaire parce que l'objectif final est généralement politique et que les moyens de l'atteindre sont également politiques dans la mesure où il s'agit de prendre le contrôle de la population. Les différences importantes et évidentes qui sont apparues l'ont été en raison de la diversité des circonstances et des personnalités concernées.

Par exemple, pour prendre un cas extrême de divergence par rapport à la normale, Castro à Cuba et Guevara en Bolivie ont refusé de reconnaître la suprématie des partis communistes officiels dans les pays concernés parce que leur intention était de créer de nouveaux partis révolutionnaires centrés sur leurs propres objectifs après la victoire.

Ils ont donc formulé des théories pour justifier leurs actions, telles que celles exposées plus tard par Régis De Bray lorsqu'il a déclaré : "Aucun front politique qui soit fondamentalement un front de la guerre n'est un front de la guerre".

Aucun front politique qui soit fondamentalement un organe délibéré ne peut assumer la direction d'une guerre

populaire ; seul un groupe exécutif techniquement capable, centralisé et uni sur la base d'un intérêt de classe identique peut le faire ; en bref, seul un état-major révolutionnaire".

Dans un autre passage, il développe cette idée en disant...

Dans certaines conditions, le politique et le militaire ne sont pas séparés mais forment un tout organique, constitué par l'armée populaire dont le noyau est l'armée de guérilla. Le parti d'avant-garde peut exister au sein même du foco de guérilla. Le foco de guérilla est le parti à l'état embryonnaire".

Dans d'autres cas, comme celui des Mau Mau au Kenya, la branche militante a commencé par être entièrement subordonnée à l'aile politique du mouvement, mais a fini par prendre le contrôle dans certaines régions lorsque l'organisation politique a été démantelée par l'action du gouvernement. Il ne semble pas utile de passer en revue toute une série d'exemples du passé pour illustrer ces faits, mais il vaut la peine de décrire un système typique afin de démontrer les éléments essentiels de l'activité.

Au sommet de l'arbre se trouvait le comité central du parti communiste malaisien qui fonctionnait sous la présidence du secrétaire général et qui comprenait le commandant de l'armée de libération des races malaises. Sous le comité central se trouvaient des comités pour chacun des États ou régions de Malaisie. Chaque comité d'État se composait d'un secrétaire du comité d'État et d'un certain nombre de membres, dont chacun était le secrétaire de son propre comité de district, c'est-à-dire le comité immédiatement inférieur. Chaque comité de district contrôlait les activités d'un certain nombre de comités de branche, chacun composé de plusieurs membres. À tous les niveaux, le comité était soutenu par un certain nombre de gardes, d'escortes et de personnes chargées de la reproduction de la propagande. Dès le début de l'état d'urgence, les comités centraux, d'État et de district ont tous opéré à partir de camps situés dans la jungle, mais de nombreux comités de branche ont

vécu avec des squatters à la lisière de la jungle. Plus tard, ces comités ont également déménagé à l'intérieur de la jungle, mais leur tâche est restée inchangée, à savoir maintenir le contact avec les cellules qui avaient été mises en place dans les villages et les contrôler. L'armée de libération des races malaises était divisée en compagnies et plus tard en pelotons, comme décrit précédemment. Bien qu'en théorie les commandants de ces unités disposaient d'une chaîne de commandement remontant jusqu'au commandant de l'armée pour les questions d'organisation, ils recevaient leurs ordres opérationnels du secrétaire du comité dans la région où ils opéraient.

Par exemple, si un peloton travaillant dans un district doit effectuer un travail particulier, il reçoit l'ordre du secrétaire du comité de district de se mettre en contact avec le comité de la branche dans laquelle le travail doit être effectué et d'effectuer le travail qui lui est demandé. Le système est illustré de façon schématique dans le document suivant.

FIGURE 1
ORGANIZATION OF MALAYAN COMMUNIST PARTY (MCP)

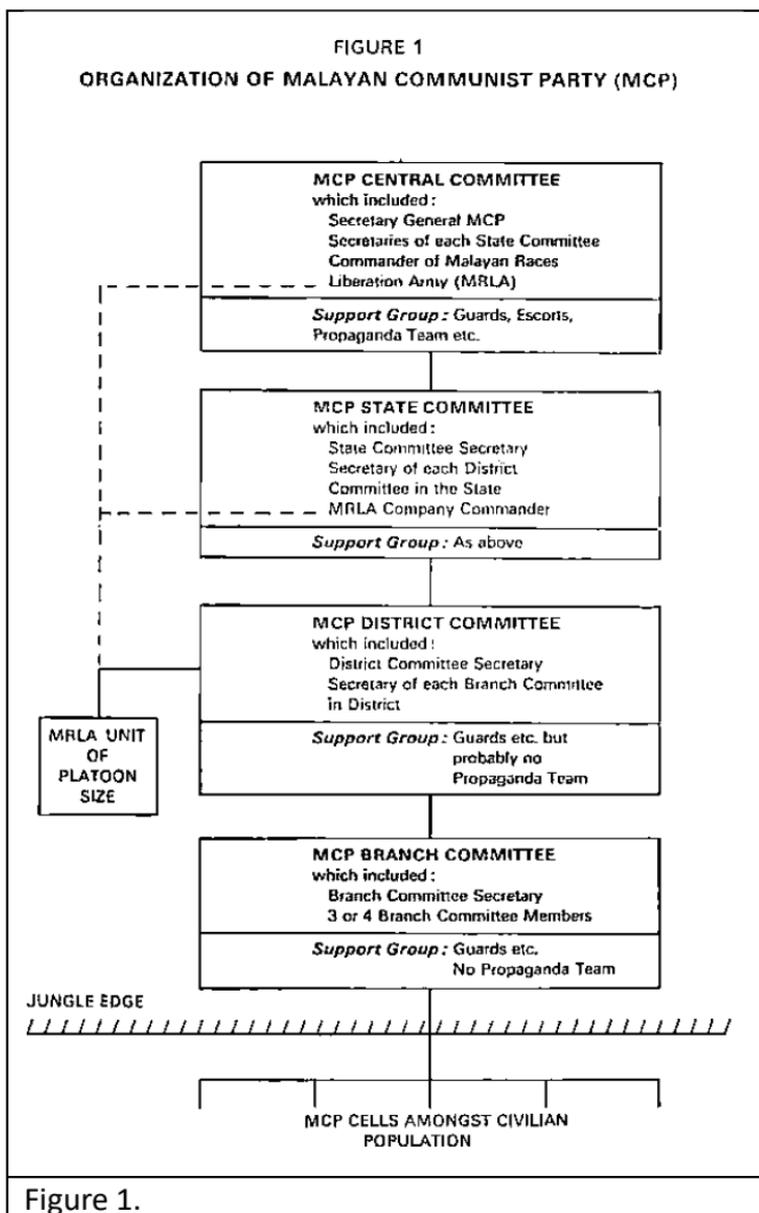


Figure 1.

La plupart des campagnes examinées jusqu'à présent ont été de véritables produits nationaux, c'est-à-dire qu'elles ont été dirigées et menées par des citoyens du pays concerné pour ce qu'ils considéraient comme le bénéfice de leurs compatriotes. Dans de nombreux cas, d'autres nations ont profité de ces soulèvements et ont apporté leur soutien d'une manière ou d'une autre, soit parce qu'elles sympathisaient réellement avec les objectifs du mouvement subversif, soit parce qu'il était dans leur intérêt de voir le gouvernement en place remplacé par les insurgés.

Il convient maintenant d'examiner brièvement deux variantes du schéma de base, la première étant la campagne subversive délibérément encouragée par un pays extérieur à ses propres fins.

En raison de la nature des campagnes subversives, un pays étranger ne peut en encourager et en diriger une dans un autre pays que s'il peut trouver une cause qui plaira à la population de ce pays et qui n'ira pas à l'encontre de ses propres objectifs. Ce n'est pas aussi facile qu'il y paraît. Une fois la cause trouvée, il est nécessaire de constituer un front politique et, le cas échéant, des forces armées, avant de pouvoir lancer la campagne, ce qui prend du temps. On peut certes trouver des exemples de ce type d'insurrection, comme celle que le Nord-Vietnam a fomentée au Sud-Vietnam, mais on peut considérer qu'il s'agit là d'un cas particulier du fait que les deux pays n'étaient que récemment constitués en nations distinctes. Le fait est que l'incitation délibérée à la subversion par un pays dans un autre, sauf en conjonction avec des opérations orthodoxes de grande envergure comme celles qui ont eu lieu pendant les deux guerres mondiales, ne peut réussir qu'après une longue période de préparation. Il est néanmoins nécessaire de rappeler que de nombreux préparatifs ont été effectués par des pays communistes dans des pays non communistes, notamment en Europe. Lorsqu'une campagne est menée selon ces principes, il est probable que le pays extérieur limiterà sa

contribution en termes d'effectifs au minimum afin de ne pas nuire à l'attrait national de l'insurrection.

Quelques spécialistes chargés d'effectuer des travaux techniques sur place peuvent constituer un atout, car ils représentent un symbole vivant du soutien extérieur, mais ils ne voudront certainement pas donner l'impression de diriger la campagne. En fait, la plupart des pays communistes sont connus pour s'opposer en principe même à l'affectation de spécialistes aux forces insurgées si cela peut être évité, en raison de l'effet négatif que cela pourrait avoir sur l'opinion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays concerné.

Ils préfèrent de loin le système selon lequel les insurgés potentiels viennent dans le pays aidant pour y être formés et endoctrinés, et retournent ensuite répandre leurs connaissances et leurs croyances.

La deuxième variante qui mérite d'être examinée est celle dans laquelle un pays encourage la subversion dans un autre pays et la fait coïncider avec un assaut militaire orthodoxe ou avec la menace imminente d'un tel assaut. Il n'est pas facile de trouver de bons exemples d'agressions militaires orthodoxes menées conjointement avec une subversion à grande échelle dans le propre pays de l'ennemi. Les deux guerres mondiales fournissent des exemples d'utilisation de la subversion dans des pays occupés par des pays amis, en conjonction avec des campagnes de libération, mais cela ne constitue pas un véritable parallèle. La façon dont les Allemands ont utilisé des sympathisants en Tchécoslovaquie pour mener des actes de sabotage et sécuriser des terrains d'atterrissage de concert avec l'avancée de leur armée principale, et la façon dont ils ont activé des partisans dans le Caucase afin de détourner les forces soviétiques lors de la campagne de Russie, en sont une meilleure illustration. Mais les Allemands n'ont jamais eu, dans les pays qu'ils ont attaqués, de sympathisants organisés comme le sont aujourd'hui les communistes dans les pays non communistes. Pour illustrer correctement ce point, il serait

nécessaire de décrire une attaque orthodoxe d'un pays communiste contre un pays non communiste, mais à l'exception tout à fait atypique de la guerre de Corée et du conflit de la frontière indienne, un tel exemple n'existe pas, pour la simple raison qu'aucun pays communiste n'a encore attaqué un pays non communiste, sauf par le biais d'une campagne subversive. Cependant, il y a toujours une première fois, et si l'on considère qu'il est nécessaire de pouvoir résister à une attaque des forces orthodoxes venant d'un tel endroit, il est au moins aussi nécessaire de pouvoir résister à une attaque qui a lieu en même temps qu'une campagne subversive. Cette menace a été prévue il y a plus de quinze ans par Otto Heilbrunn, qui écrivait :

Mais il ne fait aucun doute que dans toute guerre future dans laquelle l'URSS ou la Chine rouge seront impliquées, le parti communiste des pays adverses organisera des mouvements de guérilla pour lutter contre les armées de leur propre pays... Nous devons nous réveiller face à cette menace de communisme supranational dans notre propre pays. Nous avons été avertis, comme nous le verrons, par Staline lui-même".

Une menace de ce type peut se développer de différentes manières. Par exemple, la subversion pourrait commencer, suivie d'une opération orthodoxe qui serait présentée au monde comme une intervention à la demande des insurgés représentant la majorité de la population. Il est également possible que la menace d'un assaut orthodoxe apparaisse en premier. Dans ce cas, la tension est créée de telle sorte qu'un assaut semble imminent, de sorte que les forces du pays adverse sont attirées vers leurs positions de mobilisation derrière la frontière, et que des grèves, des émeutes et des actes de sabotage peuvent alors éclater, dépassant de loin la capacité de la police à y faire face. Pendant que les forces gouvernementales étaient retenues le long de la frontière par la menace d'une avancée militaire, une insurrection de grande ampleur pouvait se développer et contribuer, entre autres, à

paralyser l'armée le long de la frontière. A moins que le pays ne dispose de suffisamment de troupes non engagées, entraînées et équipées de manière adéquate pour combattre les insurgés, il devrait rechercher un règlement qui impliquerait probablement l'acceptation d'un gouvernement formé par les insurgés eux-mêmes.

Le pays pourrait également éloigner ses forces de la frontière pour combattre les insurgés, ce qui laisserait la frontière ouverte et permettrait à la nation agresseur d'envahir le pays et d'établir les insurgés au pouvoir par la force. Il est évident que les actions des deux parties dans une situation de ce type ne peuvent être envisagées que dans le contexte de l'environnement dans son ensemble, qui devrait inclure la disposition des forces conventionnelles, la disponibilité des réserves et la position concernant l'utilisation d'armes nucléaires si elles sont disponibles. Lorsque, comme en Europe, les armes nucléaires et les forces conventionnelles sont conçues conjointement pour jouer un rôle dissuasif, la capacité de faire face à la menace insurrectionnelle doit également être considérée comme faisant partie de la dissuasion, car si l'agresseur est en mesure de déclencher une insurrection qui peut neutraliser partiellement ou totalement la contribution conventionnelle de son adversaire à la dissuasion, il aura contribué à discréditer sa dissuasion dans son ensemble, ce qui pourrait s'avérer extrêmement dangereux.

Heureusement, l'ennemi doit faire face à certains problèmes difficiles lorsqu'il coordonne la subversion avec ses autres actions de la manière décrite, le principal étant l'équilibre nécessaire entre l'obtention de résultats rapides, d'une part, et le fait de ne pas aliéner trop gravement la population, d'autre part. Par exemple, si la Russie voulait mettre en oeuvre une campagne contre les puissances occidentales dans laquelle la subversion réelle serait combinée à la menace imminente d'une invasion, il est raisonnable de supposer qu'elle pourrait immédiatement créer de graves difficultés en

amenant les communistes locaux à fomenter des troubles et à commettre des actes de sabotage. Mais cela discréditerait les partis communistes locaux concernés parce qu'ils seraient considérés comme des traîtres à leur pays au moment où il en a le plus besoin et il serait ensuite difficile pour la Russie de les utiliser dans un gouvernement de type Quisling. Pour contourner ce handicap, les Russes pourraient peut-être constituer un Front national dans le pays visé, apparemment sans lien avec le parti communiste, et ce Front pourrait se livrer au harcèlement et au sabotage nécessaires, puis se dissoudre, laissant la voie libre aux communistes officiels pour former un gouvernement destiné à obtenir les meilleures conditions possibles de la part des Russes. Le système consistant à utiliser des organisations séparées pour opérer à différents stades de la campagne n'est pas nouveau et a en fait été utilisé par les Alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'un système de ce type ne puisse être utilisé que si l'on dispose d'un temps de préparation suffisant, le danger existe indubitablement dans les régions où la confrontation entre blocs opposés dure depuis de nombreuses années. Il devrait être reconnu comme une forme distincte de subversion qui pourrait être facilement utilisée et que les forces des puissances occidentales devraient être capables de gérer.

Pour résumer les principaux points abordés dans ce chapitre, il suffit de mentionner l'essentiel du schéma de base de la subversion et de l'insurrection du point de vue de l'ennemi. A cet égard, le facteur le plus important est que l'objectif immédiat de ceux qui organisent la subversion est de prendre le contrôle de la population, et que le système normal pour y parvenir est de choisir une cause et de former ensuite un parti qui peut la projeter dans la population par l'organisation d'une chaîne de branches et de cellules, en utilisant la persuasion et la coercition à cette fin. Une fois le soutien de la population obtenu, des opérations offensives peuvent être lancées contre le gouvernement afin d'atteindre les objectifs de

la campagne. Les opérations elles-mêmes peuvent avoir pour but de vaincre le gouvernement par la force, mais il est plus probable qu'elles visent à obtenir sa reddition en créant une situation dans laquelle il ne peut plus fonctionner. Bien que le premier de ces deux processus soit généralement entamé avant le second, ils se dérouleront simultanément par la suite, car, pendant que les ingénieurs de la subversion agissent contre les forces du gouvernement, le gouvernement lui-même tente de conserver ou de retrouver le soutien de la population. C'est cette interaction d'opérations conçues par les deux parties pour s'assurer le soutien de la population et, en même temps, pour faire pression sur les opposants, qui constitue une campagne subversive.

Chapitre 3

Les relations civilo-militaires.

La lutte contre la subversion doit tenir compte de trois éléments distincts. Les deux premiers constituent la cible proprement dite, c'est-à-dire le Parti ou le Front et ses cellules et comités d'une part, et les groupes armés qui les soutiennent et sont soutenus par eux d'autre part. On peut dire qu'ils constituent la tête et le corps d'un poisson. Le troisième élément est la population qui représente l'eau dans laquelle nage le poisson.

Les poissons varient d'un endroit à l'autre en fonction du type d'eau dans lequel ils sont destinés à vivre, et il en va de même pour les organisations subversives. Si un poisson doit être détruit, il peut être attaqué directement à l'aide d'une canne ou d'un filet, à condition qu'il se trouve dans une position qui donne à ces méthodes une chance de succès. Mais si la canne et le filet ne peuvent réussir seuls, il peut être nécessaire d'agir sur l'eau pour forcer le poisson à se placer dans une position où il peut être attrapé. On peut imaginer qu'il soit nécessaire de tuer le poisson en polluant l'eau, mais il est peu probable qu'il s'agisse d'une action souhaitable.

L'analogie du poisson et de l'eau vient bien sûr de Mao Tse Tung, mais elle a été détournée et élargie pour illustrer le propos.

L'illustration ne doit pas être poussée trop loin car elle présente d'importantes limites, l'une des principales étant que, dans la vie réelle, ceux qui pratiquent la subversion sont eux-mêmes capables de manipuler l'environnement et s'en préoccupent d'ailleurs beaucoup, alors que le poisson ne peut pas faire grand-chose au sujet de l'eau dans laquelle il nage. Mais du point de vue de ceux qui luttent contre la subversion, l'analogie est bonne car elle montre comment les opérations, c'est-à-dire la technique de la canne et du filet, doivent être liées à des mesures administratives plus larges, c'est-à-dire à la

gestion de l'eau, afin de tuer le poisson. Traduit en termes normaux, l'objectif du gouvernement est de regagner, si nécessaire, puis de conserver l'allégeance de la population, et pour ce faire, il doit éliminer ceux qui sont impliqués dans la subversion. Mais pour éliminer le parti subversif et ses partisans armés et non armés, il doit prendre le contrôle de la population. Ainsi, de même que le premier objectif des acteurs de la subversion est de prendre le contrôle de la population afin d'atteindre l'objectif du soulèvement, de même le premier objectif des acteurs de la contre-subversion est de prendre le contrôle de la population car, dans la plupart des cas, il s'agit d'un prélude nécessaire à la destruction des forces de l'ennemi et, dans d'autres cas, il s'agit de la raison ultime de cette destruction.

Avant d'examiner les moyens par lesquels le gouvernement peut coordonner ses efforts pour atteindre son objectif, il est nécessaire de souligner un point fondamental, à savoir que peu d'individus peuvent soutenir un gouvernement qui va manifestement perdre, même s'ils sympathisent avec sa politique et détestent celle des insurgés. Si le gouvernement veut réussir, il doit donc fonder sa campagne sur la détermination de détruire complètement le mouvement subversif, et il doit le faire savoir à son peuple. S'il a l'intention, à long terme, de céder le contrôle du pays à un autre gouvernement, il doit faire savoir qu'il ne le fera que lorsque ce gouvernement sera suffisamment fort pour empêcher l'ennemi de prendre le pouvoir. La campagne britannique à Aden est un bon exemple des effets de l'ignorance de ce facteur. En février 1966, la Grande-Bretagne a fait part de son intention de retirer ses forces d'Aden lorsque ce pays deviendrait indépendant en 1968. Cela signifiait en fait que la Grande-Bretagne se retirerait en 1968, que les insurgés aient été ou non vaincus et que le gouvernement qui leur succéderait soit ou non en mesure de les gérer. C'est en tout cas ainsi que les habitants d'Aden voyaient la situation et peu d'entre eux doutaient que les

insurgés finiraient par prendre le contrôle du pays. Comme le dit Julian Paget, "l'annonce a été désastreuse :

L'annonce a été désastreuse du point de vue des forces de sécurité, car elle signifiait qu'à partir de ce moment-là, elles perdaient inévitablement tout espoir d'obtenir un soutien local.

En supposant donc que le gouvernement soit au moins prêt à éviter de saper complètement sa propre position, le problème suivant est pour lui d'élaborer un programme global destiné à atteindre son objectif de regagner et de conserver l'allégeance de la population.

Ce programme devrait comprendre des mesures destinées à maintenir et si possible à accroître la prospérité du pays, ainsi que des mesures visant à détruire l'organisation subversive, car non seulement la prospérité elle-même est une arme puissante dans la lutte contre ceux qui veulent renverser l'ordre existant, mais encore il ne servirait à rien de vaincre les insurgés pour ne laisser qu'une communauté ruinée. Le programme devrait également prévoir la rectification des griefs réels, en particulier ceux que l'ennemi exploite pour défendre sa cause, et attirer le soutien par la mise en oeuvre de projets et de réformes populaires.

À cet égard, il convient de noter que, toutes choses égales par ailleurs, les gens préféreront soutenir une avancée limitée proposée par le gouvernement plutôt que des réformes plus ambitieuses proposées par les insurgés, parce qu'ils ont plus de chances d'obtenir quelque chose. Enfin, les problèmes normaux du gouvernement qui ne sont pas liés au soulèvement devront toujours être affrontés et les mesures nécessaires pour y faire face doivent être liées au reste du programme si l'on veut utiliser au mieux les ressources et les efforts de l'ensemble du pays.

Il serait relativement facile d'analyser un certain nombre de campagnes passées afin d'illustrer la manière dont les gouvernements ont construit des programmes contenant

des mesures de toutes ces natures. Une telle analyse montrerait que, dans certains cas, ces programmes ont été élaborés avec habileté, en faisant bon usage de toutes les ressources disponibles, comme l'a démontré Ramon Magsaysay aux Philippines. Elle montrerait également que, dans d'autres endroits, il n'y a eu que peu de planification consciente et que la politique gouvernementale s'est simplement construite comme le résultat d'une série de décisions aléatoires et non coordonnées prises par différents membres du gouvernement dans les domaines dont ils étaient responsables. Il est probable que, dans la plupart des cas, elle montrerait que le hasard et la planification ont chacun joué leur rôle, l'influence principale étant la situation existant au début des troubles, qui a été manipulée et adaptée en fonction des besoins du moment. C'est en tout cas ainsi que se déroulent la plupart des activités gouvernementales. Mais l'important, du point de vue de l'officier militaire engagé dans la lutte contre l'insurrection, n'est pas tant de savoir comment élaborer des programmes gouvernementaux globaux que de comprendre à quel point toutes les mesures doivent être totalement interdépendantes et à quel point il est important qu'elles ne se recoupent pas les unes les autres.

Cette considération s'applique à tous les niveaux, du plus haut au plus bas.

Aux échelons supérieurs de contrôle, elle est facile à démontrer car la nécessité d'une coordination étroite entre l'effort civil et l'effort opérationnel est évidente pour tout le monde. Aux niveaux inférieurs, le besoin est tout aussi grand. D'une part, les officiers militaires sont tenus de formuler des propositions pour vaincre les insurgés, propositions que les représentants d'autres services gouvernementaux doivent examiner de près afin de s'assurer qu'elles ne vont pas à l'encontre des objectifs à long terme du gouvernement. D'autre part, les officiers militaires eux-mêmes doivent contrôler les actions proposées par d'autres départements dans le cadre des

objectifs à long terme du gouvernement afin de s'assurer qu'elles ne nuisent pas à l'effort opérationnel. Même dans le domaine opérationnel, les mesures civiles et militaires sont inextricablement liées. Par exemple, pour faire face à une petite bande de guérilleros dans une zone rurale, il faut organiser des patrouilles, tendre des embuscades, réinstaller les familles isolées dans des villages défendus, imposer des couvre-feux aux secteurs non coopératifs de la communauté, fouiller les ouvriers sur le chemin du travail pour s'assurer qu'ils ne transportent pas de nourriture ou de matériel pour l'ennemi, et restreindre l'agriculture dans certaines zones où elle pourrait profiter aux guérilleros. Les soldats, les policiers, les volontaires locaux et les fonctionnaires subalternes de départements tels que le ministère de l'agriculture et le ministère des bâtiments publics et des travaux publics devraient tous travailler ensemble dans le cadre d'une telle opération. Il n'est pas question pour l'armée de travailler de manière isolée, sauf au niveau le plus bas, et même dans ce cas, il est possible que les opérations doivent être liées à la police ou à la garde nationale.

Les Etats-Unis sont bien plus avancés que la Grande-Bretagne dans leur réflexion sur l'orientation générale des opérations de contre-insurrection et de contre-subversion. Une bonne indication de la façon dont l'armée américaine envisage le problème peut être obtenue en examinant la terminologie qu'elle utilise actuellement pour décrire les différentes fonctions impliquées.

Afin de souligner l'importance d'une action positive visant à gagner et à conserver l'allégeance de la population, par opposition aux opérations purement offensives visant à briser les groupes d'insurgés, elle a cessé de parler de "contre-insurrection" et de "contre-subversion" et a redéfini l'activité comme étant la "défense et le développement internes". La partie de la "défense intérieure et du développement" fournie par les forces armées pour maintenir, restaurer ou établir un climat d'ordre est connue sous le nom d'"opérations de

stabilité", un terme destiné à souligner le fait que l'objectif de la destruction des insurgés est d'assurer la stabilité dont le pays a besoin pour progresser et se développer. Les "opérations de stabilité" elles-mêmes sont reconnues comme étant autant destinées à organiser la population qu'à mener des batailles. Elles sont décomposées en fonctions telles que l'"assistance consultative", c'est-à-dire la tâche d'aider les commandants militaires indigènes à former des forces armées paramilitaires et irrégulières :

Les "affaires civiles", c'est-à-dire l'établissement d'une relation de coopération entre les unités militaires et la population ; le "contrôle de la population et des ressources", c'est-à-dire les mesures prises par le gouvernement pour contrôler la population et l'empêcher d'aider les insurgés ; et les "opérations psychologiques" et le "renseignement", dont les fonctions sont évidentes.

Quelle que soit la terminologie utilisée, le processus consistant à lier les mesures civiles et militaires en une politique à effet unique est manifestement compliqué. Quelle que soit la connaissance que les autorités ont du problème, elles ne pourront le résoudre que si elles parviennent à mettre au point, à tous les niveaux, un mécanisme capable d'évaluer tous les facteurs, qu'ils soient opérationnels ou administratifs, à court ou à long terme, d'élaborer un plan et de le mettre en oeuvre. John McCuen met très bien le doigt sur la question essentielle lorsqu'il dit :

« Une planification unifiée, un contrôle centralisé et un seul point de responsabilité sont les conditions minimales d'une unité d'effort qui offrira le succès face à un mouvement révolutionnaire unifié... L'unité d'effort est cependant extrêmement difficile à réaliser parce qu'elle représente la fusion des fonctions civiles et militaires pour mener des batailles dont les objectifs sont essentiellement politiques Tous les moyens politiques, économiques, psychologiques et militaires doivent être rassemblés en tant qu'armes sous une coordination

et une direction centralisée. L'unité d'effort peut être réalisée par un seul commandant, comme le préconisent les Français. L'unité d'effort peut être réalisée par un comité sous direction civile, comme le préconise le Britannique... »

Le reste de ce chapitre est consacré à montrer comment cette exigence minimale de planification unifiée, de contrôle centralisé et de responsabilité unique peut être satisfaite dans une série de situations de plus en plus compliquées. Dans le passé, les mécanismes de coordination de l'effort militaire et civil ont généralement pris la forme de l'un des deux systèmes mentionnés ci-dessus et ils sont donc utilisés comme point de départ pour une explication plus approfondie. En théorie, il peut sembler inutilement compliqué d'envisager le problème en termes d'adaptation de deux systèmes apparemment si différents, mais nous verrons qu'en ce qui concerne les principes sous-jacents, il n'y a pas une si grande divergence entre eux. En effet, bien que l'on puisse supposer que le système du comité présidé par le représentant du gouvernement civil est supérieur au système du commandant unique en raison de l'importance primordiale d'obtenir le soutien de la population civile, il peut être démontré que les deux systèmes ont fonctionné aussi bien dans le passé. En tout état de cause, en ce qui concerne les opérations futures, les officiers militaires ne seront probablement pas en mesure de choisir entre les deux et devront appliquer le système que le gouvernement décidera de mettre en place : ils doivent donc comprendre les deux. Lorsque l'on examine les situations plus complexes décrites dans la seconde moitié du chapitre, il est nécessaire de garder à l'esprit qu'elles sont développées uniquement dans le but de démontrer les problèmes liés à la combinaison des actions civiles et militaires et qu'elles ne sont en aucun cas conçues comme des prédictions de ce qui peut ou ne peut pas se produire dans une partie particulière du monde à l'avenir. Cet aspect a été abordé au chapitre 1.

Le premier des schémas de base à examiner est le système des comités, qui a été privilégié par les Britanniques au cours des dernières années.

Dans le cadre de ce système, un comité serait formé à chaque niveau, auquel siègeraient les officiers supérieurs de l'armée et de la police de la région, sous la présidence de l'administrateur en chef. Le comité pourrait inclure ou adopter des membres représentant d'autres intérêts et serait assisté par des fonctionnaires, dont le plus important serait probablement un officier de l'organisation de renseignement.

Les décisions seraient prises en commun et mises en oeuvre par les membres à l'aide des organisations ou des unités placées sous leur commandement. Chaque membre du comité aurait un supérieur hiérarchique dans son propre service devant lequel il serait en tout cas responsable des questions d'organisation et d'administration et auquel il pourrait s'adresser s'il voulait protester contre une décision prise contre son avis par le comité dont il est membre. Son supérieur hiérarchique unique pourrait même, s'il le jugeait souhaitable, prendre la parole en son nom devant le comité supérieur suivant. En fait, le supérieur hiérarchique du service unique pourrait bien être le représentant de ce service au sein du comité supérieur suivant. Le système est souvent compliqué par le fait que les frontières policières, administratives et militaires ne coïncident pas, ou parce que l'un des services dispose d'un niveau de commandement supplémentaire par rapport aux deux autres. Par exemple, le membre militaire du comité provincial dans le diagramme (figure 2) pourrait être le commandant de brigade, ce qui laisserait son commandant de bataillon sans place dans aucun comité. Mais ces complications sont facilement réglées à condition que les personnes concernées comprennent le système.

Dans le système du commandant unique, le président du comité devient un commandant et les autres membres du comité deviennent ses conseillers ou ses officiers d'état-major.

Le commandant est généralement un officier militaire, mais ce n'est pas nécessairement le cas. La transformation des deux autres membres en conseillers ou en officiers d'état-major dépend du fait qu'ils sont ou non des commandants à part entière.

Par exemple, dans une province où un officier militaire est le commandant général, son bras droit pour les questions de police peut être l'officier responsable de la police dans cette province, auquel cas il sera conseiller, ou il peut être un officier d'état-major de la police dans le quartier général du commandant général, n'ayant aucune responsabilité dans la gestion de la police dans la province, mais étant uniquement préoccupé par ses devoirs envers le commandant général.

Les deux systèmes sont représentés schématiquement dans la figure 2.

FIGURE 2
COMPARISON OF COMMITTEE SYSTEM WITH
SINGLE COMMANDER SYSTEM

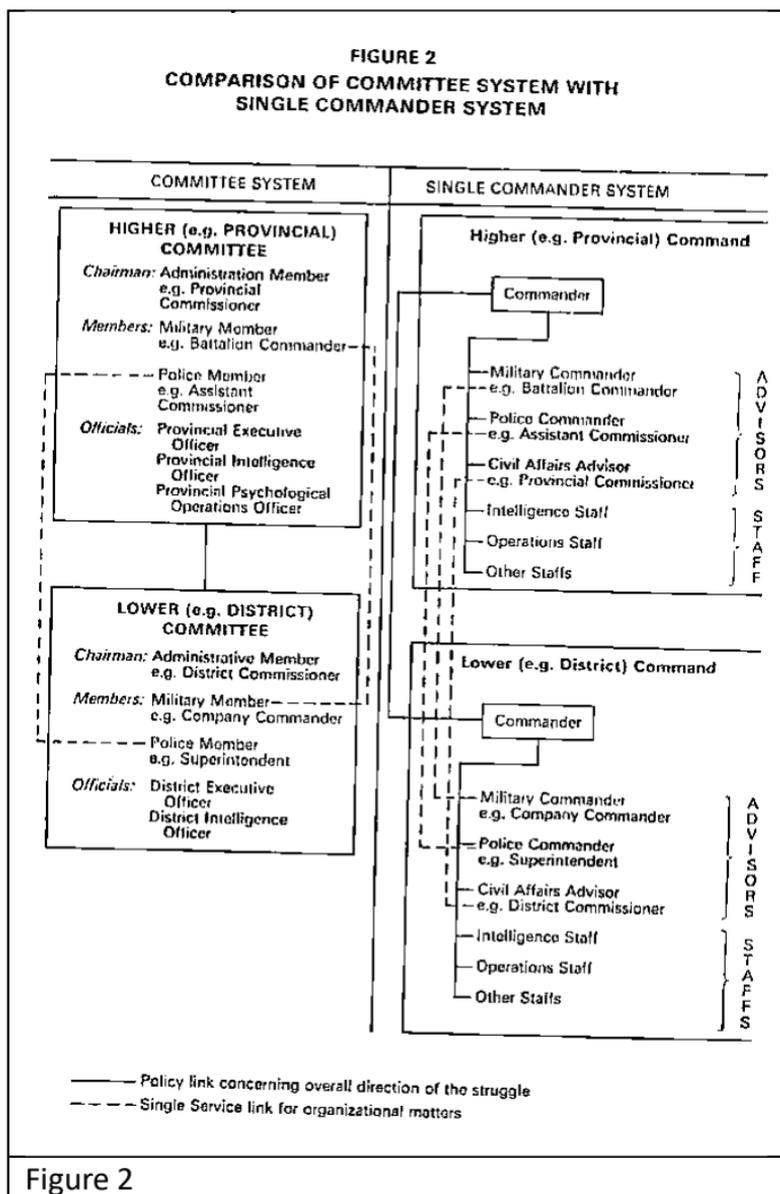


Figure 2

Il n'est pas possible d'abandonner le problème de la liaison entre l'action civile et l'action militaire sans attirer

l'attention sur les arrangements nécessaires au niveau national pour que l'un des systèmes illustrés ci-dessus puisse fonctionner. L'une des manifestations les plus remarquables de l'incompétence vietnamienne au début des années 1960 est le fait que, si une forme de système de commandement unique était utilisée à l'extérieur de Saïgon, il n'y avait aucune coordination efficace dans la capitale elle-même et que les ministères traitaient directement avec leurs propres hommes sur le terrain, même pour les questions de politique nationale générale. En théorie, il n'est pas du tout difficile de mettre en place un mécanisme approprié au sommet de la hiérarchie. En théorie, il n'est pas du tout difficile de mettre en place un mécanisme approprié au sommet. Tout ce qu'il faut, c'est un organe suprême qui puisse formuler une politique majeure concernant la conduite de la campagne et la transmettre directement aux commandants ou aux comités subordonnés, selon le système utilisé. Cet organe suprême devrait être composé du chef du gouvernement et des personnes contrôlant les départements les plus importants de l'État, tels que les finances, les affaires intérieures et la défense. Il doit être conseillé par des représentants d'autres organismes compétents, tels que ceux qui s'occupent du renseignement et de la propagande. Dans les campagnes menées par les Britanniques, un coordinateur général de toutes les activités militaires et civiles a généralement été nommé, sous le nom de directeur des opérations ou de commandant de la sécurité. Cet homme peut occuper d'autres fonctions et il est probable qu'il soit au moins l'officier général commandant les troupes. Il peut même être le chef du gouvernement, comme ce fut le cas lorsque le général Templer en Malaisie et le maréchal Harding à Chypre se sont acquittés de cette tâche. Mais quelles que soient ses autres fonctions, son rôle en tant que directeur des

opérations est de coordonner plutôt que de commander¹. Il est en fait l'officier exécutif de l'organe national suprême.

Le problème de la coordination des mesures civiles et militaires est déjà assez compliqué lorsque la campagne est l'affaire d'une seule nation, mais il le devient encore plus si des alliés sont impliqués.

Mais une fois de plus, le principe directeur pour lier les activités des deux pays peut être déduit de l'objectif ultime de la nation hôte, qui est de conserver et de regagner l'allégeance de sa population. Si l'on garde cela à l'esprit, il devient immédiatement évident que la manière dont l'aide de l'allié est fournie est aussi importante que l'aide elle-même, l'essentiel étant que le pays hôte soit perçu comme étant au centre de l'image, l'allié lui venant en aide. Cette impression ne peut être obtenue que si l'allié est prêt à se subordonner à tous les niveaux au pays hôte. S'il y a la moindre indication que l'allié prend l'initiative, les insurgés auront l'occasion de dire que le gouvernement a trahi le peuple au profit d'une puissance extérieure et qu'eux, les insurgés, sont les seuls véritables représentants de la nation. En fait, ils diront probablement cela de toute façon, mais ils seront largement crus si le peuple voit des étrangers dans le pays exercer un commandement sur leurs propres troupes ou, pire encore, définir une politique concernant l'administration civile.

En ce qui concerne les mécanismes de coordination des activités d'un allié avec celles d'un pays hôte, un facteur important concerne le type d'aide que l'allié se propose d'apporter. La situation qui prévalait en Grèce entre 1947 et 1949 présente un certain intérêt car, à l'époque, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis aidaient tous deux les Grecs, les Britanniques étant chargés de former l'armée grecque tandis que les Américains avaient la tâche beaucoup plus importante

¹ ROBERT THOMPSON, *Defeating Communist Insurgency*, pp.82-83.

et exigeante de la fournir, de l'équiper et de la conseiller sur le plan opérationnel. Dans ce cas, le système adopté pour coordonner la politique au sommet était que le chef de la mission militaire britannique et le chef du groupe de planification et de conseil militaire américain disposaient de sièges consultatifs au sein de l'organe suprême grec, le Conseil national de défense. Au niveau suivant, un état-major conjoint de l'armée grecque et de l'armée américaine a été créé, chargé de la planification, de l'entraînement et de la formation de l'armée grecque.

Un état-major conjoint de l'armée grecque et américaine a été créé, responsable de la planification, de l'équipement et de l'approvisionnement de toutes les opérations. Des officiers américains ont également été employés en tant qu'observateurs jusqu'aux quartiers généraux de division afin de s'assurer que les plans formulés au niveau supérieur étaient effectivement adoptés. La situation au Viêt-nam au début de la guerre a été moins satisfaisante pour deux raisons. Tout d'abord, ni les Américains ni les Vietnamiens ne disposaient d'organismes capables de coordonner tous les aspects de leurs propres efforts de guerre, de sorte que chaque type d'aide devait être négocié entre le chef de l'agence américaine concernée et son homologue vietnamien. Plus important encore, il n'existait pas de conseil suprême pour la poursuite globale de la guerre au sein duquel les Américains pouvaient être représentés. Après 1967, des améliorations considérables ont été apportées, auxquelles il est fait référence plus loin.

A la lumière de l'expérience grecque et vietnamienne, et en gardant à l'esprit le principe selon lequel l'allié doit toujours passer après le pays d'accueil, il est possible de dégager trois conditions susceptibles de régir l'intégration réussie d'un allié dans un pays d'accueil dans le cadre d'une campagne anti-insurrectionnelle. La première de ces conditions est qu'aucun arrangement ne fonctionnera si le pays hôte lui-

même ne dispose pas d'un système correctement ordonné pour mener la guerre, qui doit au moins comprendre un conseil supérieur et soit un système de comité, soit un système de commandant unique aux niveaux inférieurs, ou une variante reconnaissable de l'un d'entre eux. Si un tel système n'existe pas, l'allié doit faire pression sur le pays hôte pour qu'il en mette un en place avant d'accepter de l'aider. Le deuxième facteur est que l'allié doit être en mesure de coordonner toute son aide de telle sorte qu'une seule personne puisse le représenter au conseil suprême du pays hôte, garantissant ainsi que l'allié prend une part appropriée à la formulation de la politique générale pour la poursuite de la campagne.

Cette personne devrait bien entendu être l'ambassadeur, à moins que l'assistance ne soit entièrement limitée à l'aide militaire, auquel cas il pourrait s'agir du chef de la mission militaire. La troisième condition est que l'allié soit représenté à tous les niveaux du comité ou de l'état-major du pays hôte, selon le système en vigueur, mais toujours à titre subordonné ou consultatif. De cette manière, l'allié peut apporter une aide militaire, policière ou civile ou des conseils de toute nature en fonction des besoins, sans que cette aide soit mal utilisée, gaspillée ou utilisée d'une manière qui n'est pas pertinente pour mener à bien la lutte.

A ce stade, il convient d'examiner les dispositions prises par les Américains pour apporter de l'aide à leurs alliés. Bien que la situation locale ne permette que rarement d'appliquer le concept dans sa forme pure, leur système est à la fois unique et compréhensible et constitue un guide solide pour l'homme sur le terrain. Il est en effet basé sur les trois principes mentionnés ci-dessus. La première chose à faire lorsqu'un pays indique qu'il a besoin d'aide est que les principaux responsables américains résidant dans le pays, c'est-à-dire l'ambassadeur et ses principaux conseillers civils et militaires, consultent leurs homologues du pays d'accueil pour déterminer les besoins particuliers et contribuer à l'élaboration d'un plan. En cas

d'accord, l'ambassadeur et ses collègues, connus sous le nom de "Country Team", soumettent le besoin à l'approbation de Washington. En ce qui concerne l'armée, la première étape consiste généralement à fournir des conseillers, ou "advisory assistance" comme on l'appelle. Il s'agit de conseillers formés aux différents aspects des opérations de stabilité, tels que ceux mentionnés à la page 53, c'est-à-dire les affaires civiles, le contrôle de la population et des ressources, la gestion de l'environnement, la gestion de l'eau, la gestion des déchets, etc,

Contrôle de la population et des ressources, Opérations psychologiques, Opérations tactiques et Renseignement. Il est également possible de faire appel à des soldats possédant des compétences techniques spéciales telles que le génie, les communications, les munitions, la logistique, les soins médicaux et la police militaire. Souvent, ces conseillers sont affectés à des groupes ou missions de conseil militaire stationnés en permanence dans le pays dévasté et sont associés à des fonctionnaires importants de l'establishment militaire indigène, éventuellement jusqu'au niveau du district ou de la province, ainsi qu'au quartier général de la formation de la force de campagne. Toutefois, lorsque le besoin n'est pas continu, il est plus écologique de les affecter aux forces d'action spéciale, qui sont organisées autour des groupes de forces spéciales. Dans ces derniers cas, le besoin du pays peut être satisfait en formant les conseillers en équipes de formation mobiles qui ne restent dans le pays que le temps nécessaire. Par exemple, dans un pays, la demande peut porter sur une équipe mobile de formation de spécialistes de la tactique et du renseignement et une équipe mobile de formation de spécialistes des communications. Dans un autre pays, il peut s'agir d'une équipe mobile de formation d'ingénieurs chargés de donner des conseils en matière d'action civile. Il convient d'ajouter que ce n'est que lorsque des conseillers particuliers ne sont pas disponibles dans les Military Advisory Groups ou les Special Action Forces qu'ils sont recrutés dans l'ensemble de l'armée

américaine, et c'est principalement le cas pour les spécialistes techniques.

Dans un deuxième temps, les unités des forces de campagne américaines peuvent être engagées, si nécessaire, dans le cadre de contrôle déjà mis en place, tel que le Military Advisory Group, ou sous un nouveau quartier général tactique. Dans les deux cas, l'officier militaire supérieur est membre de l'équipe de pays. Ces unités peuvent aller de petites équipes de forces spéciales conçues pour organiser des opérations de contre-insurrection dans des villages ruraux, à des formations complètes d'unités conventionnelles.

La clé du succès réside dans le fait que le plan est élaboré au plus haut niveau par le pays hôte, en étroite collaboration avec l'équipe de pays, et qu'il englobe tout l'éventail des activités civiles et militaires. Du point de vue militaire, une caractéristique importante du système est que les conseillers, quelle que soit leur spécialisation dans les opérations de stabilité, sont presque toujours formés ensemble, de sorte qu'ils comprennent tous le système dans son ensemble, ainsi que la place qu'ils y occupent.

Une autre complication qui pourrait survenir à l'avenir est qu'une organisation multinationale telle que l'ONU pourrait être appelée à fournir une assistance dans une situation de contre-insurrection. La question se compliquerait encore s'il était décidé de soutenir la force par un important programme d'aide financière et économique. En théorie, ces problèmes pourraient être résolus sans trop de difficultés si les trois principes mentionnés précédemment étaient respectés. Dans ce cas, il serait nécessaire de nommer une personnalité politique au sein de la force qui se substituerait à l'ambassadeur national et serait le coordinateur général de toute l'assistance fournie. Il devrait également siéger au conseil suprême de la nation hôte et participer à la formulation de la politique générale pour la conduite de la campagne. Mais si l'aide financière et économique peut être acheminée efficacement

dans le cadre de ces arrangements, et si la force elle-même peut arriver et se déployer de manière satisfaisante, il est peu probable que les opérations qu'elle mènera par la suite soient d'une grande utilité si les divers contingents n'ont pas une compréhension commune des problèmes militaires liés à la lutte contre les insurgés.

Enfin, la question se pose du cadre nécessaire à la bonne conduite des opérations de contre-insurrection qui se déroulent dans le cadre d'une guerre orthodoxe ou d'une menace imminente de guerre orthodoxe. Dans ce cas, si la guerre orthodoxe ou la menace concerne clairement l'agression d'un pays particulier, la responsabilité de la gestion de la subversion ou de l'insurrection incombera évidemment à ce pays qui devra mettre en place des mécanismes pour y faire face conformément aux modèles mentionnés plus haut. Certes, de nouveaux facteurs interviendront dans la formulation de la politique et dans la conduite des opérations en fonction des circonstances particulières, comme, par exemple, la répartition des forces entre la ligne de front et les zones arrière, ou la nécessité de prendre des mesures plus radicales à l'encontre de la population afin d'obtenir des résultats plus rapidement qu'il ne serait souhaitable en l'absence de menace extérieure. Mais il s'agit là de questions que la machinerie suggérée est en mesure de traiter.

De même, si un ou plusieurs alliés entrent en jeu, le système suggéré plus haut pour intégrer leurs efforts peut être mis en œuvre, même si la solution idéale consisterait à les déployer dans le rôle conventionnel, libérant ainsi une plus grande partie des troupes du pays hôte pour combattre les insurgés. Cette solution ne serait possible que si l'allié était équipé pour participer à la bataille conventionnelle, et pourrait même ne pas l'être à ce moment-là, compte tenu des considérations politiques.

Un problème plus difficile se pose si l'agression réelle ou potentielle vise plusieurs pays au lieu d'un seul et si des

troubles se produisent simultanément dans plusieurs pays au lieu d'un seul.

Une telle situation pourrait se produire si, par exemple, des mouvements subversifs étaient actifs simultanément dans toute l'Europe occidentale au moment où le bloc de l'Est menaçait de l'envahir.

Dans ce cas, il y a deux manières fondamentalement différentes d'aborder la situation. La première solution serait que chaque pays accepte la responsabilité de prendre des mesures contre tous les éléments subversifs à l'intérieur de ses propres frontières, et la seconde serait que l'alliance dans son ensemble prenne la responsabilité de gérer la subversion et l'insurrection dans l'ensemble de sa zone géographique, de la même manière qu'elle a la responsabilité de gérer la menace extérieure. En d'autres termes, l'alliance dans son ensemble joue le rôle du pays d'accueil.

En gardant à l'esprit le caractère essentiel de la guerre subversive et sa relation avec la population d'un pays, il semblerait que le problème doive être traité sur une base nationale, mais la question se pose alors de savoir si, d'un point de vue strictement pratique, il peut être traité de cette manière. Dans l'exemple cité, de nombreux hommes et une grande quantité de matériel devraient transiter par les ports belges, néerlandais et allemands, puis par les routes belges, néerlandaises et allemandes immédiatement avant le déclenchement de la guerre, si les armées britanniques et américaines devaient être prêtes à faire face à l'attaque et si les armées belges et néerlandaises devaient se déployer correctement. Dans ces conditions, on peut se demander si le haut commandement de l'OTAN peut se permettre de laisser la question aux seules autorités nationales, et on peut encore plus se demander si les autorités nationales peuvent faire face à la situation sans détourner un grand nombre d'hommes des formations de l'OTAN.

Des situations similaires se produiraient dans toute la zone touchée et le danger ne concernerait pas seulement les ports, les routes et les chemins de fer, mais aussi le fonctionnement de l'industrie, les communications, l'approvisionnement en électricité et en eau, entre autres. En outre, alors qu'une guerre orthodoxe pourrait atteindre son point culminant en quelques jours, une campagne subversive combinée à des bruits de sabre provenant de l'autre côté de l'Elbo pourrait se poursuivre pendant des semaines ou des mois si elle n'était pas maîtrisée.

Il n'est pas question de faire des recommandations concrètes sur la manière dont l'OTAN devrait s'attaquer à ce problème extrêmement complexe, car on ne dispose que de trop peu de données pour se prononcer et, en tout état de cause, le contexte n'est utilisé que comme exemple du type de situation susceptible de se produire. Ce qu'il faut retenir, c'est que des problèmes de ce genre pourraient se poser, que ce soit en Europe ou ailleurs dans le monde, et qu'il est nécessaire pour tout pays qui se prépare à entrer en guerre contre une insurrection de comprendre comment les activités militaires et civiles peuvent être liées dans des situations plus ou moins complexes, dont certaines pourraient même impliquer des groupes de nations dans le rôle du "pays hôte", des groupes de nations dans le rôle des fournisseurs d'assistance, et l'ensemble de l'opération devant être entrepris conjointement avec un déploiement militaire contre une agression conventionnelle ou la menace d'une telle agression. Il ne fait guère de doute que des décisions correctes ne seront prises concernant le mécanisme à mettre en place que si les pays concernés ont étudié les problèmes à l'avance et en ont compris les principes.

Si les décisions doivent être prises sous l'impulsion du moment, un facteur vital sera négligé et l'ennemi pourrait bien atteindre son objectif sans même utiliser ses forces conventionnelles. Il semblerait tout à fait justifié de veiller à ce que les pays individuels et les alliances telles que l'OTAN

tiennent compte des mécanismes nécessaires pour faire face aux insurgés lorsqu'ils établissent des plans d'urgence relatifs à la guerre conventionnelle, et que des discussions bilatérales d'état-major aient lieu entre les pays susceptibles de voir leurs troupes stationnées dans le pays d'un allié.

DEUXIÈME PARTIE

LA CONTRIBUTION DE L'ARMÉE

Chapitre 4

La période préparatoire.

Jusqu'à présent, cette étude a porté sur le contexte des campagnes de subversion et d'insurrection. Il est essentiel que les officiers militaires comprennent le contexte, afin qu'ils puissent donner les bons conseils aux politiciens et aux administrateurs, et qu'ils puissent eux-mêmes prendre les bonnes décisions à n'importe quel stade de la lutte. Il est maintenant possible d'aller plus loin et d'examiner les tâches réelles que les officiers et les hommes de l'armée sont susceptibles d'être appelés à entreprendre, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres d'unités et de formations, et le but de ce chapitre est d'examiner la contribution que l'armée devrait être prête à apporter pendant la période où l'ennemi met en place son organisation avant le début de la campagne proprement dite.

En examinant rétrospectivement toute campagne de contre-subversion ou de contre-insurrection, il est facile de voir que la première étape aurait dû être d'empêcher l'ennemi de prendre l'ascendant sur la population civile, et en particulier de perturber ses efforts pour établir son organisation politique. Dans la pratique, cela est difficile à réaliser car le gouvernement peut longtemps ignorer l'existence d'une menace significative et, en tout état de cause, dans un pays dit libre, il est considéré comme le contraire de la liberté de restreindre la diffusion d'une idée politique. Cela semble s'appliquer même lorsque l'idée est le communisme qui se déclare ouvertement déterminé à éradiquer la liberté elle-même, et qui peut finir par ordonner la politique étrangère du pays au profit d'une autre puissance telle que la Russie ou la Chine, plutôt que dans l'intérêt de la population du pays concerné. Dans les toutes premières phases de la subversion, il est donc peu probable que le gouvernement considère qu'une action contre les personnes impliquées soit une proposition pratique, même s'il est

conscient de la menace, et cette attitude peut se poursuivre aussi longtemps que l'opposition se limite à diffuser ses idées par des moyens pacifiques. Dans la plupart des cas, il est peu probable qu'il y ait de la violence tant que l'idée n'a pas fait son chemin, car tant qu'il n'y a pas un minimum de soutien dans certaines régions, il serait trop dangereux pour quiconque de se laisser aller à l'usage de la force. Ce n'est que lorsque l'idée a été acceptée par une partie de la population que sa propagation peut s'accompagner de violence.

Bien qu'il ne soit pas possible d'agir contre les personnes impliquées dans la subversion, on peut et on doit se préparer à faire face à la situation et, dans ce contexte, l'armée devrait intervenir dès qu'une menace est détectée, en qualité de conseiller.

Dans l'introduction de ce livre, il a été souligné qu'il appartient aux soldats de savoir utiliser des méthodes civiles et militaires pour lutter contre la subversion, parce que le combat est une occupation militaire et que les membres des administrations civiles ne sont pas formés à cet effet. Ceci est vrai aussi bien au niveau national qu'au niveau provincial ou du district, et les représentants des forces armées devraient être impliqués dans l'affaire dès le début. Cette démarche ne risque pas d'avoir des répercussions politiques, car la consultation peut se faire dans le plus grand secret. Le danger de ne pas le faire est que la situation ne sera examinée que par ceux qui sont personnellement concernés par le gouvernement ou l'administration du pays touché, et ces personnes ne seront généralement pas qualifiées pour interpréter ce qu'elles découvrent à la lumière des études et de l'expérience acquise au fil des ans dans différentes parties du monde. Il est extrêmement difficile pour les personnes qui n'ont pas étudié la subversion en détail d'interpréter la menace avec précision au cours des premières phases, qui sont très importantes, car seule une petite partie des activités de l'ennemi est susceptible d'être révélée à ce moment-là. Si les informations se

concentrent sur un ou deux groupes d'action musclée, il est trop facile pour les autorités civiles de penser qu'elles ont affaire à quelques bandits ou à des bandes de jeunes voyous, sans se rendre compte qu'elles ne voient que la partie émergée d'un iceberg. Le désir naturel de ne pas être alarmiste, ainsi que la réticence bien ancrée des administrateurs à dépenser de l'argent pour des mesures aussi improductives que des préparatifs pour contrer des troubles qui n'ont pas encore éclaté, suffisent à garantir qu'ils sous-estimeront la menace.

Le premier conseil que les forces armées devraient donner au gouvernement est peut-être de mettre en place, au sommet, des mécanismes permettant de recueillir d'autres avis, car, à moins qu'un conseil suprême ne soit créé pour faire face aux troubles, selon les principes mentionnés plus haut, il est peu probable que des avis judicieux parviennent aux bons interlocuteurs ou qu'ils soient résolument suivis d'effet. Si un mécanisme de commandement peut être mis en place aux niveaux inférieurs, c'est encore mieux, mais pour des raisons politiques, ce n'est peut-être pas possible dans les premiers temps. En tout état de cause, c'est une erreur de mettre en place un mécanisme de commandement à un niveau inférieur s'il n'y a pas de conseil supérieur, car dans ce cas, les membres du groupe subordonné recevront de leurs différents supérieurs au niveau national des instructions qui peuvent être contradictoires et qui, dans le meilleur des cas, ne seront pas coordonnées.

Une fois le mécanisme mis en place, la tâche suivante de la direction militaire consiste à présenter au Conseil suprême un certain nombre de questions de nature militaire et civile conjointe sur lesquelles des décisions politiques adéquates doivent être prises avant que les opérations contre ceux qui pratiquent la subversion puissent commencer. Un excellent exemple concerne la manière dont la loi devrait fonctionner. En gros, il y a deux alternatives possibles, la première étant que la loi soit utilisée comme une arme de plus dans l'arsenal du

gouvernement, et dans ce cas, elle ne devient guère plus qu'une couverture de propagande pour l'élimination des membres indésirables du public. Pour que cela soit efficace, les activités des services juridiques doivent être liées à l'effort de guerre de la manière la plus discrète possible, ce qui signifie que le membre du gouvernement responsable du droit siège au conseil suprême ou reçoit ses ordres du chef de l'administration. L'autre possibilité est que la loi reste impartiale et administre les lois du pays sans aucune directive du gouvernement. Naturellement, le gouvernement peut introduire une nouvelle législation pour faire face à la subversion, qui peut être très sévère si nécessaire, et une fois qu'elle devient une loi, les services juridiques administreront la justice sur la base de cette législation. Mais la situation qui en résulte est très différente de celle décrite dans la première alternative car, dans le second cas, les représentants de la loi ne feront aucune différence entre les forces du gouvernement, l'ennemi ou la partie non engagée de la population. Toute personne violant la loi sera traitée de la même manière et la procédure juridique complète, avec ses garanties pour l'individu, s'appliquera aussi bien à l'ami qu'à l'ennemi. En règle générale, la deuxième solution n'est pas seulement moralement juste, elle est aussi opportune, car elle est plus compatible avec l'objectif du gouvernement de maintenir l'allégeance de la population. Mais cette façon de procéder peut entraîner des retards qu'il serait impossible d'accepter si, par exemple, il apparaissait que la subversion allait être utilisée en conjonction avec une invasion orthodoxe ou avec la menace d'une telle invasion. Le système pourrait également s'avérer inapplicable s'il s'avérait politiquement impossible d'inscrire dans la loi des réglementations d'urgence suffisamment sévères. L'intérêt de cette question n'est pas de l'examiner pour elle-même, ce qui serait inutile hors du contexte d'une situation particulière, mais de décrire le type de problème qui devrait être soumis à l'organe politique suprême par les autorités

militaires, après consultation des autres départements gouvernementaux concernés, ainsi que toutes les implications opérationnelles, tant civiles que militaires, avant le début des opérations. Sans cela, la politique sur des questions importantes pour l'issue de la lutte ne fera que croître au lieu d'être décidée consciemment à la lumière de tous les facteurs pertinents.

Un autre exemple de question de ce type concerne le degré d'utilisation de la force, que ce soit par la police ou par l'armée. Dans ce cas, les responsables politiques voudront, à juste titre, éviter autant que possible et aussi longtemps que possible le recours à la force, en raison de l'effet négatif que cela ne manquera pas d'avoir sur l'opinion publique dans le monde entier et à l'intérieur du pays. En même temps, il y a des difficultés militaires à utiliser trop peu de force et à en retarder l'application trop longtemps, et ces difficultés, qui sont examinées en détail dans le chapitre suivant, doivent être présentées aux dirigeants politiques par les autorités militaires après consultation des autres parties concernées, en particulier de la police.

Un parallèle intéressant avec les conseils que les hommes politiques devraient recevoir des militaires pendant les phases préparatoires d'une campagne de contre-subversion peut être trouvé dans les conseils qu'un pays d'accueil potentiel pourrait recevoir d'une équipe américaine pendant la période où l'on pense qu'une organisation subversive se prépare à lancer une campagne. Les sujets abordés ci-dessus, par exemple la mise en place d'un mécanisme de coordination de l'action contre le groupe subversif, les avantages et les inconvénients d'un système juridique plutôt qu'un autre, le moment de la première démonstration de force et la mesure dans laquelle elle doit être utilisée, sont exactement le type de facteurs que le membre militaire de la Country Team doit régler pendant la période de préparation du plan en vertu duquel l'aide sera transmise au pays d'accueil. En soi, cela n'est pas

important, mais cela souligne le fait qu'un pays au moins, c'est-à-dire les Etats-Unis, reconnaît l'importance de discuter et de résoudre ces questions avant d'engager des troupes.

S'éloignant du domaine des conseils et de la coordination, il convient maintenant d'examiner les moyens par lesquels l'armée peut participer directement à la préparation de la lutte avant que les unités militaires ne soient déployées et, à cet égard, l'une des méthodes d'assistance les plus utiles consiste à mettre des officiers et des soldats à la disposition d'organismes qui sont obligés de se développer rapidement.

Il a été démontré qu'au cours de la période précédant la violence, l'ennemi est susceptible d'être occupé à diffuser sa cause par une forme ou une autre de propagande et à exercer un contrôle étroit sur la population sous la forme d'une chaîne de comités et de cellules afin de s'assurer qu'elle accepte le message et qu'elle est ensuite en mesure d'agir contre le gouvernement pour faire avancer la cause. Pour contrer ces mouvements, le gouvernement doit d'abord les connaître en détail, ce qui signifie qu'il doit mettre en place et adapter son organisation de renseignement pour faire face à la menace. Il doit également promouvoir sa propre cause et saper celle de l'ennemi en diffusant son point de vue sur la situation, ce qui implique une campagne soigneusement planifiée et coordonnée de ce que l'on doit malheureusement appeler, faute de mieux, des opérations psychologiques. Enfin, dans certaines circonstances, il peut être nécessaire pour le gouvernement d'essayer d'organiser la population selon des lignes similaires à celles employées par l'ennemi.

Chacune de ces activités est largement dépendante des deux autres, et chacune est principalement une fonction de l'autorité civile, qui comprend bien sûr la police. Il est maintenant nécessaire d'examiner chacune d'entre elles à tour de rôle pour voir quel type d'aide et même d'impulsion peut être fourni par l'armée.

En général, il semble extrêmement difficile d'obtenir des pays qu'ils maintiennent des organisations de renseignement intérieur efficaces en temps de paix, non seulement en raison des coûts, mais aussi du sentiment que de tels établissements vont à l'encontre du concept de liberté de l'individu. Il y a bien sûr un élément de vérité dans l'idée qu'un système de renseignement intérieur efficace pourrait être utilisé pour mettre en péril la liberté de l'individu s'il tombait entre de mauvaises mains, mais le danger posé par une subversion non contrôlée par un bon service de renseignement est bien plus grand. Dans un pays libre, la bonne réponse consiste à disposer d'une organisation de renseignement efficace, confiée à des personnes responsables devant le gouvernement élu et supervisée par lui : dans un régime autoritaire, la liberté individuelle n'a pas beaucoup d'importance.

Mais même une organisation de renseignement efficace doit se développer et s'adapter aux nouvelles circonstances, si une campagne de subversion démarre. En temps normal, et dans les toutes premières phases de la subversion, l'organisation de renseignement doit être en mesure de pénétrer dans des cibles de petite taille et hautement sécurisées. Ce fait régit la manière dont il est établi et organisé et il régit également le point de vue de ceux qui y sont employés. C'est à juste titre que l'on privilégie le développement d'un petit nombre de sources réellement fiables par rapport à un plus grand nombre de sources plus superficielles. Tant que la cible est petite et politique, seule une organisation hautement spécialisée et sûre peut espérer obtenir des résultats utiles sans être elle-même pénétrée par l'ennemi. Mais au fur et à mesure que la subversion se développe, la cible devient rapidement plus grande et moins sûre. Les comités se multiplieront et des groupes forts se formeront, qui pourront plus tard se coaguler en de plus grands groupes d'hommes armés. Pour lutter efficacement contre ces

groupes, il faut disposer de beaucoup plus d'informations. Si elles ne sont pas disponibles, le gouvernement ne sera pas en mesure de contrôler la situation rapidement et économiquement, ce qu'il doit pouvoir faire si l'on veut vaincre l'ennemi.

Pour les besoins de la présentation, il convient de faire une distinction entre le type d'informations que l'organisation d'intelligence doit produire en temps normal et celles qu'elle devra obtenir une fois que la subversion aura commencé. A cette fin, le premier type d'informations peut être qualifié de renseignement politique et le second de renseignement opérationnel. Il va de soi que le besoin de renseignement politique ne disparaît pas du seul fait qu'il existe également un besoin de renseignement opérationnel : il continuera à être nécessaire tout au long de la campagne et après son achèvement, de la même manière qu'il l'était avant qu'elle ne commence. En revanche, le renseignement opérationnel cessera automatiquement d'être nécessaire une fois l'ennemi totalement vaincu, parce qu'il concerne des informations sur les forces et les comités de l'ennemi qui auront alors cessé d'exister. La distinction entre ces deux formes de renseignement est importante et doit être bien comprise, car les méthodes de collecte de l'une sont très différentes de celles de l'autre. Le problème de la préparation d'une organisation de renseignement pour faire face à la subversion et à l'insurrection n'est donc pas seulement un problème d'expansion. La mise au point de nouvelles méthodes pour répondre aux nouvelles exigences est tout aussi importante et beaucoup plus difficile. '

Les problèmes pratiques soulevés par la nécessité de s'agrandir et de développer en même temps de nouvelles méthodes de travail sont énormes.

Tandis que certains membres de l'organisation d'origine continuent à opérer contre leurs anciennes cibles de la manière habituelle, d'autres doivent développer les nouvelles idées, mais étant eux-mêmes inexpérimentés et non

formés à ces nouvelles méthodes, ils auront de grandes difficultés à former leurs recrues. A ce stade, une divergence d'opinion majeure risque de se faire jour entre ceux qui souhaitent développer des méthodes d'obtention de renseignements opérationnels basées sur le vieux principe selon lequel quelques bonnes sources valent mieux qu'une multitude de mauvaises, et ceux qui considèrent qu'un grand nombre de sources de faible qualité sont essentielles d'un point de vue opérationnel. L'afflux de membres supplémentaires soulèvera également des problèmes de sécurité qui seront considérablement aggravés si les nouveaux membres commencent à utiliser un grand nombre de sources de faible qualité.

Ces problèmes sont déjà assez graves lorsqu'il n'existe qu'une seule organisation de renseignement dans le pays concerné, mais dans de nombreux pays, y compris la Grande-Bretagne, il existe plusieurs organisations distinctes dont chacune peut vouloir mettre la main à la pâte.

L'armée est impliquée dans le problème de deux manières. Tout d'abord, elle est directement concernée par la façon dont l'organisation de renseignement se développe, parce que dans les dernières phases de la campagne, lorsque ses unités seront déployées, elle dépendra très largement des informations fournies par l'organisation de renseignement pour le succès de ses opérations. A cet égard, il ne s'agit pas seulement de s'assurer que des informations sont mises à sa disposition, mais aussi de s'intéresser de près au type d'informations produites. Cela signifie que, du point de vue de l'armée, une organisation de renseignement qui s'appuie sur un grand nombre de sources de faible qualité est plus utile qu'une organisation qui se concentre sur quelques sources de qualité, même si, naturellement, les commandants militaires ne sont que trop satisfaits si quelques sources de qualité peuvent être exploitées en même temps. Lors d'un symposium sur la contre-insurrection organisé par la Rand Corporation à Washington en

1962, l'auteur a constaté que les officiers de plusieurs pays étaient généralement d'accord avec ce point de vue ; le colonel Fertig de l'armée américaine, qui a eu l'expérience de la guérilla et de la contre-guérilla, l'a particulièrement soutenu. Roger Trinquier souligne également la nécessité d'un grand nombre de sources de faible qualité. Quoi qu'il en soit, quels que soient les avantages et les inconvénients de cette question particulière, il incombe à l'armée de veiller à ce que son point de vue sur la manière dont l'organisation du renseignement se développe soit représenté avec force et en temps voulu.

La deuxième façon dont l'armée peut parfois s'impliquer consiste à fournir des personnes pour renforcer l'organisation ou les organisations de renseignement et, dans certaines circonstances, il peut même être nécessaire que l'armée s'installe dans une région et crée une organisation de renseignement à partir de rien s'il n'y en a pas. Pour comprendre le problème auquel l'armée peut être confrontée, il est nécessaire d'examiner le type d'organisations de renseignement qui peuvent exister dans les régions où l'armée pourrait être déployée dans le cadre d'une guerre antisubversive.

En règle générale, chaque fois que la Grande-Bretagne s'est engagée dans la lutte contre la subversion ou l'insurrection, elle a pris soin de mettre en place une organisation unique chargée d'obtenir tous les renseignements sur l'ennemi, qu'il s'agisse de groupes armés, de cellules de partisans ou du parti politique à l'origine des troubles. En outre, les informations pertinentes pour la campagne qui sont recueillies par d'autres organisations de renseignement ou de contre-espionnage opérant dans la région sont introduites dans le système par le biais de représentants des organisations concernées qui siègent au sein d'un comité de renseignement conjoint, présidé par un directeur général du renseignement. Le système britannique découle du fait que, par le passé, la Grande-Bretagne a généralement été impliquée dans la lutte

contre l'insurrection sur ses propres territoires où existaient des directions spéciales de la police.

Dans ces circonstances, un système d'organisation unique basé sur les Special Branch est sans aucun doute la meilleure solution. Mais à l'avenir, la Grande-Bretagne pourrait bien être impliquée dans des pays étrangers, et la question se pose de savoir si une organisation unique serait nécessairement la meilleure dans ces circonstances, ou même si elle serait possible.

Les avantages d'une organisation de renseignement unique sont assez évidents. Avec plus d'une agence, les sphères se chevauchent inévitablement parce que l'objectif opérationnel n'est qu'une extension de l'objectif politique d'origine, des informations contradictoires sont susceptibles d'être produites sur le même objectif, les sources commencent à travailler pour les deux organisations en même temps et, avant longtemps, une guerre ouverte peut même éclater dans le monde souterrain entre les adeptes des deux factions. D'un autre côté, la mise en place d'une organisation distincte pour faire face au nouvel engagement de fournir des informations opérationnelles présente des avantages, dont deux méritent d'être mentionnés.

Le premier est que l'organisation qui existait avant le début des troubles peut poursuivre sa tâche importante de collecte d'informations politiques de qualité sans être perturbée par une expansion rapide, sans avoir à concevoir les nouvelles méthodes nécessaires pour obtenir des informations opérationnelles et sans avoir à s'inquiéter de la menace pour la sécurité de ses agents à long terme qui résulterait du recrutement d'un grand nombre de renforts imparfaitement formés. Le deuxième avantage est que si une organisation distincte est créée pour recueillir des informations opérationnelles, elle peut être dirigée par des personnes capables de mettre au point les techniques nécessaires à la lumière des circonstances du moment, sans être influencées

par des notions acquises au fil des années dans le cadre des différents travaux liés à la collecte de renseignements politiques.

D'une manière générale, toutes choses étant égales par ailleurs, le choix du système à adopter dépendra du type d'organisation de renseignement existant au début des troubles et du type de personnes disponibles pour la renforcer ou en créer une nouvelle. Il va sans dire que si l'on décide d'employer deux services de renseignement, leurs résultats doivent être soigneusement coordonnés, éventuellement par un comité présidé par un seul directeur du renseignement.

Mais souvent, le nombre d'organismes de renseignement n'est pas une question de choix, surtout si un pays vient en aide à un autre qui exploite lui-même plus d'un organisme. Dans ce cas, les décisions à prendre concernent la question de savoir si l'allié doit s'appuyer uniquement sur le service de renseignement du pays hôte ou s'il doit créer son propre service. Là encore, il est impossible de dire avec certitude quel est le meilleur système, tant les situations sont différentes. Sir Robert Thompson fait remarquer qu'un gouvernement qui ne trouve pas suffisamment de personnes de confiance pour diriger un seul service de renseignement ne durera pas longtemps, mais dans la pratique, les dirigeants ou les organes dirigeants préfèrent souvent jouer la carte de la sécurité en gérant plusieurs services de renseignement.

Dans certains pays, c'est l'armée, et non la police, qui est responsable de la sécurité intérieure de l'État et doit donc disposer d'un service de renseignement, mais en même temps, la police dispose d'un service distinct afin de contrôler l'armée. Dans d'autres pays, l'armée, placée sous l'autorité du ministre de la Défense, peut servir de contrepoids à un ministre de l'Intérieur puissant qui contrôle la police, auquel cas les deux parties sont assurées d'avoir leur propre service de renseignements. Si la Grande-Bretagne devait venir en aide à un tel pays, elle devrait évidemment adapter sa contribution en

matière de renseignements au système en vigueur, bien qu'elle puisse et doive user de son influence pour le rationaliser autant que possible.

A ce stade, il peut être intéressant de mentionner quelques cas d'organisations de renseignement multiples afin de montrer à quel point ils sont fréquents dans la pratique. Aux Philippines, les agences de renseignement distinctes suivantes ont toutes fonctionné à Manille en même temps et ont été considérées comme ayant produit de bons résultats à un faible coût. Le service de renseignement des forces armées des Philippines, le service de contre-espionnage des forces armées des Philippines, le service de renseignement de la gendarmerie des Philippines, le bureau national d'enquête, la branche spéciale de la police de Manille et les organismes de renseignement privés appartenant au président de la République, au fisc, aux douanes et à l'immigration. A partir de 1950 environ, un service de renseignement militaire a coordonné toutes les activités de renseignement opérationnel, mais les autres agences ont continué à fonctionner pour leurs propres besoins. En Algérie, l'armée française était responsable de toutes les activités de renseignement à l'extérieur des villes et utilisait son propre service de renseignement militaire. A l'intérieur des villes, le travail était effectué par trois agences distinctes, la Police de Renseignements Généraux, le Bureau de Sécurité de Territoire et la Sûreté. A Saïgon, en 1966, il n'y avait apparemment pas moins de dix-sept agences de renseignement au travail, et à Aden, dix organisations distinctes fonctionnaient jusqu'à ce que le Brigadier Cowper soit envoyé en 1965 pour réorganiser le système. En revanche, à Mascate et à Oman, en 1958, il n'existait aucune organisation de renseignement et il a fallu en créer une à la hâte pour soutenir l'offensive lancée par les forces du sultan, en collaboration avec les Britanniques, contre les rebelles du Djebel Akhdar.

La seule remarque générale que l'on puisse faire à propos du renseignement est qu'il est de la plus haute

importance et que, quelles que soient les difficultés, tout pays engagé dans la lutte contre la subversion ou l'insurrection devrait se concentrer sur la mise en place ou le renforcement de l'agence ou des agences nécessaires. Cela est tout aussi important si l'opération est menée par un allié que si elle est menée par le pays d'origine. L'armée a un rôle important à jouer dans ce domaine, d'une part en veillant à ce que les renseignements soient dirigés de manière à répondre à ses propres besoins, et d'autre part en apportant une contribution directe en hommes et en matériel en fonction des besoins, même si, comme cela arrive parfois, l'organisme qui gère l'organisation existante, par exemple la police, ne voit pas cette aide d'un bon œil. L'armée est également chargée de fournir des officiers de liaison afin de s'assurer que les informations recueillies par l'organisation de renseignement lui parviennent, mais il s'agit là d'une question très peu importante par rapport à ses autres responsabilités.

Il est inutile d'imaginer que la mise à disposition d'officiers de liaison est tout ce qui est nécessaire.

Le prochain domaine dans lequel l'armée peut apporter sa contribution avant l'éclatement de la violence est celui des opérations psychologiques et de la propagande, où le gouvernement doit non seulement contrer les mesures prises par l'ennemi pour faire connaître sa cause à la population, mais aussi présenter son propre programme d'une manière attrayante. Il y a trois aspects à cette entreprise. Tout d'abord, des hommes qualifiés doivent procéder à des évaluations et à des appréciations minutieuses et les présenter aux dirigeants du gouvernement aux différents niveaux, afin de définir une politique.

Cette politique doit ensuite être transformée en matériel de propagande spécifique tel que des films, des émissions, des articles de journaux, des brochures, etc. Enfin, le matériel doit être diffusé par des moyens mécaniques, c'est-à-dire par la diffusion, l'impression ou la projection de films sur

les écrans. Dans le contexte défensif, des dispositifs mécaniques sont également nécessaires pour localiser les stations de diffusion illégales de l'ennemi et les brouiller, ainsi que pour surveiller la propagande ennemie afin de pouvoir la contrer correctement.

Pour que ces trois fonctions puissent être remplies, une organisation des opérations psychologiques est nécessaire, analogue dans un sens à l'organisation du renseignement, bien qu'elle n'ait pas besoin d'être aussi importante. Cette organisation doit être conçue de manière à fournir des équipes d'opérations à chaque niveau de commandement, chargées d'élaborer des évaluations à l'intention du comité ou du commandant concerné et de traduire cette politique en matériel spécifique. Le chef de chaque équipe serait bien entendu le conseiller en opérations psychologiques du comité ou du commandant concerné. En plus de ces équipes, un certain nombre d'unités d'opérations psychologiques de différentes sortes seront nécessaires, dont le travail consiste à gérer les processus mécaniques impliqués dans la détection et la diffusion, et qui peuvent être envoyées dans des zones locales pour travailler sous la direction de l'équipe appropriée si nécessaire, mais qui travailleraient plus normalement sous la direction centrale.

La principale différence entre l'organisation des opérations psychologiques et l'organisation du renseignement dans les premiers temps est que, alors qu'il existe probablement au moins une organisation du renseignement avant le début de la campagne sur laquelle des renforts peuvent être greffés, il est peu probable qu'il y ait une organisation correspondante s'occupant des opérations psychologiques.

Il est donc d'autant plus important que le gouvernement soit en mesure d'en créer une à bref délai, car beaucoup de choses en dépendent. Trop souvent, une action gouvernementale réussie dans le domaine civil et militaire est rendue complètement inutile parce que le mécanisme

permettant d'exploiter le succès dans l'esprit de la population est inexistant. Dans le même temps, l'ennemi qui a subi un revers dans les faits est en mesure de l'annuler, voire de le tourner à son avantage dans l'esprit des gens, parce qu'il a les moyens de faire passer sa version des faits. Il suffit de souligner une fois de plus que les guerres de subversion et de contre-subversion se déroulent, en dernier ressort, dans l'esprit des gens, pour que l'importance d'une bonne organisation des opérations psychologiques devienne évidente.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette étude, de discuter en détail de la façon dont l'organisation des opérations psychologiques devrait fonctionner, pas plus qu'il n'est possible de discuter du fonctionnement de l'organisation du renseignement, mais deux points méritent d'être soulignés.

Le premier est que, bien que le gouvernement puisse fournir le cadre et la direction de l'organisation des opérations psychologiques à partir de l'extérieur du pays dans lequel la campagne est menée, par exemple de la Grande-Bretagne à Aden, il doit incorporer des personnes du pays lui-même pour donner des conseils sur la forme que devrait prendre la propagande. Même si une personne étrangère au pays pense connaître le fonctionnement de l'esprit de la population locale, elle risque de commettre des erreurs en préparant la propagande à son intention. Ce fait a été démontré avec force en Malaisie à la suite d'un processus d'essais et d'erreurs qui a duré plusieurs années. Le deuxième point est qu'il n'y a pas de raison particulière pour que l'armée soit responsable de la mise en place de l'organisation des opérations psychologiques, à condition qu'un organisme soit organisé à l'avance pour le faire à court terme : il ne doit pas y avoir de retard une fois que la menace a été reconnue. En fait, en Malaisie, l'organisation des opérations psychologiques et le service d'information, c'est-à-dire la partie de l'organisation qui dirigeait ses activités vers les civils non engagés plutôt que vers l'ennemi, était essentiellement un organe de l'administration civile, mais il

s'est développé sur une période de plusieurs années après le début de la situation d'urgence et n'a pas été en mesure d'opérer efficacement dans les tout premiers stades, alors qu'il était si cruellement nécessaire. Mais dans la pratique, l'armée est le seul organisme capable de maintenir en temps de paix un noyau capable de se rendre dans un pays à bref délai afin de constituer un service complet, et il est probablement vrai de dire que si l'armée n'assume pas cet engagement, personne d'autre ne le fera. Au minimum, l'armée devra probablement produire des individus pour l'organisation et certaines unités spécialisées.

Le dernier des trois principaux moyens par lesquels l'armée peut contribuer à une campagne de contre-subversion dans les premières phases concerne le processus de contre-organisation, qui est un terme utilisé pour décrire une méthode par laquelle le gouvernement peut renforcer son contrôle sur la population et contrecarrer les efforts de l'ennemi pour y parvenir. Dans sa forme la plus simple, la contre-organisation consiste à transmettre le point de vue du gouvernement à la population par l'action plutôt que par la propagande. A cette fin, des individus peuvent être envoyés au sein de la communauté pour effectuer des travaux qui contribueront à éliminer les sources de mécontentement tout en établissant un contact avec la population. Le type de travail qui peut être entrepris va de l'enseignement à la mise en place de cliniques, en passant par des conseils sur des travaux de construction simples et des projets agricoles. Il est sans aucun doute souhaitable de faire appel à des administrateurs civils s'ils sont disponibles, mais en règle générale, ils ne sont pas assez nombreux. Dans ce cas, il faut faire appel à des officiers et à des hommes de l'armée, et même à des unités spécialisées, ce qui permet de réaliser des projets plus ambitieux, comme la construction de routes et de ponts. Le concept d'aide militaire à la communauté civile n'est pas nouveau pour l'armée britannique, un excellent exemple étant l'utilisation de

détachements du génie royal à Anguilla. Les Français ont également utilisé ce système en Algérie, de même que le gouvernement des Philippines pendant la rébellion. Dans l'armée américaine, l'exécution de cette tâche incombe aux commandants à tous les niveaux, qui sont censés utiliser toutes les ressources dont ils disposent pour aider la population à s'aider elle-même. Parfois, des équipes de 12 hommes des forces spéciales ou des escouades de marines dans le cadre du programme d'action combinée ont été utilisées dans des communautés villageoises pour des projets d'action civique.

En Algérie, les Français ont développé le système de manière beaucoup plus importante en envoyant dans les villes et les campagnes des équipes dont le travail consistait à mettre en place une chaîne complète de comités et de cellules soutenant le gouvernement, sur le modèle de ceux mis en place par l'ennemi. De cette manière, ils sont entrés dans la peau de la population et, en introduisant des cartes d'identité, en marquant le bétail avec le numéro de la carte d'identité de son propriétaire et en utilisant d'autres méthodes similaires, ils ont rapidement imposé un contrôle étroit sur la population. Au fur et à mesure que le système se développait, l'influence du gouvernement s'est accrue. Les comités ont fourni un cadre qui a contribué à créer un sentiment de sécurité et d'engagement parmi la population, ce qui l'a encouragée à donner des informations. Cela a encore renforcé le pouvoir des équipes qui ont été en mesure d'imposer des sanctions efficaces ou de travailler pour le bien de la communauté, en fonction de la mesure dans laquelle la population soutenait le gouvernement.

En bref, le système a considérablement accru le pouvoir du gouvernement dans les régions où il opérait.

Il est probablement vrai que si les équipes pouvaient être mises en place dès les premières phases de la subversion, l'ennemi n'aurait aucune chance de construire son organisation, mais il n'existe aucune trace de l'introduction du système suffisamment tôt pour que cela se produise. Il serait

certainement impensable pour les Britanniques de faire fonctionner des équipes de cette manière avant que la violence n'ait pris place, car elles ne pourraient pas fonctionner sans soutien juridique, et il serait politiquement difficile, voire impossible, d'adopter la législation nécessaire avant qu'il ne se soit passé quelque chose. Pour cette raison, il est peu probable que l'armée britannique puisse être persuadée d'allouer beaucoup de ressources au maintien d'équipes de ce type avant que le besoin ne s'en fasse sentir, bien que, comme nous l'avons déjà mentionné, l'armée américaine le fasse. Quoi qu'il en soit, l'armée britannique pourrait se permettre d'étudier les problèmes posés et de désigner des hommes aptes à participer à une opération de ce type. Dans ce cas, des équipes pourraient être constituées à partir des personnes désignées dès que la menace serait reconnue, et elles seraient alors prêtes à opérer au moment où il deviendrait politiquement possible de prendre les mesures nécessaires et de les déployer. Cette situation est bien sûr totalement différente de celle qui régit le déploiement des ressources de renseignement et des équipes d'opérations psychologiques qui devraient commencer à opérer dès que la menace est reconnue.

Pour résumer la contribution que l'armée peut apporter avant le déclenchement de la violence, il suffit de souligner deux points essentiels qui la distinguent des autres agences gouvernementales.

La première est qu'elle dispose d'un fonds de connaissances sur les méthodes qui peuvent être employées pour contrer la subversion et l'insurrection, acquis par l'étude et l'expérience. La seconde est qu'elle peut former et entretenir des individus et des unités avant qu'une situation ne se produise, qui peuvent se rendre rapidement dans une zone affectée et commencer à travailler immédiatement. La mesure dans laquelle elle est efficace à ces égards dépend évidemment de l'ampleur des efforts et des ressources qu'elle est prête à déployer pour se préparer à la tâche. Il ne fait aucun doute que

l'issue d'une campagne de ce type dépend en grande partie de l'action menée dans les premiers temps, et c'est pourquoi la capacité de l'armée à utiliser ses caractéristiques uniques au cours de cette période est d'une importance capitale. Il n'est peut-être pas nécessaire de souligner que les bases posées à ce moment-là favoriseront ou entraveront tout ce qui suivra. Il est par exemple beaucoup plus difficile de transformer une organisation de renseignement inefficace en une organisation efficace à un stade ultérieur de la campagne que de mettre en place une bonne organisation dès le départ.

Chapitre 5

La phase non violente.

Gene Sharp affirme que 125 formes différentes d'action non violente ont été identifiées, qu'il classe en trois catégories : la protestation non violente, par exemple les piquets de grève et les réunions de quartier ; la non-coopération, par exemple les grèves et les boycotts ; et l'intervention non violente, par exemple les sit-in et diverses formes d'obstruction. Il énumère également 84 exemples historiques à partir de 494 av. J.-C. en indiquant brièvement les techniques employées à chaque occasion et les objectifs poursuivis. En examinant la nature des campagnes de non-violence, deux points sont immédiatement apparents. La première est que les initiateurs de l'action non-violente n'ont pas toujours été opposés à l'usage de la force pour des raisons morales, mais ont souvent utilisé la non-violence parce qu'ils la considéraient comme mieux adaptée aux circonstances³, en tenant compte en particulier du crédit qu'ils pensaient pouvoir obtenir auprès de l'opinion publique. Il est arrivé que l'action non-violente soit utilisée conjointement avec une campagne de terrorisme, de sabotage ou d'insurrection à grande échelle, et même lorsque les organisateurs étaient eux-mêmes opposés à la violence pour des raisons morales, ils ont pu, comme Gandhi, être prêts à faire cause commune avec ceux qui n'avaient pas de telles inhibitions. Le deuxième point qui ressort de l'étude des campagnes passées est que l'action non-violente est parfois devenue violente à la suite d'une marche ou d'une réunion qui a échappé à tout contrôle, soit à cause d'un accident, soit parce que des groupes importants de personnes mobilisées pour l'action non-violente sont tombés sous l'influence de ceux dont le but était de les utiliser d'une manière différente.

Compte tenu de la prévalence de l'action non violente dans le monde d'aujourd'hui, il est nécessaire de souligner qu'une grande partie de cette action ne mérite pas du tout le

qualificatif de subversion, parce qu'elle ne vise pas sérieusement à renverser le gouvernement ou à lui arracher des concessions. Une grande partie se déroule dans le cadre de manifestations de solidarité pour diverses causes, et une partie, en particulier celle qui concerne les activités des étudiants universitaires, peut être qualifiée d'éducative dans la mesure où elle est conçue pour préparer ceux qui la pratiquent à prendre part à un travail révolutionnaire plus tard dans leur vie¹, ou même de récréative dans la mesure où les participants se préoccupent avant tout du plaisir qu'ils en retirent.

Une autre raison avancée pour expliquer la popularité de la révolte étudiante est que ceux qui y participent sont animés par un désir de "camaraderie et de virilité" engendré par la participation à des activités révolutionnaires, mais que ce soit le cas ou non, les résultats ne sont en général pas suffisamment sérieux pour justifier le qualificatif de subversion.

Dans la pratique, une campagne de non-violence véritablement subversive s'inscrit généralement dans l'un des trois contextes suivants. Soit elle est destinée à atteindre les objectifs des organisateurs sans jamais devenir autre chose que non-violente, soit elle est destinée à être utilisée en conjonction avec une insurrection à grande échelle ailleurs dans le pays, auquel cas son but est probablement de détourner les soldats de la bataille principale, d'entraîner des dépenses supplémentaires pour le gouvernement et d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sympathisante, soit elle fait partie d'une progression vers une campagne pleinement développée de terrorisme urbain et de sabotage. A cet égard, il a déjà été souligné que le désordre civil est l'une des phases reconnues du développement de l'insurrection dans une zone urbaine et que les activités non violentes sont essentiellement adaptées à la vie urbaine parce qu'elles reposent sur la participation d'un grand nombre d'individus.

L'objectif de ce chapitre est d'examiner la contribution que l'armée doit être prête à apporter dans le cadre de l'effort

global du gouvernement pour vaincre la subversion non violente. A l'instar de son rôle dans la phase d'organisation mentionnée dans le chapitre précédent, sa contribution peut commodément être considérée d'abord par rapport à ses responsabilités en matière de conseil aux dirigeants civils du pays, et ensuite par rapport aux opérations qu'elle peut elle-même mener, soit en conjonction avec la police, soit séparément.

La première chose que doit faire un officier de l'armée chargé de conseiller les autorités civiles est peut-être d'essayer de reconnaître les points faibles de la position de l'ennemi afin qu'ils puissent être exploités dans le plan général du gouvernement. Naturellement, ces faiblesses dépendent essentiellement des circonstances de l'espèce, mais il en existe trois qui apparaissent presque toujours dans les programmes d'action non-violente. La première concerne les problèmes que rencontrent les organisateurs pour lancer leur campagne, la deuxième les difficultés qu'ils rencontrent pour la maintenir et la troisième les mécanismes qu'il faut mettre en place pour la contrôler. Il convient d'examiner chacune de ces faiblesses.

Le terrorisme, le sabotage et même la guérilla ne requièrent que la participation active et le soutien d'un nombre relativement restreint de personnes dans les premiers temps, ce qui peut souvent être obtenu par l'endoctrinement et les menaces au cours de la période préparatoire. L'action non violente, quant à elle, consiste à persuader un grand nombre de personnes de faire quelque chose de positif, comme participer à une réunion de masse, à une marche de protestation ou à une grève. Mais il est rare de trouver un grand nombre de personnes tellement intéressées par une cause politique qu'elles sont prêtes à abandonner leur travail et à sacrifier leur temps de loisir simplement pour se tenir en groupe et harceler le gouvernement dans l'espoir qu'il fasse des concessions dans une direction qui ne leur apportera probablement que peu d'avantages ou de satisfactions personnelles. En fait, seuls les

organisateurs purs et durs sont susceptibles d'être suffisamment dévoués pour se comporter de la sorte, et ces personnes sont normalement considérées avec méfiance par le travailleur moyen ou la femme au foyer, et même par la majorité de la population étudiante. L'expérience des deux côtés de l'Atlantique montre que le noyau de bardes n'est susceptible de réussir à mobiliser un grand nombre de personnes que s'il peut utiliser une section intermédiaire de la population que l'on pourrait décrire comme des idéalistes politiquement conscients. Il y a généralement un petit nombre de ces personnes dans chaque communauté et, bien qu'elles soient probablement beaucoup plus modérées que les organisateurs de la subversion, et bien qu'il soit très peu probable qu'elles veuillent renverser le gouvernement, elles peuvent souvent être persuadées de participer à une sorte de manifestation pour un objectif limité. S'il est possible de les faire descendre dans la rue, même en nombre relativement restreint, les extrémistes peuvent inciter les autorités à prendre des mesures violentes contre les modérés, ce qui leur attirera au moins la sympathie de la partie non engagée de la population, dont certains pourront même se rallier à eux. Avec l'augmentation du nombre de personnes, les heurts avec les autorités augmenteront également, et l'on peut s'attendre à ce qu'une partie de plus en plus importante de la population devienne partisane de la campagne. La procédure est très lourde, mais si le gouvernement ne comprend pas ce qui se passe et tombe dans le piège, il peut réussir. En revanche, si le gouvernement prend conscience de la situation, il devrait être en mesure de rallier les modérés et d'isoler les extrémistes par une campagne de sensibilisation, modérés et isoler les extrémistes en dévoilant leurs motivations et en les désamorçant.

Dans un sens, les problèmes liés à la poursuite de la campagne ne sont qu'une extension de ceux qui concernent le début de la campagne. Même si le gouvernement ne parvient

pas à isoler les extrémistes de la population dans un premier temps, il devrait être en mesure de creuser un fossé entre les deux groupes par la suite, en raison de la divergence qui risque d'exister entre les objectifs des organisateurs de la campagne et la ou les causes qu'ils doivent mettre en avant pour s'attirer des soutiens. L'importance de ces utilisations dans le cadre de la subversion et de l'insurrection en général a été examinée au chapitre 2, où il a été démontré que si les organisateurs peuvent camoufler leurs véritables objectifs, et le font souvent, afin de les rendre acceptables pour un secteur suffisamment large de la communauté, ils ne peuvent pas se permettre de présenter une cause qui va en fait à l'encontre de ces objectifs. Mais pour promouvoir une campagne de non-violence, c'est souvent ce qu'il faut faire. Comme nous l'avons expliqué plus haut,

L'objectif des organisateurs peut être de renverser le gouvernement, mais les marches, les grèves et les rassemblements ne peuvent être organisés que sur la base d'un appel au gouvernement pour qu'il accorde une concession particulière. Ce n'est que dans le cas d'une protestation contre l'occupation étrangère qu'il est probable qu'un nombre suffisamment important de personnes puisse être rassemblé autrement que dans le cadre d'un appel spécifique. Au fur et à mesure que la campagne se développe, un clivage est susceptible de se créer entre les organisateurs et leurs partisans, et plus la campagne sera réussie, plus le clivage s'élargira, car plus le nombre de concessions accordées par le gouvernement est élevé, moins les participants ont intérêt à le voir renversé. En outre, si la campagne n'obtient aucun succès, les organisateurs devront adopter des méthodes plus énergiques et le caractère non violent des opérations s'estompera progressivement. Les troubles qui ont eu lieu en France en mai 1968 constituent un bon exemple d'une campagne qui a réussi du point de vue de la population, mais qui a échoué du point de vue des organisateurs. Dans ce cas, les dirigeants voulaient déclencher des troubles qui renverseraient

le gouvernement français et lui substitueraient une forme non bureaucratique de communisme révolutionnaire. Mais on ne pouvait guère s'attendre à ce que cette idée séduise les travailleurs ou les étudiants qui avaient été choisis pour constituer l'avant-garde de la première révolte. En conséquence, la cause a été présentée aux travailleurs comme une demande d'augmentation de salaire et aux étudiants comme une réforme de leur université. Ces deux causes étaient bonnes, mais elles allaient à l'encontre des objectifs des organisateurs, car dès que les concessions nécessaires ont été faites, la révolte s'est éteinte.

Aucun des deux groupes ne voulait d'une révolution qui les aurait privés des fruits de leur travail et de leurs études.

Vittorio Rieser, un leader étudiant italien, exprime bien ce dilemme en soulignant que les organisateurs de mouvements étudiants et d'autres groupes minoritaires sont pris au piège d'une sorte de cercle vicieux dans lequel, en fin de compte, le seul objet de l'action est l'action elle-même. En bref, sauf lorsque l'objet réel de la campagne est lié à l'expulsion d'une puissance occupante, elle porte en elle les germes de sa propre destruction.

Les organisateurs d'une campagne non-violente se heurtent à deux difficultés principales lorsqu'il s'agit de contrôler leurs partisans, difficultés qui peuvent toutes deux être exploitées par le gouvernement. La première est qu'un grand nombre de personnes doivent être impliquées par rapport, par exemple, au nombre requis pour mener un programme de sabotage ou de terrorisme, et la seconde est que les participants eux-mêmes ne sont pas des membres disciplinés d'une organisation clandestine, mais des foules de citoyens ou des groupes d'étudiants qui peuvent revendiquer une organisation politique étroite dans le cadre de leurs croyances. Même lorsque les participants sont unis dans leur opposition à l'autorité gouvernante, le contrôle pose un problème majeur. Dans son livre sur l'occupation nazie du

Danemark, le chef du SOE3, Flemming Muus, décrit comment un Conseil de la liberté a été créé en juin 1943 pour coordonner la résistance violente et non violente et comment il a été rationalisé en mai 1944, mais lors d'une conversation avec l'auteur de cette étude, il a souligné les limites imposées au volet non violent du programme par la difficulté de le contrôler et par sa vulnérabilité à la pénétration de l'ennemi et aux contre-mesures impitoyables.

En gardant à l'esprit les principales faiblesses de l'action non-violente, il est possible d'envisager un cadre général d'opérations permettant de la combattre. Aux fins de cette étude, il ne sera pas tenu compte de la méthode la plus simple, qui consiste à réprimer le mouvement par l'application impitoyable de la force pure, car bien que les campagnes non violentes soient particulièrement vulnérables à ce type d'action, il est très improbable que le gouvernement britannique, ou même tout autre gouvernement occidental, soit politiquement capable d'opérer de la sorte, même s'il le souhaitait. En termes pratiques, la ligne d'approche la plus prometteuse consiste à séparer la masse des personnes engagées dans la campagne des dirigeants par la promesse judicieuse de concessions, tout en imposant une période de calme par l'utilisation des forces gouvernementales appuyée par des déclarations selon lesquelles la plupart des concessions ne pourront être mises en oeuvre qu'une fois que la vie du pays sera revenue à la normale. Bien que, compte tenu de l'opinion mondiale et de la nécessité de conserver l'allégeance de la population, il ne faille pas utiliser plus de force que nécessaire pour contenir la situation, les conditions peuvent être rendues raisonnablement inconfortables pour l'ensemble de la population, afin d'inciter à un retour à la vie normale et de dissuader toute reprise de la campagne. Une fois que l'on a réussi à donner un répit par ces moyens, il est très important de faire rapidement trois autres choses. La première est de mettre en oeuvre les concessions promises afin d'éviter les allégations

de mauvaise foi qui pourraient permettre aux dirigeants subversifs de reprendre le contrôle de certaines parties de la population. La deuxième est de découvrir et de neutraliser le véritable élément subversif. La troisième consiste à associer au gouvernement le plus grand nombre possible de membres éminents de la population, en particulier ceux qui se sont engagés dans des actions non violentes.

Cette dernière technique est connue en Amérique sous le nom de cooptation et est décrite par MM. Hoch et Schoenbach comme noyant la révolution dans le lait du bébé. Dans un sens légèrement différent, l'idée d'imposer à chaque homme adulte de la communauté l'obligation personnelle de contribuer au maintien de la paix est une caractéristique des méthodes anglaises depuis l'époque saxonne.

Mais si une telle action est facile à décrire, elle peut s'avérer extrêmement difficile à mettre en oeuvre. D'une part, il n'est pas toujours facile de faire les concessions nécessaires pour séparer les chefs subversifs de leurs partisans, car, dans un pays démocratique, cela signifie généralement que l'on prend quelque chose à la majorité pour le donner à la minorité : si c'était le contraire, la majorité se serait déjà servie par les moyens parlementaires normaux. Martin Oppenheimer exprime ce dilemme en utilisant le terme "gauche" pour désigner la minorité et "droite - ou la CIA" pour désigner la majorité.³ L'Irlande du Nord offre un autre bon exemple au moment où nous écrivons ces lignes, car certaines sections de la majorité unioniste tentent d'empêcher leur propre gouvernement de faire des concessions à la minorité nationaliste. Ce processus de concessions est essentiellement politique, mais il est sans aucun doute du devoir des chefs militaires de souligner l'importance de parvenir rapidement à un accord, en particulier si une pause a été obtenue par l'utilisation de troupes, car si le répit est perdu, il ne sera peut-être pas possible de rétablir la situation sans un recours beaucoup plus important à la force. En ce qui concerne

l'identification et la neutralisation des véritables éléments subversifs, l'armée peut apporter une aide plus directe, car elle peut contribuer à la mise en place de l'organisation du renseignement décrite dans le chapitre précédent. Même si une aide directe n'est pas nécessaire, il incombe au commandement militaire de veiller à ce que le gouvernement accorde la priorité nécessaire à cette tâche.

Un dernier point concernant la conduite générale de la campagne mérite d'être souligné : il peut être désavantageux de détruire un mouvement subversif non violent si le seul résultat est de constater qu'une campagne de terrorisme ou d'insurrection totale lui a été substituée. Il est beaucoup plus facile de pénétrer un mouvement subversif lorsqu'il utilise des moyens non violents que lorsque le mouvement est entièrement clandestin en raison du nombre de personnes ouvertement impliquées. Bien que cela ne puisse être accepté comme une raison pour le contenir indéfiniment sous cette forme, il convient de s'interroger sur l'opportunité de le démanteler avant d'avoir progressé dans la découverte de l'identité des personnes qui en sont réellement à l'origine.

Après avoir défini les grandes lignes de la campagne, les problèmes deviennent plus directement opérationnels et l'une des premières choses à considérer est la question de savoir quand et sous quelle forme la force doit être appliquée. Il n'est évidemment pas question d'utiliser des troupes tant que la police régulière est capable de contrôler la situation par elle-même, mais la gestion des réunions de masse et des marches de protestation, surtout si elles se transforment en émeutes, est très coûteuse en personnel, et le moment peut très bien arriver où la police ne peut plus gérer la situation seule. Dans ce cas, il faudra choisir entre l'utilisation de troupes régulières et l'utilisation d'une organisation auxiliaire telle que les réservistes de l'armée ou de la police, et les officiers de l'armée doivent être préparés à donner des conseils sur ce problème. Les officiers de l'armée doivent être préparés à donner des conseils

sur ce problème. Certains des facteurs qui doivent être pris en considération sont indiqués ci-dessous. L'emploi de réservistes présente des inconvénients considérables. Par exemple, ils sont probablement moins bien entraînés et disciplinés que les troupes régulières, il est peu probable qu'ils disposent d'un équipement sophistiqué, en particulier dans le domaine des communications, et ils ne sont généralement pas organisés pour opérer loin de leur domicile. Surtout, il est presque certain qu'ils sont directement issus de la population à contrôler et peuvent donc être partisans des questions en jeu, et ils sont en tout état de cause soumis à des pressions exercées sur eux par l'intermédiaire de leur famille ou de leur emploi civil. Bien que les troupes régulières ne souffrent pas de ces inconvénients, elles sont beaucoup plus coûteuses à utiliser, surtout si la situation d'urgence se prolonge au point qu'il est nécessaire d'assurer la relève des unités initialement engagées.

En outre, les soldats peuvent manquer, surtout si la campagne non violente s'inscrit dans le cadre de troubles plus étendus ou si elle prend la forme d'une protestation contre l'emploi de forces dans une autre partie du monde. Enfin, le gouvernement peut être réticent, pour des raisons politiques, à utiliser des troupes alors qu'il existe une chance de contrôler les troubles par d'autres moyens. Tout en reconnaissant la force de toutes ces considérations, il n'en est pas moins vrai de dire qu'un retard inutile dans l'engagement de l'armée peut entraîner des complications bien pires par la suite.

S'il est décidé que des soldats doivent être employés, la question suivante concerne la quantité et le type de force physique qu'ils doivent être autorisés à utiliser et, à cet égard, le facteur clé est que le nombre de troupes nécessaires pour contrôler une situation donnée augmente à mesure que la quantité de force qu'il est politiquement acceptable qu'elles utilisent diminue. Par exemple, il faudrait trois ou quatre fois plus de troupes si elles n'étaient autorisées qu'à recourir à la persuasion que si elles étaient autorisées à utiliser des

matraques et des gaz ; et trois ou quatre fois plus de troupes si elles étaient limitées à l'utilisation de matraques et de gaz que si elles étaient autorisées à utiliser des armes de petit calibre. Il ne fait aucun doute que la décision en la matière est politique et que les soldats doivent être prêts à faire de leur mieux quelle que soit la décision prise. C'est néanmoins une question de jugement militaire que de déterminer le nombre de soldats nécessaires pour contrôler une situation donnée en utilisant un niveau de force donné, et il appartient aux commandants et aux états-majors militaires de veiller à ce que les dirigeants gouvernementaux connaissent et acceptent les implications en termes de fourniture du nombre requis de troupes pour mener à bien la tâche lorsqu'ils prennent la décision sur le niveau de force qui peut être utilisé. À cet égard, il est également important que les commandants militaires soulignent les effets sur le moral des soldats d'une opération conforme à la décision relative au niveau de force, car cela a une incidence sur la durée pendant laquelle les soldats peuvent être utilisés sans être relevés et sur la mesure dans laquelle ils auront besoin d'un recyclage après avoir été relevés avant d'être utilisés dans un véritable rôle opérationnel. Ce facteur est souvent ignoré parce que la discipline militaire permet de prendre des risques à court terme, mais c'est une question qui a préoccupé de nombreux officiers de régiment ces dernières années à la suite de leurs expériences dans des endroits tels que Chypre et l'Irlande du Nord. Il semblerait que quelque chose de ce genre soit à l'origine des différends entre Colin Mitchell et ses supérieurs à Aden et c'est certainement un problème qui mérite plus d'attention qu'il n'en reçoit normalement. Enfin, quelles que soient les restrictions imposées à l'usage de la force par les soldats, tous les efforts doivent être faits pour conserver le respect et la crainte de la communauté civile à l'égard de la force ultime qu'ils peuvent utiliser. Si l'on peut donner l'impression que, bien que les troupes aient utilisé peu de force jusqu'à présent, elles pourraient à tout moment en utiliser

beaucoup plus, la population se méfiera et l'on aura besoin de relativement moins d'hommes. Certes, un élément de bluff est impliqué et l'une des tâches les plus difficiles auxquelles est confronté un commandant militaire est d'en tirer le maximum de valeur sans que le bluff ne soit pris. Mais les risques doivent être pris dans la lutte contre la subversion non violente de la même manière que dans d'autres formes de guerre, et il appartient aux officiers de l'armée d'étudier soigneusement la meilleure façon de les prendre.

Un facteur lié à l'attitude de la population à l'égard des troupes concerne la mesure dans laquelle les soldats doivent être autorisés, voire encouragés, à se mêler à la population, en particulier lorsqu'ils ne sont pas en service. Il s'agit d'une question importante, car non seulement elle est liée au respect que la population porte aux troupes, mais elle est également étroitement liée à la mesure dans laquelle il est prudent d'exposer les troupes à un éventuel endoctrinement de la part d'éléments subversifs. Wolfgang Stemstein, Sir Basil Liddell Hart et Ad am Roberts ont tous évoqué le danger encouru et, bien qu'il ne faille pas l'exagérer lorsque des troupes bien disciplinées agissent pour une bonne cause, il s'agit certainement d'un sujet que les commandants à tous les niveaux doivent prendre en considération. Le risque est bien sûr beaucoup moins grave si la campagne non violente est combinée avec des mesures impliquant des pertes de vies humaines parmi les hommes eux-mêmes. Comme d'habitude, il n'est pas possible de se prononcer sur le sujet en dehors du contexte d'une situation spécifique, mais il serait probablement vrai de dire que l'équilibre des avantages, tant pour conserver le respect de la population que pour prévenir la subversion des soldats, résiderait dans la restriction des contacts que les uns devraient avoir avec les autres, si ce n'était d'un autre facteur. Ce facteur concerne l'importance de recueillir toutes les informations possibles sur la situation et la nécessité d'amener

chaque soldat à jouer un rôle dans la collecte de ces informations.

Une bonne information est une condition essentielle pour utiliser au mieux un nombre limité de soldats ou de policiers dans la lutte contre la subversion non violente, comme d'ailleurs pour faire face à toutes les formes d'insurrection. Au début d'une campagne non violente, lorsque les manifestations et les émeutes sont fréquentes, il est beaucoup plus facile d'obtenir des informations qu'une fois que la situation s'est stabilisée. C'est à ce moment-là que les vrais leaders sont susceptibles d'être présents, peut-être même en train de négocier avec les forces gouvernementales lorsqu'elles s'engagent dans l'action : à ce moment-là également, les membres de la population qui sont effrayés par le tumulte inattendu peuvent parler librement en échange de rien de plus substantiel qu'un peu de réconfort. Mais une fois la situation stabilisée, les leaders disparaîtront dans la clandestinité et seront remplacés par des hommes de paille, et les gens ordinaires, libérés des tensions liées à l'imminence d'un péril ou peut-être habitués à celles-ci, deviendront plus réservés. Il n'est pas rare de constater que l'organisation de renseignement n'est pas en mesure d'exploiter la situation favorable qui existe dans les premiers temps, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce qu'elle est trop occupée à s'étendre et à s'adapter aux nouvelles circonstances.

Il est donc essentiel que les soldats et les policiers soient formés à obtenir toutes les informations qu'ils peuvent par des moyens manifestes et que leur emploi et leurs activités de loisirs, le cas échéant, soient planifiés dans cette optique. Un tel programme ne sera efficace que si les officiers comprennent, par l'étude, les problèmes posés et sont prêts à donner des directives efficaces. Des dispositions doivent également être prises pour enregistrer et transmettre tout ce qui est reçu.

L'un des principaux facteurs en jeu est la continuité, et une section ou une compagnie qui peut rester longtemps dans

la même région vaut plusieurs fois plus que des hommes qui sont constamment déplacés d'un endroit à l'autre, en raison des contacts et des connaissances de base que les troupes stationnaires peuvent accumuler dans une zone particulière.

Les facteurs pertinents pour le commandement et le contrôle des opérations dirigées contre la subversion non violente sont essentiellement les mêmes que ceux examinés au chapitre 3. Un point mérite cependant d'être mentionné : le gouvernement peut ne pas vouloir reconnaître la gravité de la situation dès les premiers stades, au point de mettre en place des comités d'urgence qui transcendent l'autorité locale normale, et encore moins d'instituer un système de commandement unique pour la conduite des opérations. Cela pourrait entraîner des difficultés dans la coordination des activités de l'armée et de la police, en particulier dans un pays comme le Royaume-Uni où le responsable officiel de l'administration locale serait le président élu à temps partiel du conseil concerné, qui pourrait être totalement incapable, inapte ou réticent à agir en tant que président d'un comité opérationnel. Une autre difficulté résulterait du fait que, dans de nombreuses régions, les frontières de la police et du gouvernement local ne coïncident pas.

Pour ces raisons, les commandants militaires doivent être prêts à prendre des dispositions ad hoc qui pourraient inclure la création de comités composés uniquement d'officiers de police et de militaires, tels que les comités de sécurité de comté établis en Irlande du Nord au cours de la dernière partie de l'année 1969. Il serait également possible de travailler en collaboration avec les greffiers des différents conseils qui pourraient coordonner les activités de tous les intéressés de la même manière qu'ils le font parfois face à des catastrophes naturelles. Tout commandant qui comprend vraiment les principes de la coordination des activités civiles et militaires contre la subversion devrait être en mesure de concevoir un

système, à condition qu'il comprenne également la nécessité d'en avoir un.

Tous les points évoqués jusqu'à présent dans ce chapitre doivent être compris par les officiers de l'armée pour qu'ils puissent remplir leurs fonctions de conseil auprès des autorités civiles et jouer leur rôle dans la direction des opérations. Ces points doivent donc être enseignés dans les établissements de formation militaire et les collèges appropriés, et leur enseignement représente un aspect très important de la préparation de l'armée à participer à ce type d'opérations. En comparaison, l'enseignement aux soldats des techniques militaires proprement dites, telles que les méthodes de canalisation des marches de protestation ou de gestion des émeutes, n'est pas facile. Ces techniques sont bien connues, les deux fonctions de base étant l'observation sur une large zone, puis la concentration et l'action si nécessaire à des endroits critiques. Il existe quelques problèmes techniques tels que ceux liés à la communication avec la police, mais ils peuvent être résolus assez rapidement, à condition que le gouvernement soit prêt à dépenser l'argent nécessaire. Le seul autre point à souligner est que le gouvernement devrait être en mesure de faire fonctionner le pays pendant une période prolongée de troubles et de perturbations civiles et, à cette fin, la police ou l'armée devrait disposer d'hommes capables de faire fonctionner des services essentiels tels que les centrales électriques et les systèmes d'égouts avec relativement peu d'aide de la part d'experts civils.

En conclusion, il est probablement juste de dire qu'une campagne subversive menée selon des principes non violents est relativement facile à gérer. En théorie, on peut envisager toutes sortes de situations délicates qui semblent ne laisser au gouvernement d'autre choix que celui d'abandonner ou de recourir à un niveau de brutalité politiquement ou moralement inacceptable. Mais ces situations ne tiennent généralement pas compte des faiblesses intrinsèques de la non-violence.

Il est certain que le gouvernement doit comprendre comment combattre la non-violence, et en particulier comment exploiter les faiblesses inhérentes à ce type de conflit. Il appartient aux officiers de l'armée de fournir les conseils et l'expertise nécessaires en la matière. Il va de soi que la police et l'armée doivent être bien formées aux techniques utilisées et qu'elles doivent disposer d'un équipement adéquat. Le facteur le plus important concerne peut-être les méthodes adoptées pour recueillir de bonnes informations et l'armée a un rôle important à jouer dans ce processus, comme nous l'avons décrit plus haut dans ce chapitre. Mais si le gouvernement est efficace dans ces domaines, il semble peu probable que l'action non-violente donne de bons résultats, sauf dans le cas de l'occupation d'un pays par un Etat étranger qui, pour une raison ou une autre, n'est pas prêt à utiliser des contre-mesures suffisamment impitoyables. L'action non-violente en conjonction avec le sabotage, le terrorisme ou la guérilla à grande échelle peut être efficace comme moyen de présenter la cause à l'opinion mondiale et elle peut être une méthode utile pour détourner les efforts des forces du gouvernement et pour leur imposer des engagements ou des dépenses supplémentaires, mais dans ce cas elle ne constitue qu'une tactique particulière dans une campagne qui sera décidée sur la base de ses mérites globaux.

Chapitre 6

L'INSURGENCE Partie I :

Les tactiques : Le traitement de l'information

Dans la phase finale d'une campagne révolutionnaire telle que l'envisageait Mao Tsé Toung, les insurgés armés sortent au grand jour et combattent les forces du gouvernement par des méthodes conventionnelles, mais dans les premières phases, la guerre est menée par des personnes qui frappent au moment et à l'endroit qu'elles choisissent et disparaissent ensuite. Parfois, leur disparition est obtenue par un processus physique de déplacement dans une zone de couverture épaisse telle qu'une jungle, et parfois en se fondant dans la population. Dans les deux cas, ceux qui les soutiennent en leur fournissant de l'argent, de la nourriture, des recrues, des renseignements et du matériel comptent sur l'anonymat pour assurer leur sécurité. Le problème de la destruction des groupes armés ennemis et de ceux qui les soutiennent consiste donc essentiellement à les trouver. Une fois trouvés, ils ne peuvent plus frapper à leur guise, mais sont obligés de danser au rythme des forces gouvernementales. Il devient alors relativement simple de s'en débarrasser. Le but de ce chapitre est d'examiner le rôle que l'armée peut être appelée à jouer dans le processus de recherche et de destruction des groupes ennemis afin d'indiquer les mesures qui devraient être prises à l'avance pour la préparer à cette tâche.

Si l'on admet que le problème de la défaite de l'ennemi consiste en grande partie à le trouver, il est facile de reconnaître l'importance primordiale d'une bonne information. En règle générale, les participants aux opérations de contre-insurrection le reconnaissent rapidement et soulignent la nécessité de mettre en place un bon service de renseignement. Il est même courant de voir les commandants à tous les niveaux rejeter la responsabilité de l'échec de leurs efforts sur le manque

d'informations de qualité qui leur ont été fournies. Mais il y a une faille fatale dans le raisonnement de ceux qui imputent leur manque de succès au manque d'informations qui leur sont fournies, à savoir que le type d'informations nécessaires ne peut, sauf en de rares occasions, être fourni sur un plateau par quiconque, pas même par l'organisation de renseignement. S'il existait un système permettant à une organisation de renseignement de le faire, il aurait été conçu il y a des années, et l'insurrection n'existerait pas, car les groupes armés ennemis et leurs partisans seraient immédiatement découverts, harcelés, traqués et détruits par l'armée et la police.

Le fait est que, bien que le renseignement soit d'une grande importance, il ne se présente généralement pas sous la forme d'informations qui permettent immédiatement à un policier ou à un soldat de mettre ses hommes en contact avec l'ennemi. La raison en est inhérente à la manière dont les organisations de renseignement travaillent, collectant des informations en exploitant des informateurs et des agents, ou en interrogeant des prisonniers, pour ne citer que quelques-unes de leurs méthodes. Les informations recueillies de cette manière sont extrêmement précieuses car elles fournissent des données qui permettent d'élaborer une politique et constituent la toile de fond de la planification opérationnelle. Mais elles ne peuvent être utilisées qu'occasionnellement pour mettre les troupes directement en contact avec l'ennemi, car les informations sur les positions et les intentions de l'ennemi sont généralement périmées avant que les soldats ne puissent les utiliser. Le type d'informations produites par les organisations de renseignement doit être développé par un ensemble de processus différents de ceux utilisés par les organisations elles-mêmes avant de pouvoir être utilisé pour mettre les forces gouvernementales en contact avec les insurgés. Une vache peut transformer de l'herbe en lait, mais un autre processus est nécessaire pour transformer le lait en beurre.

La mise en contact des troupes avec les insurgés implique donc deux fonctions distinctes. La première consiste à collecter des informations de base et la seconde à les transformer en informations de contact. Pour simplifier à l'extrême l'ensemble du processus, on pourrait dire qu'il incombe à l'organisation de renseignement de produire des informations de base et qu'il appartient ensuite aux commandants opérationnels de les développer dans la mesure nécessaire pour permettre à leurs hommes d'entrer en contact avec l'ennemi, à l'aide de leurs propres ressources. Il s'agit sans aucun doute d'une simplification excessive car, comme nous le verrons, les unités opérationnelles ont un rôle à jouer dans la production d'informations de base et l'organisation du renseignement peut contribuer à leur élaboration, mais il est absolument nécessaire de comprendre que la responsabilité principale de l'élaboration des informations de base incombe aux commandants opérationnels et non à l'organisation du renseignement. Une fois ce fait accepté, il est possible d'examiner les deux fonctions concernées et de replacer dans leur juste perspective les techniques militaires simples qui ont été mises au point au fil des ans. Quelle que soit la compétence des soldats et des policiers dans l'utilisation de ces techniques, ils n'obtiendront que des résultats isolés s'ils ne peuvent pas les utiliser dans le cadre d'un système efficace de traitement de l'information.

Toutes les actions visant à conserver et à regagner l'allégeance de la population sont pertinentes pour le processus de collecte d'informations rétrospectives, car leur fourniture est étroitement liée à l'attitude de la population. En d'autres termes, c'est l'ensemble du programme national d'action civilo-militaire qui est concerné par le problème. L'élaboration du plan national a déjà été abordée et son champ d'application est de toute façon trop vaste pour être examiné plus avant dans ce chapitre. Les responsabilités opérationnelles d'un commandant ou d'un comité à un niveau inférieur, par exemple la province

ou le district, en ce qui concerne la collecte d'informations de base, consistent généralement à assurer un certain degré de sécurité aux sections loyales et non engagées de la population, d'une part, et à l'organiser selon les lignes discutées au chapitre 4, d'autre part. La contribution de l'armée peut être résumée en trois points. Tout d'abord, il y a les conseils que le commandant militaire de chaque région doit donner quant à la mesure dans laquelle les forces gouvernementales doivent être utilisées pour des tâches de protection plutôt que pour des tâches offensives, et il y a la contribution réelle de ses hommes à cet égard. Deuxièmement, il y a la contribution de l'armée à l'organisation de la population selon les lignes suggérées, si cette tâche ne peut être entreprise par la police ou par un autre organe gouvernemental. Troisièmement, il y a les informations de fond que l'armée elle-même fournit de temps à autre sous la forme de documents ou de prisonniers, par exemple. Une illustration complète sous la forme d'un scénario est donnée dans la dernière partie de ce chapitre, qui passe en revue les processus impliqués à la fois dans la collecte d'informations de base et dans leur développement en informations de contact.

Il est maintenant nécessaire d'essayer d'indiquer comment les informations de base peuvent être transformées par les unités opérationnelles en informations de contact. Fondamentalement, le système implique qu'un commandant recueille toutes les informations de base qu'il peut obtenir de diverses sources, y compris de l'organisation de renseignement, et qu'il les analyse très attentivement afin de réduire la localisation possible de l'ennemi, le but étant de faire des déductions qui lui permettront d'employer ses hommes avec un certain espoir de succès, plutôt que de les utiliser au hasard dans l'espoir d'établir un contact. Il est très peu probable qu'il soit en mesure d'affiner immédiatement les choses au point de pouvoir établir un contact, et l'utilisation initiale des troupes peut être limitée à l'obtention d'informations supplémentaires par l'observation ou la recherche de pistes dans une partie

particulière du pays, par exemple. Les troupes peuvent également être utilisées pour effrayer l'ennemi et l'éloigner de l'une de ses zones de refuge possibles, s'il l'utilise, afin de rendre plus probable le fait qu'il se trouve dans l'une des autres. Ce thème peut être décliné à l'infini. Après avoir obtenu davantage d'informations grâce à l'utilisation des troupes, d'autres déductions peuvent être faites, ce qui conduit à une nouvelle utilisation des troupes. Peut-être que cette fois-ci, suffisamment d'informations seront collectées pour rendre possible un contact avec un groupe ennemi. Même si le contact échoue, il devrait permettre de confirmer la validité des informations déjà obtenues et des déductions qui en ont été faites. Avec un peu de chance, on obtiendra beaucoup plus d'informations, surtout si un prisonnier est fait ou si des lettres ou du matériel tombent entre les mains des soldats. Ces informations supplémentaires doivent alors être ajoutées à ce qui est déjà connu, et de nouvelles déductions doivent être faites, ce qui conduit à une nouvelle utilisation des troupes et à un nouveau contact. L'ensemble du processus est une réaction en chaîne qui se développe progressivement et fait boule de neige, de sorte qu'au bout d'un certain temps, il devrait être possible d'amener l'ennemi à agir dans des circonstances favorables, tout en découvrant et en déracinant ses soutiens au sein de la population. Malheureusement, il est facile de briser la chaîne pour une raison ou pour une autre et, dans ce cas, il faut recommencer depuis le début.

Décrit de cette manière, le processus peut sembler très long, mais il est infiniment plus efficace que d'employer sans cesse des troupes au coup par coup, si l'ennemi est dispersé sur une zone offrant une bonne couverture. Si l'ennemi est présent en plus grand nombre, il est toujours important d'utiliser une méthode qui garantit que son organisation est systématiquement découverte et détruite, car même si, en présence d'un nombre suffisant d'ennemis, l'approche aléatoire peut lui infliger quelques pertes, son organisation ne sera pas

déracinée et les pertes seront simplement remplacées. En outre, si l'ennemi opère en si grand nombre qu'il est raisonnablement facile de le trouver, cela signifie presque certainement que la situation se détériore et que le passage de la guérilla à la guerre ouverte devient de plus en plus imminent. Si tel est le cas, il est d'autant plus important que les forces du gouvernement soient employées de manière sélective et au mieux de leurs possibilités. Il est clair que si un commandant doit opérer de cette manière, cela signifie qu'il doit être prêt à consacrer une grande partie de son temps, de sa réflexion et de son énergie au traitement de l'information. D'un point de vue superficiel, cela pourrait sembler impliquer qu'il consacre trop d'efforts à cette tâche, par rapport aux autres fonctions qu'il est obligé de remplir. Mais il a déjà été dit que le principal problème dans la lutte contre les insurgés est de les trouver, et on peut dire que le processus de développement de l'information tel qu'il est décrit constitue la fonction tactique de base des opérations de lutte contre l'insurrection. Il est donc normal qu'un commandant tactique se concentre sur cette fonction et, en tout état de cause, elle ne peut être déléguée, car le processus d'absorption des informations de base et l'élaboration de plans d'utilisation des troupes sur cette base sont indissociables de la fonction de commandement. Soit le commandant le fait, soit il ne le fait pas du tout.

En fait, ce concept n'est pas aussi étrange qu'il n'y paraît à première vue, et il peut au moins être comparé aux procédures utilisées dans les formes de guerre conventionnelles. Par exemple, un commandant de compagnie qui planifie une attaque obtient certaines informations en dehors de ses propres ressources, telles que les rapports du quartier général du bataillon sur les informations découvertes par la reconnaissance aérienne, les interceptions sans fil, les véhicules blindés et les patrouilles envoyées par d'autres bataillons le long du front. Ces informations s'ajoutent aux informations de base fournies par l'organisation de

renseignement ou par d'autres sources. Dans une guerre conventionnelle, le commandant de compagnie complète les informations qu'il a reçues en regardant dans ses jumelles et en envoyant des patrouilles et des postes d'observation à partir de ses propres ressources. On pourrait dire que cela équivaut à l'utilisation de troupes dans les opérations anti-insurrectionnelles pour la collecte d'informations supplémentaires et la vérification des déductions telles que décrites. Ce n'est qu'après avoir fait tout cela que le commandant de la compagnie établira son plan, et même à ce moment-là, il peut être nécessaire pour lui de mener un assaut préliminaire pour obtenir une observation sur la zone de l'objectif final. Il serait inutile que le commandant de la compagnie impute l'échec de son attaque au manque d'informations qui lui ont été fournies à l'origine s'il n'a pas essayé de les compléter par ses propres moyens. S'il a adopté une approche directe de type "hit or miss" et n'a pas pris la peine d'obtenir le type d'informations dont il avait besoin pour élaborer son plan d'attaque, il sera considéré comme un raté.

Dans la plupart des campagnes de contre-insurrection, la charge principale de l'élaboration des informations de base incombe aux unités militaires normales et doit être réalisée par des hommes utilisant les compétences et l'équipement dont ils disposent dans le cours normal des événements. Dans certains cas, cependant, des groupes sont formés pour développer des informations en utilisant des compétences et des équipements spéciaux ou en exploitant les caractéristiques de personnes spéciales telles que les insurgés capturés. Ces groupes travaillent généralement en étroite collaboration avec l'organisation de renseignement ou peuvent être constitués en son sein. Ces personnes ont mis au point de nombreuses méthodes pour obtenir des informations de base, de la plus simple à l'opération à long terme planifiée de manière élaborée, qui dure des semaines ou des mois et implique l'utilisation d'hommes spécialement formés et entraînés. Un

exemple d'opération spéciale simple serait le bombardement d'un village et l'examen des occupants par une rangée d'informateurs dissimulés dans des cagoules, qui sont ainsi en mesure de dénoncer tout ennemi présent sans risquer d'être découverts. Dans ce cas, les informations de base sous la forme du nom de l'informateur sont transformées en informations de contact en le plaçant dans une position qui lui permet d'identifier et de faire arrêter des membres de l'organisation insurgée. Cette technique a souvent été utilisée avec succès pour arrêter des membres d'organisations de supporters et de groupes armés qui leur rendaient visite. Une opération plus élaborée pourrait impliquer la constitution d'un pseudo-gang à partir d'insurgés capturés et la mise en place par ceux-ci d'un comité de soutien local dans une région donnée, destiné à mettre le pseudo-gang en contact avec un véritable groupe ennemi.

Au cours de la dernière guerre, les Allemands ont eu recours à plusieurs reprises à des opérations spéciales contre les partisans dans les pays occupés², et les Philippins ont utilisé avec succès des pseudo-gangs contre les guérilleros Huk³. Le général Massu a utilisé des renégats à Alger⁴, et les Britanniques ont largement utilisé des insurgés capturés au Kenya⁵ et, dans une moindre mesure, à Chypre⁶. Certains éléments indiquent que des pseudo-gangs de nationalistes noirs ultra-militants opèrent aujourd'hui aux Etats-Unis⁷.

Avant de quitter le sujet, il convient de mentionner que, dans certaines conditions inhabituelles, une campagne entière peut être menée sur la base d'une opération spéciale.

² F. O. MIKSCHE, op. cit., p.159.

³ VALERIANO and BOHANNAN, op. cit., pp.143-146.

⁴ EDCAR O'BALLANCE, *The Algerian Insurrection*, p.80.

⁵ FRED MAJDALANEY, op. cit., pp.217- 2J8.

⁶ GENERAL GRIVAS, *Memoirs*, edited by Charles Foley, p.105.

⁷ MARTIN OPPENHEIMER, op. cit., p.62.

Par exemple, si une campagne de subversion est menée contre le gouvernement d'un pays ami mais primitif, et si l'on estime qu'il suffit de détruire la direction de l'ennemi pour que toute la campagne s'effondre, on peut estimer qu'une opération spéciale fondée sur les principes de la pénétration en profondeur et de l'utilisation d'agents d'infiltration capturés ou de pseudo-agents d'infiltration offrirait les meilleures chances de succès, à condition qu'il existe une organisation de renseignement raisonnable sur laquelle elle puisse s'appuyer. Il est évident qu'un système qui repose sur le développement d'informations ne peut fonctionner s'il n'y a absolument aucune information à développer, et il est malheureusement vrai que dans le genre d'endroit où une opération spéciale pourrait si facilement être décisive, il n'y a souvent aucune organisation de renseignement du tout. Dans de telles circonstances, la force spéciale devrait mettre en place sa propre organisation de renseignement, ce qui prendrait beaucoup de temps. Néanmoins, le recours à une opération spéciale présente de nombreux avantages par rapport à l'emploi de troupes conventionnelles. Tout d'abord, elle est probablement plus économique, car la majeure partie du travail est effectuée par les habitants locaux plutôt que par les membres les mieux payés de l'armée régulière et, en tout état de cause, le nombre total de personnes impliquées est probablement beaucoup plus faible. En outre, il n'est pas nécessaire de mettre en place des dispositifs de commandement ou un soutien logistique coûteux. Un autre avantage important est que les forces spéciales peuvent opérer de manière plus discrète que les troupes régulières, ce qui pourrait être un facteur important si les insurgés essaient d'exploiter l'opinion mondiale contre leur gouvernement. Il est certes peu probable que l'occasion de mener une campagne de cette manière se présente très souvent, mais l'armée doit être capable de travailler de cette manière si le besoin s'en fait sentir.

Dans le cadre de la préparation de l'armée à la lutte contre les insurgés, l'idée de base consistant à recueillir des informations de base et à les transformer en informations de contact est de la plus haute importance, car elle s'applique à toute situation de contre-insurrection. On pourrait peut-être mieux la décrire comme une méthode d'approche ou comme un cadre dans lequel des techniques particulières peuvent être intégrées plutôt que comme une idée en soi. Les techniques elles-mêmes, c'est-à-dire les diverses méthodes de patrouille, d'embuscade, de bouclage des villages et de contrôle des approvisionnements en nourriture, par exemple, sont également importantes et doivent être apprises, mais seules quelques-unes d'entre elles sont susceptibles d'être applicables dans les circonstances d'une campagne particulière, et il est probable qu'elles doivent être adaptées. La valeur de l'approche basée sur le développement de l'information est qu'elle permet à un commandant qui la comprend de sélectionner, d'adapter et d'inventer des méthodes et des techniques particulières, adaptées aux circonstances. Afin d'illustrer l'idée de la manière la plus vivante possible, nous utiliserons un scénario dans lequel, étape par étape, la procédure est expliquée dans un contexte fictif. Bien que le contexte soit fictif, les méthodes ont toutes été utilisées dans un domaine ou un autre, comme indiqué dans le texte ou dans les notes de bas de page. À ce stade, il est seulement nécessaire de souligner que l'objectif du scénario est d'illustrer l'idée et non de discuter des méthodes ou techniques spécifiques décrites.

SCENARIO.

Le cadre.

Pour les besoins de ce scénario, nous supposerons qu'une campagne de subversion est en cours dans un pays fortement boisé comme la Malaisie ou la Norvège. L'ennemi est communiste, mais bien qu'il existe des groupes de partisans dans de nombreux villages, la population dans son ensemble n'a pas encore été persuadée ou contrainte d'apporter un soutien inconditionnel aux insurgés. En même temps, les gens ne sont pas convaincus que le gouvernement va l'emporter et sont trop effrayés pour lui apporter une aide concrète. La plupart des cellules communistes dirigeantes de la campagne vivent dans les forêts parce qu'elles considèrent qu'il n'est pas sûr de vivre dans les villages. Dans les forêts, elles peuvent tenir des réunions, avec moins de crainte d'être interrompues, et elles peuvent communiquer entre elles et avec les cellules subordonnées et les groupes de partisans vivant dans les villages beaucoup mieux qu'elles ne le pourraient si elles résidaient au sein de la population. On trouve également dans les forêts quelques groupes armés ennemis dont la principale activité consiste à terroriser des poches de loyalistes parmi la population civile, mais qui sont de plus en plus utilisés pour attirer l'attention sur la campagne en attaquant des postes de police et en causant des dommages aux biens du gouvernement. Dans la capitale du pays, il existe une chaîne distincte de cellules et de groupes de partisans ainsi qu'un certain nombre de sections armées. Les communistes de la ville sont pratiquement une organisation indépendante, bien qu'ils soient nominalement sous le commandement du comité suprême dans la forêt. Leurs propres activités offensives ne sont pas très importantes par rapport aux dommages causés, mais elles sont très significatives en termes de valeur de propagande,

et elles fournissent également des fournitures, de l'argent et des recrues au groupe de la forêt.

Du point de vue gouvernemental, le pays est divisé en comtés et en districts dont la taille se rapproche de celle des comtés et des districts ruraux d'Angleterre, bien que la densité de population soit plus faible en raison de la grande partie du territoire couverte par la forêt. La capitale est administrée par un conseil municipal et est subdivisée en quartiers. Jusqu'à l'éclatement des troubles, le pays était géré par des comités de comté et de district élus, avec des présidents et des membres élus, mais une législation d'urgence a été adoptée, qui a eu pour effet de transférer la plupart des pouvoirs effectifs aux greffiers des différents conseils, assistés par le chef de la police locale. Ce transfert a été rendu possible par le fait que les frontières de la police coïncidaient avec celles de l'administration locale. Dans le même temps, des mesures ont été prises pour mettre en place une organisation de renseignement au sein de la police, qui a été renforcée par des officiers militaires. Malgré ces dispositions, la situation a continué à se détériorer rapidement. A l'époque, on savait que les communistes avaient pénétré, dans une certaine mesure, dans la police, qui était surchargée de travail depuis des mois. Les greffiers des différents conseils étaient très inquiets et plusieurs d'entre eux avaient été assassinés récemment. C'est pour ces raisons que le gouvernement a décidé de faire appel à l'armée.

Les événements décrits dans cette illustration doivent être compris comme se déroulant dans l'un des districts du pays. Ce district faisait partie d'un comté très montagneux et très boisé qui était donc particulièrement précieux pour les insurgés, car il aurait pu facilement leur fournir une base en temps voulu. Toute la moitié ouest de ce district était constituée d'une vaste forêt et, bien que le reste soit principalement agricole, il y avait plusieurs autres zones boisées dans lesquelles les insurgés auraient pu se cacher en toute sécurité pendant plusieurs jours. Du nord au sud, le district s'étendait sur douze

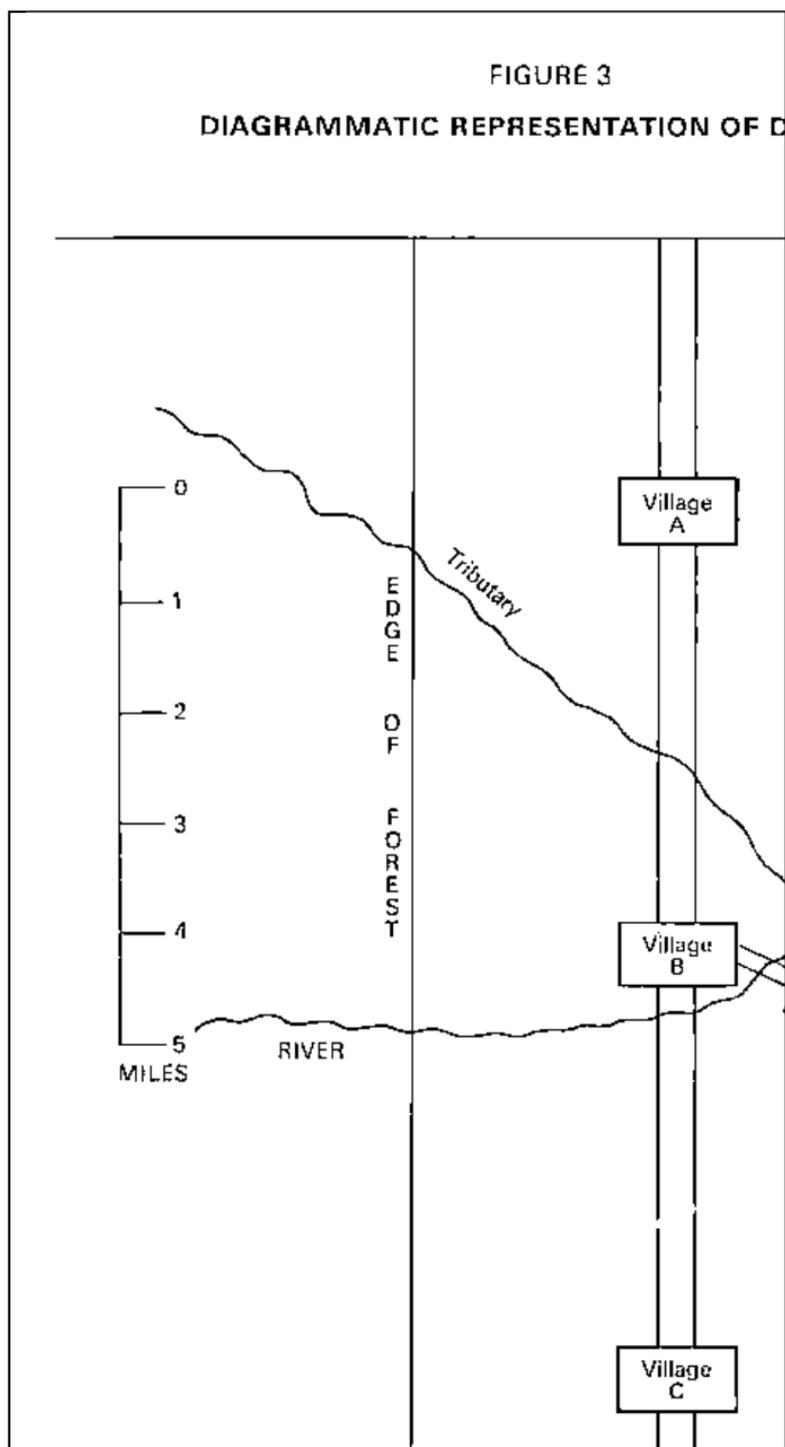
miles et d'est en ouest sur environ huit miles. Il comprenait une petite ville et cinq villages dans lesquels vivaient la plupart des habitants, mais un certain nombre de maisons et de cottages isolés étaient disséminés à l'extérieur des villages.

Informations générales.

Bien que le gouvernement manque cruellement de troupes, il décide d'allouer un bataillon au comté susmentionné en raison du risque que l'ennemi en fasse une base. Le bataillon n'a été mis à disposition qu'au détriment d'un certain nombre de comtés moins vulnérables qui ont dû être laissés de côté pour le moment. Ils devront être traités plus tard, soit par des troupes nouvellement levées, soit par un redéploiement une fois que les zones initiales auront été remises en ordre. Au sein du comté, le bataillon était divisé de telle sorte qu'une compagnie était disponible pour le district concerné dans cette illustration. Les techniques utilisées dans cette partie du scénario ressemblent à celles utilisées par les Français en Algérie⁸. Une représentation schématique du district est donnée dans la figure 3.

⁸ JOHN McCUEN, op. cit., pp.225-235.

FIGURE 3
DIAGRAMMATIC REPRESENTATION OF D



A son arrivée dans le district, le commandant de la compagnie a constaté que le greffier du conseil n'avait aucune idée précise de la manière de faire face à la menace. L'inspecteur en chef de la police est très inquiet, ayant perdu le contrôle de la situation au-delà des limites de la petite ville qui abrite le quartier général du district. Il y avait auparavant des postes de police dans chacun des villages, mais les insurgés avaient récemment envahi ceux des villages A et C, tuant leurs occupants. Les policiers du village B ont été retirés et le poste a été fermé avant d'être détruit. Dans les villages D et E, les postes de police étaient toujours occupés, mais il semblait que les policiers étaient totalement inactifs ou travaillaient peut-être pour le compte des insurgés. Une section de renseignement a été récemment créée au quartier général de la police, mais elle ne comprend pour l'instant qu'un inspecteur et un agent de police ; un officier militaire subalterne devrait arriver sous peu pour la renforcer. Personne ne connaissait l'organisation des insurgés, mais des rumeurs circulaient selon lesquelles des conseils communistes régnaient pratiquement sur les villages. Il est clair qu'au moins un groupe armé opère dans la région, à en juger par les attaques contre les postes de police, mais il pourrait y en avoir beaucoup plus. On ne sait pas s'ils vivent dans la forêt ou s'ils vivent chez eux et se rassemblent en cas de besoin. La population n'était pas disposée à dire quoi que ce soit à quiconque était lié au gouvernement.

Lors de la première réunion entre le greffier du conseil, le commandant de la compagnie et l'inspecteur en chef de la police, les grandes lignes d'un plan de campagne ont été discutées. Un plan d'action possible consistait à se concentrer d'abord sur la destruction des groupes armés ennemis, au motif que tant qu'ils existaient, la population serait trop effrayée pour aider le gouvernement de quelque manière que ce soit. En l'absence d'informations spécifiques, il fallait pour cela installer

la compagnie dans un camp de base à un endroit stratégique et envoyer des patrouilles pour tenter de repérer l'ennemi. Il aurait en fait été possible d'établir deux bases distinctes en divisant la compagnie, ce qui aurait doublé les chances de succès. Un plan élaboré selon ces principes et agrémenté de fioritures appropriées aurait presque certainement été adopté par un comité inexpérimenté en matière d'opérations anti-insurrectionnelles, mais il aurait eu peu de chances de réussir parce que les soldats auraient opéré sur une base de succès ou d'échec, et que les cellules communistes dans les villages auraient continué à contrôler la région. Même si un contact avait été établi avec l'une des bandes armées insurgées, les pertes éventuelles auraient été rapidement compensées par des recrues issues de la population contrôlée par les comités. En tout état de cause, l'ennemi, s'appuyant sur les bonnes informations fournies par la population, aurait été bien placé pour tendre des embuscades aux faibles détachements des forces gouvernementales, tout en évitant les forces puissantes envoyées contre eux.

Une deuxième voie a donc été envisagée, basée sur la reprise d'un certain contrôle de la population, en vue d'obtenir des informations de base qui pourraient ensuite être transformées en informations nécessaires à la prise de contact avec les groupes armés. Ce plan prévoyait l'envoi dans chaque village d'une équipe qui travaillerait en étroite collaboration avec le conseil du village (ou de la paroisse), dont une partie ou la totalité devait être remplacée. Les équipes devaient être dirigées par des hommes compétents issus de l'armée, de la police ou de l'administration, car aucun service n'aurait été en mesure de trouver suffisamment d'hommes compétents pour diriger toutes les équipes. Les équipes devaient également être autonomes et capables de se défendre. En outre, une bonne partie de la compagnie de l'armée devait être gardée en réserve pour aller à la rescousse des loyalistes assiégés, pour suivre des cibles potentielles ou pour garder des points vitaux ou des

personnes importantes. Lorsque le plan a été examiné en détail, il est apparu clairement qu'il n'y aurait pas assez d'hommes pour former cinq équipes. Il a donc été décidé de commencer par en constituer trois dont la tâche serait de rétablir la situation dans les villages A, B et C. Les équipes seraient dirigées respectivement par l'un des commandants de section militaire, un sergent de police et l'agent agricole du district. Chaque équipe serait composée d'une section de soldats et d'un policier, le nombre de policiers disponibles étant insuffisant pour réoccuper les postes de police et les occuper. Les sections seraient constituées en divisant le peloton dont le commandant servirait de chef d'équipe. Les deux autres sections seraient basées près de la ville et enverraient des patrouilles pour rendre visite à la police restée dans les villages D et E, fourniraient des gardes si nécessaire et retiendraient des hommes à court terme pour suivre des pistes et effectuer d'autres opérations qui pourraient s'avérer nécessaires pour soutenir les équipes. On s'est rendu compte qu'il pourrait bientôt être nécessaire de concentrer dans les villages les personnes vivant dans des maisons et des cottages dispersés dans la campagne, à la fois pour les protéger contre l'intimidation et pour les empêcher de fournir un successeur à l'ennemi, mais il a été admis que les ressources étaient encore insuffisantes pour permettre la mise en oeuvre d'un programme de cette nature. Il a également été convenu que le gouvernement centt-al. Il a également été convenu de demander au gouvernement central de fournir des moyens de guerre psychologique pour la diffusion d'informations, mais il s'est avéré qu'il n'y en avait pas.

Outre le chef d'équipe, l'équipe qui s'est rendue au village A était composée de sept soldats et d'un agent de police qui avait servi dans le village quelques années auparavant mais qui travaillait depuis au siège du district. A leur arrivée, ils ont entrepris de restaurer le poste de police endommagé et de le mettre en état de défense, en l'entourant de tranchées, de travaux de terrassement et de fils de fer. Le chef d'équipe s'est

adressé au président du conseil du village, propriétaire du magasin du village, mais bien qu'il l'ait trouvé poli, il n'a obtenu aucune aide de sa part. Il lui a été répondu qu'il n'y avait pas de communistes actifs dans le village et que personne ne savait rien du groupe armé qui avait envahi le poste de police. D'autres personnalités du village ont été approchées et ont donné des informations similaires sur la situation, mais elles n'ont pas toutes été aussi polies que le président.

Face à ce vide total, le chef d'équipe a décidé de recenser le village. En commençant par une extrémité, il a parcouru les maisons l'une après l'autre. Dans chaque maison, il a pris à part chaque membre du ménage à tour de rôle et l'a interrogé brièvement et en privé sur son travail, sur les allées et venues de ses proches et sur d'autres questions domestiques. Il prenait note de ces entretiens et, à la fin de chacun d'eux, remettait à l'intéressé une carte portant son nom, son adresse et ses coordonnées, qu'il devait porter sur lui et présenter en cas de besoin. Il compare également les informations fournies par les différents membres de la famille et, en cas de divergence concernant les coordonnées d'un membre absent ou d'un parent vivant en dehors du district, il revient en arrière et procède à des recherches plus approfondies. Parfois, il appelait la police dans une autre partie du pays et lui demandait de vérifier si une personne dont on lui avait dit qu'elle vivait à une certaine adresse y vivait effectivement. Le policier de l'équipe s'est avéré utile pour combler les lacunes dans les informations fournies par certaines familles et pour contacter les commissariats de police dans différentes parties du pays. Le chef d'équipe s'est donné à fond, limitant au maximum le temps passé à manger et à dormir, et il a terminé le travail en une dizaine de jours. A la fin, il ne savait toujours rien de l'organisation communiste ni de ses groupes armés, mais il en savait beaucoup plus sur le village et ses habitants, si bien qu'il était capable de reconnaître et de saluer par leur nom les personnes qu'il rencontrait au cours de ses déplacements. Il

avait ainsi l'impression de se constituer un capital de sympathie qui pourrait s'avérer utile dans les mois à venir.

Pendant les dix jours qu'a duré le recensement, les sept hommes de la section, sous la direction de leur caporal, ont continué à améliorer les défenses du poste de police. Ce travail, allié au fait qu'ils devaient garder deux sentinelles pendant les vingt-quatre heures, ne laissait pas beaucoup de temps pour d'autres activités, mais ils envoyaient des patrouilles de jour dans les environs immédiats et ils envoyaient également des hommes à l'école du village de temps en temps pour aider à organiser des exercices sportifs et d'entraînement physique. Ces activités étaient très appréciées des enfants, mais curieusement, le directeur de l'école ne semblait pas aussi enthousiaste qu'il aurait pu l'être. Une fois, pendant la nuit, les soldats se sont entraînés à se tenir prêts, notamment en appelant le quartier général de la compagnie, près de la ville, pour qu'il envoie une force de secours.

Le chef d'équipe n'était toujours pas en mesure de prendre des mesures contre les communistes, mais il était prêt à aller plus loin en utilisant les informations de base qu'il avait obtenues pour obtenir plus d'informations. A cette fin, il a décidé de restreindre le champ d'investigation à certains canaux spécifiques à partir desquels il espérait obtenir des résultats concrets. Il a décidé d'aborder le problème selon quatre axes principaux. Tout d'abord, il devait déterminer quelles personnes étaient les mieux placées pour aider les communistes en raison du travail qu'elles effectuaient. Par exemple, un homme dont l'activité consiste à abattre des arbres dans la forêt et à les transporter jusqu'à un moulin situé à l'extérieur serait mieux placé pour apporter de la nourriture aux groupes armés qui s'y cachent qu'un homme dont le travail le retient dans le village même. Deuxièmement, il s'enquiert soigneusement de la situation financière d'un groupe choisi de villageois pour vérifier s'ils semblent dépenser ou épargner tout l'argent qu'ils gagnent. S'il y a des écarts importants d'une

personne à l'autre, cela peut indiquer qu'il y a eu des versements dans les fonds du parti. Troisièmement, il enquêtera sur les affiliations politiques de quelques-unes des personnes les mieux placées du village pour voir si elles sont susceptibles de sympathiser avec les objectifs des assureurs. Quatrièmement, il dressera une liste complète de tout le bétail appartenant aux membres du village et surveillera la façon dont ils s'en débarrassent. A ce stade, son objectif n'est pas d'empêcher la nourriture de parvenir à l'ennemi, mais d'essayer d'identifier les personnes qui l'approvisionnent.

On ne peut pas dire que cette étude ait donné lieu à des découvertes spectaculaires. Bien que le chef d'équipe ait obtenu des indications générales sur les personnes les mieux placées pour aider les communistes, il n'a trouvé personne qui le fasse réellement. En ce qui concerne l'argent, il a constaté que dans chaque cas étudié, la combinaison de l'épargne et des dépenses d'un homme était inférieure à ce qu'il pensait qu'elle devrait être sur la base des revenus probables, mais il ne pouvait pas savoir si c'était parce que tout le monde contribuait aux fonds de l'ennemi ou s'il avait simplement fait ses évaluations de manière incorrecte. Dans le cas d'un agriculteur, il remarque que son chiffre d'affaires semble beaucoup plus important qu'il ne le pensait. Ses investigations politiques ont révélé que plusieurs hommes du village avaient été membres du parti communiste à l'époque où il n'était pas encore interdit. Lorsqu'il s'est entretenu avec eux, ils ont tous déclaré qu'ils étaient totalement opposés aux politiques communistes actuelles et semblaient tout à fait disposés à discuter des idées et des caractéristiques de leurs anciens dirigeants. Il a pris note de tout ce qu'ils ont dit, mais a constaté que rien de tout cela n'avait de rapport avec ce qui se passait dans le village A. Il l'a rapporté au siège du district pour ce que cela valait. En observant le bétail et les moutons, il a remarqué trois cas de disparition d'animaux en quinze jours : une fois, le propriétaire

s'est plaint au policier d'avoir perdu un taureau, mais les deux autres fois, aucune mention n'a été faite de l'affaire.

Après avoir étudié les résultats de toutes les informations qu'il avait recueillies, le chef d'équipe a pensé essayer un traitement par électrochocs. Il était arrivé à la conclusion que le fermier dont le chiffre d'affaires était plus élevé qu'il n'aurait dû l'être pouvait être le trésorier local qui collectait et transmettait l'argent aux communistes. Il a donc décidé d'interroger quatre des personnes qui, d'après ses investigations, semblaient les moins susceptibles de soutenir les communistes de leur plein gré, afin de voir si l'une d'entre elles confirmerait la position du fermier en tant que trésorier. Il s'est arrangé pour que le policier arrête un jour ces quatre personnes pour divers délits mineurs et les amène au poste de police pour qu'elles soient inculpées. Pendant qu'ils étaient au poste de police, il a parlé à chacun séparément et en privé, l'avertissant que bien qu'il ne soit accusé que d'un délit mineur, il se trouvait savoir qu'il contribuait aux fonds de l'ennemi, ce qui pouvait lui valoir d'être envoyé dans un centre de détention. Bien que l'un d'entre eux ait nié catégoriquement, les autres ont déclaré que tous les habitants du village étaient obligés de contribuer. Jouant sur la gêne évidente ressentie par l'un des hommes à l'idée de devoir donner de l'argent aux communistes, le chef d'équipe l'a fait parler dans une certaine mesure. Au début, il était très nerveux à l'idée de parler, mais le chef d'équipe lui a fait remarquer qu'il pouvait facilement nier avoir dit quoi que ce soit, et que comme quatre hommes avaient été arrêtés ensemble, personne à l'extérieur ne saurait jamais lequel d'entre eux avait donné des informations. En fait, personne n'avait besoin de savoir que des informations avaient été données. Finalement, l'homme arrêté a accepté de payer sa contribution au fermier, mais il a insisté sur le fait qu'il n'avait aucune idée de l'identité des autres membres de la direction communiste dans le village. En temps voulu, tous les autres hommes arrêtés ont été traduits en justice et condamnés à une

petite amende pour le délit pour lequel ils avaient ostensiblement été arrêtés.

À partir de ce moment-là, le chef d'équipe a naturellement surveillé le fermier comme un faucon et, par déduction et enquête, il a rapidement eu une idée très précise de l'identité de deux ou trois membres du comité communiste, parmi lesquels se trouvait l'instituteur. Entre-temps, il transmet à l'inspecteur de police responsable de la section des renseignements au siège du district toutes les informations qu'il a recueillies depuis le début et discute avec le commandant de la compagnie de l'opportunité d'arrêter les principaux communistes dont il a découvert l'identité. Le commandant de la compagnie lui a dit qu'un schéma similaire se dessinait dans les villages B et C et que le comité de district, c'est-à-dire lui-même, le secrétaire du conseil et l'inspecteur en chef de la police, avait décidé de laisser les choses un peu plus longtemps et de faire le ménage dans les trois comités communistes de village en même temps, une fois qu'ils estimeraient en savoir assez pour attraper une proportion raisonnable des principales personnalités impliquées.

En l'occurrence, les communistes ont anticipé le comité de district. D'une manière ou d'une autre, ils ont découvert le nom d'un homme du village B qui avait donné des informations au chef d'équipe et qui, un matin, a été retrouvé mort sur un terrain vague à l'extérieur du village, entouré des corps de sa femme et de ses trois enfants en bas âge. Les comités communistes des trois villages avaient disparu dans la forêt pendant les heures d'obscurité. Dans le village A, le fermier et le maître d'école sont partis, ainsi que le propriétaire du magasin. Deux nuits plus tard, le poste de police a été attaqué par un grand groupe armé et l'équipe a tout juste réussi à tenir derrière ses défenses jusqu'à l'arrivée de l'aide envoyée par le commandant de la compagnie. Au cours des semaines suivantes, une série d'incidents se produisit dans tout le district et occupa pleinement la compagnie : l'ennemi semblait capable

de frapper à peu près où il voulait et la compagnie était obligée de réagir, bien qu'elle ait réussi à infliger des pertes aux groupes communistes. A un moment donné, il semble qu'il faille retirer les équipes des villages afin de reconstituer la troisième section et de réduire l'engagement défensif, mais c'est si manifestement ce que l'ennemi cherche à obtenir que le comité de district décide de tenir bon aussi longtemps qu'il le peut. Dans les trois villages, la situation s'est considérablement améliorée et quelques personnes ont même commencé à donner aux chefs d'équipe les noms des partisans communistes qui avaient été arrêtés et expulsés. La plupart des gens sont devenus plus amicaux, mais ne se sont pas engagés trop loin, au cas où les communistes parviendraient à rétablir le contrôle à une date ultérieure. Après quelques semaines, les attaques ennemies se sont calmées et la situation est devenue plus stable. Le gouvernement contrôlait véritablement les villages A, B et C, mais les communistes conservaient leur influence dans les villages D et E et parmi les habitants de la campagne à l'extérieur des villages.

À ce stade, de nombreuses informations de base avaient été obtenues, non seulement par les équipes de la manière décrite, mais aussi grâce à l'interrogatoire des partisans communistes arrêtés et à l'identification des morts de l'ennemi. S'il y avait eu des troupes disponibles à cet effet, il aurait été possible de lancer des actions offensives contre les groupes armés ennemis sur la base de ces informations de base transformées en informations de contact, mais le comité de district a décidé de donner la priorité au rétablissement de la situation dans les parties du district où les communistes conservaient leur influence. Si cela s'était produit, les communistes auraient immédiatement repris le contrôle des villages A, B et C, tuant tous ceux qui avaient aidé les chefs d'équipe pendant la durée de l'opération. La seule chose qui aurait pu être sauvée de ce naufrage aurait été l'incalculable information de base qui avait alors été enregistrée en toute

sécurité par l'organisation de renseignement. Heureusement, l'entreprise a été autorisée à rester.

Développer l'information.

Bien que la compagnie n'ait pas été déplacée à ce stade critique, les développements ultérieurs dans le district ont inévitablement reflété les progrès de la campagne dans l'ensemble du pays, et le moment est venu où les soldats ont dû partir pour servir ailleurs. Heureusement, à ce moment-là, le gouvernement contrôlait les cinq villages et les équipes avaient déjà été remplacées par de nouveaux chefs de village, soutenus et protégés par des détachements de gardes locaux. Des renforts de police suffisants ont été reçus dans le district pour permettre aux postes de police des villages A, B et C de rouvrir et d'être occupés. La plupart des habitants de la région ont été réinstallés dans les villages et un contrôle assez strict du bétail et des récoltes a été instauré afin d'éviter que la nourriture ne parvienne aux groupes forestiers de l'ennemi.

La partie suivante de l'illustration concerne les activités d'une nouvelle unité militaire qui tente d'entrer en contact avec l'ennemi. Afin de rendre le problème difficile, le cadre dépeint une situation dans laquelle le nombre d'ennemis a été considérablement réduit par rapport à la dernière section du scénario, ce qui suppose que la campagne gouvernementale est passée avec succès à une phase ultérieure des opérations. Les principes opérationnels illustrés sont cette fois-ci basés sur l'expérience de l'auteur en Malaisie et n'ont, à sa connaissance, jamais été expliqués dans un document imprimé, bien que le général Clutterbuck y fasse allusion dans son livre sur l'urgence malaise.

Lorsque le nouveau commandant de compagnie arriva dans le district, il trouva une situation très différente de celle à laquelle son prédécesseur avait été confronté au début de la campagne. Le quartier général de la police du district disposait

désormais d'une salle d'opérations combinées, dont les murs étaient couverts de cartes indiquant l'emplacement des unités de la police et de la Home Guard et consignait le lieu de tous les incidents survenus depuis le début des troubles. Ces cartes sont complétées par des fichiers de données historiques. La section des renseignements a ses bureaux à proximité et l'inspecteur responsable, assisté d'un officier de l'armée, est prêt à informer le commandant de la compagnie dès son arrivée. Il commence par expliquer que la direction ennemie se compose d'un comité de district et de deux comités de branche, dont l'un est responsable du pays au nord du fleuve et l'autre du pays au sud. Le Comité de district communiste vivait dans la forêt depuis que le parti avait été décrit deux ans avant le début de la campagne, mais les deux Comités de branche avaient été créés, également dans la forêt, peu après que les comités de village aient été chassés des villages à la suite des activités des équipes d'origine. L'inspecteur a expliqué que depuis le départ de la première compagnie, la situation s'était quelque peu détériorée et que les communistes avaient rétabli des cellules de partisans à petite échelle dans certains villages et qu'ils étaient même soupçonnés d'avoir des partisans clandestins au sein de la Home Guard. Les membres des comités de branche étaient connus pour quitter la forêt de temps en temps afin de rendre visite à leurs partisans dans les villages dans le but d'étendre leur influence et de collecter des fournitures. Ils étaient alors escortés par un ou deux gardes du corps armés. Un peloton d'insurgés bien armés vivait également dans la forêt, mais était physiquement séparé des comités. Il avait pour mission d'exécuter des tâches sur ordre du comité de district en soutien aux branches. Si une force vraiment importante était nécessaire, des pelotons supplémentaires pouvaient être déployés dans la région sur ordre du comité communiste du comté, qui vivait lui-même dans la partie forestière du district pendant une partie du temps. En plus de ces informations, la section des renseignements avait identifié tous les membres

des comités de district et de branche, ainsi que la plupart des membres du peloton de soutien. Elle connaissait certaines de leurs armes et savait quels villages étaient les plus endoctrinés et donc les plus susceptibles de soutenir les groupes armés. Parfois, la section du renseignement recevait même des rapports de membres de comités communistes rendant visite à leurs partisans, rapports qui ne dataient que de quelques heures, mais il y avait généralement un laps de temps plus long. Au cours des derniers mois, la section a reçu à deux reprises des informations anticipées sur des réunions ou sur des visites de membres de la section dans un village pour y chercher du matériel.

Lors de sa première réunion avec le secrétaire du conseil et l'inspecteur en chef de la police, le commandant de la compagnie discute d'un plan de destruction de l'ennemi dans la forêt. Tous trois sont d'accord pour dire qu'il est souhaitable de renforcer les mesures destinées à empêcher la nourriture de parvenir à l'ennemi, mais le greffier du conseil et l'inspecteur en chef disent qu'ils ne peuvent pas se passer d'hommes supplémentaires ni installer des points de contrôle supplémentaires. Si l'on veut faire plus, le commandant de la compagnie devra utiliser l'un de ses trois pelotons à cette fin. Pour le reste, l'inspecteur en chef a conseillé au commandant de la compagnie de maintenir une patrouille avec un chien pisteur à quelques minutes d'avis pour se précipiter, de jour comme de nuit, sur les lieux de toute observation signalée. Il ajouta que la meilleure chance d'établir des contacts efficaces était de former les hommes aux exercices d'embuscade et d'être prêts à agir sur la base d'informations précises que la section du renseignement pourrait produire au fil des mois. Il recommanda que le reste de la compagnie soit divisé en patrouilles et envoyé fouiller la forêt, carré de carte par carré de carte, sur la base de coups sûrs. Il ajouta que si seulement la section de renseignement du district était digne de ce nom, un programme de ce genre ne manquerait pas de réussir

rapidement. Le conseil de l'inspecteur en chef suivait de près les lignes de la plupart des programmes des compagnies, mais il n'aurait pas fonctionné pour la simple raison que la section des renseignements ne pouvait pas fournir suffisamment d'informations du type de celles que l'inspecteur en chef avait à l'esprit, et qu'une recherche carte par carte de quarante-huit miles carrés de forêt épaisse pouvait difficilement produire plus d'un contact fortuit ou deux au cours de la vie de n'importe laquelle des personnes présentes.

Heureusement, le commandant de la compagnie s'est rendu compte de la situation et a compris qu'il devait mettre au point un meilleur système pour mener à bien ses opérations. Il ne se contentait pas de blâmer l'organisation du renseignement pour le manque d'informations appropriées, même si son colonel semblait prêt à le faire. Le commandant de compagnie avait reçu, ou avait eu accès à, un grand nombre d'informations de base de qualité et il connaissait la théorie qui consiste à les transformer en informations de contact. Son problème était d'appliquer cette théorie de manière à détruire les quatre groupes armés vivant dans le district, c'est-à-dire le comité communiste du district avec ses gardes et ses escortes, les deux comités de branche avec leurs gardes et leurs escortes, et le peloton d'insurgés qui les soutenait. Il a discuté de la question de la priorité avec le greffier du conseil et l'inspecteur en chef de la police et ils ont tous convenu que le peloton d'insurgés ne faisait pas assez pour terroriser la population dans son ensemble, pour que sa destruction soit une question d'urgence et que la priorité devait donc être donnée aux groupes du comité. Il est évident qu'il serait souhaitable de détruire d'abord le comité de district, mais tous se rendent compte qu'il est moins vulnérable que les deux autres car ses membres ne sortent jamais de la forêt pour contacter les cellules à l'extérieur, que ce soit pour diriger leurs efforts ou pour collecter la nourriture qui lui parvient par l'intermédiaire de la branche dans le secteur de laquelle il se trouve à ce moment-là.

Le commandant de la compagnie décida donc de concentrer ses efforts contre les groupes du Comité de la Branche, en accordant une priorité égale aux deux dans un premier temps, mais en se concentrant éventuellement sur l'un d'entre eux par la suite si les informations qu'il développait le conduisaient dans une direction plutôt que dans l'autre. Naturellement, il profitera de toute occasion qui lui permettra d'entrer en contact avec le comité de district communiste ou le peloton d'insurgés.

En termes pratiques, le travail du commandant de compagnie consiste à réduire la localisation de l'ennemi, à la fois dans l'espace et dans le temps, jusqu'à ce qu'il puisse mettre ses hommes en contact avec lui. Pour commencer, il a demandé à la section des renseignements une liste des noms des insurgés des deux groupes. L'identité des membres du comité ne faisait aucun doute, mais l'inspecteur souligna que les gardes et les escortes changeaient parfois avec les membres du peloton d'insurgés, de sorte que le commandant de la compagnie reçut également leurs noms. Il étudia ensuite les listes avec le plus grand soin, demandant le plus de détails possible sur chaque individu, comme la région dans laquelle il avait vécu avant de partir pour la forêt, son occupation à l'époque, et l'endroit où se trouve actuellement sa famille. La section des renseignements ne pouvait lui fournir qu'une partie de ces informations, mais il se débrouillait pour les compléter en visitant les villages et en parlant aux Home Guards ou aux policiers locaux des insurgés qui avaient pris naissance dans la région. Parfois, il n'obtenait rien, mais parfois il trouvait des personnes qui avaient connu l'un des hommes de sa liste, ce qui lui permettait d'obtenir un élément de connaissance intéressant ou au moins un aperçu du caractère de l'homme et de sa façon probable de réagir à des situations particulières. Au bout d'un certain temps, un schéma s'est dessiné, montrant que la branche nord avait plus de contacts avec le village A qu'avec B ou D et, en particulier, que le chef du comité et deux de ses membres étaient originaires de ce village. Le troisième

membre venait du village D. Curieusement, cette branche n'avait pas de lien direct avec le village B, mais l'un des gardes avait vécu dans une ferme près de la lisière de la forêt et sa famille avait été réinstallée dans le village B. Le schéma concernant la branche sud était moins clair, les membres provenant à parts à peu près égales des villages C et E.

Le commandant de la compagnie s'est ensuite penché sur le degré de soutien dont bénéficiaient les communistes dans les villages et dans la ville. Dans cette direction, la section des renseignements était moins sûre des faits, mais déclarait que des cellules existaient dans les villages A et C et qu'on savait aussi que la branche nord essayait de rétablir une cellule dans le village B. Il n'y avait aucune preuve de la situation dans la ville ou dans les villages D et E. Des cellules avaient existé auparavant dans tous ces endroits, mais elles avaient été éliminées quelques semaines plus tôt et aucune information positive sur des organisations succédant à celles-ci n'avait été reçue. D'autre part, l'inspecteur a clairement indiqué que sa couverture de la zone éloignée de la forêt était loin d'être satisfaisante.

Le commandant de la compagnie s'est alors tourné vers la forêt pour voir s'il y avait des considérations qui indiquaient que certaines parties de la forêt étaient plus susceptibles d'être utilisées comme zones d'habitation que d'autres. Il est évident que les Branches auraient voulu vivre aussi près de la lisière de la forêt que le permettait leur sécurité, car elles devaient se rendre dans le pays à l'extérieur pour s'approvisionner et contacter leurs partisans. Le facteur de sécurité aurait varié en fonction d'un certain nombre d'autres facteurs tels que l'épaisseur de la couverture dans une zone donnée, et le commandant de la compagnie a envoyé un certain nombre de courtes patrouilles de reconnaissance afin d'obtenir des informations à ce sujet. Le commandant de la compagnie a envoyé un certain nombre de petites patrouilles de reconnaissance afin d'obtenir des informations sur le sujet. Il a

également jeté un coup d'œil autour de lui afin de se faire une idée de sa partie de forêt et il a parcouru les dossiers de tous les contacts passés pour voir où ils avaient été faits et ce qui avait été trouvé dans chaque cas. Cela lui donna au moins une idée du type d'endroits qui avaient été utilisés comme campements dans le passé. Il a ensuite fait le lien avec la période de l'année au cours de laquelle le contact avait eu lieu pour voir s'il y avait une influence saisonnière perceptible, qui aurait pu résulter du niveau de l'eau dans la rivière et les ruisseaux par exemple, ou même d'une cause indirecte telle que la présence de bûcherons dans une partie particulière de la forêt à un moment particulier de l'année.

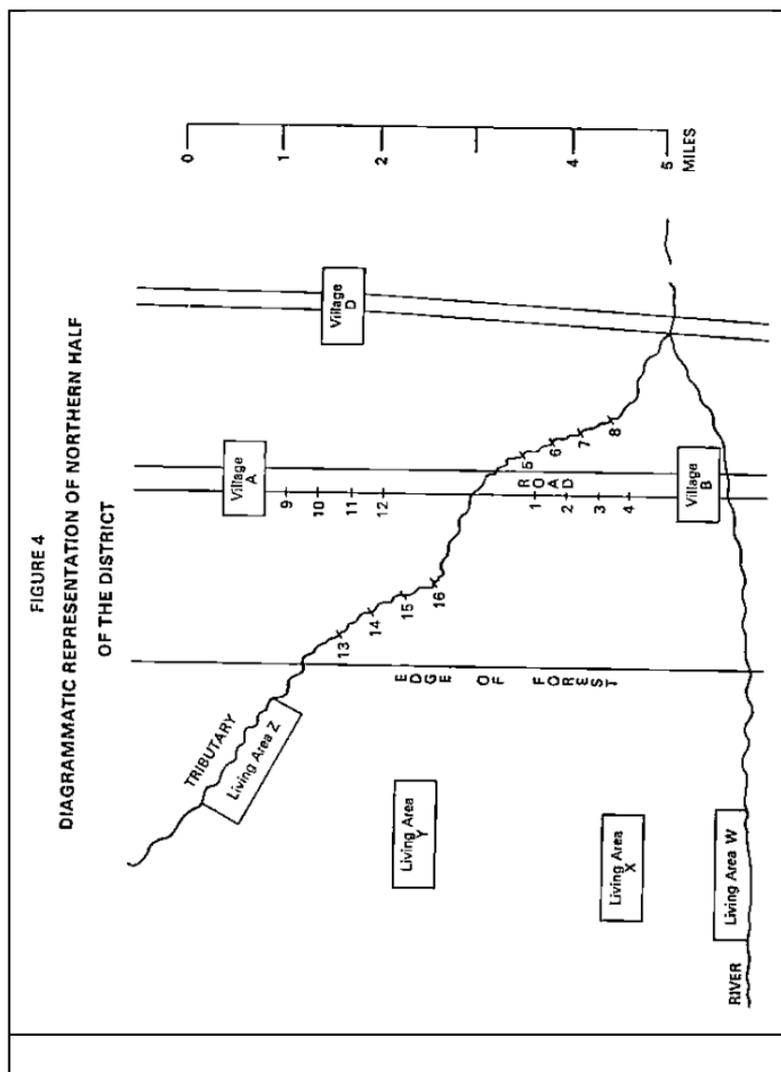
Le commandant de l'entreprise a constaté que l'un des domaines de recherche les plus profitables se trouvait dans le secteur informel de l'agriculture. Le commandant de la compagnie a constaté que l'un des domaines de recherche les plus profitables résidait dans les entretiens informels qu'il avait avec les insurgés capturés. Il s'est arrangé pour que deux de ces personnes soient rattachées à la compagnie, toutes deux ayant été membres de groupes d'insurgés opérant dans le district, mais ayant par la suite prouvé leur volonté de coopérer avec le gouvernement. Chaque fois qu'il se déplaçait en voiture dans la région, il emmenait l'un d'entre eux avec lui pour lui indiquer les endroits intéressants et lui parler de la vie dans les gangs. Les deux hommes avaient été capturés quelque temps auparavant et ils ne disposaient d'aucune information à jour sur les lieux ou les mentions de l'ennemi, mais ils ont révélé beaucoup de choses sur leur mode de vie. Par exemple, ils connaissaient parfaitement la routine suivie par les groupes communistes et ils pouvaient dire si les mouvements dans une zone donnée avaient plus de chances de se produire de nuit ou de jour, ce qui dépendait en grande partie de l'épaisseur de la couverture à l'endroit concerné. L'un d'eux a expliqué qu'à son époque, lorsqu'un membre du comité de branche voulait contacter des partisans dans le village D, il restait avec son

escorte dans une cache près du village pendant une nuit ou deux, mais que s'il voulait contacter des amis dans le village B, il le faisait directement depuis le camp forestier. Ils indiquaient également au commandant de la compagnie les endroits que les groupes ennemis utilisaient habituellement pour traverser la route principale ou la rivière, ainsi que les pistes et les sentiers particulièrement privilégiés par un chef et par un autre.

Au bout d'un certain temps, le commandant de la compagnie se rendit compte qu'il progressait davantage dans le nord que dans le sud et décida de concentrer ses efforts sur la branche qui opérait dans cette région. A plusieurs reprises, des insurgés ont été vus en train de parler à des villageois pendant la matinée, juste à l'extérieur de la forêt, dans la région du village B, ce qui signifie probablement qu'ils étaient occupés à renforcer leur soutien dans cette région. Le commandant de la compagnie avait déjà calculé que la branche nord vivait habituellement dans l'une des quatre zones forestières représentées sur la figure 4 par les zones d'habitation W X Y et z. Les observations rendaient presque certain qu'ils se trouvaient dans x ou Y. Il avait également calculé que ces insurgés feraient une sortie pour obtenir de la nourriture dans le village A ou le village D au cours du mois à venir. Si la sortie devait se faire vers le village A, elle aurait probablement lieu entre le 6 et le 12, car à ce moment-là, il y aurait une lune en début de nuit, ce qui leur permettrait de se déplacer dans la forêt à sa lumière, mais leur donnerait de l'obscurité à l'approche du village. Si la sortie devait se faire vers le village D, elle aurait probablement lieu deux semaines plus tard car l'approche initiale se ferait une nuit et le ramassage et le Tetum la nuit suivante. Dans ce cas, un départ tôt dans la nuit serait nécessaire.

L'inspecteur en chef de la police et le greffier du conseil ont tous deux fait pression sur le commandant de la compagnie pour qu'il suive les rapports d'observation avec une équipe de combat de traqueurs et pour qu'il envoie des patrouilles dans

les deux zones de forêt dans lesquelles ils pensaient que la branche pouvait vivre, mais il a résisté fermement. Il savait que les rapports d'observation étaient tous beaucoup trop anciens pour donner à une telle équipe une chance raisonnable de succès et que s'il réagissait aux rapports, il ne ferait qu'alerter l'ennemi sur le fait que des informateurs opéraient contre eux dans la région. Il a également refusé d'envoyer des patrouilles dans les zones d'habitation X et Y car, bien qu'elles représentent des ru-eas cibles beaucoup plus petites que la forêt dans son ensemble, elles sont encore beaucoup trop grandes pour garantir une rencontre satisfaisante. Les patrouilles opérant dans ces zones pouvaient éventuellement tomber sur un camp ennemi, mais si c'était le cas, les chances de fuite des insurgés seraient très élevées. Le résultat le plus probable serait que l'ennemi s'installe dans l'une des autres zones d'habitation, où il serait plus difficile pour les soldats de le retrouver. Quoi qu'il en soit, après avoir poussé ses calculs aussi loin, le commandant de la compagnie n'allait pas déclencher le piège avant d'être sûr d'un résultat raisonnablement substantiel.



L'étape suivante a donc consisté à reporter sur la carte tous les endroits probables où les insurgés traverseraient la route et tous les endroits probables où ils traverseraient l'affluent s'ils se déplaçaient de la zone d'habitation X au village A. Ses calculs, qui reposaient en grande partie sur les

informations fournies par les insurgés qu'il avait capturés, ont indiqué qu'il y avait huit points d'embuscade possibles, indiqués sur la figure 4 par les chiffres 1 à 8. Il a ensuite répété le processus sur la base d'un trajet allant de la zone d'habitation Y au village A et a obtenu huit autres points d'embuscade possibles, indiqués sur la figure 4 par les chiffres 9 à 16. Ainsi, pour être sûr d'établir un contact lors de la sortie des insurgés, il devait disposer de seize embuscades pour les six nuits où la lune était bonne. C'est à peu près le double de ce qu'il peut fournir avec les ressources maximales de sa compagnie. Bien qu'il ait réduit les possibilités de contact à la fois en termes d'espace et de temps, il ne l'a pas fait suffisamment pour garantir le succès. Pendant un moment, il a joué avec l'idée de sélectionner les huit points les plus probables parmi les seize, mais il s'est dit qu'il devait y avoir un meilleur système que celui-là. Il se demanda ensuite s'il pouvait s'assurer d'un contact en plaçant ses embuscades en cercle serré autour du village, mais il abandonna l'idée parce qu'il était certain que l'une d'entre elles serait découverte par un villageois et que la nouvelle serait transmise aux insurgés qui prendraient rapidement peur et annuleraient tout le projet. Il décida donc d'utiliser la période précédant le 6 du mois suivant pour découvrir si les insurgés se trouvaient en fait dans la zone d'habitation X ou dans la zone d'habitation Y. En cas de succès, il pourrait alors couvrir toutes les éventualités avec huit embuscades.

Le commandant de la compagnie s'est attelé à cette tâche en envoyant un certain nombre de patrouilles de reconnaissance dans la forêt dès qu'il a appris qu'il y avait eu une autre observation près du village B. Les commandants de patrouille ont reçu l'ordre de se tenir loin de la lisière de la forêt afin que les villageois ne les associent pas à l'observation ; ils ont également reçu l'ordre de se tenir à l'écart des zones d'habitation X et Y afin de ne pas déranger les insurgés qui s'y trouvaient. Ils ont été chargés de fouiller la forêt entre ces deux zones d'habitation et le village B pour voir s'ils pouvaient

trouver des traces ou des indications de mouvement. Au bout de quelques jours, ils ont trouvé des indices qui montraient clairement que l'ennemi se trouvait dans la zone d'habitation Y. Le commandant de la compagnie disposait désormais de suffisamment d'informations de base, qu'il avait développées par ses propres moyens, pour pouvoir mettre ses hommes en contact avec l'ennemi dans des circonstances favorables.

Malheureusement, les huit embuscades n'ont rien donné, bien qu'ils soient restés sur leurs positions entre le 6 et le 12 du mois. Le commandant de la compagnie est déçu, mais il réorganise toute l'opération sur la base d'un déplacement entre la zone d'habitation Y et le village D deux semaines plus tard. Cette fois-ci, il a réussi et cinq insurgés sont tombés dans l'une des embuscades, dont trois ont été tués. Ce fut un grand triomphe car, entre autres, la présence même de l'ennemi à cet endroit et à ce moment-là montrait clairement que les calculs du commandant de la compagnie avaient été basés sur des hypothèses correctes. En outre, à condition que les deux survivants rejoignent rapidement les autres membres de la branche dans la forêt, il n'y avait aucune raison pour qu'ils se déplacent vers une autre zone, car ils n'avaient aucune raison de penser que les forces gouvernementales sauraient où ils se trouvaient. Pour les insurgés, un contact aussi éloigné du village et de la zone d'habitation n'est rien d'autre que de la malchance.

L'un des hommes morts a été identifié comme le commandant en second de la Branche : les deux autres étaient des escortes de base. Malheureusement, il n'y avait pas de prisonniers vivants à interroger et aucun document utile n'a été trouvé sur les corps. Il semblait que le commandant de la compagnie allait devoir recommencer à zéro et essayer de déterminer la date de la prochaine sortie pour la nourriture, et c'est ce qu'il a fait. Mais l'embuscade a donné lieu à un indice intéressant. Parmi plusieurs sacs de nourriture prélevés sur les corps sur les lieux de l'embuscade, il y en avait un qui contenait

un fruit rarement cultivé dans la région. Le commandant de la compagnie et l'inspecteur de la section des renseignements en ont discuté et sont arrivés à la conclusion que si une ferme cultivant ce type de fruits pouvait être trouvée près du village D, il y aurait une chance d'obtenir des informations utiles de la part du propriétaire. Le commandant de la compagnie s'est donc rendu au village D et a dit au commandant de la garde locale qu'il avait des raisons de penser que des insurgés se cachaient près du village. Il a suggéré que les gardes locaux et l'armée effectuent un balayage conjoint de la zone et se lancent à leur recherche. En fait, les gardes nationaux de cet endroit étaient fortement infiltrés par les communistes, mais sachant qu'aucun de leurs amis de la forêt ne se trouvait dans la région, ils ont accepté de participer et le ratissage a été effectué avec beaucoup d'enthousiasme par tous les participants. Naturellement, aucun insurgé n'a été trouvé, mais les soldats qui avaient été soigneusement informés à l'avance ont découvert deux fermes sur lesquelles les fruits en question étaient cultivés. Le lendemain soir, l'inspecteur de la section des renseignements a eu de longs entretiens privés avec les propriétaires, ce qui lui a permis de découvrir que l'un d'entre eux avait un beau-frère qui était avec les insurgés et qu'il lui fournissait les fruits pour cette raison. Il a également découvert que le beau-frère était responsable de l'organisation de l'approvisionnement en nourriture de la branche et qu'il séjournait à la ferme chaque fois qu'il venait pour organiser les sorties. L'inspecteur a travaillé sur le fermier et sa femme pendant un certain temps et les a finalement persuadés de trahir l'homme en échange de la promesse qu'il serait traité avec indulgence et qu'ils seraient tous récompensés. Il leur a également fait comprendre que les forces du gouvernement n'étaient pas sur la piste des insurgés dans la région et que les seuls qui avaient des chances de survivre étaient ceux qui étaient capturés avant d'être tués.

Quelques jours plus tard, l'inspecteur a appris que son beau-frère devait se rendre au village D le soir suivant. Lorsque l'insurgé est arrivé, il a été accueilli par le commandant de la compagnie et l'inspecteur qui ont immédiatement commencé à essayer de le persuader de conduire quelques soldats jusqu'au camp forestier où vivaient ses amis. L'homme devait revenir dans deux jours et s'il n'arrivait pas à temps, les insurgés s'installeraient immédiatement dans un autre camp, pensant qu'il aurait pu être capturé et forcé à trahir leur position. Le fermier et sa femme se joignirent au commandant de la compagnie et à l'inspecteur pour tenter de persuader le prisonnier de coopérer. Ils y parvinrent finalement et, à l'aube, le prisonnier était à la tête d'une forte patrouille de l'armée dans la forêt. Cette fois, le commandant de la compagnie ne craignait pas de faire passer les insurgés d'une zone où il pouvait les suivre à une zone où il ne le pouvait pas. Les soldats agissaient sur la base d'informations de premier ordre et à jour, et il n'y avait aucun risque qu'ils tombent dans le camp ennemi avec tous les avantages du côté des insurgés. Ils avaient un guide qui savait exactement comment éviter la sentinelle et, avec un peu de chance, ils tueraient ou captureraient tout le groupe. Le commandant de la compagnie, aidé par l'inspecteur du renseignement, avait réussi à transformer les informations obtenues lors de l'embuscade, c'est-à-dire les fruits, en informations de contact, c'est-à-dire le prisonnier qui les conduirait au camp ennemi. Pour les besoins de l'illustration, le processus peut être considéré comme achevé et l'on peut supposer que la patrouille a réussi. Dans la pratique, il se peut qu'elle n'ait pas fonctionné, ou qu'elle n'ait eu qu'un succès partiel, auquel cas la procédure devrait être développée en passant par des étapes supplémentaires.

Opérations spéciales.

La partie suivante du scénario traite de l'utilisation de personnes spéciales et de techniques spécialisées pour transformer des informations de base en informations de contact. Elle est basée sur l'expérience de l'auteur au Kenya⁹.

Alors que l'entreprise était engagée dans le nord du district, la section des renseignements était occupée à développer sa couverture dans le sud. Après quelques difficultés initiales, l'inspecteur a réussi à obtenir un informateur dans le village C, qui a fourni les noms de plusieurs partisans communistes importants dans la région. Il s'agissait de la première information alimentaire provenant de la partie sud du district depuis un certain temps. Il a donc été décidé de ne prendre aucune mesure à l'encontre des personnes citées. En revanche, la section des renseignements a été invitée à observer les événements dans l'espoir d'obtenir d'autres pistes sur l'organisation communiste dans cette partie du district. A l'époque, il semblait plus important d'obtenir des informations sur les activités de l'ennemi que de les restreindre.

Au cours des derniers mois, dans tout le pays, les officiers militaires qui avaient été incorporés dans les services de renseignements avaient, entre autres, expérimenté l'utilisation d'insurgés capturés contre leurs camarades étrangers. Dans le cadre de ces expériences, l'officier du district couvert par ce scénario avait rassemblé une équipe de ces personnes qu'il gardait dans un poste situé à quelques kilomètres de la ville. La section des renseignements a décidé d'utiliser ces personnes contre la branche communiste opérant au sud de la rivière, afin d'exploiter les informations fournies par l'informateur. Dans un premier temps, un homme est choisi dans l'équipe et reçoit un récit détaillé. Dans les grandes lignes, l'histoire racontait qu'il avait été membre d'un peloton

⁹ K. E. KITSON, op. cit.

d'insurgés engagé dans une bataille contre les forces gouvernementales à quelques kilomètres de la forêt, dans un district situé à quelques kilomètres de là. Dans cette histoire, quatre membres du peloton s'étaient détachés du corps principal et s'étaient cachés dans la cour d'une ferme, tandis que les forces du gouvernement poursuivaient le reste du peloton. La zone semblait grouiller de troupes et les quatre se sont séparés. Peu après, cet homme s'est caché à l'arrière d'un camion et a quitté la région. Quelques heures plus tard, le camion s'est arrêté devant le village C pour une raison ou une autre et l'homme en est sorti et s'est caché sur le bord de la route. L'homme a été préparé avec le plus grand soin. On lui fit apprendre les détails personnels de chaque membre du peloton dont il était censé provenir, y compris les détails d'un individu originaire du village C et qui avait été tué quelques semaines plus tôt. Bien qu'il ne soit pas habituel pour des hommes d'être enrôlés dans des pelotons opérant en dehors de leur propre district, cela devait arriver de temps en temps lorsque de lourdes pertes étaient subies et il s'agissait d'un cas authentique qui aurait été bien connu des habitants du village C. En plus de l'histoire, l'homme a été équipé de tous les documents, vêtements et armes adéquats.

Un soir, cet homme a été déposé près du village C par l'officier de l'organisation de renseignement et on lui a dit de se rendre à la maison d'un des villageois désigné par l'informateur comme un communiste de premier plan. À son arrivée, il a raconté son histoire à ce villageois et lui a demandé de l'aide. Il a déclaré que l'insurgé du village C, qui avait fait partie de sa section jusqu'à sa mort, lui avait conseillé de contacter cet homme s'il avait besoin d'aide dans cette partie du pays. Il a dit que tout ce qu'il voulait, c'était d'être mis en contact avec l'organisation locale de la branche qui saurait comment le ramener à son peloton ou qui l'affecterait à une autre unité. Le villageois était inquiet, mais tout dans l'histoire était si juste qu'il a accueilli l'homme et l'a caché dans sa maison. Plus tard

dans la soirée, trois membres de la cellule de soutien du village C sont entrés et l'ont interrogé pendant un certain temps. Finalement, ils ont semblé satisfaits et lui ont dit d'aller se cacher dans un marécage à l'extérieur du village jusqu'à ce qu'ils puissent le mettre en contact avec quelqu'un de la forêt. Ils lui signalaient de revenir en frappant une couverture rouge sur le fil à linge qu'il pouvait voir du marais où il serait couché. Il quitta le village juste avant l'aube et se rendit au marais. Plus tard, il quitta sa cachette et rencontra l'officier de la section des renseignements à un rendez-vous fixé à l'avance. Au cours de la nuit, il a appris beaucoup de choses sur la cellule communiste et a pu décrire les trois membres qu'il avait rencontrés. Les informations de base fournies par l'informateur, combinées à celles qui avaient servi à la rédaction de l'histoire, avaient été enrichies par une opération spéciale, mais il fallait aller plus loin avant de pouvoir les utiliser pour mettre les forces du gouvernement en contact avec un groupe ennemi armé.

Après avoir entendu l'histoire de l'homme, l'officier a décidé de mettre en place deux autres membres de l'équipe et lui-même pour représenter les trois autres membres du peloton qui avaient été séparés au cours de la bataille. Ils rejoindront l'homme dans sa cachette dans le marais. Puis, lorsque les partisans du village l'ont fait venir, il a expliqué qu'il y avait en fait quatre membres du peloton qui s'étaient échappés et non un seul. Il a dit que l'un d'entre eux était un officier de haut rang de l'organisation, mais qu'il n'avait pas osé le mentionner lors de la première réunion parce qu'il ne pouvait pas être sûr que le villageois et ses amis n'avaient pas l'intention de les trahir. Il déclara qu'ils s'étaient allongés près de l'endroit recommandé, mais pas à cet endroit, et qu'ils avaient surveillé si des policiers ou des soldats avaient été informés de la présence de l'endroit. Comme aucun n'était apparu, ils ont conclu qu'ils pouvaient faire confiance à la cellule du village et leur dire toute la vérité sur le chef.

Lors de la deuxième réunion, qui a eu lieu trois nuits plus tard, l'homme a raconté son histoire. Cette fois-ci, deux autres membres de la cellule du village étaient présents, ainsi qu'un insurgé de la branche dans la forêt. Il ne faisait que visiter le village et se rendait en ville avant de retourner dans la forêt, mais il a déclaré qu'il reviendrait dans une semaine avec quatre autres personnes pour prendre des provisions. Il a dit que l'homme et ses trois compagnons pourraient les accompagner dans la forêt à ce moment-là si le chef de la branche était d'accord. Après la réunion, l'insurgé se rendit à la cachette du marais et rencontra les trois autres. Il les a tous interrogés avec soin et s'est montré satisfait. On peut dire que les informations de base initiales ont été transformées en informations de contact, car on savait désormais qu'un groupe d'insurgés allait se rendre à un certain endroit, à savoir la maison du villageois, à un certain moment, c'est-à-dire une semaine plus tard. Sur la base de ces informations, il aurait été relativement facile de détruire les insurgés.

Mais l'officier était à la recherche d'un plus gros gibier. S'il avait déclenché le piège à ce stade, il est probable que seul un membre de la branche et quelques membres de l'escorte auraient été éliminés. Il décida donc d'aller plus loin et de se faire emmener, avec ses trois hommes, au quartier général de la branche dans la forêt. Une fois sur place, il en apprendrait le plus possible sur le comité communiste du district et sur le peloton d'insurgés. Il choisira alors un moment propice pour se retourner contre ses hôtes et en tuer le plus possible. Il s'assure que les chefs ne s'échappent pas. Lui et ses hommes prennent le risque de s'échapper dans la confusion. Dans ce cas, ils auront non seulement développé des informations de base sur les contacts, mais en agissant eux-mêmes au moment le plus favorable, ils réduiront au minimum les chances de fuite de l'ennemi. Ils auraient également la possibilité d'obtenir davantage d'informations sur d'autres groupes ennemis, à savoir le comité de district et le peloton d'insurgés, qui

pourraient ensuite être transformées en informations de contact.

Il n'y a pas lieu d'approfondir cette partie du scénario, car le principe de la transformation d'informations de base en informations de contact à l'aide de personnes et de techniques spécialisées a été suffisamment démontré. Il suffit de dire qu'il existe d'innombrables façons d'appliquer ce principe dans diverses circonstances et qu'il appartient aux personnes concernées d'inventer ou d'adapter les méthodes permettant d'atteindre leurs objectifs en fonction de la situation.

FIN DU SCÉNARIO.

Bien que l'idée de développer des informations ait été illustrée en relation avec des événements survenant dans une zone rurale et forestière, elle peut également s'appliquer à d'autres environnements ou à un niveau d'insurrection plus ou moins élevé. En outre, la manière dont les informations sont développées ne doit pas nécessairement être basée sur le système d'approvisionnement de l'ennemi tel qu'il est décrit dans le scénario. L'intrusion initiale peut tout aussi bien résulter des contacts qu'un groupe ennemi établit avec ses partisans afin de diffuser de la propagande, d'un contact personnel entre un insurgé et sa famille ou d'une douzaine d'autres façons. La situation décrite dans le scénario est, bien entendu, grandement simplifiée par rapport à tout ce qui pourrait se produire dans la vie réelle. D'une part, dans le cas de la déduction, chaque fois qu'un facteur est abordé, il y en a probablement six ou plus, et chaque fois que deux ou trois étapes sont décrites, il peut y en avoir plusieurs fois plus. Plus important encore, le scénario n'entre pas dans le détail de l'origine des troupes. Si elles appartiennent à un allié ou à une puissance coloniale, toute une série de complications surviendraient, allant des difficultés linguistiques à la réticence de la population à coopérer avec des étrangers contre son

propre peuple. Tous ces problèmes, et bien d'autres encore, sont parfaitement réels, mais le scénario est conçu simplement pour illustrer l'idée de développement de l'information et il a donc été dépouillé de tout ce qui n'est pas pertinent à cette fin. Il ne peut en aucun cas servir de guide tactique dans une situation réelle, et la situation décrite ne peut en aucun cas être considérée comme typique.

La gestion du sabotage et du terrorisme en zone urbaine mérite une mention spéciale, car il peut sembler impossible de traquer et de détruire de très petits groupes de terroristes cachés dans de vastes terriers de lapins urbains au moyen du système illustré dans le scénario. Mais les terroristes urbains, comme les autres insurgés, souffrent d'une faiblesse importante : leurs actions doivent être liées à un objectif, ce qui implique de gagner le soutien de la population, tout en l'amenant à agir conformément à un programme conçu pour atteindre les objectifs de ceux qui mènent la subversion. Il doit donc y avoir un point de contact entre la population et l'aile politique ou dirigeante de l'organisation subversive, d'une part, et entre l'aile dirigeante et les terroristes et saboteurs proprement dits, d'autre part. En utilisant une version adaptée de la procédure décrite dans le scénario, il est possible pour les forces gouvernementales d'obtenir des informations sur l'organisation subversive de contrôle, puis sur les groupes terroristes eux-mêmes.

Afin de voir comment la procédure peut fonctionner dans la pratique, il est nécessaire d'examiner brièvement le type d'organisation ennemie susceptible d'exister dans une grande ville, comme le montre le diagramme de la figure 5. L'organisation décrite ici est raisonnablement sophistiquée et suppose qu'un parti ou un mouvement politique déclaré, tel qu'une association de défense des droits civiques, a été partiellement pénétré par un groupe subversif qui, à son tour, contrôle des sections terroristes et de sabotage, soit au niveau de la ville, comme ce fut le cas à Nicosie pendant la campagne

de l'EOKA, soit à un niveau inférieur, comme à Nairobi pendant l'état d'urgence des Mau Mau. Il existe d'innombrables façons de modifier ce schéma, mais dans le cas présent, on suppose que seuls quelques membres des comités manifestes sont également membres de l'organisation subversive - certains d'entre eux peuvent même ignorer son existence. Les organisations subversives tentent généralement de faire entrer leurs membres aux postes les plus influents des comités officiels, mais elles n'y parviennent pas toujours.

Pour recueillir des informations de base, les forces gouvernementales doivent d'abord protéger la partie non engagée de la population, puis commencer à l'organiser. Il est évident que les méthodes décrites dans le scénario comme pouvant être utilisées dans un village situé dans une région rurale éloignée ne seraient pas applicables dans une ville, mais une certaine protection pourrait être obtenue en installant de petits postes militaires ou de police pour couvrir chaque rue ou groupe de rues, de préférence dans des positions qui permettent une bonne observation et un bon champ de tir. Suivant la procédure utilisée par l'armée française à Alger, le policier ou le soldat responsable de chacun de ces points d'appui pourrait alors nommer un habitant local responsable de chaque rue, qui serait chargé de nommer un individu responsable de chaque bloc et ainsi de suite jusqu'à un individu responsable de chaque famille. La raison avouée de cette démarche serait de faciliter les demandes d'aide de la population elle-même en cas d'activité terroriste, d'intimidation ou de toute autre chose qu'elle invoquera pour justifier son incapacité à aider les forces du gouvernement. Les hommes qui occupent ces postes seront probablement proposés par le comité de rue du parti ou du mouvement, et ils peuvent faire de leur mieux pour induire en erreur les forces du gouvernement, mais si le soldat ou le policier responsable travaille selon les lignes décrites dans le scénario, un certain nombre d'informations de base seront recueillies. En

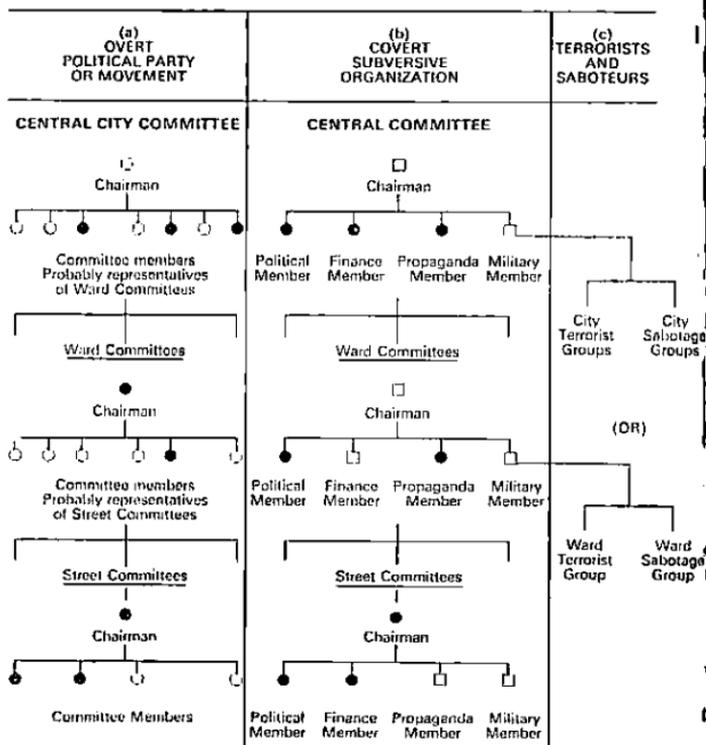
particulier, il ne devrait pas être difficile de découvrir qui sont les membres des comités manifestes, d'autant plus qu'ils seront obligés de traiter directement avec les autorités en ce qui concerne toute action non violente qu'ils pourraient vouloir lancer dans le cadre de la campagne générale.

En entrant en discussion avec les membres des comités manifestes lorsque des incidents fournissent une raison plausible de le faire, et en amenant les personnes responsables des rues, des pâtés de maisons et des familles à participer à ces discussions si nécessaire, il devrait être possible de dresser un tableau des relations qui existent entre les personnes importantes de la région. A partir de là, il n'y a qu'un pas à franchir pour déterminer quels membres des comités officiels sont également membres de l'organisation subversive. Une fois soupçonnés, ces hommes peuvent être surveillés de telle sorte que certains de ceux qui sont membres de l'organisation subversive mais qui ne sont pas membres de l'organisation ouverte seront découverts. En ce qui concerne les membres des comités de haut niveau, il s'agit d'un travail pour l'organisation de renseignement, mais au niveau du terrain, ce sont des soldats ou des policiers ordinaires qui devront s'acquitter de cette tâche. Il existe de nombreux autres moyens d'obtenir des informations de base et la plupart des soldats et des policiers sont tout à fait capables de les obtenir d'une manière amicale et civilisée, à condition qu'on leur dise ce qui est nécessaire.

Lorsque les informations de base sont suffisantes, les policiers ou les soldats peuvent agir en fonction de celles-ci de manière à obtenir davantage d'informations, en utilisant les techniques les plus adaptées aux opérations en zone urbaine, telles que le contrôle des véhicules et des individus dans les barrages routiers ou la fouille des bâtiments. Ces techniques peuvent bien sûr être utilisées au hasard dans un environnement urbain, de la même manière que les patrouilles et les embuscades peuvent être utilisées au coup par coup à la campagne, mais si des informations de base sont disponibles,

elles peuvent être utilisées dans le cadre d'une réaction en chaîne destinée à les transformer en informations de contact. Ce développement peut être effectué soit par le commandant tactique local en utilisant un système de déduction et d'observation, soit par des unités spéciales. Les opérations spéciales sont particulièrement efficaces dans les zones urbaines, à condition qu'un système satisfaisant de coordination avec les activités des forces gouvernementales normales puisse être mis au point. C'est toujours un problème, mais plus particulièrement dans les zones urbaines où les troupes sont inévitablement plus dispersées sur le terrain et résidentes de façon plus permanente que dans les zones rurales.

FIGURE 5
 DIAGRAMMATICAL REPRESENTATION OF A
 SUBVERSIVE ORGANIZATION IN AN URBAN SETTING



Notes

1. White circle indicates member of overt committee who is NOT a member of the subversive organization.
2. Black circle indicates member of subversive committee who is also a member of an overt committee. Each black dot in column (a) represents the same person as one of the

black dots in column (b).

3. White squares represent members of subversive org who are NOT on overt committee.

4. There is no relationship between appointments held and the question of whether a man is a member of an overt committee as well as a covert one.

Si l'on accepte le concept de développement de l'information, deux problèmes pratiques se posent lorsqu'il s'agit de préparer l'armée à cette tâche. Le premier de ces problèmes concerne la continuité, car le cœur de l'activité réside sans aucun doute dans le processus de déduction qui, par nature, prend du temps et qui ne peut être réalisé que par le commandant tactique. Si les commandants tactiques changent trop fréquemment, aucun développement à long terme des informations ne sera tenté et les officiers chercheront toujours à obtenir des résultats rapides en termes de nombre d'insurgés tués par opposition aux organisations ennemies déracinées et détruites. En outre, le commandant tactique sera toujours désavantagé par rapport à son adversaire qui peut avoir opéré dans le district pendant des mois, voire des années, avant son arrivée. Inévitablement, les commandants tactiques changent chaque fois que des unités sont déplacées dans ou hors d'une zone, et le problème est donc de trouver un moyen de les laisser dans une zone suffisamment longtemps. Mais cela n'est pas facile à réaliser car il y a rarement assez de troupes pour couvrir l'ensemble du pays avec des effectifs suffisants, de sorte qu'un certain redéploiement est généralement inévitable dans le cadre du plan de campagne global. En outre, des ruptures de continuité se produisent chaque fois qu'une unité arrive sur le théâtre d'opérations ou le quitte, et les périodes d'affectation sur les théâtres d'opérations anti-insurrectionnelles sont généralement limitées à un an et souvent à une période de quelques mois. Les méthodes de promotion de la continuité sont mentionnées dans le chapitre suivant et dans le chapitre 9, mais il est nécessaire d'en comprendre la nécessité à ce stade.

Le deuxième point découlant du développement du principe d'information concerne le mode de fonctionnement de l'Organisation de renseignement. Il a déjà été mentionné que les organisations de renseignement en temps de paix préfèrent utiliser quelques sources de haute qualité plutôt qu'un grand nombre de sources de moindre qualité. Mais il ressort

clairement du scénario que le système de développement des informations de base ne fonctionne que s'il y en a beaucoup à développer. Il n'est pas important que ces informations soient extrêmement fiables, car tout ce dont on a besoin, c'est d'une base sur laquelle s'appuyer. L'armée a donc besoin d'une organisation de renseignement conçue pour travailler d'une manière différente de celle de l'organisation du temps de paix. Il appartient à l'armée d'insister sur ce point dès le début de la campagne et de veiller à obtenir le type d'informations dont elle a besoin.

En conclusion, il convient de souligner à nouveau que les méthodes permettant aux commandants de transformer les informations de base en informations de contact dans les guerres de contre-insurrection varient tellement d'un endroit à l'autre qu'elles ne peuvent pas être enseignées de la même manière que les tactiques de la guerre conventionnelle. Les commandants peuvent toutefois développer un état d'esprit qui leur sera utile en tout lieu. Il s'agit d'une sorte de jeu basé sur une activité mentale intense alliée à une détermination à découvrir des choses et à une capacité à considérer chaque chose selon ses mérites, sans tenir compte des coutumes, de la doctrine ou de l'exercice. Rien dans ce livre ne peut être comparé en importance à la compréhension de ce fait. Un officier qui comprend le système est plus utile à son gouvernement et à ses hommes que celui qui a passé des années à apprendre comment utiliser les derniers appareils produits par la technologie du modem.

Chapitre7

INSURGENCE Partie II.

Direction, unités et équipement

Le dernier chapitre a été consacré à l'explication d'une méthode de lutte contre les insurgés basée sur la collecte et le développement de l'information et applicable à toute situation. L'objectif de ce chapitre est d'abord de montrer comment une campagne doit se dérouler pour que les circonstances les plus favorables à l'utilisation de cette méthode d'approche soient réunies, puis d'examiner le type d'unités et les types d'équipements les plus nécessaires pour en tirer parti. La première partie concerne les mesures que l'armée doit prendre pour se préparer, car elle régit l'éducation que les officiers doivent recevoir, en particulier au niveau supérieur. La deuxième partie est pertinente parce qu'elle montre quel type d'unité et quel type d'équipement est nécessaire à l'armée pour combattre les insurgés.

Direction de la campagne

Grivas fait remarquer¹⁰ que, sur tout type de terrain, il existe un nombre optimal de troupes qui peuvent être utilement employées et que, si l'on augmente ce nombre, on aide davantage les insurgés que le gouvernement. Il invoque les avantages que les insurgés tirent de la prolifération des cibles, lorsqu'elles sont trop nombreuses. Il aurait également pu mentionner la mesure dans laquelle cela augmente le coût de la campagne, car il s'agit sans aucun doute d'un facteur important dans la victoire apparente de l'EOKA à Chypre. Un autre inconvénient important d'un trop grand nombre

¹⁰ GEORGE GRIVAS, *Guerilla Warfare* p.46.

d'hommes est qu'il incite les commandants à les utiliser dans de vastes opérations de type "hit or miss" qui, bien qu'elles puissent temporairement perturber l'organisation de l'ennemi et même causer des pertes, ne parviennent pas à s'attaquer aux racines de son organisation. Pire encore, elles rompent la continuité dans la collecte et le développement des informations que les troupes ou la police normalement présentes sur place ont pu établir.

Il ne fait aucun doute que Grivas a eu raison de souligner les dangers inhérents au déploiement de troupes trop nombreuses, et il est presque certain que les Américains ont souffert au Viêt-nam d'une utilisation non économique de la force, de la même manière que les Britanniques ont souffert à Chypre. Il ne fait aucun doute que l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les chefs de gouvernement dans le cadre d'une campagne anti-insurrectionnelle consiste à déterminer comment utiliser les hommes et le matériel de la manière la plus économique et la plus efficace possible, et cela dépend en grande partie de l'habileté avec laquelle ils y parviennent. Très souvent, le problème de l'excès de ressources ne se pose pas et la conduite de la campagne consiste essentiellement à utiliser les forces disponibles de la manière la plus économique possible. Mais même si les ressources disponibles sont illimitées, leur utilisation économique n'en est pas moins essentielle, à la fois parce que les insurgés comptent beaucoup sur le fait que les coûts cumulés de la guerre jouent en leur faveur et à cause des effets négatifs d'une utilisation non économique de la force, qui ont déjà été mentionnés.

La situation idéale est sans aucun doute celle où il est économiquement possible d'allouer à chaque zone juste assez de troupes pour permettre au comité ou au commandant de stabiliser la situation et de mener les opérations offensives nécessaires sans faire appel à des renforts et sans avoir à envoyer des forces dans une zone voisine. Une méthode plus économique de déploiement des troupes, qui permet

également de développer le processus d'information, consiste à prendre des risques dans une zone pendant qu'une autre est pacifiée, puis à déplacer les troupes de la zone pacifiée vers l'autre zone dès que l'on est certain que la première zone ne reviendra pas aux insurgés. La clé de cette entreprise réside dans la capacité de la police et des forces locales à maintenir la zone pacifiée pour le gouvernement lorsque les soldats se déplacent ailleurs. Si une zone pacifiée est autorisée à retomber complètement sous le contrôle des insurgés, il sera plus difficile de la reconquérir, parce que beaucoup de ceux qui sont favorables au gouvernement auront montré leur main pendant la période d'ascension du gouvernement et auront été tués lorsque les insurgés ont repris le contrôle. Mais cela ne se produit que si la région recule complètement. Très souvent, comme dans le scénario, les insurgés progressent lorsque les soldats partent, mais peuvent encore être maîtrisés lorsqu'ils reviennent.

Il convient de noter que, qu'il soit nécessaire ou non d'abandonner des zones en application de ce plan, le système est essentiellement différent de celui utilisé par les Français en Algérie, connu sous le nom de "quadrillage"¹¹ et de celui utilisé par les Britanniques en Malaisie, où de petites unités menaient des "opérations cadres" jusqu'à ce qu'elles puissent être renforcées par des unités plus importantes envoyées pour mener à bien une "opération fédérale prioritaire"¹². Ces deux systèmes étaient basés sur l'idée de maintenir quelques troupes dans une zone en permanence afin d'assurer une certaine continuité et une certaine protection de la population locale. Ces deux systèmes reposaient sur l'idée de maintenir en permanence quelques troupes dans une zone afin d'assurer une certaine continuité et de protéger les habitants, mais dans les deux cas, un renforcement à grande échelle était nécessaire

¹¹ EDCAR O'BALLANCE, *The Algerian Insurrection*, p.64.

¹² RICHARD CLUTTERBUCK, op. cit., p.112.

avant de pouvoir mener des opérations offensives. Les systèmes de ce type représentent sans aucun doute une amélioration par rapport à l'idée dépassée d'une expédition destructrice ou punitive dans un territoire tenu par des rebelles, car la partie cadre de la procédure reconnaît la nécessité d'une action militaire civile conjointe pour organiser la population et établir des informations de base. La faiblesse réside dans la deuxième partie du concept, c'est-à-dire dans l'idée de renforcer la force cadre par des unités plus importantes pour mener des opérations offensives, car les commandants des unités de renfort sont plus gradés que ceux des unités cadre et, par conséquent, la continuité du commandement opérationnel est rompue. La caractéristique importante de l'idée défendue dans ce chapitre est que les mêmes forces mènent à la fois les opérations cadres et les opérations offensives sans devoir être renforcées, parce que le développement du processus d'information permet de mener les opérations avec beaucoup moins d'hommes qu'il n'en faudrait si l'on adoptait l'approche aléatoire. On peut évidemment faire valoir que si des troupes sont prélevées dans une zone et envoyées dans une autre, la continuité du commandement opérationnel est rompue tout aussi efficacement que dans l'autre système, mais cela ne se produit que lorsque la zone d'où elles sont prélevées est en état d'être contrôlée par la police et l'administration ; cela ne se produit pas automatiquement immédiatement avant une poussée opérationnelle majeure, comme c'est le cas lorsque des renforts arrivent pour mener des opérations offensives. En outre, si le nombre optimal de troupes est disponible dans l'ensemble du pays, ce phénomène ne se produira pas du tout, et même ce nombre optimal est inférieur au nombre requis pour faire fonctionner le système d'encadrement et de renforcement.

Si les forces des deux camps sont équilibrées, soit en raison d'erreurs commises par le gouvernement au début de la campagne, soit parce que les insurgés bénéficient d'un soutien

important, la lutte devient une question de vie ou de mort. Le gouvernement est alors bien en peine de savoir quelles sont les zones qu'il doit conserver et celles qu'il doit abandonner pour l'instant. L'ennemi fera tout ce qui est en son pouvoir pour éloigner les troupes des régions qui lui semblent importantes, par exemple en attisant les troubles urbains dans l'espoir que les troupes seront retirées des régions rurales, qui pourront alors être englouties. Cela oblige le gouvernement à décider s'il doit réprimer les troubles urbains de manière violente mais économique, prenant ainsi le risque de s'aliéner l'opinion mondiale, ou s'il doit retirer suffisamment de soldats d'autres régions pour reprendre le contrôle par des méthodes plus douces, perdant ainsi du terrain dans les régions d'où les troupes sont retirées.

Pour mener à bien la campagne, il faut équilibrer tous ces risques et évaluer correctement le moment de déplacer les troupes d'une zone à l'autre. Il s'agit également de savoir comment utiliser des types de soutien aussi différents que ceux fournis par l'artillerie et l'aviation afin de combler les lacunes du plan de déploiement. Par exemple, au cours du second semestre 1954 au Kenya, le général Erskine a décidé d'utiliser la plupart de ses soldats pour aider à la formation et à l'entraînement de la Home Guard dans les zones rurales¹³, la situation étant analogue à celle décrite dans les premières étapes du scénario. Il ne voulait laisser aucune région sans surveillance, ce qui signifiait qu'aucun district ne pouvait trouver suffisamment d'hommes pour accomplir la tâche essentielle de protection et d'organisation de la Home Guard, et en même temps trouver des forces pour les opérations offensives contre les groupes armés ennemis dans la forêt. Le général Erskine a donc mis ses bombardiers à la disposition des comités d'urgence de district afin qu'ils puissent harceler les gangs forestiers avec eux jusqu'à ce qu'ils soient prêts à

¹³ ARTHUR CAMPBELL, *Op. cit.*, p.219.

reprandre les opérations offensives. Dans certaines conditions, les forces spéciales sont plus efficaces ou plus économiques que les troupes régulières, auquel cas le plan d'ensemble doit être orienté vers leur utilisation, soit en complément, soit à la place des troupes régulières. Comme dans toutes les formes de guerre, il est important de savoir comment utiliser au mieux les ressources disponibles et, dans la lutte contre les insurgés, la clé de cette connaissance réside dans une compréhension directe de l'importance de l'accumulation et du développement de l'information. La direction efficace d'une campagne d'un point de vue tactique dépendra probablement de la priorité accordée à cette activité.

Unités et équipements.

En ce qui concerne l'armée, la lutte contre les insurgés relève essentiellement de l'infanterie, bien que le soutien du génie et des véhicules blindés soit presque toujours nécessaire. Dans certaines circonstances, il peut être nécessaire de disposer dès le départ d'une gamme complète d'armes de soutien, y compris l'artillerie et les avions de combat d'attaque au sol, comme ce fut le cas lors des opérations de Radfan en 1964. Elle est également susceptible d'être nécessaire lorsqu'une campagne de contre-insurrection se détériore au point que les insurgés prennent ouvertement le contrôle du terrain. En fait, les problèmes liés à l'organisation, à l'entraînement et à l'équipement de l'armée pour combattre les insurgés s'atténuent à mesure que la campagne se rapproche de la guerre régulière, car l'armée est préparée à cette éventualité dans le cours normal des événements. En examinant la question du type d'unités et du type d'équipement que l'armée devrait être prête à mettre sur le terrain contre les insurgés, il est donc conseillé de rattacher le problème à une situation aussi éloignée que possible de la guerre conventionnelle.

Un bataillon d'infanterie n'a pas besoin d'être réorganisé ou rééquipé dans une large mesure pour être en mesure de combattre les insurgés. Il peut généralement se passer de ses armes antichars et peut avoir besoin d'une gamme différente de véhicules et d'équipements sans fil, mais ce ne sont là que des questions de détail. Les traqueurs sont presque toujours d'une grande valeur et il n'y a aucune raison de penser qu'ils ne peuvent être utilisés que si la campagne se déroule dans un pays primitif où une partie de la population pratique la traque pour gagner sa vie. Les pisteurs d'un pays peuvent parfaitement opérer en dehors de leur environnement immédiat si les conditions sont similaires. En 1958, des pisteurs du Northern Frontier District du Kenya ont été utilisés dans le Sultanat de Mascate et à Oman, avec un tel succès qu'un contingent supplémentaire a été demandé et envoyé en 1960 pour faire face à une épidémie de mines qui s'est produite à cette époque. Dans la mesure du possible, les traqueurs devraient être attachés aux bataillons d'infanterie participant aux opérations de contre-insurrection dans les zones rurales, et les soldats devraient apprendre à travailler avec eux. Outre les pisteurs humains, il est probable que le bataillon d'infanterie ait besoin de chiens pisteurs, ainsi que de chiens de garde ou de patrouille dans les unités d'infanterie et autres.

En ce qui concerne la nécessité de préparer les unités d'autres armes à prendre part à des opérations de contre-insurrection, il suffit de dire que, bien qu'elles puissent être utilisées de temps à autre, il est peu probable qu'elles reçoivent des armes ou des équipements spéciaux en raison du coût que cela représente. C'est en tout cas le cas dans l'armée britannique et, jusqu'à présent, la plupart des armes conçues pour la guerre conventionnelle ont été parfaitement adaptées aux opérations anti-insurrectionnelles parce qu'elles devaient être raisonnablement mobiles pour répondre aux exigences de la réserve stratégique. Si une gamme particulière d'armes, comme le canon moyen, cessait d'être produite sous une forme

stratégiquement mobile, la question de l'achat d'un petit nombre d'armes spécialement conçues pour répondre aux exigences des opérations anti-insurrectionnelles devrait être envisagée, mais il est peu probable que des sommes importantes soient dépensées de cette manière, à moins qu'il n'y ait une forte probabilité que l'équipement en question soit recherché. A ce stade, il convient d'évoquer le problème de l'utilisation d'unités blindées ou d'artillerie dans un rôle à pied, pour pallier une pénurie de bataillons d'infanterie. Cela a été fait à plusieurs reprises dans le passé par l'armée britannique, par exemple à Chypre en 1964 et en Irlande du Nord en 1969, et les avantages et les inconvénients sont décrits en détail au chapitre 10. Il est toutefois nécessaire de souligner que, bien que des unités puissent être utilisées avec succès de cette manière pour le maintien de la paix ou pour gérer des réunions de protestation, des émeutes et d'autres formes de troubles non violents, elles ne peuvent être utilisées dans des opérations de contre-insurrection qu'après une longue période de reconversion et que, même dans ce cas, il est peu probable qu'elles soient très efficaces.

Un aspect des opérations de contre-insurrection qui nécessite une attention constante est celui qui concerne l'utilisation des aéronefs. L'avènement de l'hélicoptère dans les années 1960 a été considéré par beaucoup comme une avancée majeure dans ce domaine et les hélicoptères augmentent sans aucun doute la capacité d'une force à opérer de plusieurs façons. Mais il faut tenir compte de certains inconvénients importants liés à leur utilisation, qui s'appliquent également, dans une moindre mesure, à d'autres aéronefs. Le premier d'entre eux est que les hélicoptères sont relativement coûteux en termes d'argent et que l'introduction d'un grand nombre d'entre eux dans une campagne en augmente sensiblement le coût. Deuxièmement, bien qu'ils puissent permettre à un commandant d'utiliser ses troupes de combat de manière économique, ils nécessitent eux-mêmes un nombre

considérable d'hommes hautement spécialisés pour les entretenir et les piloter. Troisièmement, l'utilisation excessive d'hélicoptères par les troupes les amène à vivre dans un milieu totalement différent de celui de l'ennemi, ce qui nuit considérablement à leurs chances de l'attraper. C'est particulièrement vrai pour les commandants qui se déplacent d'un endroit à l'autre par voie aérienne sans se donner le temps de s'imprégner de l'atmosphère qui guide les actions de leurs adversaires. Enfin, si les hélicoptères armés tels que développés par les Américains au Viêt Nam peuvent être très efficaces contre des groupes d'insurgés opérant à l'écart des zones peuplées, il convient de les employer avec une extrême prudence dans un endroit où l'on risque de causer des dommages et des pertes à la population civile. Les accidents peuvent jouer un rôle non négligeable dans l'amertume de la population, surtout si l'on laisse s'installer l'impression que le gouvernement est prêt à les accepter pour causer des pertes à l'ennemi. Il est donc raisonnable de considérer avec une certaine réserve l'utilisation d'un système d'armes susceptible de causer des pertes dans une campagne qui repose en fin de compte sur la nécessité de regagner et de conserver l'allégeance de la population. Il est probablement vrai que l'utilisation d'hélicoptères lourdement armés dans une zone peuplée ne peut être justifiée que si la campagne s'est détériorée au point qu'il est pratiquement impossible de la distinguer d'une guerre conventionnelle, les tâches dans lesquelles ils peuvent légitimement être utilisés avant ce moment, à savoir les attaques loin des centres de population, peuvent souvent être effectuées par des avions conçus pour soutenir les forces terrestres dans une guerre conventionnelle, qu'il est peu probable que les Britanniques les produisent spécifiquement pour des opérations de contre-insurrection et que, s'ils ne sont pas utilisés avec beaucoup de soin et de retenue, ils risquent de faire autant de mal que de bien.

La seule façon d'évaluer l'utilisation correcte des hélicoptères, et d'autres aéronefs d'ailleurs, est de voir comment ils peuvent être utilisés pour promouvoir le plan de campagne global et les plans individuels de bas niveau conçus pour collecter et développer des informations. Par exemple, si le plan d'opérations dans un district implique l'établissement d'un camp de base dans une forêt ou une zone montagneuse, et si l'on n'a pas l'intention d'en faire un secret, on peut économiser un grand nombre d'heures de travail en transportant les soldats dans le camp par voie aérienne et en les ravitaillant par la suite depuis les airs. En effet, de nombreuses opérations efficaces dans le passé n'auraient jamais pu être entreprises autrement. Mais si le plan du district implique l'établissement d'un camp comme base pour des patrouilles et des embuscades dont le succès repose sur le fait de ne pas être détecté, alors le ravitaillement par les airs au moyen de parachutes aux couleurs éclatantes risquerait d'annuler toute l'opération, et de très nombreuses opérations ont été ruinées de cette manière. Bien entendu, la situation est rarement aussi claire. Diverses mesures peuvent être prises pour réduire le risque de perte de positions par l'action aérienne, et les risques restants doivent être mis en balance avec les avantages obtenus. Le point important dans la préparation d'une armée à la lutte contre les insurgés est qu'il ne suffit pas de fournir des avions et d'apprendre aux gens ce qu'ils sont capables de faire. Il est tout aussi important de leur apprendre à les utiliser pour atteindre leur objectif.

Il a été démontré que les unités spéciales ont un rôle à jouer dans une campagne anti-insurrectionnelle et il convient d'examiner les mesures à prendre pour s'assurer qu'elles sont utilisées au mieux. D'une certaine manière, la situation n'est pas sans rappeler celle de l'utilisation des avions, dans la mesure où les unités spéciales ne peuvent fonctionner efficacement que si elles sont intégrées dans les plans opérationnels par des personnes qui comprennent ce qu'elles

peuvent accomplir et qui comprennent également suffisamment bien la nature des opérations de contre-insurrection pour savoir quand elles peuvent être utilisées à bon escient et quand leur utilisation est susceptible de nuire à la conduite de la campagne dans son ensemble. La différence majeure entre l'utilisation d'unités spéciales, d'une part, et d'avions ou d'unités normales, d'autre part, est que, presque par définition, elles ne peuvent être levées que sur le théâtre d'opérations au cours de la campagne. Le plus que l'on puisse faire à l'avance est d'apprendre à tous les officiers comment les utiliser et d'entretenir des personnes particulières qui peuvent étudier le sujet en détail et qui peuvent se tenir prêtes à tout point de vue à se rendre sur place et à lever des forces de ce type aussi rapidement que possible.

La nécessité pour l'armée de disposer d'hommes formés pour agir en tant que conseillers en opérations psychologiques et d'unités prêtes à remplir les fonctions spécialisées nécessaires a déjà été évoquée, et l'on trouvera dans la troisième partie de ce livre d'autres références à la manière dont cette exigence pourrait être satisfaite. Il convient néanmoins de revenir sur le sujet à ce stade afin de souligner son importance pour la phase d'opérations de contre-insurrection. Il faut non seulement fournir des conseillers et des unités spécialisés, mais aussi enseigner les potentialités de cette forme de guerre à tous les officiers qui doivent comprendre comment les exploiter au maximum.

En essayant d'utiliser au mieux les ressources disponibles, il est important que les nouveaux développements dans le domaine des armes et de l'équipement soient mis au service de la lutte contre les insurgés le plus rapidement possible, mais à cet égard, il est nécessaire de s'assurer que l'utilisation du nouveau dispositif favorisera l'objectif du gouvernement dans son sens le plus large et qu'il sera utile dans le contexte immédiat dans lequel il est utilisé. L'introduction de gaz non létaux dans la guerre du Viêt Nam est un bon exemple

d'un cas où l'on n'a pas pris suffisamment de précautions à cet égard. Plusieurs tentatives d'utilisation de gaz non létaux dans le cadre d'assauts orthodoxes contre des positions viêt-cong ont été faites au début de l'année 1965, mais les résultats pratiques ont été pratiquement nuls. Mais lorsque Washington a déclaré en mars 1965 que des gaz avaient été utilisés de cette manière, l'annonce a eu des répercussions politiques considérables et négatives dans le monde entier. Après 1965, l'armée américaine a considérablement amélioré ses techniques pour combiner l'utilisation de gaz non létaux avec des tirs d'armes pour tuer les Viêt-congs et, en septembre 1968, elle l'utilisait systématiquement pour repousser l'ennemi à découvert avant les bombardements d'artillerie ou les raids de bombardiers. Cependant, malgré l'efficacité militaire de cette méthode, on peut se demander si les avantages obtenus l'ont emporté sur la réaction défavorable de l'opinion publique à la poursuite de son utilisation. Dans l'état actuel de l'opinion mondiale, on ne peut certainement pas imaginer que la Grande-Bretagne utilise des gaz non létaux en conjonction avec des armes conventionnelles comme méthode d'assassinat, même si les pertes subies par les troupes sont moindres. En revanche, l'utilisation de gaz temporairement incapacitants pour lutter contre les émeutes semble être acceptée dans la plupart des pays du monde.

La campagne du Viêt Nam a également vu le développement de mesures chimiques destinées à détruire la végétation, et il est possible que cette technique soit à nouveau utilisée à l'avenir. Ce procédé est parfois utilisé pour limiter la couverture que les groupes ennemis peuvent tirer des bois et des broussailles, mais il présente de sérieux inconvénients. Tout d'abord, la végétation repousse rapidement après une première pulvérisation, mais si l'on procède à une nouvelle pulvérisation, on assiste à une "destruction massive de toutes les plantes ligneuses, ce qui a peu de chances d'être apprécié par les habitants du pays ou d'être compatible avec un objectif gouvernemental à long terme, sauf lorsque la pulvérisation est

limitée à des bandes le long des routes". Le deuxième inconvénient est que, bien qu'une zone défoliée paraisse claire et dégagée vue du ciel, la quantité de broussailles mortes au sol constitue une couverture presque aussi importante pour l'ennemi et un obstacle aux déplacements presque aussi grave que la jungle d'origine. Parfois, la défoliation est adoptée dans le but de détruire les cultures plutôt que le couvert, et dans ce cas, une autre série de questions est soulevée. Une méthode de justification consiste à dire que les armées ont traditionnellement détruit les cultures et les réserves de nourriture susceptibles d'être utilisées par l'ennemi, et que les détruire avec des produits chimiques n'est pas différent de les détruire par le feu. D'autre part, on peut faire valoir que les méthodes chimiques sont si efficaces qu'elles causent beaucoup plus de dégâts, que les effets à long terme de l'épandage de poison dans les campagnes sont totalement différents de ceux qui résultent des incendies et qu'en tout état de cause, les résultats d'une destruction aussi étendue entraîneront des souffrances pour un grand nombre de personnes qui n'aident pas l'ennemi. En outre, on dira qu'il n'y a guère de différence entre cet empoisonnement et un empoisonnement ordinaire. Indépendamment de la logique de l'affaire, il semble peu probable que la Grande-Bretagne veuille adopter de telles mesures en raison de l'effet négatif qu'elles auraient sur l'opinion mondiale et nationale par rapport aux avantages obtenus.

Un domaine dans lequel les développements technologiques peuvent produire un avantage très important pour ceux qui sont engagés dans la contre-insurrection concerne le développement de l'équipement de combat de nuit. Les insurgés ruraux ont toujours utilisé au maximum l'obscurité pour compenser leur faiblesse et les attaques contre les postes des forces gouvernementales, les embuscades et la collecte de nourriture sont généralement menées de nuit. Il en va de même pour les déplacements des messagers et des

commandants. Les troupes armées de radars portables, d'intensificateurs d'image et d'alarmes FEBA disposeront d'une capacité considérablement accrue pour contrer les mouvements ennemis de ce type, à condition que l'équipement soit fourni en quantités suffisantes et que les hommes soient bien formés à son utilisation. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, la priorité sera presque certainement donnée au développement de l'équipement dans le cadre de la guerre conventionnelle, mais heureusement, il n'y a pas de grande divergence entre les besoins de la guerre conventionnelle et ceux de la contre-insurrection. Néanmoins, il sera nécessaire de continuer à mettre en avant les besoins des troupes qui se préparent aux opérations anti-insurrectionnelles en raison de la grande importance de l'équipement dans ce domaine.

Les développements de nouvelles méthodes de communication, bien que moins spectaculaires, n'en sont pas moins importants du point de vue de la contre-insurrection ; cela est particulièrement vrai pour les dispositifs destinés à améliorer la sécurité, car les insurgés dépendent dans une large mesure de l'obtention d'informations à partir de la surveillance des téléphones et des liaisons sans fil. Dans ce domaine, les exigences de la contre-insurrection ne coïncident pas toujours avec celles de la guerre conventionnelle, notamment en ce qui concerne le type d'appareils sans fil nécessaires aux niveaux inférieurs, en raison des distances beaucoup plus longues auxquelles les petits groupes d'hommes doivent opérer et des problèmes posés par le filtrage. Une fois de plus, la seule chose que l'on puisse dire est que dans toutes les phases de recherche et de développement, les exigences de la lutte contre les insurgés doivent être dûment prises en considération.

Outre les dispositifs inventés et conçus pour la guerre conventionnelle qui sont également utiles pour combattre les insurgés, il doit y en avoir beaucoup d'autres inventés et conçus pour l'industrie ou le commerce qui seraient également utiles s'ils pouvaient être identifiés et adaptés à cette fin. Aucune

étude de l'équipement dont l'armée a besoin pour se préparer à combattre les insurgés ne serait complète sans référence à ces dispositifs, et tout ce qui pourrait aider à transformer les informations de base en informations de contact serait particulièrement intéressant. Une façon d'aborder ce sujet serait d'imaginer un problème tactique et de voir si la technologie pourrait aider à le résoudre. Par exemple, dans le cadre des dispositions actuelles, un membre de l'organisation de renseignement appelé à interroger un prisonnier dans une zone avancée aurait très peu de chances de progresser tant qu'il ne pourrait pas ramener l'homme à son bureau où il possède les dossiers de tous les groupes ennemis dans sa zone, ainsi que des détails sur leurs armes, leurs contacts et d'autres points d'intérêt. Même dans ce cas, si le prisonnier vient de l'extérieur de la zone, l'interrogateur ne fera probablement que peu de progrès jusqu'à ce qu'il obtienne des informations de l'organisation de renseignement qui couvre la zone dans laquelle le prisonnier opère habituellement. À ce moment-là, une grande partie de la valeur tactique immédiate du prisonnier se sera évaporée. D'un point de vue purement technologique, il serait vraisemblablement possible de résoudre ce problème. Il suffirait qu'un ordinateur central stocke toutes les informations détenues par toutes les branches de l'organisation de renseignement dans l'ensemble du pays, et que chaque membre de l'organisation de renseignement soit équipé d'une forme de communication sans fil lui permettant de contacter l'ordinateur à partir de n'importe quel endroit de sa région. Par ce moyen, l'interrogateur dans la zone avancée pourrait en théorie obtenir les informations dont il a besoin pour démanteler le prisonnier sans délai. D'un point de vue pratique et non technologique, l'idée, sous la forme suggérée, échouerait presque certainement en raison de son coût et de la difficulté d'enseigner aux membres de bas niveau de l'organisation de renseignement comment utiliser un ordinateur à distance, en plus de toutes les autres choses qu'ils

auraient à apprendre. Néanmoins, certaines méthodes pratiques d'aide aux membres de l'organisation de renseignement, basées sur l'utilisation de certains moyens de communication et d'une certaine forme de mécanisme de stockage de données, pourraient probablement être conçues si le problème était examiné par un groupe de personnes qui non seulement comprennent les besoins de la lutte contre les insurgés, mais qui savent également ce qu'il est possible de réaliser en termes scientifiques. Cela nécessite une recherche bien organisée et il est important que la recherche soit menée dans l'intérêt de la lutte contre les insurgés aussi bien que dans d'autres domaines.

Combattre l'insurrection Résumé

Il est probablement juste de dire que toutes les armées du monde sont de plus en plus conscientes de l'importance d'un traitement correct de la population dans les guerres de contre-insurrection. Les techniques de protection et d'organisation sont bien connues et largement pratiquées grâce aux leçons tirées de plusieurs campagnes telles que la Malaisie et le Vietnam. D'un autre côté, on peut dire que les armées du monde ont moins bien compris les problèmes tactiques liés à la destruction des insurgés armés et des groupes qui les soutiennent et les dirigent. En conséquence, elles ne récoltent pas toujours les fruits qu'elles méritent de leur compréhension des questions politiques fondamentales en jeu. Le chapitre 6 a tenté d'expliquer une méthode d'approche tactique destinée à permettre aux opérations de se développer efficacement en fonction de l'objectif de la campagne. Dans ce chapitre, il a été fait mention d'un certain nombre de facteurs plus ou moins indépendants qui doivent être pris en compte si l'on veut que l'armée soit prête à combattre les insurgés, mais le point principal relatif à toutes les questions soulevées est qu'il ne suffit pas de fournir les unités, les spécialistes, les armes et

l'équipement nécessaires, bien que toutes ces choses doivent être faites. Ce qui est vraiment important, c'est que les gens comprennent comment ils ("peuvent être employés dans le cadre proposé, afin d'atteindre l'objectif de la campagne. La meilleure arme employée en dehors de ce contexte a autant de chances d'être un handicap qu'un atout, et l'équipement le plus coûteux fonctionnant dans un vide tactique aidera probablement l'ennemi parce qu'il augmentera le coût de la campagne sans produire de résultats utiles.

Chapitre 8

Le maintien de la paix

Bien que le maintien de la paix soit une activité fondamentalement différente de la lutte contre la subversion, il existe une similitude surprenante dans les formes extérieures de nombreuses techniques impliquées. C'est pourquoi une partie de la préparation nécessaire pour les adapter à cette dernière tâche s'applique également à la première, et c'est la principale raison pour laquelle cette question a été incluse dans la présente étude. Il est également important que les personnes impliquées dans la lutte contre la subversion se rendent compte qu'elles sont impliquées dans cette activité et non dans le maintien de la paix, même si les formes extérieures sont très similaires. Il n'est pas difficile de s'y perdre, même s'il est peu probable qu'une personne réellement impliquée dans le maintien de la paix se considère comme participant à une opération de contre-subversion. L'objectif de ce chapitre est donc de définir le rôle de l'armée dans une opération de maintien de la paix afin d'identifier les mesures à prendre pour l'adapter à cette tâche. Dans ce contexte, la forme de préparation se divise à nouveau, d'une part, en formation et entraînement des officiers d'une force de maintien de la paix et, d'autre part, en fourniture d'unités et d'équipements nécessaires à l'accomplissement de la tâche.

Le terme "maintien de la paix" couvre un large éventail de fonctions, qui n'impliquent pas toutes l'utilisation de forces militaires. Par exemple, la Société des Nations et les Nations Unies ont parfois exercé leur influence pour résoudre des problèmes entre des groupes en conflit en fournissant des enquêteurs impartiaux, partant du principe qu'il suffit que les faits réels soient établis par quelqu'un en qui les deux parties ont confiance pour qu'une solution se présente et que les deux

parties se sentent obligées de l'accepter¹⁴. Il existe de nombreux exemples d'utilisation de ce dispositif. L'un d'eux, datant de 1920, concernait le différend entre la Finlande et la Suède sur la propriété de l'île d'Aaland, à l'entrée du golfe de Botnie, qui a été réglé en faveur de la Finlande après une enquête menée par une commission de la Société des Nations¹⁵. Un exemple plus récent est l'opposition de l'Indonésie et des Philippines à la proposition d'inclure le nord de Bornéo et le Sarawak dans le nouvel État de Malaisie, au motif qu'une telle décision était contraire aux souhaits des populations concernées. Cette question a fait l'objet d'une enquête par un groupe des Nations unies en 1963, qui a décidé que l'inclusion de ces territoires dans la Malaisie pouvait être considérée comme conforme aux opinions librement exprimées par leurs habitants¹⁶. La médiation est un autre dispositif qui n'implique pas l'utilisation de forces militaires. Elle a été définie comme la tentative d'un intermédiaire de rapprocher les parties en conflit et d'obtenir ainsi un accord¹⁷. Il arrive qu'un médiateur opère dans une zone où une force de maintien de la paix est également présente, comme ce fut le cas à Chypre pendant la période où M. Tuomioja puis M. Galo Plaza ont tenté de trouver une solution aux problèmes qui provoquaient des dissensions entre les communautés grecque et turque de l'île¹⁸. Il convient de noter qu'aucun de ces deux hommes ne faisait partie de la force des Nations unies à Chypre lorsqu'ils agissaient en tant que médiateurs, mais qu'ils étaient directement responsables devant le Secrétaire général à New

¹⁴ ALAN JAMES, *The Politics of Peace-keeping*, Chatto and Windus, 1969, p.10.

¹⁵ *Ibid.*, p.16.

¹⁶ ALAN JAMES, *The Politics of Peace-keeping*, Chatto and Windus, 1969, p.32.

¹⁷ *Ibid.*, p.36.

¹⁸ *Ibid.*, p.73.

York. Un exemple de médiateur opérant dans une zone où aucune force des Nations unies n'était déployée est la nomination par le Secrétaire général des Nations unies, en 1962, de M. Herbert de Ribbing pour assurer la médiation entre la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite dans le cadre du différend sur l'oasis de Buraimi¹⁹.

Même lorsqu'une force de maintien de la paix est impliquée, il existe un immense éventail d'activités qu'elle peut être amenée à entreprendre. En ce qui concerne les situations passées, les Nations unies ont mis à disposition cinq ou six organisations de surveillance de la trêve ou groupes d'observateurs relativement petits, comme celui qui a été déployé après la guerre de 1965 entre l'Inde et le Pakistan et qui comptait environ 115 hommes²⁰. Une opération d'un genre totalement différent a été entreprise en 1963 lorsque les Nations unies ont pris la relève des Pays-Bas pour la Nouvelle-Guinée occidentale et s'en sont occupées pendant quelques mois avant de la remettre à l'Indonésie. Cette opération s'est déroulée avec l'accord des deux puissances concernées afin de prévenir un conflit entre elles, et a nécessité le déploiement d'une force de 1 500 hommes²¹. À deux reprises, les Nations unies ont envoyé des forces d'environ 6 000 hommes sur le terrain, d'abord en Égypte en 1956, à la suite de la campagne de Suez²², puis à Chypre en 1964 pour prendre le relais de la force de maintien de la paix britannique, grecque et turque qui avait été mise en place pour faire face aux combats intercommunautaires sur l'île²³. La plus grande opération de maintien de la paix des Nations unies a eu lieu au Congo, où

¹⁹ Ibid., p.70.

²⁰ Ibid., p.119.

²¹ ALAN JAMES, *The Politics of Peace-keeping*, Chatto and Windua, 1969, p.160.

²² Ibid., p.99.

²³ Ibid., p.324.

près de 20 000 hommes ont été déployés en 1960²⁴. - La seule autre opération de maintien de la paix de taille comparable en termes d'effectifs est celle menée en République dominicaine par l'Organisation des États américains en 1965, lorsque des contingents des États-Unis, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, sous le commandement d'un général brésilien, sont intervenus pour sauver le pays de l'anarchie²⁵. Au passage, il convient de souligner que la campagne de Corée, bien que menée sous l'égide des Nations unies, n'était pas un exemple de maintien de la paix, mais un simple exercice de sécurité collective. Mais bien que le maintien de la paix puisse prendre tant de formes, et bien qu'il puisse impliquer l'utilisation de forces très diverses en termes d'effectifs et d'organisation, il est absolument différent, dans sa nature, de tous les autres types d'opérations. La différence essentielle est qu'une force de maintien de la paix agit au nom des deux parties à un différend, à l'invitation de l'une et de l'autre, et qu'elle doit donc, dans la mesure du possible, s'acquitter de sa tâche sans avoir recours à une action guerrière contre l'une ou l'autre d'entre elles²⁶. Il s'ensuit que l'organisme qui patronne la force ne peut pas être responsable du gouvernement de l'une des parties au différend, car s'il l'était, il ne serait pas en mesure d'agir au nom de l'autre, et il ne serait pas invité à le faire : si l'organisme est responsable du gouvernement de l'une des parties, l'opération devient une guerre ordinaire, et s'il est responsable du gouvernement des deux parties, elle devient une opération de subversion, d'insurrection ou de guerre civile. Les caractéristiques fondamentales des opérations de maintien de la paix découlent en grande partie de ce facteur.

L'autre facteur principal, étroitement lié au premier, est que les termes de référence qui régissent le fonctionnement

²⁴ Ibid., p.355.

²⁵ Ibid., pp.239-240.

²⁶ Voir ci-dessus, pp. 3-4.

de la force sont souvent beaucoup moins précis qu'il n'est souhaitable d'un point de vue militaire. Il y a deux raisons à cela. Premièrement, un organisme de parrainage tel que les Nations unies ou l'Organisation des États américains se compose de nombreux pays distincts, dont chacun peut avoir sa propre idée de ce que la force de maintien de la paix doit faire exactement, en fonction de sa vision des droits et des torts du conflit. Deuxièmement, le mandat doit être acceptable pour les deux parties et doit donc être formulé de manière à ne donner aucun avantage à l'une ou l'autre des parties. Pour ces deux raisons, il est forcément imprécis et plein de trous, de sorte que toutes sortes d'interprétations différentes peuvent en être faites par les deux parties concernées et tous ceux qui contribuent à la force.

Les événements qui se sont déroulés à Chypre au cours de l'hiver 1963-1964 constituent un bon exemple des considérations complexes qui peuvent entourer la mise en place d'une force de maintien de la paix. Dans ce cas, la rivalité entre Chypriotes grecs et chypriotes turcs avait entraîné l'éclatement de combats intercommunautaires. Bien que les Chypriotes grecs aient compris qu'ils pouvaient facilement battre les Chypriotes turcs, ils se sont également rendu compte qu'ils couraient le risque d'être envahis par la Turquie continentale. Ne voulant ni céder aux exigences des Chypriotes turcs ni être envahis par la Turquie, ils acceptent en dernier recours la mise en place d'une force britannique de maintien de la paix. En théorie, les Chypriotes turcs auraient pu avoir intérêt à refuser une force de maintien de la paix et à laisser les problèmes s'aggraver au point que la Turquie aurait été obligée de venir à leur secours. Mais cela aurait entraîné la mort d'un grand nombre d'entre eux aux mains des Chypriotes grecs avant que le sauvetage ne soit effectif, ce qui a rendu l'idée d'une force de maintien de la paix attrayante pour les membres les plus modérés de leur communauté. Plus important encore, il était clair qu'une invasion turque conduirait inévitablement à

une guerre entre la Grèce et la Turquie qui, même si elle se solderait probablement par une victoire de la Turquie si on la laissait suivre son cours, affaiblirait considérablement la position de l'OTAN en Méditerranée orientale. La Turquie a donc été soumise à la pression de l'Amérique et d'autres puissances de l'OTAN pour accepter la mise en place d'une force de maintien de la paix comme alternative à l'invasion, et elle a à son tour contraint les dirigeants chypriotes turcs à l'accepter. Enfin, la Grèce a accepté l'idée parce qu'elle ne souhaitait pas entrer en guerre avec la Turquie et que, de toute façon, elle aurait difficilement pu s'y opposer puisque chacune des trois autres parties au différend était d'accord. Ainsi, à l'issue de négociations complexes et pour des raisons très diverses, toutes les parties concernées ont décidé qu'il serait avantageux d'établir une force de maintien de la paix, mais cela ne signifie pas que le problème de fond a été résolu. Au contraire, les quatre parties avaient bien l'intention de poursuivre leurs intérêts, mais elles étaient prêtes à le faire à un niveau d'intensité moindre et elles ont donc engagé la force de maintien de la paix pour calmer les choses lorsqu'elles semblaient échapper à tout contrôle.

La force s'est mise en place rapidement et avant que des termes de référence adéquats aient pu être élaborés. Les règles ont donc été élaborées sur une certaine période et étaient initialement suffisantes pour permettre à la force de contrôler la situation. Mais il est vite apparu que la Grande-Bretagne ne serait pas en mesure de gérer l'affaire indéfiniment en raison de l'opposition qui se développait au fur et à mesure que la force déjouait les machinations d'une partie puis de l'autre dans l'exercice de ses fonctions. En outre, la Grande-Bretagne n'avait pas l'intention de supporter le fardeau indéfiniment et la fin n'était manifestement pas en vue. Diverses solutions ont été envisagées, mais il est vite apparu que seule une force des Nations Unies aurait une chance d'être acceptée, et qu'il serait très difficile d'élaborer un mandat

susceptible d'être accepté par les parties concernées et par une majorité satisfaisante des membres du Conseil de sécurité, y compris tous ceux en mesure d'exercer leur droit de veto. Il n'est guère surprenant que le mandat finalement délivré à la force ait été formulé d'une manière très générale et susceptible d'être interprétée de plusieurs façons. La clause la plus positive de la résolution du Conseil de sécurité établissant la force était celle qui recommandait que la fonction de la force soit de faire de son mieux pour empêcher la reprise des combats et, si nécessaire, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public et au retour à des conditions normales²⁷.

Bien que la situation à Chypre au cours des premiers mois de 1964 ait été extrêmement compliquée, elle n'était pas sans rappeler le type de situation auquel sont souvent confrontés ceux qui participent au maintien de la paix. La Force des Nations Unies au Yémen était confrontée à quatre partis, à savoir les Républicains et les Royalistes yéménites, soutenus respectivement par les Egyptiens et les Arabes saoudiens, chacun ayant ses propres soutiens aux Nations Unies²⁸. Au Congo, la Force des Nations Unies est ostensiblement intervenue pour faciliter le retrait des troupes belges qui étaient rentrées après l'indépendance du pays en raison de l'anarchie qui s'était répandue à la suite d'une mutinerie des troupes congolaises²⁹. Mais dans la pratique, une raison plus pressante semble avoir été l'espoir que l'implication des Nations Unies empêcherait d'autres puissances de venir "en aide" au Congo et d'importer ainsi des conflits internationaux dans une région déjà suffisamment enflammée³⁰. Plus tard, les Nations Unies, qui avaient essayé d'éviter d'intervenir dans les conflits internes qui avaient surgi entre les Congolais eux-mêmes, se sont

²⁷ Security Council Resolution S/5575 of 4 March, 1964.

²⁸ ALAN JAMES, *op. cit.*, pp.108-110.

²⁹ *Ibid.*, p.355.

³⁰ *Ibid.*, p.357.

trouvées obligées de le faire au nom du gouvernement central contre la province sécessionniste du Katanga, parce qu'un certain nombre d'États membres influents de l'ONU l'exigeaient, certains menaçant de retirer des contingents servant dans la force si cette tâche particulière n'était pas accomplie. Un pays a même envisagé de retirer son contingent de la force des Nations unies et de l'allier au gouvernement congolais pour attaquer le Katanga.

Pour comprendre les pressions auxquelles les officiers concernés par la direction des opérations de maintien de la paix sont susceptibles d'être confrontés, il est nécessaire de se rendre compte de l'influence prépondérante des subtilités politiques en jeu, et en préparant les officiers à participer, il est essentiel de faire accepter ce point. Bien que le contexte politique puisse être plus important au niveau des commandants de la force et du contingent qu'au niveau inférieur, il n'en est pas moins très pertinent pour les commandants de compagnie et de section, non seulement parce qu'il régit souvent leurs plans, leurs décisions et leurs activités de négociation, mais aussi parce que ce n'est qu'en le comprenant qu'ils peuvent expliquer à leurs hommes des actions et des ordres qui seraient autrement incompréhensibles. Trop souvent, une action ou une inaction est nécessaire d'un point de vue politique dans une opération de maintien de la paix et va à l'encontre du type d'action que les soldats entreprendraient en temps de guerre : elle peut même aller à l'encontre de cet attribut militaire le plus important - l'esprit offensif - qui est soigneusement inculqué à tous les soldats afin de les rendre aptes à mener des batailles plutôt qu'à en être les arbitres. Ce point, qui n'a pas reçu jusqu'à présent beaucoup d'attention dans les ouvrages consacrés aux opérations de maintien de la paix, est d'une grande importance. En effet, cela signifie que, pour des raisons politiques, les exigences imposées aux soldats dans les opérations de maintien de la paix peuvent être extrêmement élevées et ne peuvent

être satisfaites que par des troupes bien préparées et bien disciplinées. Une conséquence de cet état de fait est que les soldats qui ont été employés à des tâches de maintien de la paix impliquant un ralentissement de leur esprit offensif ne devraient pas être employés dans des opérations de guerre avant d'avoir été largement entraînés, ce qui est également le cas des soldats employés dans la lutte contre la subversion non violente³¹.

Les événements liés à l'attaque par les forces chypriotes grecques des positions chypriotes turques dans et autour de deux villages turcs en novembre 1967 constituent un exemple des pressions auxquelles les troupes d'une force de maintien de la paix peuvent être obligées de faire face pour des raisons politiques. Dans ce cas, la cause initiale de l'attaque était le refus prolongé et injustifié des Chypriotes turcs de la région de permettre à la police civile grecque d'utiliser un certain tronçon de route dans l'exercice de ses fonctions. Après de longues négociations, les Chypriotes grecs ont décidé de recourir à la force militaire pour ouvrir la route. Depuis des semaines, les Nations Unies, au plus haut niveau diplomatique, ont usé de leur influence pour persuader les Turcs d'ouvrir la route et pour empêcher les Grecs de l'ouvrir par la force, lorsqu'ils ont annoncé leur intention de le faire. Mais bien que cette influence ait été exercée à tous les niveaux, depuis le Secrétaire général à New York jusqu'au commandant de la compagnie sur le terrain, la force des Nations unies n'était pas prête à recourir à des mesures militaires, que ce soit contre les Turcs pour les forcer à ouvrir la route ou contre les Grecs pour les empêcher de l'ouvrir³². L'une ou l'autre solution aurait été contraire à l'idée d'une force de maintien de la paix exerçant sa fonction au nom des deux parties au différend sans recourir à

³¹ Voir p.90 ci-dessus.

³² M. HARBOTTLE, *The Impartial Soldier*, Oxford University Press, 1970, pp. 158-159.

des mesures de guerre contre l'une ou l'autre. En fait, les unités des Nations Unies disposaient à l'époque de plusieurs possibilités d'action, mais il n'est pas nécessaire de les évoquer ici, puisque cet exemple porte sur les pressions exercées sur les troupes. Il suffit de dire que les ordres qui leur étaient donnés en cas de déclenchement des combats étaient de tenir bon, d'observer, de rendre compte, mais de ne pas intervenir. Les soldats de la force des Nations Unies étaient dispersés par groupes de six ou huit dans un certain nombre de postes d'observation autour de la zone lorsque les Grecs sont intervenus pour ouvrir la route. Étonnamment, les Turcs n'ont fait aucun geste hostile lorsque les Grecs ont emprunté le tronçon interdit à trois reprises, mais les Grecs avaient préparé une opération de grande envergure et n'allaient pas cesser d'utiliser la route tant que leurs droits n'auraient pas été pleinement établis ou que les Turcs n'auraient pas été provoqués et n'auraient pas tiré sur eux. La quatrième fois, la bataille a commencé et les Grecs ont lancé une attaque massive contre l'ensemble des positions turques, y compris l'assaut des deux villages.

Au cours de la bataille qui s'ensuivit, un certain nombre de petits postes des Nations Unies furent abattus, mortifiés, puis occupés par des forces grecques allant d'un peloton à une compagnie, parce qu'ils se trouvaient dans la ligne d'avancée. Afin d'assurer une bonne observation, les postes ont été placés exactement dans les positions que les Grecs souhaitaient occuper au cours de leur attaque. En deux endroits, les forces grecques ont pillé les effets personnels des soldats des Nations Unies qu'elles ont trouvés dans des tentes installées à l'abri, à une centaine de mètres des postes d'observation, et dans un autre, elles ont essayé d'interférer avec un poste de radio pour empêcher l'envoi de rapports au quartier général de la compagnie. Pour mener à bien leur mission d'observation et de rétablissement de la situation, les soldats des Nations Unies n'ont eu d'autre choix que de permettre le pillage de leurs effets

personnels, bien que cette menace ait représenté une indignité considérable pour les soldats concernés, venant non pas d'un ennemi mais de personnes dont les Nations Unies étaient censées sauvegarder les intérêts supérieurs. Dans le cas de la tentative d'endommagement du poste de radio, les soldats des Nations Unies ont été obligés de prendre des mesures pour pouvoir continuer leur reportage et, dans ce cas, l'opérateur radio a attaqué ses assaillants à la baïonnette. Bien qu'un officier grec ait été légèrement blessé, il n'y a pas eu d'échange de coups de feu. L'ensemble de la bataille a déplu aux soldats des Nations Unies concernés, non seulement en raison de l'hostilité manifestée à leur égard, mais aussi parce que cela allait à l'encontre de leur instinct militaire de rester assis à regarder une force supérieure attaquer une force nettement inférieure, puis de nettoyer deux villages de leurs habitants civils. Mais la tâche d'observation et de compte rendu a été accomplie à la lettre, de sorte que le secrétaire général à New York était en possession des faits exacts tout au long de la bataille dans les quelques minutes qui ont suivi les événements. Des pressions diplomatiques de haut niveau ont ainsi pu être exercées sur les chefs de tous les gouvernements concernés. Le chef d'état-major de la force des Nations unies estime que la présence des soldats des Nations unies a probablement contribué plus que toute autre chose à limiter les pertes et à influencer le gouvernement grec pour qu'il ordonne l'arrêt de l'attaque et le retrait des forces de la région³³.

Il s'agissait bien sûr d'une situation extrême et les troupes sont rarement obligées de subir une telle épreuve pour des raisons politiques. En effet, il n'est pas toujours nécessaire de rester passif, comme nous l'expliquerons plus loin dans ce chapitre : il se trouve que c'est ce qui était requis dans ce cas particulier. Il n'en reste pas moins que les considérations

³³ M. HARBOTTLE, *The Impartial Soldier*, Oxford University Press, 1970, p.157.

politiques régissent les efforts des personnes impliquées dans le maintien de la paix bien plus qu'elles ne régissent les efforts des personnes impliquées dans la plupart des formes de guerre et que la leçon doit être enseignée et apprise. D'une certaine manière, ce problème est plus aigu dans une armée bien entraînée et expérimentée sur le plan opérationnel que dans une force de conscription. Il semblerait que les Britanniques aient beaucoup à apprendre si l'on en juge par la difficulté qu'ils ont apparemment éprouvée à s'adapter au maintien de la paix à Chypre par rapport aux Canadiens, aux Irlandais et aux Suédois, selon le chef d'état-major des Nations unies sur place³⁴. 2 Le général von Horn fait la même remarque de manière moins directe lorsqu'il évoque l'attitude du général britannique Alexander qui commandait les troupes ghanéennes opérant au Congo en 1960. Il déclare :

« Ses propositions [celles du général Alexander] étaient extrêmement sensées et auraient été adoptées sans hésitation dans n'importe quelle armée normale. Malheureusement, nous n'étions pas une armée, nous étions une force des Nations unies dans laquelle la logique, les principes militaires - et même le bon sens - passaient après les facteurs politiques [...]. Je me souviens m'être demandé si l'une des leçons les plus difficiles du soldat international n'était pas de ne pas saisir les difficultés et les pièges qui accompagnent le service des Nations unies »³⁵.

Il n'est pas nécessaire d'accepter l'estimation de la capacité d'adaptation britannique à Chypre ou d'approuver l'évaluation par le général von Horn des points de vue particuliers avancés par le général Alexander (qui auraient pu être justes même dans le contexte du maintien de la paix) pour voir que le problème de la compréhension de l'influence des

³⁴ Ibid., p.46.

³⁵ CARL VON HORN, *Soldiering for Peace*, Cassell, 1966, pp.146-147.

facteurs politiques est absolument fondamental pour tout officier concerné par le maintien de la paix.

Une fois admise la nature essentiellement politique du maintien de la paix, il convient de s'interroger sur la manière de lier la direction politique et la direction militaire des événements. A cet égard, il est nécessaire de souligner une fois de plus que l'objectif de la force de maintien de la paix est généralement d'empêcher les combats afin de donner aux parties au différend le temps de régler leurs problèmes : le règlement des problèmes ne fait pas partie de l'objectif de la force de maintien de la paix, bien qu'il puisse être l'objectif d'un médiateur nommé par l'organisme qui parraine la force. Mais même le fait de gagner du temps en empêchant les combats d'éclater est en grande partie une question politique, de sorte que le commandant de la force est susceptible d'avoir au moins un conseiller politique et peut même se retrouver à travailler sous la direction d'un représentant civil de l'organisme qui parraine la force. C'est du moins ce qui s'est produit dans deux des trois endroits où des forces importantes des Nations unies ont été déployées, à savoir au Congo et à Chypre. Dans ces deux cas, le Secrétaire général des Nations unies a nommé un civil comme représentant spécial et cette procédure doit être comprise par toutes les personnes impliquées dans le maintien de la paix. Dans la pratique, la sphère exacte du chef militaire et du chef politique d'une force de maintien de la paix est difficile à définir et peut dépendre largement de la personnalité des hommes concernés. Il est raisonnable de supposer que les négociations à haut niveau seront généralement menées par le représentant politique de l'organisme parrain, s'il en existe un, en présence du commandant de la force qui pourra commenter la faisabilité, d'un point de vue militaire, de l'une ou l'autre des idées discutées.

Mais si, au niveau du quartier général de la force, il peut être difficile de séparer les fonctions de direction militaire et politique, il est peu probable que le même problème se pose

aux niveaux subalternes où il n'y a pas de représentant politique du tout. Dans ce cas, un simple officier de l'armée est susceptible de se retrouver responsable de tous les aspects de l'entreprise et il serait sans aucun doute utile qu'il ait une compréhension de base de ce qui est attendu et une connaissance générale des différentes fonctions impliquées. Il n'est pas possible dans une étude de cette longueur d'inclure une description de toutes les techniques qui ont été essayées dans les opérations de maintien de la paix passées, pas plus qu'il n'est possible de le faire pour les techniques de contre-insurrection, mais il est nécessaire d'indiquer dans les grandes lignes les problèmes qui sont susceptibles de se poser afin que l'attention puisse être dirigée vers les principaux domaines pertinents pour préparer les officiers à la tâche. D'une manière générale, le travail d'un commandant dans une opération de maintien de la paix relève de deux grands domaines et il peut être utile d'examiner chacun d'entre eux à tour de rôle. Le premier concerne les méthodes qu'il peut utiliser pour prévenir les explosions de violence et pour éteindre le conflit s'il éclate. La deuxième concerne le problème de la gestion de la force dans les conditions susceptibles de se présenter dans une opération de maintien de la paix. Il peut sembler inutile de mentionner le second problème, car on pourrait faire valoir qu'il s'agit d'une fonction routinière du commandement, mais certains aspects spécifiques au maintien de la paix méritent qu'on s'y attarde.

En règle générale, la méthode la plus efficace pour prévenir les troubles, ou pour les atténuer s'ils éclatent, est la négociation. Si un commandant sait ce qui se passe à temps, il peut souvent prévenir ou mettre fin à un trouble en prenant contact avec les chefs rivaux et en les persuadant de modifier leurs plans ou leurs activités. Il existe généralement de nombreux moyens de pression, tels que le soutien d'une personne du même bord que le chef concerné, mais qui opère à un niveau plus élevé, ou qui est plus influente pour une autre

raison. Si les dirigeants au plus haut niveau ne souhaitent pas que des troubles éclatent, ceux-ci seront évités ou stoppés rapidement. L'explosion la plus difficile à prévenir est l'explosion spontanée au niveau du sol, mais pour des raisons évidentes, c'est aussi la plus facile à contrôler. Si les négociations sont inefficaces, le commandant peut ensuite influencer les événements en utilisant les troupes à sa disposition, ce qui peut souvent se faire sans recourir à la force. Par exemple, si un commandant découvre que l'un des camps a l'intention d'occuper un terrain particulier, et s'il se rend compte que l'autre camp ne manquera pas de s'y opposer, il peut occuper le terrain avec ses propres hommes. S'il s'agit d'utiliser la force, et non simplement de déployer des soldats, l'affaire devient beaucoup plus compliquée et dépend de l'accord conclu avec les parties concernées lors de la mise en place de la force. Très souvent, les forces de maintien de la paix ne peuvent utiliser la force qu'en cas de légitime défense ou pour faire respecter un accord spécifique conclu par les deux parties, mais ce n'est pas nécessairement le cas, et il est à la fois logique et concevable que l'organisme parrain n'accepte la création de la force qu'à condition qu'elle soit autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif.

En théorie, il peut sembler souhaitable qu'une force de maintien de la paix dispose de la plus grande liberté d'action possible à cet égard, mais en pratique, il y a des avantages à éviter le recours à la violence dans le cadre d'une mission de maintien de la paix. La raison en est que, aussi justifié que puisse paraître le recours à la force aux yeux d'un observateur impartial, il n'apparaîtra pas sous le même jour aux yeux des personnes sur lesquelles on tire - en particulier si quelqu'un est tué. Lorsque les hommes d'une force de maintien de la paix ont versé du sang, l'hostilité qu'ils ne manqueront pas de rencontrer dans tous les cas devient beaucoup plus intense. En outre, des erreurs sont souvent commises dans une situation tendue et elles ne peuvent pas être corrigées si quelqu'un en

meurt. Une raison plus importante d'éviter le recours à la force, autre que celle requise pour la légitime défense, est que cela va à l'encontre de la conception des soldats de la paix qui agissent au nom des deux parties, sans recourir à une action guerrière contre l'une ou l'autre d'entre elles. Une partie de l'opinion considère qu'une force de maintien de la paix doit être suffisamment forte en nombre et en équipement pour assurer le respect de ses ordres dans la poursuite de son mandat par la force si nécessaire, mais, outre qu'elle est impraticable par rapport à la taille et donc au coût de la force elle-même, une telle interprétation du maintien de la paix sombrerait immédiatement car les parties en conflit n'inviteraient pas une telle armée sur leur sol³⁶, et aucun mandat acceptable par toutes les parties concernées ne pourrait être établi qui serait suffisamment précis pour permettre au commandant de la force de maintien de la paix d'utiliser ses hommes de cette manière. Dans le cas improbable où une telle situation se produirait, tout ce que l'on obtiendrait serait l'introduction d'une tierce partie dans le combat de chiens.

Mais cela ne signifie pas que les personnes impliquées dans le maintien de la paix doivent se contenter de négocier, puis de s'asseoir et d'espérer que tout ira pour le mieux. Quelle que soit l'énergie avec laquelle les négociations ont été menées, il est toujours possible que rien ne se passe et que des combats éclatent, auquel cas la force de maintien de la paix peut voir son prestige entamé et sa crédibilité affaiblie auprès de toutes les parties concernées (bien que ce ne soit pas nécessairement le cas s'il ressort clairement des circonstances qu'il n'y a pas d'autre solution et que les deux parties sont déterminées à se battre, comme ce fut le cas dans l'exemple des événements de Chypre en 1967 cité plus haut). Le véritable test de l'habileté d'un commandant consiste à utiliser les pouvoirs qui lui sont accordés, conformément aux règles qui ont été convenues.

³⁶ M. RARBOTTLE, *op. cit.*, p.47.

Même lorsqu'il est limité à l'utilisation de la force en cas de légitime défense, il est possible de faire beaucoup de choses et on peut s'attendre à une certaine latitude dans l'interprétation des phrases. Par exemple, un détachement d'une force de maintien de la paix peut occuper un terrain si cela est jugé nécessaire, afin d'empêcher l'une ou l'autre des parties de se le disputer. Dans ce cas, si l'une des parties avance pour occuper la position, elle peut, en dernier ressort, être la cible de tirs de légitime défense, à condition qu'il y ait suffisamment de membres de la force de maintien de la paix présents pour défendre leur position si la partie attaquante persiste dans son avance. Dans des circonstances différentes, la force de maintien de la paix peut s'interposer entre les deux parties de manière à les obliger à cesser leurs opérations de peur qu'elles ne lui tirent dessus. S'ils tirent, les tirs peuvent être ripostés en légitime défense. Il s'agit d'ailleurs d'une opération extrêmement délicate en raison du risque que la force de maintien de la paix soit bloquée de telle sorte que le danger ne justifie pas une riposte, mais qui empêche les hommes de se déplacer et d'influer ainsi sur les événements dans d'autres régions. Très souvent, le meilleur usage qu'un commandant puisse faire de ses troupes est de les positionner de manière à ce qu'elles puissent voir ce qui se passe et transmettre l'information. En règle générale, aucune des deux parties ne voudra engager un combat si elle ne peut en imputer la responsabilité à ses adversaires, de sorte que la présence d'observateurs impartiaux constituera une forte incitation à mettre fin au projet. Si, malgré cette présence, une attaque est lancée, la force de maintien de la paix sera en mesure de fournir d'excellents éléments à ceux qui tentent de négocier un cessez-le-feu.

La capacité d'un commandant à négocier dépend dans une large mesure des informations dont il dispose et celles-ci ne sont pas seulement nécessaires en ce qui concerne l'objet des négociations : elles sont également nécessaires pour savoir qui est le meilleur interlocuteur dans une situation donnée.

Trop souvent, dans une situation délicate, en particulier aux niveaux inférieurs, les meilleurs résultats sont obtenus en s'adressant à quelqu'un d'autre que le porte-parole officiel proposé et beaucoup dépend de la découverte de l'influence qui compte le plus dans une direction donnée. De même, les informations sur les actions envisagées par les deux parties sont d'une grande importance pour un commandant qui tente de déployer ses troupes afin de prévenir une flambée de violence. Il semblerait donc raisonnable de supposer qu'une force de maintien de la paix devrait disposer d'un service de renseignement de premier ordre. Malheureusement, même cette déduction élémentaire est différente lorsqu'elle est considérée sous l'angle de la politique de maintien de la paix, car on fait valoir que la collecte d'informations sur des personnes qui ne souhaitent pas les fournir est un acte hostile et que, dans la mesure où la collecte d'informations par des moyens secrets implique une tromperie, elle détruit la confiance que les deux parties devraient avoir dans la force de maintien de la paix³⁷. D'autre part, le fait même que les deux parties en conflit tenteront de poursuivre leurs objectifs divergents signifie qu'elles essaieront d'exploiter la présence de la force de maintien de la paix et de la tromper de temps à autre. Il serait naïf de la part de la force de maintien de la paix de s'attendre à ce que les parties au conflit lui fournissent toutes les informations dont elle a besoin pour contrecarrer leurs manœuvres.

Cela pose un sérieux dilemme dans la mesure où les commandants ne peuvent pas agir efficacement sans informations, mais en même temps, la collecte d'informations par des moyens clandestins est considérée comme un acte hostile par les parties en conflit et peut même être interdite par l'organisme qui parraine le maintien de la paix pour des raisons politiques. Il est certain que la force des Nations Unies à Chypre

³⁷ M. HARBOTTLE, *Op. cit.*, p.29.

a pris soin de ne pas développer de sources ou de cellules de renseignement autres que ses propres yeux et oreilles et qu'elle s'est entièrement appuyée sur des informations manifestes recueillies honnêtement à partir de ce qu'elle voyait ou de ce qu'on lui disait³⁸. Le général von Horn fait également remarquer que le renseignement était un "gros mot" au Congo, bien qu'il admette ouvertement que sa force a glané des informations précieuses en surveillant les postes sans fil utilisés par l'armée congolaise³⁹.

Il semblerait que la réponse à ce dilemme dépende des circonstances. Si les activités de renseignement sont autorisées, il convient d'accorder une priorité élevée à la mise en place d'une organisation de renseignement aussi bonne que possible, capable d'exploiter pleinement les informations recueillies par des moyens manifestes, mais qui utilise également des hommes hautement qualifiés dans le développement de sources secrètes, qui peuvent être directement attachés à la force en tant qu'officiers de renseignement ou qui peuvent être insérés sur le théâtre d'opérations sous une autre couverture appropriée. Mais si, comme cela est plus probable, les activités de renseignement ne sont pas autorisées, il faut recourir à des informations obtenues uniquement par des moyens manifestes, même si rien n'empêche de les collecter systématiquement et de les rassembler efficacement. Il est étonnant de constater la quantité d'informations utiles que l'on peut obtenir de manière parfaitement transparente si ces deux fonctions sont correctement remplies. Les annuaires commerciaux et téléphoniques regorgent de faits intéressants et la disposition des câbles sur le terrain ou le mouvement de certains véhicules peuvent révéler des détails organisationnels significatifs. Les journalistes sont une autre source prolifique d'informations manifestes et peuvent généralement être

³⁸ M. RARBOTTLE, *op. cit.*, p.28.

³⁹ CARL VON HORN, *op. cit.*, p.204.

persuadés de les transmettre en échange d'une aide pour se rendre rapidement sur les lieux d'un problème ou d'un tuyau occasionnel indiquant que quelque chose est en train de se passer. Le personnel des ambassades connaît souvent des détails intéressants qu'il peut être disposé à transmettre. Il existe de nombreuses méthodes similaires pour collecter des informations directes d'une manière qui ne peut être considérée comme un acte d'hostilité si elle est effectuée avec discrétion, mais la source de loin la plus importante est constituée par les discussions que tous les commandants ont automatiquement avec les chefs des deux camps. A cet égard, l'important est que toutes les informations soient enregistrées et présentées de manière à ce que les divergences ou les preuves corroborantes puissent être vues et évaluées pour ce qu'elles valent.

En termes mécaniques, un commandant qui tente d'atteindre son objectif par la négociation et l'utilisation de ses hommes s'appuiera dans une large mesure sur les communications. De bonnes communications sont essentielles pour savoir ce qui se passe et être en mesure d'influencer les événements. Il est difficile de résoudre le problème de la mise en place de communications adéquates pour une force de maintien de la paix avant son déploiement, car beaucoup de choses dépendent des circonstances de l'opération. Dans un théâtre, la difficulté peut résider dans les grandes distances à parcourir, alors que dans un autre, ou peut-être dans une autre partie du même théâtre, la difficulté réside dans l'examen des zones urbaines. En outre, il peut exister un bon système téléphonique civil qui peut être utilisé dans les limites imposées par la sécurité, ou il peut ne pas en exister. La seule chose que l'on peut prévoir avec une certitude raisonnable, c'est que les communications militaires normales ne seront probablement pas adéquates, car elles sont conçues pour répondre à un type de déploiement de troupes totalement différent. Tout pays qui envisage de fournir des contingents aux forces de maintien de

la paix doit prendre des dispositions pour résoudre rapidement ce problème, ne serait-ce qu'en réservant une somme réaliste d'argent liquide pour pouvoir acheter l'équipement adéquat dès que les besoins sont connus.

Les problèmes liés au fonctionnement quotidien de la force peuvent être commodément considérés sous les rubriques du moral, de la discipline et de l'administration. Du point de vue du moral, la principale difficulté provient du fait que, du point de vue du soldat, la tâche est généralement ennuyeuse et exigeante, nécessitant de longues périodes de vigilance. Un maintien de la paix réussi n'apporte que peu de satisfaction aux soldats de la force, car cela signifie simplement qu'il ne se passe rien, ce qui signifie encore plus d'ennui. Comparé à l'excitation d'une rencontre réussie dans une campagne de contre-insurrection, cela laisse beaucoup à désirer, et il est extrêmement difficile de garder les soldats heureux lorsque le succès est si intangible. À bien des égards, opérer au milieu de la violence et de la confusion est encore moins satisfaisant, car les soldats peuvent être obligés de rester au milieu du combat alors que leurs activités se limitent à faire des rapports. Ils peuvent alors être soumis à des dangers et à des humiliations considérables, comme le montre l'exemple donné dans la première partie de ce chapitre, sans avoir la satisfaction de riposter. La seule façon pour un commandant de maintenir un bon moral dans de telles circonstances est de préparer au mieux ses hommes à l'avance afin qu'ils ne soient pas pris au dépourvu par les exigences qui leur sont imposées, puis de rester en contact étroit avec eux en leur expliquant le but de chaque phase de négociation et d'opération afin qu'ils puissent comprendre comment leur contribution permet d'atteindre l'objectif de la force.

Deux problèmes de discipline sont particulièrement importants pour les opérations de maintien de la paix. Le premier est que les troubles de l'ordre public dans les centres de population peuvent provoquer précisément le type de

violence spontanée que la force de maintien de la paix a pour but d'empêcher et, à tout le moins, sont susceptibles d'ébranler la confiance dans la force elle-même. Un tel comportement doit donc être traité avec plus de sérieux qu'il ne le serait normalement. Le second problème, beaucoup plus difficile, concerne les tentations qui sont faites à certains soldats de la force d'aider l'une ou l'autre des parties en fournissant des armes ou des informations ou en transportant des messages ou même des personnes dans des véhicules de maintien de la paix, en vertu de l'immunité normalement accordée à la force par les parties au conflit. Ces actions sont souvent mises en lumière par l'autre partie, souvent de manière à mettre la force de maintien de la paix dans l'embarras, ce qui peut entraîner des restrictions qui, à leur tour, peuvent nuire à la capacité de la force d'atteindre son objectif. Malheureusement, ceux qui ont l'intention de corrompre des membres de la force de maintien de la paix disposent souvent de ressources si importantes que la tentation est vraiment très grande. Il est important que les commandants soient conscients de la menace et mettent en place tous les moyens possibles pour la contrôler, par exemple en soulignant que les risques d'être pris sont élevés et les punitions sévères. Le général von Horn est particulièrement conscient des dangers liés à la corruption au sein d'une force de maintien de la paix et consacre un chapitre entier de son livre à ce sujet⁴⁰.1

Les problèmes administratifs sont difficiles à prévoir et peuvent ne pas se poser dans une large mesure, surtout si la force de maintien de la paix est nationale ou soutenue administrativement par une seule nation, comme c'est le cas à Chypre où les Britanniques administrent la force des Nations unies. En revanche, si la force de maintien de la paix est multinationale, les conditions administratives peuvent être chaotiques dans les premiers temps. C'est du moins la leçon qui

⁴⁰ CARL VON HORN, *op. cit.*, pp.98-114.

ressort très clairement des opérations menées au Congo et au Yémen. C'est pourquoi un pays qui envoie un contingent rejoindre une force internationale de maintien de la paix doit être en mesure de s'assurer qu'il sera correctement pris en charge, soit en se convainquant que les dispositions logistiques de l'organisme de parrainage fonctionneront, soit en faisant en sorte que son propre contingent soit autosuffisant sur le plan logistique.

Il n'y a pas grand-chose à dire sur l'organisation et l'équipement particuliers des troupes participant à des opérations de maintien de la paix. Les procédures utilisées étant très différentes de celles utilisées dans d'autres opérations, il est parfaitement possible d'utiliser des unités blindées ou d'artillerie dans un rôle démonté, à condition qu'elles soient correctement briefées. La tâche ne leur semblera pas plus étrangère qu'au fantassin. D'un autre côté, une telle formation n'est probablement pas rentable en raison des frais généraux plus élevés par homme sur le terrain que pour un bataillon d'infanterie. Il se peut bien sûr que l'organisme qui finance la force ne veuille pas d'infanterie mais préfère des véhicules blindés, des unités de génie ou de logistique, auquel cas ces unités devront être adaptées autant que possible aux besoins particuliers. En ce qui concerne l'équipement, il suffit de dire qu'il est peu probable que des armes d'appui soient nécessaires, bien qu'elles puissent être prises par précaution, mais que tous les dispositifs conçus pour améliorer la surveillance, en particulier la nuit, sont susceptibles d'être utiles.

Il est probablement juste de résumer de la manière suivante les mesures qu'un pays doit prendre pour être prêt à envoyer un contingent dans une force de maintien de la paix. Premièrement, il doit veiller à ce que tous les officiers reçoivent une formation complète sur le contexte du maintien de la paix, afin qu'ils comprennent que l'approche est totalement différente de tout autre type d'opération. Deuxièmement, elle

doit veiller à ce que les techniques utilisées dans les opérations de maintien de la paix antérieures soient analysées et étudiées dans les établissements de formation d'officiers appropriés et, à cet égard, un accent particulier doit être mis sur l'enseignement de la manière de collecter et d'utiliser au mieux les informations manifestes, étant donné qu'il n'y a peut-être pas d'autres renseignements sur lesquels fonder la planification ou la négociation. Troisièmement, des mesures doivent être prises pour garantir la disponibilité d'un soutien logistique et de communication adéquat.

Enfin, il ne fait guère de doute que seules des troupes bien préparées et très disciplinées peuvent agir efficacement dans un rôle de maintien de la paix. Le stress imposé aux officiers et aux hommes est considérablement plus important que ce que l'on croit généralement. En fait, il est probablement vrai de dire que les exigences du maintien de la paix constituent l'une des plus grandes épreuves qu'un commandant puisse connaître et certainement l'une des moins agréables.

TROISIÈME PARTIE
PRÉPARATION REQUISE.

Chapitre9

L'éducation et la formation

La première partie de cette étude visait à montrer que la lutte contre la subversion et l'insurrection et la réalisation d'opérations de maintien de la paix sont des tâches standard que toute armée devrait être prête à entreprendre et que, en ce qui concerne l'armée britannique, il s'agit de tâches plus susceptibles de se présenter que la conduite de guerres conventionnelles. La première partie a également été conçue pour donner une très brève introduction à la nature de la subversion et de l'insurrection, en mettant particulièrement l'accent sur le fait que les mesures militaires ne représentent qu'un aspect du problème. La deuxième partie a été rédigée pour attirer l'attention sur ce qui est exigé de l'armée dans les différentes phases de la lutte contre la subversion et l'insurrection et dans les opérations de maintien de la paix. L'objectif de la troisième partie est de rassembler les conclusions des deux premières parties qui sont pertinentes pour les mesures que l'armée devrait prendre pour se préparer à la tâche, et de mettre en évidence les domaines dans lesquels une nouvelle approche pourrait s'avérer utile. La substance de la troisième partie est contenue dans deux chapitres, le premier concernant des recommandations sur la manière dont l'éducation et la formation devraient être abordées, et le second contenant quelques suggestions sur la fourniture d'unités militaires et de spécialistes, et sur le développement des armes et de l'équipement nécessaires. Un dernier chapitre, résumant les principales conclusions de l'étude dans son ensemble, est également inclus dans la troisième partie.

En ce qui concerne la subversion et l'insurrection, les besoins de l'armée en matière d'éducation et de formation, tels qu'ils sont définis dans le présent ouvrage, peuvent être répartis en quatre parties distinctes et identifiables. En premier lieu, il y a la fonction véritablement éducative qui consiste à adapter

l'esprit des hommes à l'environnement de ce type de guerre. Cela concerne tous les officiers et, à travers eux, les soldats eux-mêmes. Il s'agit d'expliquer la nature fondamentale de la subversion et de l'insurrection, en particulier la manière dont la force peut être employée pour atteindre des objectifs politiques, et la manière dont les considérations politiques affectent l'utilisation de la force. L'étude de la nature fondamentale des conflits a toujours été reconnue comme une étape importante pour améliorer la compréhension de la guerre conventionnelle, et elle n'est pas moins pertinente lorsqu'elle est appliquée à la subversion et à l'insurrection. Il existe aujourd'hui une grande quantité de travaux écrits sur le sujet qui méritent d'être analysés et le résultat d'une telle analyse serait utile à bien des égards. Par exemple, elle aiderait les étudiants en histoire militaire à étudier les campagnes d'insurrection et elle aiderait également ceux qui s'intéressent aux principes de la guerre à voir comment ces principes s'appliquent aussi bien à la subversion et à l'insurrection qu'à d'autres formes de conflit⁴¹.

Le deuxième aspect de la formation et de l'entraînement, qui concerne la subversion et l'insurrection, a trait à la manière dont les officiers apprennent à organiser une campagne en combinant des mesures civiles et militaires pour atteindre un objectif gouvernemental unique. Une telle formation est nécessaire pour permettre aux officiers de participer, avec les représentants de la police et du

⁴¹ Les principes de la guerre sont particulièrement faciles à démontrer dans le cadre des opérations de contre-insurrection, comme on peut le voir dans les situations décrites aux chapitres 6 et 7, où la pertinence de l'économie de la force, le problème de l'équilibre entre les besoins de l'action offensive et de la sécurité, et la valeur de la coopération entre les soldats, les policiers et les représentants du gouvernement sont particulièrement bien mis en évidence.

gouvernement civil, à la conduite des campagnes à leurs niveaux respectifs. Il s'agit de leur enseigner la valeur opérationnelle des moyens non militaires de nuire à l'ennemi, tels que les programmes de réinstallation et le contrôle des denrées alimentaires. De même, si le militaire n'est pas en mesure de souligner les inconvénients liés à leur utilisation, ils peuvent être employés au mauvais moment, simplement parce qu'un policier ou un fonctionnaire du gouvernement a entendu dire que la méthode en question était utilisée à bon escient ailleurs, sans jamais avoir compris toutes les implications de son utilisation.

Le troisième aspect consiste à enseigner aux officiers comment diriger les activités de leurs propres soldats, y compris, bien sûr, les policiers ou les forces locales qui peuvent être placés sous leur commandement. Il s'agit avant tout de promouvoir l'idée que les commandants sont les personnes responsables de la collecte et du développement des informations dans la mesure nécessaire à la réalisation de leurs objectifs tactiques. Cette méthode d'approche, telle que décrite au chapitre 6, est actuellement peu comprise, bien qu'elle soit vaguement perçue par beaucoup de ceux qui ont participé à des opérations de contre-insurrection. Malheureusement, il existe très peu de matériel pédagogique sur cet aspect du sujet. Comme nous l'avons mentionné, il existe un volume croissant d'ouvrages sur la nature de l'insurrection, et les brochures de formation militaire couvrent de manière adéquate les techniques qui se sont avérées utiles dans le passé. Il n'en demeure pas moins qu'il est nécessaire de combler le fossé entre les deux en expliquant le cadre tactique adéquat dans lequel les techniques peuvent être utilisées de manière optimale.

Le quatrième aspect de l'éducation et de la formation concerne les méthodes utilisées pour enseigner à tous les grades les techniques proprement dites, c'est-à-dire les meilleures méthodes pour effectuer des patrouilles et des

amhushes, organiser des convois, préparer des bases défensives, attaquer des camps ennemis et toutes les nombreuses activités militaires similaires qui constituent la lutte contre la subversion et l'insurrection. C'est la fonction de l'entraînement militaire dans sa forme la plus conventionnelle, et le matériel pédagogique disponible est abondant. Les problèmes qui se posent pour mener à bien cet aspect de la formation consistent d'abord à sélectionner les bonnes leçons à mettre en exergue, en tenant compte du temps de formation disponible, et ensuite à organiser la formation de manière à ce qu'elle ait un sens dans le contexte d'un traitement correct de l'information. En d'autres termes, si la procédure d'embuscade peut parfaitement être enseignée hors contexte, on obtiendra un résultat plus satisfaisant si elle s'inscrit dans un cadre réaliste et instructif.

Outre ces quatre aspects de la formation nécessaire pour préparer les hommes à participer à la lutte contre la subversion et l'insurrection, on peut en identifier deux autres qui concernent le maintien de la paix. Le premier concerne l'enseignement nécessaire pour faire comprendre aux officiers, et à travers eux aux soldats, la nature fondamentale de la tâche. La seconde concerne les techniques d'enseignement qui ont été utilisées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix antérieures, l'accent étant mis en particulier sur l'enseignement aux commandants de la manière de collecter et d'utiliser au mieux les informations manifestes. Bien qu'il y ait moins de documents écrits sur ce sujet que sur l'insurrection, il y en a encore une quantité respectable, et ils sont complétés en permanence. En juin 1967, une bibliographie sur le maintien de la paix⁴² a été publiée ; elle contenait des analyses descriptives de 75 livres, brochures et rapports et d'environ 90 documents importants des Nations unies. Depuis lors, beaucoup d'autres

⁴² ALBERT LEGAULT, *Peace-Keeping Operations : Bibliography*, IPKO Publications, Paris, 1967.

documents ont été publiés, de sorte que l'on ne peut pas dire qu'il serait difficile de trouver autant de matériel à étudier qu'il y a de temps pour le faire. Dans un document publié en mai 1967, le principal conseiller militaire du Secrétaire général des Nations unies insiste particulièrement sur la nécessité pour les pays qui pensent pouvoir un jour contribuer à une force des Nations unies d'inclure l'étude des activités de maintien de la paix dans la formation de leurs officiers⁴³.

Il convient à présent d'examiner brièvement la manière dont ces matières devraient être enseignées afin de tirer le meilleur parti du temps et de l'argent consacrés à cet enseignement. En 1960, l'armée britannique, constatant que les officiers de régiment étaient constamment engagés dans des opérations de contre-insurrection sans avoir reçu une formation adéquate, a décidé d'organiser un cours spécial destiné à les préparer à la tâche de commander des compagnies dans ce type de guerre. A l'époque, on s'est rendu compte que la clé de la lutte contre les insurgés résidait dans le traitement approprié de l'information et qu'une grande partie du cours devrait être consacrée à l'explication de la manière dont les informations de base sont obtenues afin de pouvoir être développées. C'est pour cette raison qu'il a été décidé que le cours serait dispensé à l'école du renseignement militaire et non dans un établissement conçu pour l'enseignement de la tactique, comme l'école d'infanterie. Bien que le cours ait été de qualité et bien adapté aux besoins, et bien que les raisons de l'organiser à l'École du renseignement militaire aient été parfaitement sensées, il a sombré en quelques années en raison d'un manque de soutien. Les commandants, qui n'avaient pas été élevés de manière à comprendre la véritable nature de la subversion, étaient incapables de réaliser que le cours était essentiellement tactique, et pensaient qu'ils étaient obligés de

⁴³ I. J. RIKHYE, *United Nations Peace-Keeping Operations : Higher Conduct*, IPKO Publications, 1967, p. 16.

renoncer à l'utilisation de leurs commandants de compagnie, dont ils avaient grand besoin, pendant dix semaines, simplement pour qu'ils puissent s'initier à l'intelligence. Si le cours avait été dispensé à l'école d'infanterie, ce malentendu aurait pu être évité, mais le cours aurait probablement été moins utile. Quoi qu'il en soit, la première tentative sérieuse de s'attaquer au problème s'est soldée par un échec.

Mais en fait, même si l'idée valait la peine d'être tentée dans les circonstances de l'époque, un cours de quelques semaines destiné à un niveau particulier d'officiers n'aurait jamais pu être qu'un pis-aller, car la véritable exigence est d'enseigner le sujet progressivement à tous les officiers au fur et à mesure de leur carrière. La lutte contre la subversion ou l'insurrection n'est pas plus un sujet particulier que la guerre conventionnelle. Cela fait partie du même sujet, à savoir le combat, et la seule façon rationnelle d'aborder le problème est de l'enseigner comme une phase parfaitement normale de la guerre. Ainsi, les aspects concernant les cadets doivent être enseignés dans des écoles de cadets telles que Sandhurst, et les aspects concernant les officiers d'état-major et les commandants d'unité doivent être enseignés dans des écoles d'état-major telles que celles de Camberley et de Latimer. Ce fait est aujourd'hui pleinement accepté et le problème actuel est de s'assurer que le sujet est enseigné de manière efficace dans les différents établissements concernés. Le maintien de la paix devrait être considéré exactement de la même manière et enseigné comme une phase normale de l'activité militaire par les pays susceptibles d'y être impliqués, ce qui inclut certainement le Royaume-Uni.

La mention des cours destinés aux commandants de compagnie et dispensés par l'Ecole de renseignement militaire au début des années 60 a pour but de souligner le fait que la lutte contre la subversion et l'insurrection a été considérée comme un sujet spécialisé jusqu'à une époque très récente dans ce pays, et l'idée de la traiter comme un élément normal

de la guerre est encore étrangère à certains des officiers les plus anciens de l'armée. Bien entendu, il existe des aspects véritablement spécialisés dans ce type de guerre, comme dans d'autres types de guerre, et les cours pour spécialistes dispensés dans des établissements spéciaux doivent en tenir compte. Par exemple, le programme d'un cours d'officier des transmissions doit tenir compte des problèmes auxquels peut être confronté un officier dirigeant un détachement de transmissions dans une situation de contre-insurrection, de la même manière qu'il tient compte des problèmes auxquels il serait confronté si les Russes envahissaient l'Allemagne, et il en va de même pour les officiers de renseignement. En outre, il peut s'avérer nécessaire d'organiser des cours sur des sujets qui ne concernent que les opérations de contre-insurrection, tels que le pistage, tout comme il est nécessaire d'organiser des cours sur des sujets qui ne concernent que la guerre conventionnelle, tels que le maniement de l'artillerie nucléaire. La mise en place d'un établissement pour répondre à ce besoin est examinée dans le chapitre suivant, mais cela n'enlève rien à la nécessité de garder à l'esprit les besoins de la lutte contre les insurgés et des opérations de maintien de la paix lors de la préparation du programme dans tous les établissements de formation, qu'ils répondent ou non aux besoins des spécialistes.

A ce stade, il peut être utile d'examiner plus en détail le type d'éducation et de formation requis aux différents niveaux. Si l'on admet que la lutte contre l'insurrection et les opérations de maintien de la paix doivent être enseignées progressivement comme des phases normales de l'activité militaire, il est nécessaire de veiller à ce que les officiers reçoivent, au début de leur carrière, des bases aussi solides dans ces domaines que dans d'autres aspects de leur profession. En ce qui concerne l'armée britannique, cela signifie que l'Académie militaire royale de Sandhurst a la responsabilité principale d'enseigner aux élèves officiers la nature fondamentale de l'insurrection et du maintien de la paix, avec

une référence particulière au contexte politique. A l'heure actuelle, à Sandhurst, tous les élèves officiers reçoivent un enseignement sur la nature de la subversion et de l'insurrection, mais le sujet n'est abordé en détail que par ceux qui choisissent de l'étudier en tant que matière spéciale, de préférence à des matières telles que " Histoire de la pensée stratégique " ou " Problèmes de moral et de leadership "⁴⁴.

Le maintien de la paix n'est pas encore enseigné comme une matière à part entière et, bien qu'il soit de moindre importance, il n'en demeure pas moins qu'il y a lieu d'en inclure les principes fondamentaux dans une partie du cours. Les officiers réguliers qui sont engagés ailleurs qu'à Sandhurst ne peuvent étudier les fondements de ces sujets, comme ils le font pour d'autres sujets militaires, que dans le cadre d'études privées et le mieux que l'on puisse faire est d'attirer leur attention sur leurs responsabilités à cet égard par leurs commandants dès le début de leur carrière. Dans l'armée britannique, relativement peu d'officiers non réguliers atteignent le poste de commandant de compagnie ou d'escadron, ou occupent des postes d'état-major liés à la politique opérationnelle, et par conséquent la théorie de la subversion, de l'insurrection et du maintien de la paix est moins importante pour eux que les techniques qu'ils doivent apprendre après avoir rejoint leurs unités. Le problème de l'enseignement académique de la matière à ces personnes peut donc être ignoré, comme il doit l'être d'ailleurs en raison du temps disponible qui est en tout cas conforme à la pratique relative à l'enseignement des aspects théoriques d'autres types de guerre.

⁴⁴ Le chef du département des études de guerre à Sandhurst souligne que plus de la moitié des élèves-officiers ont choisi "*Guerilla and Revolutionary Warfare*" comme matière à option depuis que l'option leur a été ouverte. Il y a cinq matières à choisir.

La phase suivante de la formation d'un officier est celle qu'il reçoit au sein de son unité. A ce stade, l'instruction dépend largement des circonstances. Par exemple, si un bataillon sait qu'il se rendra prochainement dans un pays pour participer à une opération spécifique de contre-insurrection ou de maintien de la paix, son programme d'entraînement sera certainement axé sur cette campagne particulière et sera presque certainement fortement orienté vers l'enseignement des techniques réelles qui se sont avérées efficaces dans la région concernée. En revanche, si le bataillon n'est pas aussi directement impliqué dans une situation particulière, l'entraînement peut et doit être orienté vers la démonstration et la pratique de méthodes d'approche qui permettent d'intégrer les techniques dans les principes de base. Par exemple, une formation peut être conçue pour enseigner les idées contenues dans le chapitre 6, ce qui est plus susceptible de porter ses fruits à long terme qu'une formation centrée sur les techniques jugées utiles au cours des campagnes passées. Quelques techniques absolument routinières devront bien sûr être enseignées aux soldats dans tous les cas, telles que les procédures utilisées pour gérer les émeutes ou pour boucler les rues ou les villages, mais la majeure partie de la formation des officiers devrait être orientée dans le sens mentionné ci-dessus. La méthode d'approche correcte peut être enseignée soit par des études sur des modèles de tissu, soit par des exercices de troupe à grande échelle.

Si les écoles de formation des cadets s'occupent essentiellement de l'enseignement des principes fondamentaux de la discipline et si les unités se concentrent sur l'enseignement de la bonne méthode d'approche et de certaines des techniques les plus courantes, cela signifie que le reste des besoins en matière d'éducation et de formation doit être pris en charge par les écoles d'armes et les collèges d'état-major. Ces établissements doivent également enseigner suffisamment la bonne méthode d'approche et les techniques

pour que les élèves qui en sortent puissent retourner dans leurs unités en tant qu'instructeurs. Dans l'ensemble, il s'agit d'un engagement lourd et, à moins d'une coordination efficace entre les établissements concernés, il y aura inévitablement des lacunes dans les connaissances d'un officier.

En examinant ce qui devrait être enseigné dans chaque école ou collège, il est seulement nécessaire de garder à l'esprit ce pour quoi l'individu est formé dans chaque cours. Par exemple, l'école d'infanterie, en enseignant la contre-insurrection aux commandants de compagnie, devrait se concentrer sur le traitement correct de l'information, car c'est la préoccupation essentielle des commandants au niveau de la compagnie et du bataillon. En même temps, il faut donner des instructions sur l'utilisation de techniques non militaires pour atteindre les objectifs opérationnels, car les commandants au niveau de la compagnie et du bataillon sont susceptibles d'agir en tant que membres militaires de comités conjoints. D'autre part, l'école d'état-major s'occupe principalement de former des hommes qui agiront en tant qu'officiers d'état-major auprès de commandants supérieurs ou qui deviendront eux-mêmes des commandants supérieurs en temps voulu. L'enseignement doit donc se concentrer sur les problèmes liés à l'organisation d'une campagne à l'aide de méthodes civiles et militaires. Mais les commandants supérieurs et leurs états-majors doivent également comprendre ce que les commandants des niveaux inférieurs doivent essayer de faire ; l'enseignement doit donc inclure une référence au traitement tactique de l'information. Les mêmes considérations s'appliquent au maintien de la paix. Les écoles d'armes devraient apprendre aux officiers comment s'atteler à la tâche elle-même, tandis que les écoles d'état-major devraient s'attacher à expliquer le contexte, de sorte que les futurs officiers d'état-major du ministère de la défense, du commandement à l'étranger ou d'une force de maintien de la paix puissent comprendre les problèmes auxquels est confronté

leur contingent national et lui apporter le soutien et l'orientation nécessaires.

La situation concernant l'enseignement des principes fondamentaux aux élèves officiers à Sandhurst a déjà été mentionnée et il est maintenant nécessaire de parler des cours existants dans les écoles d'armes britanniques et les collèges d'état-major. A cet égard, on peut dire d'emblée que, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le système actuel si l'on veut que les officiers soient formés et éduqués de manière adéquate, la situation est nettement meilleure qu'il y a dix ans, à une exception flagrante près. Il s'agit de l'instruction donnée dans les écoles d'armes autres que l'école d'infanterie en ce qui concerne la préparation des officiers des armes concernées à convertir leurs unités en infanterie et à les utiliser dans ce rôle en cas de nécessité. Il est vrai que les unités converties dans l'urgence semblent souvent donner de bons résultats après seulement quelques semaines d'entraînement aux techniques appropriées à la situation particulière, mais bien que cela fasse honneur à l'intelligence et à l'enthousiasme des officiers, ainsi qu'à la polyvalence des soldats, cela ne signifie pas que la tâche est accomplie aussi bien qu'elle devrait l'être, en particulier en ce qui concerne les implications à long terme. Ce fait est souvent négligé parce que l'unité concernée n'est pas consciente de ce qu'elle devrait accomplir, et parce que les officiers supérieurs eux-mêmes n'en sont parfois pas conscients. Les unités converties sont fondamentalement aussi peu entraînées à ce type de guerre que les unités d'infanterie l'étaient il y a dix ans, et une décision politique devrait être prise soit pour maintenir suffisamment de bataillons d'infanterie dans l'armée afin de mener à bien toutes les tâches d'infanterie probables, soit pour donner aux officiers des unités blindées et d'artillerie la même quantité d'entraînement aux aspects d'infanterie des opérations de contre-subversion et de contre-insurrection que celle qui est donnée aux officiers d'infanterie

eux-mêmes. Bien que le second cours prenne du temps, il ne serait pas excessivement coûteux.

Lorsqu'on examine la formation dispensée en matière de lutte contre la subversion et l'insurrection dans les principales écoles d'état-major britanniques⁴⁵ et à l'école de l'infanterie, il est utile d'aborder le problème sous trois angles. Premièrement, le contenu de l'instruction donnée est-il correct et équilibré ? Deuxièmement, y a-t-il suffisamment d'instructions à chaque niveau ? Troisièmement, l'ensemble est-il bien coordonné de manière à donner aux officiers une formation solide et progressive tout au long de leur carrière ? En supposant que les principes fondamentaux soient correctement enseignés aux officiers au début de leur carrière, la question de l'équilibre se réfère aux trois grands domaines d'instruction mentionnés précédemment, à savoir l'organisation coordonnée d'une campagne utilisant des méthodes civiles et militaires pour atteindre un objectif donné, la méthode d'approche correcte en ce qui concerne le traitement tactique de l'information et l'instruction dans des techniques particulières. De ce point de vue, il apparaît immédiatement que le maillon faible de la chaîne est l'enseignement de la méthode d'approche tactique correcte. Les deux ailes de l'École d'état-major et de l'École d'infanterie au niveau du commandant de compagnie entrent dans les détails de la gestion globale des campagnes, et les trois établissements incluent l'enseignement des techniques de base, soit isolément comme dans le cours des commandants de peloton à l'École d'infanterie, soit dans le cadre d'autres enseignements à des niveaux plus élevés. La méthode d'approche correcte n'est pas enseignée parce qu'elle n'est pas entièrement comprise, bien qu'à l'École d'état-major au moins,

⁴⁵ L'école d'état-major des services communs, l'école d'état-major de Camberley et l'aile junior de l'école d'état-major de Warminster.

on se rende compte qu'il existe une lacune et qu'elle est liée d'une certaine manière à la fonction de renseignement ou au traitement de l'information⁴⁶. Une faiblesse beaucoup moins grave en ce qui concerne le contenu et l'équilibre concerne l'accent mis sur une partie du spectre opérationnel par rapport à une autre. Ainsi, grâce à l'influence actuelle du Viet Nam, de Hong Kong et de l'Irlande du Nord, l'enseignement tend à se polariser vers les extrêmes, c'est-à-dire la gestion des émeutes d'une part et la lutte contre les grandes guérillas d'autre part. En conséquence, la lutte contre les petits groupes terroristes, en particulier dans les zones urbaines, ne reçoit pas toute l'attention qu'elle mérite.

Il est plus difficile de se prononcer sur la question de savoir si l'on consacre suffisamment de temps de formation à la lutte contre l'insurrection et la subversion par rapport à d'autres formes de guerre, car de nombreux facteurs dépassant le cadre immédiat de cette étude entrent en ligne de compte, tels que la complexité relative de l'apprentissage d'un type de guerre par rapport à un autre. Par exemple, même s'il était convenu que la préparation à la lutte contre l'insurrection devait avoir la priorité sur toutes les autres activités militaires, il pourrait être inutile d'y consacrer plus de temps de formation qu'à la préparation à un autre aspect de la guerre, moins prioritaire, mais beaucoup plus difficile à enseigner. Il n'est donc guère utile de déterminer la proportion d'un cours consacrée à l'étude de ce type de guerre par rapport à d'autres types de guerre, et la seule évaluation utile est de savoir si le temps total alloué est suffisant pour atteindre les objectifs de formation d'officiers suffisamment bien formés pour mener à bien les tâches qu'ils doivent être préparés à entreprendre. Il est impossible d'évaluer cette question autrement qu'en se fondant sur l'opinion des personnes qui ont connaissance des résultats

⁴⁶ Entretien accordé à l'auteur par des membres du personnel de direction, le 3 juin 1970.

obtenus sur les différents théâtres d'opérations. Un fait ressort cependant de l'examen de la formation dispensée dans les écoles et collèges en question : la part du temps total consacrée à l'étude de ce type de guerre diminue au fur et à mesure que l'ancienneté de l'élève augmente. S'il pouvait être démontré que, sur une période donnée, les performances des officiers subalternes étaient nettement plus impressionnantes que celles des commandants supérieurs et de leurs états-majors, cela pourrait indiquer qu'une plus grande attention devrait être accordée à l'instruction aux niveaux supérieurs. Bien qu'il ne soit pas possible d'en apporter la preuve, on pourrait faire valoir que les résultats des campagnes passées l'indiquent et qu'il est probablement juste de conclure qu'une formation plus poussée est nécessaire pour les personnes susceptibles d'être employées dans des opérations de contre-insurrection à un niveau supérieur à celui d'un commandant de compagnie.

A cet égard, on fait parfois remarquer que le personnel de direction des collèges concernés n'a que peu de contrôle sur le temps à consacrer à l'étude de la lutte contre la subversion et l'insurrection par rapport à d'autres formes de guerre, parce que leurs priorités d'enseignement doivent être étroitement liées à la politique de défense nationale définie par le gouvernement. Si tel est le cas, il y a de bonnes raisons de modifier le système pour deux raisons. Premièrement, bien que la fourniture de personnel, d'unités et d'équipement doive être étroitement liée à la politique de défense nationale en raison des dépenses qu'elle entraîne, il faut admettre que ceux qui définissent la politique peuvent se tromper et le peu d'argent supplémentaire nécessaire pour garantir que les officiers étudient ce qui se passerait si les prévisions du gouvernement s'avéraient erronées devrait être considéré comme de l'argent bien dépensé. En effet, on peut dire qu'une telle étude, qui est une véritable forme de préparation, a son rôle à jouer pour dissuader les ennemis potentiels et encourager les alliés potentiels, même si elle a moins de poids que des formes de

préparation plus matérielles. La deuxième raison de modifier le système est que, même si la probabilité d'avoir à combattre une insurrection est considérée comme moindre que celle d'avoir à combattre d'autres types de guerre, la nécessité de s'y préparer est indiscutable. Mais la préparation va bien au-delà de la formation des personnes susceptibles de devoir se rendre sur place et de faire face aux problèmes lorsqu'ils surviennent. Il est tout aussi important que toutes les personnes concernées par l'organisation et l'administration de l'armée aient une compréhension approfondie de ce qui est en jeu, afin qu'elles puissent jouer leur rôle de manière efficace. L'importance de la continuité dans la lutte contre l'insurrection, telle qu'elle est décrite au chapitre 6, en est un très bon exemple. Assurer la continuité sur un théâtre d'opérations implique de prendre toutes sortes de mesures en ce qui concerne le déploiement des unités, l'affectation des hommes et même la composition de l'ordre de bataille global. Cela a des ramifications dans le domaine administratif en ce qui concerne l'ampleur de l'inaccomplissement que les soldats peuvent avoir à subir et qui a une incidence sur des questions telles que le recrutement, la rémunération et le logement. Dans la pratique, il faut sacrifier beaucoup de choses pour assurer la continuité et les bonnes décisions ne seront prises dans les différents quartiers généraux et au ministère de la défense que si tous les officiers qui les composent comprennent ce qui est en jeu. Pour ces deux raisons, il est important que le sujet soit traité de manière adéquate dans les écoles et les collèges et que les décisions concernant les priorités de la défense ne se traduisent pas trop littéralement par des heures consacrées à un sujet plutôt qu'à un autre.

Le point suivant à examiner concerne la coordination entre les diverses écoles et collèges, coordination nécessaire pour assurer que la formation et l'éducation d'un officier progressent de façon satisfaisante tout au long de sa carrière. Que ce soit par accident ou à dessein, un certain degré de

coordination semble avoir été atteint, et bien qu'il y ait quelques doubles emplois à chaque niveau, ce n'est probablement pas plus que ce qui est nécessaire pour les besoins essentiels de la révision et pour s'assurer que les officiers qui ont manqué l'instruction à un niveau inférieur reçoivent une base suffisante au niveau supérieur pour leur permettre d'assimiler l'instruction principale qui y est dispensée. La seule exception à cette situation concerne la formation dispensée au Joint Services Staff College où les officiers de la Royal Navy et de la Royal Air Force sont intégrés pour la première fois. Il se peut qu'avec la disparition des commandements unifiés à l'étranger, il ne soit plus nécessaire d'enseigner ne serait-ce que les rudiments de la subversion et de l'insurrection aux officiers de ces services, mais ces personnes peuvent être nommées à des postes d'influence, ne serait-ce qu'en tant qu'officiers d'état-major au ministère de la défense, et il semblerait donc qu'il y ait lieu de remanier l'enseignement dispensé à l'école d'état-major des services interarmées pour tenir compte de cette exigence. Cela ne veut pas dire qu'aucun enseignement sur le sujet n'est inclus dans le cours actuel de l'école d'état-major interarmées, mais il est certainement insuffisant pour donner une base raisonnable au sujet à des officiers qui ne l'ont peut-être pas étudié du tout dans le passé. Ces personnes n'ont pas besoin d'apprendre les techniques opérationnelles impliquées, ni de connaître la méthode de traitement de l'information pour mettre les troupes en contact avec les groupes ennemis. Ce qu'ils doivent comprendre, c'est la nature essentielle de l'insurrection, avec une référence particulière aux considérations politiques, la relation qui doit exister entre les autorités militaires et civiles, et suffisamment de procédures tactiques pour leur permettre d'apprécier les avantages et les inconvénients de l'utilisation de certaines méthodes et de certains systèmes d'armes.

Mais si la formation à la contre-subversion et à la contre-insurrection est au moins tentée à tous les niveaux, il

n'en va pas de même pour le maintien de la paix. Ce n'est qu'à l'école d'état-major de Camberley que des dispositions raisonnables sont prises pour couvrir ce sujet. Dans les autres écoles et collèges, il est à peine abordé, l'enseignement se limitant à une ou deux conférences données par des conférenciers invités. A cet égard, l'armée britannique est très en retard par rapport aux armées d'un certain nombre d'autres pays qui incluent le maintien de la paix dans le programme de leurs écoles nationales d'état-major⁴⁷, le Canada, par exemple, organise trois exercices de deux jours à l'équivalent de l'école d'état-major des services interarmées britanniques, et la formation des officiers d'état-major subalternes met également l'accent sur ce sujet⁴⁸. En revanche, il faut admettre que l'armée américaine aborde à peine le sujet dans son enseignement à tous les niveaux, ce qui est regrettable car le temps viendra peut-être où elle sera obligée d'employer des soldats dans ce rôle. Mais indépendamment de la situation qui prévaut dans d'autres pays, il ne fait aucun doute que la position de l'armée britannique n'est pas satisfaisante. L'enseignement des principes fondamentaux du maintien de la paix et des techniques qui se sont avérées utiles dans le passé devrait être dispensé à tous les niveaux.

Un autre point, étroitement lié à l'éducation et à la formation, mérite d'être souligné dans ce chapitre. Il s'agit de la consultation des alliés sur les méthodes de lutte contre la subversion et l'insurrection dans les régions où les troupes britanniques pourraient être amenées à aider celles d'un autre pays, ou dans lesquelles les troupes britanniques et alliées pourraient ensemble aller aider un troisième pays. Sans consultation préalable, il est presque inévitable que des

⁴⁷ A. J. WILSON, *Some Principles for Peace-Keeping Operations, A Guide for Senior Officers*, IPKO Publications, 1967, p. 10.

⁴⁸ Informations fournies par le Commandant du Collège des Forces armées canadiennes Collège.

malentendus se produisent, d'autant plus que certains des contingents d'une force conjointe n'auraient aucune expérience pratique de quelque nature que ce soit. Des consultations bilatérales et éventuellement une formation commune coûteraient très peu, mais pourraient contribuer de manière significative à l'amélioration de l'efficacité de l'intervention ultérieure.

L'une des retombées les plus importantes d'une formation adéquate concerne la sélection des officiers qui occuperont les postes les plus importants dans les opérations de contre-insurrection et de maintien de la paix. A l'époque où il n'y avait pratiquement pas de formation dans ces domaines, les officiers devaient être sélectionnés soit parce qu'ils avaient acquis une expérience opérationnelle antérieure, soit parce qu'on pensait qu'ils étaient des hommes d'une telle qualité qu'ils sauraient instinctivement quoi faire lorsqu'ils seraient confrontés aux problèmes sur le terrain. Les comités de sélection et le département du secrétaire militaire se trouvaient ainsi investis d'une responsabilité injustifiée et, dans de nombreux cas, les sélectionneurs eux-mêmes n'avaient ni la formation ni l'expérience nécessaires pour faire les bons choix. Il n'est guère surprenant que des sélections malheureuses aient été faites de temps à autre, mais il n'en est pas moins vrai que certains des échecs, ou des retards dans la réussite, subis par l'armée britannique au cours des vingt années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale étaient dus à cette cause. En veillant à ce que tous les officiers soient correctement formés à chaque niveau et à ce que les qualifications requises pour une promotion comprennent des qualifications dans ce domaine comme dans d'autres, les comités de sélection seront en mesure de revenir à leur fonction première, à savoir choisir la meilleure personne pour une tâche particulière parmi un certain nombre d'hommes qualifiés.

On peut estimer que l'on a beaucoup trop insisté dans ce chapitre sur la nécessité de former les officiers à participer à

des opérations de contre-subversion et de contre-insurrection. Ceux qui pensent ainsi pourraient être intéressés par une comparaison entre la formation des officiers britanniques et celle des officiers de l'armée américaine, en gardant à l'esprit que les deux armées sont obligées de maintenir un potentiel conventionnel et un potentiel de contre-insurrection. Pour mener à bien cette comparaison, deux lignes d'approche s'imposent. La première consiste à examiner la quantité et le type de formation suivie par l'officier ordinaire tout au long de sa carrière et la seconde consiste à examiner dans quelle mesure une formation spécialisée est dispensée dans des domaines étroitement liés aux opérations de contre-insurrection. Mais avant d'examiner ces deux aspects, il est nécessaire de dire un mot sur l'influence que la guerre au Viêt-nam a eue sur la formation dans l'armée américaine. Naturellement, la nécessité de fournir un flux régulier d'hommes pour occuper les postes au Viêt-nam a grandement influencé la formation actuellement dispensée aux officiers à tous les niveaux, mais il n'est pas moins vrai de dire que ce n'est pas là toute l'histoire. Ce qui est plus intéressant, ce sont les mesures qui sont prises pour s'assurer que toute campagne future sera gérée efficacement dès le départ, avec une référence particulière aux mesures nécessaires pour aider un allié. La formation d'individus pour combattre au Vietnam doit se poursuivre, mais il est encourageant de constater que l'on réfléchit, en particulier aux niveaux supérieurs, à l'évolution des procédures, en vue de leur utilisation dans d'autres parties du monde à l'avenir.

L'armée américaine, comme l'armée britannique, fonde sa politique de formation des officiers à la contre-insurrection sur la nécessité d'inclure ce sujet dans le programme des écoles d'armes et des collèges d'état-major à tous les niveaux. Elle se distingue de l'armée britannique par le temps qu'elle consacre à ce sujet et par le contenu détaillé de son instruction. Il n'est pas facile d'établir une comparaison

précise entre les deux armées en termes de temps alloué, car il est difficile d'interpréter correctement les entrées d'un programme d'études. Par exemple, un sujet placé sous la rubrique générale de la contre-insurrection peut être indiqué comme prenant tant d'heures de formation, mais lorsqu'on l'examine de près, il s'avère que le sujet enseigné est un simple problème administratif ou de mouvement qui a été inclus dans la rubrique de la contre-insurrection simplement parce que l'exercice dans lequel il apparaît est un exercice ayant un contexte de contre-insurrection. Inversement, l'instruction sur "Le bataillon dans le rôle aéromobile", par exemple, peut figurer dans le programme sous la rubrique "Emploi aérien", bien que le sujet soit exclusivement lié aux opérations anti-insurrectionnelles. Malgré ces difficultés, il ne fait aucun doute que l'armée américaine consacre plus de temps à ce sujet que l'armée britannique. Il serait probablement juste de dire que les officiers américains d'un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel passent au moins deux fois plus de temps à étudier le sujet que leurs homologues britanniques ; au-dessus de ce grade, le ratio est encore plus élevé. En ce qui concerne le contenu détaillé de l'instruction, il semble y avoir moins de différences entre les positions des deux armées, le point faible se situant dans les deux cas dans le domaine de la direction tactique des troupes. Les deux armées ont tendance à se concentrer sur le contexte militaire civil des opérations, bien que les Américains montrent plus d'intérêt pour les principes fondamentaux du sujet et l'étude des campagnes passées. Les deux armées comprennent également assez bien les techniques de terrain, bien que les Britanniques soient plus forts dans le domaine des opérations anti-insurrectionnelles de bas niveau à l'heure actuelle. Il est certain que l'armée américaine est beaucoup plus orientée vers les opérations de conseil, mais c'est un sujet qui est plus directement lié à la formation des spécialistes.

Plus haut dans ce chapitre⁴⁹, il a été fait mention des problèmes posés par la formation de spécialistes tels que les officiers de transmission ou les officiers de renseignement, et il a été souligné que les besoins particuliers de la lutte contre les insurgés devaient être pris en compte lors de la préparation des cours, quelle que soit l'école qui dispense l'instruction. Il a également été dit qu'il pourrait être nécessaire d'organiser des cours dans certaines matières qui ne sont pertinentes que pour les opérations de contre-insurrection, telles que le pistage. L'armée américaine aborde le problème d'une manière radicalement différente de celle des Britanniques en concentrant dans un grand poste militaire tous les cours spécialisés relatifs aux opérations de contre-insurrection. En d'autres termes, les conseillers militaires, les officiers des opérations psychologiques, les officiers des affaires civiles, les équipes des forces spéciales, les officiers de renseignement destinés à travailler sur des théâtres de contre-insurrection et divers autres spécialistes sont tous formés dans une seule institution par des instructeurs qui doivent faire allégeance à un seul commandant. En outre, cet officier commande également toutes les unités opérationnelles des forces spéciales sur le territoire continental des États-Unis. Cet arrangement permet d'obtenir un degré élevé de fertilisation croisée entre un grand nombre de personnes de haut niveau spécialisées dans la lutte contre les insurgés. Cela signifie non seulement que les cours sont plus efficaces qu'ils ne le seraient s'ils étaient dispersés dans des écoles et des établissements à travers le pays, mais aussi qu'il y a un "essaimage" considérable d'expertise qui est soigneusement collectée et analysée par un groupe de recherche du Combat Development Command composé de plus de cinquante officiers et civils utilisant des méthodes modernes de stockage de données et situés sur le même poste. Ce groupe transmet non seulement les résultats de ses travaux

⁴⁹ Voir p.169 ci-dessus.

aux instructeurs des cours, mais aussi aux écoles d'armes et aux collèges d'état-major de toute l'armée, de sorte que les idées les plus récentes sont disponibles là où elles sont souhaitées. L'influence cumulée sur le développement des idées exercée par ce complexe de spécialistes hautement organisés est bien plus puissante que tout ce que l'armée britannique peut produire.

En conclusion de ce chapitre, on peut dire que, bien que la formation et l'entraînement dispensés aux officiers de l'armée britannique en matière de maintien de la paix et de lutte contre la subversion et l'insurrection soient bien meilleurs qu'il y a dix ans, ils sont encore loin d'être suffisants. Le besoin le plus urgent est de faire en sorte que les officiers apprennent la bonne méthode d'approche en ce qui concerne le traitement tactique de l'information dans les opérations de contre-insurrection, et la formation dispensée dans les unités, les écoles et les collèges doit être remaniée en fonction de ce besoin. En passant, il n'est peut-être pas inutile de suggérer qu'une compréhension de cette idée serait également utile à l'armée américaine. Parmi les autres modifications à apporter au système actuel, citons l'augmentation générale du temps consacré à l'enseignement de la contre-subversion et de la contre-insurrection dans les écoles et les collèges de l'armée, en particulier dans ceux qui s'adressent aux officiers supérieurs, la garantie que les officiers des armes autres que l'infanterie reçoivent une formation adéquate si l'on veut continuer à convertir ces unités au rôle d'infanterie et, enfin, l'augmentation considérable de la formation dispensée dans le cadre des opérations de maintien de la paix afin que tous les officiers aient une bonne connaissance de cette activité.

Chapitre 10

Mise à disposition d'unités, de spécialistes et d'équipements

L'expérience des vingt-cinq dernières années en matière de fourniture d'unités pour des opérations de contre-insurrection ou de maintien de la paix montre que les troubles éclatent presque toujours dans des régions où l'on ne s'y attend pas, que les besoins initiaux en unités sont souvent supérieurs à ce que peut fournir la réserve stratégique constituée pour faire face à l'imprévu, et que les besoins durent plus longtemps que ce que la plupart des gens considèrent comme possible dans un premier temps, bien que l'intensité des opérations puisse fluctuer et que les besoins en unités diminuent au fil du temps. Les troubles qui ont éclaté à Chypre à la fin de l'année 1963 illustrent parfaitement la conjonction de ces trois facteurs. Les troubles n'avaient pas été prévus en ce sens qu'aucune disposition spécifique n'avait été prise dans l'ordre de bataille pour fournir les unités nécessaires pour y faire face ; les besoins initiaux en troupes ont été supérieurs à ce que pouvait fournir la réserve stratégique, de sorte que des unités ont dû être détournées d'autres tâches, par exemple, dans un premier temps, le bataillon affecté à la Force mobile alliée et, par la suite, les bataillons servant dans l'Armée britannique du Rhin ; et l'engagement s'est poursuivi, bien que sous une forme réduite, pendant une période beaucoup plus longue que ce qui avait été prévu à l'origine. Un ou plusieurs de ces trois facteurs ont joué un rôle dans presque toutes les situations d'urgence qui se sont produites depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et il semble que l'Irlande du Nord puisse offrir un nouvel exemple de la conjonction de ces trois facteurs. La différence la plus importante entre la situation actuelle et celle d'il y a vingt ans est que la taille globale de l'armée est beaucoup plus réduite, de sorte que, bien que l'ordre de bataille prévoie toujours le maintien d'unités pour faire face à l'imprévu, la

possibilité d'emprunter les effectifs engagés ailleurs est fortement réduite.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner la question de la mise à disposition d'unités pour participer à des opérations de contre-insurrection et de maintien de la paix. D'une manière générale, il y a quatre façons de mettre des unités à disposition. Tout d'abord, le système existant peut être maintenu, auquel cas chaque nouvelle situation devra être gérée en faisant appel à des troupes engagées dans d'autres tâches dès que la petite réserve conservée spécifiquement pour les imprévus sera épuisée. La seconde solution consiste à transformer des unités de réserve stratégique d'un type non requis par la situation en un type requis. Concrètement, cela s'est traduit par l'utilisation d'unités d'artillerie ou de corps blindés en tant qu'unités d'infanterie, mais cela ne sera pas toujours le cas à l'avenir. La troisième façon de faire face à la situation consiste à lever de nouvelles unités lorsqu'une demande particulière se présente, et la quatrième consiste à maintenir une réserve plus importante pour faire face à l'imprévu en premier lieu, ce qui revient en fait à maintenir une armée plus lâche. Les avantages et les inconvénients de ces quatre solutions sont examinés ci-dessous.

L'avantage de s'appuyer sur le système selon lequel les unités qui remplissent un rôle à un endroit donné sont affectées à la gestion d'une situation d'urgence à un autre endroit si celle-ci se présente, est qu'il s'agit à première vue de la méthode la plus économique pour gérer la situation. En utilisant cette méthode, l'armée peut rester aussi petite que possible, et lorsque rien ne se passe, aucune ressource n'est gaspillée. Il y a cependant de sérieux inconvénients. Si, par exemple, un bataillon de l'armée britannique du Rhin est envoyé en Irlande du Nord, non seulement il laisse un vide en Allemagne, mais il perd rapidement ses compétences en matière de mécanisation, et son absence aura un effet négatif sur l'entraînement de la formation dont il est issu. De plus, les hommes mariés sont

obligés de laisser leur famille dans une ville allemande, ce qui est beaucoup moins satisfaisant que de les laisser en Angleterre où ils peuvent au moins passer du temps avec leurs parents et amis. Pour toutes ces raisons, les périodes de service de l'unité dans la zone d'urgence devront être limitées à quelques mois, ce qui est tout à fait insatisfaisant du point de vue de la continuité, et cela signifie en outre qu'une autre unité devra être déracinée pour la remplacer, à moins que l'engagement n'ait pris fin entre-temps. Cela signifie à son tour des bouleversements et des perturbations supplémentaires, une baisse de l'efficacité de la formation dont est issue la nouvelle unité et une baisse des normes de la nouvelle unité dans son rôle normal. En fin de compte, la situation d'urgence est mal gérée, le manque d'accompagnement augmente, les unités deviennent moins efficaces et les hommes sont mécontents, ce qui a pour conséquence qu'ils quittent le service ou, en tout cas, qu'ils ne se réengagent pas à l'expiration de leur engagement. L'unité est alors en sous-effectif, ce qui accroît la charge de ceux qui restent, avec d'autres conséquences négatives.

L'alternative suivante à considérer est la conversion des unités d'un rôle à l'autre. Là encore, l'avantage est qu'à première vue, en tout cas, le système est plus économique que le maintien d'une armée plus importante ou la levée d'unités supplémentaires. Mais ce système présente un certain nombre d'inconvénients. Tout d'abord, ni les officiers ni les soldats des armes autres que l'infanterie ne sont correctement formés pour agir en tant qu'infanterie, un point déjà mentionné dans le dernier chapitre. Un autre inconvénient important est que les unités blindées et d'artillerie contiennent une forte proportion de spécialistes tels que des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, des opérateurs radio et des mitrailleurs de chars dont les compétences coûteuses sont largement gaspillées si elles sont utilisées pour patrouiller dans la jungle ou pour contrôler les foules dans les rues d'une grande ville. Non seulement ces compétences sont gaspillées dans de telles

circonstances, mais elles se détériorent rapidement, de sorte que les périodes de service dans le rôle converti doivent être écourtées. Enfin, les unités blindées et d'artillerie sont plus faibles en effectifs que les bataillons d'infanterie, ce qui signifie qu'une unité convertie ne peut pas prendre l'engagement d'un bataillon d'infanterie sur la base d'un pour un. En fait, il est nécessaire de mettre hors de combat deux unités d'artillerie pour obtenir une unité d'infanterie de force équivalente.

Par rapport à l'une ou l'autre des deux solutions envisagées jusqu'à présent, la mise sur pied d'unités supplémentaires pour faire face à une situation d'urgence présente de très grands avantages. D'un point de vue opérationnel, un bataillon peut être levé et entraîné dans la mesure nécessaire pour effectuer des tâches de routine au Royaume-Uni ou en Allemagne dans un délai d'environ neuf mois, libérant ainsi un autre bataillon pour prendre part à la situation d'urgence. Dans un délai supplémentaire de neuf à douze mois, il pourrait être prêt à participer lui-même. Mais si les problèmes opérationnels liés à la mise sur pied d'unités supplémentaires sont moindres, les difficultés financières et administratives sont considérables. Il pourrait même y avoir une difficulté politique majeure à cette solution, car elle implique d'admettre que l'armée qui est supposée être capable de défendre le pays contre un assaut majeur, n'est pas capable, sans être élargie, de faire face à ce qui, en comparaison, doit apparaître comme une affaire mineure. L'ampleur de cette difficulté politique dépend largement des circonstances. Si l'urgence survient à un moment où l'armée est en cours de réduction, il suffira de retarder la réduction qui pourra passer pratiquement inaperçue. Si l'urgence survient à la suite d'un changement de gouvernement, l'expansion peut être gérée par une référence à l'erreur de calcul du gouvernement précédent qui a maintenu une armée trop petite. Si, en revanche, le gouvernement ne peut s'en prendre qu'à lui-même pour le nombre d'unités existantes, le problème d'en lever d'autres

peut s'avérer grave d'un point de vue politique. En tout état de cause, l'expérience acquise tout au long de la période écoulée depuis la fin de la conscription indique qu'il serait difficile de trouver la main-d'oeuvre nécessaire pour lever des unités supplémentaires. Il y aurait également le problème de l'élimination des unités au bout d'un an ou deux, une fois l'urgence résolue.

La quatrième alternative, à savoir le maintien d'une réserve stratégique suffisamment importante, est évidemment la plus satisfaisante d'un point de vue opérationnel et administratif. Trois inconvénients méritent cependant d'être pris en considération. Le premier, et le moins important, est que si des engagements inattendus ne se concrétisent pas, les unités servant dans la réserve stratégique risquent de ne pas avoir assez à faire. Depuis la fin de la confrontation avec l'Indonésie à Bornéo et le retrait d'Aden, certains ont estimé qu'à long terme, l'armée risquait de souffrir davantage d'un manque de travail que d'un excès, et bien que le problème ne se soit pas encore posé, il pourrait le faire d'ici le milieu de la décennie. Le deuxième inconvénient est qu'une réserve stratégique plus importante ne peut être maintenue que si l'on dispose de plus d'argent à cet effet, ce qui pourrait se faire au détriment d'une autre capacité militaire ou aux dépens de l'un des autres services. Le troisième inconvénient est que l'armée est déjà sous-recrutée et qu'il ne sera peut-être pas possible de trouver la main-d'oeuvre nécessaire pour maintenir davantage d'unités sans réintroduire une certaine forme de service obligatoire. En revanche, on peut dire que depuis la fin du service national, l'armée a toujours été en sous-effectif de quelques milliers d'hommes et que le pourcentage de sous-effectifs a été pratiquement le même, que l'objectif soit de 190 000, 180 000 ou 165 000 hommes. Il est parfaitement possible que le pourcentage reste à peu près le même si l'objectif est porté à 220 000 ou réduit à 150 000, la raison étant que le gouvernement calcule aussi précisément que possible la solde

et les équipements nécessaires pour recruter les effectifs requis et, à moins d'un léger déficit, il ne peut jamais être certain qu'il n'offre pas plus que ce qui est nécessaire. On peut même affirmer qu'il serait plus facile de maintenir une armée légèrement plus importante que celle prévue par les plans actuels, car ses membres ne seraient pas aussi lourdement surchargés de travail et pourraient donc être plus satisfaits.

Si, au cours des dix dernières années, le problème le plus pressant en matière de fourniture d'unités pour les opérations de maintien de la paix et de contre-insurrection a été de trouver des bataillons d'infanterie, il existe un problème similaire en ce qui concerne les unités logistiques. Ces dernières sont encore moins nombreuses que les bataillons d'infanterie et les propositions visant à en augmenter le nombre sont encore moins populaires en raison de la réticence des soldats et des hommes politiques à agrandir ce que l'on appelle la queue au détriment des dents. Mais en fait, l'analogie est mauvaise. Les unités logistiques représentent les gencives plutôt que la queue, et sans gencives, les dents ne mordent pas. Cet aspect du problème est accentué par le fait que, pour certaines opérations des Nations unies, la Grande-Bretagne pourrait être invitée à fournir seule des unités logistiques. Des dispositions ont été prises à cet effet sous la forme d'unités logistiques conservées dans l'armée de réserve et spécialement conçues pour participer à des opérations de maintien de la paix ou pour relever d'autres unités qui pourraient s'acquitter de cette tâche. En outre, il est possible de convertir des unités d'artillerie et de corps blindés en certains types d'unités logistiques, telles que des escadrons de transport, si le besoin s'en fait sentir, et une conversion de cette nature présenterait moins d'inconvénients qu'une conversion en infanterie. Mais dans l'ensemble, il est probable qu'au milieu des années 70, il y aura une pénurie d'unités logistiques aussi grave que celle des bataillons d'infanterie.

Il n'est pas possible de formuler une recommandation ferme quant à la méthode à adopter pour fournir le nombre d'unités nécessaires pour participer aux opérations de contre-insurrection et de maintien de la paix : en tout état de cause, le plan réel à un moment donné est susceptible de contenir des éléments de deux ou plusieurs de ces méthodes. S'il est incontestablement préférable de maintenir un nombre suffisant de bataillons d'infanterie bien entraînés que d'adopter des méthodes ad hoc pour les fournir à la onzième heure, il est tout aussi certain qu'il ne servirait à rien, à long terme, d'en disposer si cela signifiait sacrifier la capacité de participer à des formes de guerre plus sophistiquées, à moins qu'il ne devienne évident que de telles guerres ne sont plus susceptibles de se produire. L'équilibre entre une capacité opérationnelle et une autre ne peut être décidé qu'au plus haut niveau du ministère de la défense, après examen de tous les facteurs connus, tout comme l'équilibre entre les dépenses militaires et civiles ne peut être pris que par le gouvernement. La décision de maintenir ne serait-ce que six ou huit bataillons de plus que ce qui est actuellement considéré comme nécessaire exigerait une somme d'argent appréciable par rapport au budget total de la défense, à un moment où le gouvernement essaie de réduire ses dépenses globales, et il se pourrait bien qu'il insiste pour que cet argent soit trouvé aux dépens d'une autre capacité de défense. Il est néanmoins juste et nécessaire, dans un ouvrage sur ce sujet, de souligner les facteurs relatifs au maintien de la paix et à la lutte contre l'insurrection que les personnes chargées de prendre les décisions mentionnées ci-dessus doivent garder à l'esprit. En particulier, il convient de souligner la grande importance de la continuité et du déploiement d'unités correctement entraînés, notamment parce que les opérations menées sur une autre base produisent des résultats très coûteux et politiquement dangereux.

Par rapport au maintien d'unités majeures supplémentaires dans l'ordre de bataille de l'armée, les autres

sujets abordés dans ce chapitre sont relativement peu coûteux, l'un des moins coûteux étant la nécessité de conserver suffisamment d'individus et d'unités spécialisés au sein de l'armée pour permettre le maintien des services civils essentiels au cas où les civils ne pourraient pas ou ne voudraient pas les assurer. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'armée comptait des individus ou des unités spécialisées capables de remplir toutes sortes de fonctions civiles : elle pouvait par exemple gérer des ports, des chemins de fer, des centrales électriques et des stations d'épuration, ainsi que superviser l'exploitation de mines et de nombreux types d'installations industrielles. Au fur et à mesure que l'armée s'est contractée, nombre de ces capacités ont été sacrifiées afin que les ressources restantes puissent être concentrées dans les domaines les plus importants, et le processus s'est accéléré au cours des cinq dernières années à la suite des récentes coupes budgétaires dans le domaine de la défense. Une fois de plus, il n'est pas possible de formuler des recommandations spécifiques quant aux postes et unités spécialisés qui devraient être maintenus au sein de l'armée, mais il est nécessaire de suggérer que la plus grande prudence soit de mise avant que d'autres réductions ne soient effectuées dans cette direction. Si l'armée devait participer à des opérations de maintien de la paix ou de lutte contre l'insurrection en dehors du Royaume-Uni, il est possible que certains spécialistes du type mentionné soient nécessaires. Même à l'intérieur du Royaume-Uni, il pourrait arriver que l'armée doive fournir des hommes à cette fin.

L'une des formes d'activité spécialisée qui nécessite une discussion plus détaillée concerne la capacité d'un gouvernement à diffuser ses vues et sa politique de manière avantageuse dans une situation de subversion et d'insurrection. Cette question a été examinée en détail au chapitre 4 où il a été dit que l'armée devrait être prête à fournir des officiers d'état-major formés aux techniques des opérations psychologiques pour agir en tant que conseillers des comités de sécurité ou des

commandants, ainsi que des équipes capables d'exécuter les mesures dans ce domaine qui pourraient être jugées nécessaires. Au chapitre 4, il a été souligné que, bien qu'il n'y ait pas de raison particulière pour que l'armée soit responsable dans la mesure où des civils bien formés seraient tout aussi capables de faire le travail eux-mêmes, l'armée est la seule organisation qui puisse former et retenir le bon type de personnes équipées du bon type de matériel avant qu'une situation ne se présente. Dans la pratique, les ressources en matière d'opérations psychologiques contrôlées par les services au moment de la rédaction de ce rapport sont très limitées. Il y a des officiers d'état-major "PSYOPS" dans trois quartiers généraux à l'étranger, et il y en a également un au ministère de la Défense. Deux officiers du Joint Warfare Establishment organisent également des cours de courte durée sur le sujet et ceux qui les ont suivis sont considérés comme aptes à travailler dans ce domaine si le besoin s'en fait sentir. En ce qui concerne les équipes militaires, il n'en existe qu'une seule, composée d'un officier et de onze hommes. Elle fonctionne actuellement et est subventionnée par le gouvernement du territoire dans lequel elle est déployée. Un petit nombre d'équipes civiles sont également constituées pour être utilisées par le même gouvernement sur son propre territoire. La seule équipe de réserve est celle qui est en train d'être formée dans le cadre d'un bataillon d'infanterie. Si elle est requise pour une opération, elle devra être séparée de son unité d'origine qui devra donc assumer tous les inconvénients et le travail de formation et d'entraînement sans aucune perspective de bénéficier de l'arrangement. Aucune unité ne se réjouit à l'idée de perdre un officier et onze hommes de valeur à brève échéance.

Dans la situation envisagée aux chapitres 4 à 7, on peut constater que les ressources totales disponibles pour les opérations psychologiques seraient à peine suffisantes pour fournir un personnel adéquat au quartier général d'un directeur

des opérations, et encore moins dans les provinces, les comtés ou les districts. En outre, il serait tout à fait impossible d'assurer une couverture raisonnable des équipes à court terme. Il y a certainement lieu de conserver quelques officiers d'état-major et une ou deux équipes à court terme dans le cadre de la réserve stratégique afin que cet aspect essentiel de la contre-subversion et de la contre-insurrection puisse être couvert dès que des troupes sont envoyées. Idéalement, les conseillers d'état-major et les équipes devraient être envoyés bien avant le déploiement des troupes, en même temps que des renforts sont envoyés à l'organisation du renseignement, mais cela est souvent impossible car les autorités destinataires ne comprendront probablement pas ce qui est nécessaire dans ce domaine avant l'arrivée de l'armée. Or, le maintien d'une telle capacité impliquerait de détourner des ressources d'ailleurs et, bien que les besoins financiers et en personnel soient faibles par rapport au maintien de bataillons d'infanterie supplémentaires, ils n'en sont pas moins significatifs. En outre, peu de personnes chargées de mener des campagnes de contre-insurrection comprennent les opérations psychologiques, de sorte que tant que les officiers supérieurs n'auront pas reçu une formation complète dans ce domaine, les ressources resteront probablement inutilisées ou, dans le meilleur des cas, mal utilisées. Mais il faut admettre que la situation actuelle n'est pas satisfaisante et qu'il convient de prendre des mesures pour l'améliorer. Bien que les Britanniques semblent persister à considérer les opérations psychologiques comme relevant du domaine de la science-fiction, elles sont considérées depuis de nombreuses années comme une forme de guerre nécessaire et respectable par la plupart de nos alliés ainsi que par la quasi-totalité de nos ennemis potentiels. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les deux instructeurs, les quatre officiers d'état-major et les douze membres de l'équipe employés par les Britanniques, soit un total de dix-huit hommes, avec les effectifs de certains de

nos alliés. Par exemple, les Allemands de l'Ouest maintiennent des unités d'opérations psychologiques totalisant environ 3 000 hommes dans leur armée régulière, sans parler des unités de l'armée de réserve. Les Grecs et les Finlandais emploient chacun environ 300 hommes et les Italiens incluent une compagnie de guerre psychologique dans leur ordre de bataille. Les Américains maintiennent une capacité d'opérations psychologiques dans tous leurs commandements interarmées à l'étranger ainsi que des bataillons d'opérations psychologiques dans la partie continentale des États-Unis, regroupés avec des unités de forces spéciales et prêts à être déployés immédiatement en cas de besoin. Il ne fait aucun doute que les Britanniques sont "en retard" sur cet aspect important de la guerre contemporaine.

Une question encore plus importante que celle de la capacité à mener des opérations psychologiques concerne les mesures à prendre pour s'assurer que l'armée est capable de renforcer les organisations de renseignement locales ou d'en créer une là où il n'y en a pas. Les préparatifs nécessaires pour s'assurer que les hommes sont formés et prêts à se rendre sur un théâtre d'opérations et à recueillir des informations par des méthodes spéciales décrites au chapitre 6, soit dans le cadre des organisations de renseignement, soit dans celui d'une force spéciale étroitement liée à ces organisations, sont étroitement liés à cette question.

En ce qui concerne l'armée britannique, la situation actuelle en matière de fourniture d'hommes pour renforcer ou mettre en place une organisation de renseignement est la suivante. S'il n'existe pas d'organisation locale de renseignement, l'armée ne peut que fournir un groupe improvisé après un long délai. Bien que certains officiers aient l'expérience nécessaire, ils ne sont pas toujours prêts à se déplacer à court terme, et même s'ils peuvent être libérés de leurs tâches actuelles, il faut du temps pour les extraire et les préparer. Naturellement, dans de telles conditions, il n'est pas

question qu'ils soient formés ensemble ni qu'ils aient l'habitude de travailler les uns avec les autres lorsqu'ils arrivent à destination. S'il existe une organisation locale de renseignement, il y a des personnes formées et prêtes à la renforcer sous la forme d'officiers de renseignement militaire, mais ils sont très peu nombreux et seuls deux d'entre eux, ainsi que quelques sergents interrogateurs, sont prêts à se déplacer à court terme. Il existe en outre un certain nombre d'officiers de liaison du renseignement militaire dans les états-majors de certains quartiers généraux, mais ils ne sont censés que servir d'officiers de liaison entre le quartier général militaire concerné et l'organisation de renseignement locale. Ils ont néanmoins une certaine connaissance du monde du renseignement et pourraient être utilisés comme officiers de renseignement militaire de renfort en cas de besoin. Il n'est pas prévu de mettre en place une force entraînée à effectuer le type d'opérations spéciales nécessaires à l'élaboration d'informations en liaison étroite avec l'organisation de renseignement.

En théorie en tout cas, cette situation est extrêmement insatisfaisante, car la rapidité est de la plus haute importance pour faire fonctionner correctement l'organisation du renseignement et pour préparer une force à mener des opérations spéciales. Les insurgés sont particulièrement vulnérables au début d'une campagne parce qu'ils n'ont pas encore perfectionné leurs mesures de sécurité et qu'ils n'ont peut-être pas réussi à convaincre ou à terroriser plus qu'une proportion relativement faible de la population pour qu'elle les soutienne. Si le gouvernement est en mesure de développer rapidement tout son potentiel et de monter des opérations efficaces dès les premières phases du soulèvement, il a une chance de réduire de plusieurs années le temps nécessaire pour mener à bien l'entreprise ou d'éviter la défaite. Dans la pratique, la situation n'est pas aussi mauvaise qu'elle en a l'air car, dans certaines régions troublées, les autorités hésitent à demander à l'armée des renforts pour leur organisation locale

de renseignement et, pendant qu'elles sont persuadées de la nécessité de le faire, des officiers de renseignement militaire peuvent être rassemblés à partir d'une réserve d'officiers déjà formés. Mais cela ne tient pas compte de la situation Hart of dans laquelle des troupes sont déployées rapidement et inopinément dans une zone où il n'existe pas d'organisation de renseignement, et cela ne réduit pas non plus la nécessité de disposer d'hommes formés et prêts à mettre sur pied une force chargée d'effectuer des opérations spéciales.

Un moyen efficace de résoudre ce problème consisterait à créer une unité qui pourrait remplir les deux fonctions distinctes que sont la mise en place ou le renforcement de l'organisation du renseignement et la mise à disposition d'hommes formés aux opérations destinées à développer l'information par des moyens spéciaux. Si une unité de ce type était créée, l'élément destiné à mettre en place ou à renforcer l'organisation du renseignement consisterait en un certain nombre d'officiers prêts à se déplacer à bref délai en cas de besoin. Ces hommes seraient des majors ou des capitaines et ils seraient soutenus par un certain nombre d'autres gradés qui joueraient le rôle de chauffeurs et de commis. L'unité peut être relativement importante, auquel cas il peut y avoir trois ou quatre groupes composés chacun d'un major et de plusieurs capitaines, le major étant destiné à être déployé dans un quartier général de renseignement provincial ou départemental, et les capitaines dans les districts : une unité de cette taille serait commandée par un lieutenant-colonel ou un major supérieur qui pourrait être déployé dans le quartier général de renseignement du pays concerné. L'unité peut aussi être beaucoup plus petite et ne comprendre qu'un seul groupe, auquel cas le major serait destiné à être déployé au siège des services de renseignement du pays concerné et les capitaines aux provinces ou aux comtés. Dans le second cas, l'intention serait que le groupe commence à s'attaquer au problème, puis qu'il intègre des renforts ultérieurs aux niveaux inférieurs au fur

et à mesure qu'ils sont trouvés. Avant d'être engagés, les agents suivraient une formation qui leur permettrait d'atteindre un niveau élevé avant de commencer à travailler. Non seulement ils pourraient étudier la collecte d'informations de base, mais chaque officier ou groupe d'officiers pourrait se spécialiser dans une région particulière du monde. Ainsi, un groupe ou un individu pourrait se spécialiser dans la Scandinavie, un autre dans les pays méditerranéens, un troisième en Afrique et un quatrième en Asie. Cette spécialisation ne devrait pas empêcher le déploiement dans d'autres parties du monde, mais elle devrait permettre à l'unité dans son ensemble d'acquérir une connaissance globale des régions susceptibles d'être concernées. La spécialisation devrait impliquer des visites et un examen élémentaire des langues de la région, ainsi qu'une étude approfondie des problèmes de la région.

La mise à disposition d'hommes formés aux opérations visant à développer l'information par des moyens spéciaux pose un problème différent, car les équipes qui opèrent réellement sur le terrain sont essentiellement composées de personnes locales, telles que des insurgés qui se sont rendus ou qui ont été capturés. Ce qu'il faut avant le début d'une campagne, c'est un cadre d'hommes qui ont étudié les différentes méthodes utilisées dans le passé et qui peuvent partir à bref délai pour constituer des équipes dans le pays concerné. Dans l'ensemble, ces hommes devraient être plus jeunes que les officiers chargés de renforcer ou de créer une organisation de renseignement, et les parties de leur formation qui ne concernent pas l'étude des méthodes passées devraient être axées sur la vie dans la "brousse" et l'utilisation de diverses armes, par opposition aux moyens de collecte, de traitement et de diffusion des informations. En même temps, la connaissance des techniques de renseignement leur serait utile et ils pourraient aussi se spécialiser dans des zones géographiques particulières. En fait, plus le lien entre les deux parties de l'unité est étroit, mieux c'est, car il se peut qu'une fois déployé, le cadre des opérations

spéciales travaille en étroite collaboration, voire sous le commandement des personnes chargées de recueillir les informations de base. L'organisation de ce cadre doit être adaptée au fait qu'une fois déployés, les hommes qui le composent seront utilisés pour diriger les équipes indigènes plutôt que pour opérer eux-mêmes. Dans cette hypothèse, il devrait être en mesure de fournir un certain nombre de cellules composées chacune d'un officier et d'un ou deux sergents instructeurs. L'idéal serait de disposer d'un nombre suffisant de cellules pour pouvoir en envoyer une dans chaque district, mais il se peut que les troubles aient éclaté dans un pays trop grand pour que cela soit possible. Pour les besoins de cette étude, il est suggéré que le cadre soit composé de six ou huit cellules.

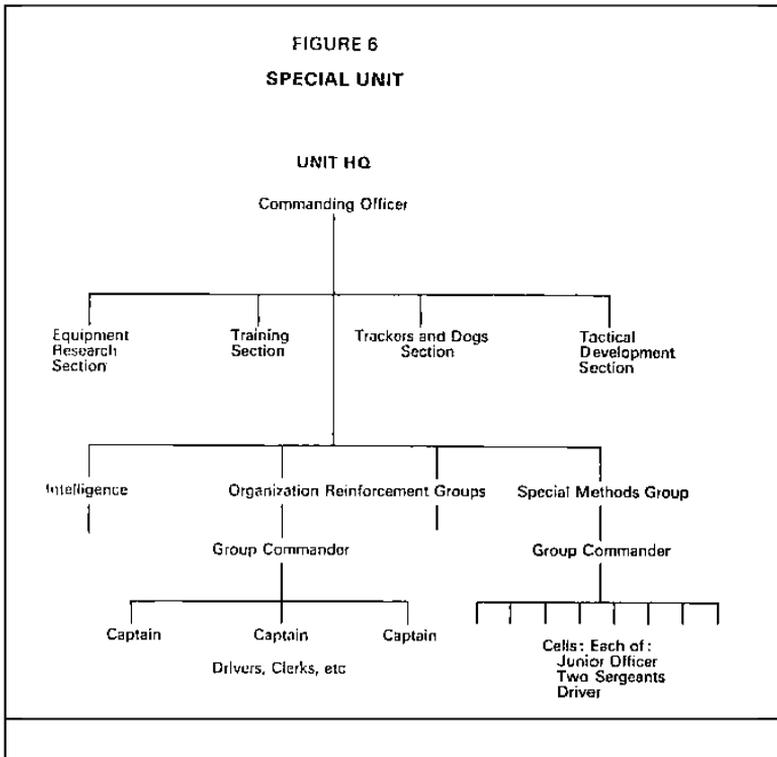
Si une unité devait être créée selon les principes suggérés, il conviendrait de se demander si elle ne pourrait pas également remplir certaines autres fonctions qui sont pertinentes pour les opérations de contre-insurrection et qui ne sont actuellement couvertes par aucune organisation militaire. Une lacune évidente que l'unité pourrait combler concerne la recherche et le développement d'équipements qui pourraient être utiles à l'armée dans la lutte contre les insurgés, tels que des armes spéciales, des systèmes de communication, des dispositifs de stockage de données à utiliser pour la collecte et le développement d'informations, et d'autres avancées technologiques de nature similaire. Un autre vide que l'unité pourrait combler réside dans le développement d'idées destinées à être utilisées par des unités spécialisées ou orthodoxes dans des situations de contre-subversion ou de contre-insurrection. Si une section de développement tactique soigneusement sélectionnée était incluse dans la constitution de l'unité, elle devrait être en mesure de trouver des idées utiles en utilisant une approche à deux volets impliquant l'examen des dossiers d'une part et des discussions avec les officiers de l'unité d'autre part, qui seraient tous des spécialistes dans ce domaine. Les résultats obtenus par les personnes travaillant à

la recherche d'équipements et au développement d'idées tactiques seraient transmis à l'ensemble de l'armée par l'intermédiaire des directeurs d'armement ou du ministère de la défense, selon le cas.

De toutes les activités spécialisées liées à la poursuite d'une campagne de contre-insurrection, aucune n'est plus importante que la mise à disposition de traqueurs. La théorie selon laquelle un homme ne peut traquer que dans le pays où il a été élevé est fautive, mais il est évident qu'il ne pourra le faire efficacement en dehors de sa propre région que si le terrain est similaire à celui dans lequel il a été élevé. Malheureusement, il est pratiquement impossible de former un homme à la traque dans un délai acceptable s'il n'en a pas l'expérience, et il est tout aussi regrettable qu'il n'y ait pas de traqueurs locaux dans de nombreux pays où l'on peut s'attendre à ce que des opérations de contre-insurrection aient lieu. Le problème consiste donc à identifier les pays qui disposent d'une population importante de traqueurs efficaces et à les mettre en relation avec les zones de subversion possibles. Par exemple, certains Indiens d'Amérique du Nord continuent à pratiquer la traque pour gagner leur vie, et ils sont peut-être les seuls à pouvoir le faire efficacement dans les forêts froides et humides de l'hémisphère nord. D'autre part, un certain nombre de tribus africaines vivent encore de la traque dans les forêts tropicales et il en va de même pour les tribus de certaines parties de l'Asie du Sud-Est. Les hommes capables de pister dans des conditions très arides sont beaucoup moins faciles à trouver, mais ils existent dans certaines parties de l'Afrique. La tâche de l'unité en ce qui concerne la mise à disposition de pisteurs pourrait donc se diviser en trois parties. Tout d'abord, elle pourrait réaliser une étude afin de décider où se procurer des traqueurs pour répondre aux besoins de chaque campagne probable. Ensuite, elle pourrait établir des contacts dans les pays d'où proviendraient les traqueurs afin de s'assurer qu'ils puissent être recueillis rapidement. Cela impliquerait de

sélectionner les bons hommes et de s'assurer que le gouvernement du pays concerné est prêt à les laisser partir. Enfin, elle pourrait maintenir un petit groupe de traqueurs provenant de différentes parties du monde, qui pourraient être déployés avec les premières troupes sur un théâtre d'opérations et combler le fossé pendant que d'autres traqueurs sont recrutés dans leur pays d'origine. Avant d'être engagées, ces personnes pourraient être utilisées pour former les hommes des équipes d'opérations spéciales à certaines techniques élémentaires et une formation encore plus élémentaire pourrait être dispensée aux individus des unités afin qu'ils sachent au moins ce qu'ils peuvent attendre de bons traqueurs lorsqu'ils finissent par arriver.

Enfin, il faut prévoir une petite section de formation destinée à enseigner aux nouveaux membres de l'unité comment opérer. Dans la pratique, il ne s'agirait que d'un officier du quartier général de l'unité et d'une assistance administrative, car la plupart des cours seraient dispensés par d'autres membres de l'unité, par exemple les commandants de groupe.



A ce stade, il convient de voir à quoi ressemblerait une unité telle que celle décrite, et un organigramme établi en supposant que l'unité se composerait de trois groupes destinés à renforcer une organisation de renseignement et de huit cellules pour activer des équipes spéciales est présenté à la figure 6. Une unité constituée de cette manière se trouverait certainement concernée par un large éventail d'activités, mais cela n'est pas rare dans l'armée. Ce qui serait plus inhabituel, c'est la manière dont elle se déploierait. En effet, elle ne se déploierait pas en tant qu'unité, mais des éléments partiraient accomplir différentes tâches en différents endroits, tandis que la partie chargée du développement des idées et de l'équipement resterait là où elle se trouve. Pour cette raison, on

pourrait estimer qu'une unité ainsi constituée n'est pas une unité du tout et que ses fonctions devraient être rattachées à l'une des écoles d'armement ou éventuellement au Centre de renseignement de la défense. L'objection au rattachement d'une telle croissance à l'une des écoles d'armes est, tout d'abord, qu'aucune arme n'a le monopole de cette forme de guerre. L'objection suivante est que l'école d'armement concernée est forcément au moins autant concernée par d'autres formes de guerre et que les personnes influentes qui y sont nommées risquent d'avoir peu d'expérience des opérations de contre-insurrection. En outre, lorsqu'un conflit d'intérêt survient pour l'allocation des ressources entre cette unité et le reste de l'École, l'unité risque de ne pas recevoir sa juste part. La possibilité de rattacher l'unité au Centre de renseignement de la défense soulève une série d'objections similaires, dans la mesure où le Centre s'intéresserait davantage aux aspects plus généraux du renseignement qu'à une unité qui s'occupe en partie d'opérations offensives. Le problème des personnalités serait encore plus aigu, car le type de personne qui a acquis de l'expérience dans le domaine du renseignement pur risque d'être totalement inadapté au monde des opérations spéciales. En même temps, il y a beaucoup à dire sur l'intégration de l'unité dans une organisation existante et il est suggéré d'examiner les mérites des différentes alternatives disponibles, ne serait-ce que pour économiser des frais généraux.

Il est indéniable qu'une telle unité serait coûteuse, même si les frais généraux étaient partagés. Une partie des dépenses serait automatiquement compensée par le démantèlement des officiers de renseignement militaire, car la responsabilité du renforcement des organisations de renseignement locales incomberait à la nouvelle unité. Il serait également possible de réaliser une petite économie supplémentaire sur les frais généraux en greffant les officiers d'état-major et les équipes nécessaires à la réalisation des

opérations psychologiques sur les mêmes unités, mais cela présuppose qu'il y ait un nombre important d'officiers et d'équipes d'opérations psychologiques à greffer. Cependant, bien que cela implique des dépenses supplémentaires, la capacité supplémentaire serait beaucoup plus importante en proportion. En mettant en oeuvre ce plan, les Britanniques pourraient progresser sur la voie tracée par l'armée américaine, et une communauté de spécialistes se consacrant à l'étude de la lutte contre la subversion et l'insurrection verrait le jour, ainsi que des embryons d'organisations conçues pour exploiter leurs expériences en vue de produire de nouvelles idées et des équipements plus efficaces.

On peut constater que les mesures recommandées permettraient à l'armée de mettre sur pied à bref délai une organisation de renseignement, de constituer des équipes chargées d'aider à l'élaboration d'informations par des méthodes spéciales et de mettre en place sans tarder une certaine forme d'opérations psychologiques. Elles ne permettraient pas à l'armée de fournir des équipes entraînées pour aider à l'organisation de la population comme décrit au chapitre 4, mais cela est conforme à la conclusion tirée dans ce chapitre, à savoir qu'à la lumière des pressions financières et humaines existantes, la situation ne justifie pas la détention d'hommes prêts à l'avance pour faire ce travail, parce qu'il y aurait le temps de sélectionner et d'entraîner les gens après la découverte de la subversion et avant qu'il ne soit politiquement possible de les déployer⁵⁰. 1 Mais il ne fait aucun doute qu'il serait souhaitable de disposer de telles équipes, ainsi que de conseillers militaires et d'experts en affaires civiles. La formation et la détention de ces personnes constituent une deuxième phase de préparation que l'armée britannique pourrait être obligée de mettre en oeuvre si la menace de subversion s'accroît. L'armée américaine forme et retient déjà

⁵⁰ Voir p. 80 ci-dessus.

un grand nombre de personnes de ce type, ayant largement reconverti ses forces spéciales dans ce domaine, et il serait possible pour l'armée britannique de faire de même si le besoin s'en faisait sentir.

Chapitre 11

Conclusions et réflexions

L'objectif déclaré de cet ouvrage était d'attirer l'attention sur les mesures à prendre dès à présent pour préparer l'armée à lutter contre la subversion et l'insurrection et à participer aux opérations de maintien de la paix dans la seconde moitié des années 70, et l'on peut constater que les recommandations s'articulent autour de deux grands axes. La première, la formation et l'entraînement, porte sur les mesures à prendre pour que les officiers tirent parti des découvertes, notamment en ce qui concerne le traitement tactique de l'information. La seconde concerne les mesures organisationnelles nécessaires pour garantir que les unités appropriées sont disponibles et qu'elles sont armées et équipées de manière optimale. On peut également constater que les mesures relevant de ces deux rubriques interagissent dans une certaine mesure, dans la mesure où la suggestion organisationnelle concernant la création d'une unité destinée à concentrer des spécialistes tels que ceux que possède l'armée britannique permettrait, si elle était mise en oeuvre, de mieux comprendre les problèmes de la lutte contre l'insurrection et la subversion, ce qui serait important sur le plan de l'éducation et de la formation.

Il est difficile de savoir si une recommandation particulière mérite d'être soulignée dans ce dernier chapitre, mais il y a certainement lieu d'insister sur la proposition de créer l'unité spéciale mentionnée, avec tout ce qu'elle impliquerait en termes de préparation à une intervention efficace, dans les premiers stades d'une campagne, et aussi en termes de sensibilisation accrue aux problèmes de la subversion et de l'insurrection qu'elle engendrerait. D'un autre côté, on pourrait considérer que la diffusion de l'idée de transformer les informations de base en informations de contact est plus importante parce qu'elle comble une lacune

dont de nombreuses personnes ont senti l'existence, mais qui n'a apparemment pas été définie par écrit auparavant. Certains agents ont bien sûr pris conscience de ce que cela implique à la suite de leurs expériences au fil du temps, mais c'est une chose très différente que d'en être informé à l'avance et d'être ainsi en mesure d'adapter l'idée aux circonstances d'une situation particulière dès le départ. De ces deux recommandations, la seconde est certainement plus importante pour l'armée américaine, car un établissement unifié pour les spécialistes de la contre-insurrection a déjà été mis en place.

Dans certaines circonstances, une troisième recommandation pourrait devenir aussi importante que les deux premières. Si l'analyse présentée et les prévisions faites au chapitre 1 sont correctes, la seconde moitié des années 1970 verra un nouveau basculement vers le bas du spectre opérationnel, l'insurrection à grande échelle cédant la place à des désordres civils accompagnés de sabotage et de terrorisme, en particulier dans les zones urbaines. Dans ce cas, l'accent opérationnel ne sera plus mis sur la destruction de groupes relativement importants d'insurgés armés, mais sur la séparation des éléments extrémistes de la population qu'ils tentent de subvertir. Cela signifie que la persuasion deviendra plus importante que l'action offensive armée, même si les deux continueront d'être nécessaires et qu'elles dépendront toutes deux d'informations de qualité. En termes de préparation, cela a pour effet de renforcer la priorité qu'il convient désormais d'accorder à l'enseignement aux officiers des méthodes de persuasion à grande échelle et à la mise à disposition des spécialistes et des unités d'opérations psychologiques qui seront nécessaires.

Mais une chose ressort indépendamment des priorités, c'est que les procédés autrefois mystérieux utilisés par les organisateurs de la subversion pour monter une partie d'un peuple contre son gouvernement, ont depuis longtemps été exposés à la vue de tous. Beaucoup de ceux qui ont pratiqué la

subversion ont écrit sur leurs idées et leurs expériences, et d'autres écrivains n'ont pas tardé à les interpréter. Chacun peut découvrir tout ce qu'il veut savoir en lisant les livres qui sont vendus sur le marché libre et conservés dans les bibliothèques du monde entier. Il en va de même pour les mesures qui se sont avérées efficaces pour lutter contre la subversion et l'insurrection, à l'exception du traitement tactique de l'information par les commandants opérationnels. Malheureusement, le fait que tant de choses soient connues par ceux qui ont étudié le problème ne signifie pas que le problème a été étudié par tous ceux qui auraient dû le faire. Dans la pratique, un nombre considérable d'officiers, y compris des officiers supérieurs, considèrent toujours qu'il n'est pas nécessaire de faire de grands efforts pour comprendre ce qui est en jeu, et l'on entend encore souvent dire qu'un soldat en bonne santé armé d'un fusil peut faire tout ce qu'il faut. On pourrait affirmer que l'on obtiendrait davantage en éradiquant cette attitude qu'en mettant en œuvre toutes les recommandations de ce livre et, que cela soit littéralement vrai ou non, il serait évidemment très utile de le faire. Malheureusement, cette attitude est profondément ancrée chez les officiers de carrière des deux côtés de l'Atlantique. Les raisons en sont très complexes et une étude distincte serait nécessaire pour en rendre compte. Il peut cependant être intéressant de conclure celle-ci en examinant les principaux facteurs en cause. Bien qu'un examen aussi superficiel ne puisse conduire à des conclusions fondamentales, il pourrait au moins servir de point de départ à une étude plus approfondie.

A l'origine du problème, il y a le fait que les qualités requises pour mener une guerre conventionnelle sont différentes de celles requises pour faire face à la subversion ou à l'insurrection, ou encore pour participer à des opérations de maintien de la paix. Traditionnellement, un soldat est formé et conditionné pour être fort, courageux, direct et agressif, mais lorsque des hommes dotés de ces qualités s'engagent dans la

lutte contre la subversion, ils constatent souvent que leurs points forts sont exploités par l'ennemi. Par exemple, une réaction ferme face à une provocation peut être déformée par une propagande astucieuse de telle sorte que les soldats constatent que la population civile considère leur force comme de la brutalité, et leurs efforts directs et honnêtes pour aider à rétablir l'ordre comme les bévues ridicules d'un troupeau d'éléphants. Peu à peu, les officiers les plus intelligents développent de nouvelles caractéristiques telles que la surnoiserie, la patience et la détermination à déjouer leurs adversaires par tous les moyens compatibles avec la réalisation de l'objectif. Ceux qui ne sont pas capables de développer ces caractéristiques ont tendance à se retrancher dans leur coquille militaire et à essayer de ne pas remarquer ce qui se passe. Ils adoptent la théorie du "soldat en forme avec un fusil" et attendent avec impatience le jour où ils pourront revenir à un "vrai métier de soldat", ce qui signifie préparer la prochaine - ou la dernière - guerre, plutôt que de combattre dans la guerre en cours. Il existe également des raisons matérielles valables de ne pas devenir trop qualifié dans la lutte contre les insurgés, car l'expertise dans ce domaine peut avoir pour effet d'éloigner un officier du courant principal de la préférence militaire, un facteur qui est plus apparent dans l'armée américaine que dans l'armée britannique.

Bien qu'il soit relativement facile de comprendre pourquoi les officiers sont réticents à se plonger dans les problèmes de traitement de la subversion, il est moins facile de savoir ce qu'il faut faire à ce sujet. Il n'est bien sûr pas possible de suggérer que les officiers soient amenés à penser les questions militaires d'une manière totalement différente, car l'effet cumulatif de siècles de conditionnement ne peut pas être éliminé aussi facilement. En tout état de cause, l'armée n'est pas maintenue uniquement pour combattre les insurgés ou pour participer à des opérations de maintien de la paix. Concrètement, la situation peut s'améliorer dans une certaine

mesure à mesure que les officiers subalternes mieux formés remplacent ceux qui partent à la retraite, et toute amélioration apportée à l'éducation et à la formation des officiers se répercutera de cette manière. Des progrès considérables dans l'adaptation des attitudes des personnes effectivement employées dans la lutte contre la subversion et l'insurrection pourraient être réalisés en informant soigneusement les commandants des unités. A l'heure actuelle, nombre d'entre eux tentent délibérément de présenter la situation à leurs subordonnés en termes de guerre conventionnelle. Ils prononcent des discours enflammés sur la nécessité de mettre l'ennemi au tapis et se livrent à de fréquents redéploiements et à d'autres activités destinées à créer l'illusion d'une bataille. Mais, outre les inconvénients tactiques qui en découlent, par exemple le manque de continuité, ils parviennent en fait à aggraver les tensions qui pèsent sur leurs subordonnés parce qu'ils encouragent en fait le développement des caractéristiques qui ne conviennent pas à ce type particulier d'opération, tout en retardant l'épanouissement de celles qui pourraient s'avérer utiles. Les commandants feraient mieux d'expliquer à leurs subordonnés les réalités fondamentales de la situation et de les encourager à s'immerger dans l'atmosphère du pays. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront voir les choses du point de vue de la population dont ils essaient de regagner et de conserver l'allégeance.

La question de l'attitude des hommes est intéressante mais, bien qu'elle ait un certain rapport avec l'objectif de cette étude, elle est tellement entourée d'impondérables qu'il ne servirait à rien de spéculer davantage dans ce contexte. Peut-être qu'une personne qualifiée se penchera plus tard sur la question et effectuera des recherches scientifiques. En attendant, il est permis d'espérer que les conclusions de ce livre aideront d'une manière ou d'une autre l'armée à se préparer aux tempêtes qui pourraient survenir au cours de la seconde moitié des années 1970.

Bibliographie

La liste suivante contient tous les ouvrages mentionnés dans les notes de bas de page ainsi qu'un certain nombre d'autres ouvrages qui se sont avérés particulièrement utiles pour la préparation de cette étude. Les ouvrages non publiés et les articles de journaux et de périodiques ne sont pas inclus.

ALI, TARIQ, *New Revolutionaries, Left Opposition*, Peter Owen, 1969.

BAJtKEN, DUULEY, *Griuas, Portrait of a 1'errorist*, Cresset Press, 1959.

IARNE'f'r, D. Itnd KARARI NJAMA, *Mau Mau From Within*, Macgibbon and Kee, 1966.

BLACKSTONE, GALES, HADLEY and LEWIS, *Students in Conflict*, Wiedenfeld and Nicolson, 1970.

uuchAN, ALISTAIR, *Europe's Futures, Europe's Clwices*, Chatto and Windus, 1969.

IIFYORD JONES, w., *Griuas and the Story of Eoka*, Robert Haylc, 1959.

c ALDER, *Unless Peace Comes*, Alan Lane, The Penguin Press, 1968.

c AMPBELL, ARTifUn, *Guerillas*, Arthur Barker, 1967.

CHALIAND, CEitARD, *Armed Struggle in Africa*, Monthly Review, 1969.

CJ.ARKE, ROBIN, *We All Fall Down*, Alan Lane, The Penguin Press, 1968.

CLUTI'ERBUCK, RICHARD, *The Long Long War*, Cassell, 1967.

t:OHN BENDI'r, D., *Obsolete Communism, The Left Wing A ltematiue*, Andre Deutsch, 1968.

CRITCHLEY, T. A., *The Quest of Violence*, Constable, 1970.

ORBAY, REGIS, *Revolution in the Revolution?*, Pelican Books, 1968.

ORBAY, REGIS, *Strategy (or Revolution)*, Jonathan Cape, 1970.

HEXON and HEILDRONN, *Communist Guerilla Warfare*, Allan and Unwin, 1954.

HERMAN, W. J., *The Insurrectionists*, Methuen, 1970.

FITZGIBON, CONSTANTINE, *Out of the Lion's Paw*, Macdonald, 1969.

FOLEY, CHARLES, *Island in Revolt*, Longmans, 1962.

GREIG, RAN, *Assault on the West*, Foreign Affairs Publication House, 1969.

GIUVAS, GEORGE, *Guerilla Warfare, Eoka's Struggle*, Longmans, 1964.

GRIUAS, GEORGE, *The Memoirs of General Griuas*, edited by Charles Foley, Longmans, 1964.

GUEVARA, ERNESTO, *Guerilla Warfare: A Method*, Norman Learmont Company and Co., 1962.

GUEVARA, ERNESTO, *On Guerilla Warfare*, Cassell, 1962.

GUEVARA, ERNESTO, *Bolivian Diary*, Jonathan Cape, 1968.

GUEVARA, ERNESTO, *Reminiscences of the Cuban Revolutionary War*, Pelican Books, 1969.

HOBBS, MICHAEL, *The Impartial Soldier*, Oxford University Press, 1970.

HASTINGS, MAX, *Ulster 1969*, Victor Gollancz, 1970.

HILL, DRUMMOND, *Warfare in the Enemy's Rear*, Allen and Unwin, 1963.

HENDERSON and GOODHEART, *The Hunt* (or *Kimathi*, Hamish Hamilton, 1958.

HOOCH and SCHOEFFELACH, *The Natives Are Restless*, Sheed and Ward, 1969.

HUCK, ARTHUR, *The Security of China*, Chatto and Windus, 1970.

JAMOUS, ALAN, *The Politics of Peace Keeping*, Chatto and Windus, 1969.

JAMES, ROBERT RHODES, *The Czechoslovak Crisis*, Wiedenfeld and Nicolson, 1969.

JUTSON, FRANK, *Gangs and Countergangs*, Barrie and Rockliff, 1960.

LAWRENCE, T. E., *Seven Pillars of Wisdom*, Jonathan Cape, 1935.

LAKEY, L. S. B., *Mau Mau and the Kikuyu*, Methuen, 1952.

LAKEY, L. S. D., *Defeating Mau Mau*, Methuen, 1954.

LE GAULT, ALBERT, *Peace-Keeping Operations*: Bibliography, IPKO Publications, 1967.

LONNROTH, ERIC, *Lawrence of Arabia*, Valentine Mitchell, 1956.

LUTIWAK, EDWARD, *Coup D'Etat*, Allen Lane, The Penguin Press, 1968.

MAJOALANEY, F., *State of Emergency*, Longmans, 1962.

MAO TSE TUNG, *On Guerilla Warfare* Translated by S. Griffiths, Cassell, 1962.

MCCARTHY, RICHARD, *The Ultimate Folly*, Victor Gollancz, 1970.

MCCUEN, JOHN, *The Art of Counter-Revolutionary War* Faber and Faber, 1966. •

MIKSCH, F. O., *Secret Forces*, Faber and Faber, 1950.

MITCHELL, COLIN, *Having Been a Soldier*, Hamish Hamilton, 1969.

McCLOSKEY, FLEMMING, *The Spark and The Flame!* Musedmill Press, 1956.

McCLOSKEY, EDCAR, *The Indo China War*, Faber and Faber 1964.

McCLOSKEY, EDGAR, *The Greek Civil War*, Faber and Faber, 1966.

McCLOSKEY, EDCAR, *The Algerian Insurrection*, Faber and Faber, 1967.

OPPENHEIMER, MARTIN, *Urban Guerrillas*, Penguin, 1970.

PAGE, LEITCH and KNIGHTLY, Philby, *André Deutsch*, 1968.

PAGE, JULIAN, *Counter-Insurgency Campaigning*, Faber and Faber, 1967.

PAGE, JULIAN, *Yemen Post: Aden 1961-67*, Faber and Faber, 1969.

PHILLIPS, IOM, *My Silent War*, Macgibbon and Kee, 1968.

RIKHYE, I. "United Nations Peace-Keeping Operations: Higher Conduct, IPKO Publications, 1967.

ROBERTS, ADAM, *The Strategy of Civilian Defence*, Faber and Faber 1967.

ROY, JULES, *The Battle of Dien Bien Phu*, Faber and Faber, 1965.

SINCLAIR, ANDREW, *Guevara, Foutana*, 1970.

SKEM, L. M. K., *Military Strategy at UN Headquarters For Peace Keeping*

Operations: A Proposal, IPKO Publications, 1967.

SRENCHIST, NJLS, *The Swedish UN Stand By Force and Experience*, IPKO Publications, 1967.

STEPHENS, N., *Cyprus, A Place of Arms*, Pall Mall Press, 1966.

STRONG, KENNETH, *Intelligence at the Top*, Cassell, 1968.

SUN TZU, *The Art of War*, Translated by S. Griffiths Oxford University Press

1963. • ,

TABOR, RICHARD, *The War of the Flea*, Paladin, 1970.

TANHAM, GEORCE, *Communist Revolution Warfare*, Frederick Prneger, 1961.

THOMPSON, ROBERT, *Defeating Communist Insurne*"" Chatto and Windus 1967. "" -J• •

THOMPSON, ROBERT, *No Exit from Vietnam*, Chatto and Wind us, 1969.

TRINQUIER, ROGER, *Modern Warfare*, Pall Mall Press, 1964.

VALERIANO AND BOHANNAN, *Cou11ter Guerilla OperatiOIS: The Philippine*

Experience, Pall Mall Press, 1962.

VON HORN, CARL, *Soldiering for Peace*, Cassell, 1966.

vo NCUYEN GIAP, *Big Victory*, Great 1'ask, Pa ll Mall Press, 1968.

vo NCUYEN GIAP, *PeoP_les_ War*, Peoples Army, Bantam, 1968.

WJLSON, A. J., *Some Prmcrcples {or Peace-Keeping Operations: A Guide for Se11ior*

Officers, IPKO Publications, 1967.

WOODCOCK, GEORCE, *Civil Disobedience*, CBO Publications, 1966.

WOOLMAN, DAVID, *Rebels in the Rif*, Oxford University Press, 1969.